Ontario

Ministère *des* Finances

COMPTES PUBLICS *de* L'ONTARIO

2010–2011

ÉTATS DES MINISTÈRES ET ANNEXES

Volume 1

Ministère *des* Finances

COMPTES PUBLICS *de* L'ONTARIO

2010–2011

ÉTATS DES MINISTÈRES ET ANNEXES

Volume 1

TABLE DES MATIÈRES

Page

Guide d'interprétation des comptes publics iii
Sources de renseignements supplémentaires vi

Section 1 – Annexes – Recettes et dépenses

Détails des recettes 1-1
Sommaire des recettes par ministère et par catégorie principale 1-16
Sommaire des dépenses par ministère et par catégorie de dépenses 1-18
Sommaire des dépenses par ministère et par catégorie de dépenses – Fonctionnement 1-20
Sommaire des dépenses par ministère et par catégorie de dépenses – Immobilisations 1-22
Fonds ontarien d'initiative 1-25

Section 2 – États financiers des ministères

Affaires autochtones 2-1
Affaires civiques et Immigration 2-7
Affaires municipales et Logement 2-19
Agriculture, Alimentation et Affaires rurales 2-31
Bureau de l'Assemblée législative 2-45
Bureau du Conseil des ministres 2-53
Bureau du directeur général des élections 2-59
Bureau du lieutenant-gouverneur 2-65
Bureau du vérificateur général 2-69
Cabinet du Premier ministre 2-73
Développement du Nord, Mines et Forêts 2-79
Développement économique et Commerce 2-93
Éducation 2-103
Énergie et Infrastructure 2-113
Environnement 2-127
Finances 2-139
Formation, Collèges et Universités 2-159
Office des affaires francophones 2-173
Ombudsman Ontario 2-181
Procureur général 2-187
Promotion de la santé 2-209
Recherche et Innovation 2-215
Revenu 2-223
Richesses naturelles 2-231
Santé et Soins de longue durée 2-249
Sécurité communautaire et Services correctionnels 2-279
Services à l'enfance et à la jeunesse 2-305
Services aux consommateurs 2-317
Services gouvernementaux 2-323
Services sociaux et communautaires 2-341
Tourisme et Culture 2-351
Transports 2-367
Travail 2-385

TABLE DES MATIÈRES – (Suite)

Page

Section 3 – Annexes – Dette

Titres Émis 3-1
Remboursement de la dette 3-9
Sommaire de l'encours de la dette 3-14
Encours de la dette 3-17
Transactions de la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario (SFIEO) 3-45

Section 4 – Autres annexes supplémentaires

Prêts et investissements 4-1
Fonds et autre passif 4-8
Passif éventuel – Obligations garanties par la province de l'Ontario 4-13
Créances exigibles de la Couronne 4-16

GUIDE D'INTERPRÉTATION DES COMPTES PUBLICS

1 PRÉSENTATION DES COMPTES PUBLICS

Les *Comptes publics* de la province de l'Ontario pour 2010-2011 comprennent le **Rapport annuel** et sont présentés en trois volumes :

Le **volume 1** contient les états des ministères et des annexes détaillées sur la dette et d'autres éléments. Les états des ministères portent sur les activités financières de chaque ministère. Ils sont établis selon la méthode de la comptabilité d'exercice et comparent les crédits autorisés aux dépenses réelles. Les charges des ministères comprennent toutes les charges autorisées par l'Assemblée législative, mais excluent les redressements découlant de la consolidation des organismes publics dont les charges ne sont pas autorisées.

Le **volume 2** contient les états financiers des Organismes de services du gouvernement et Entreprises publiques qui font partie du périmètre comptable, ainsi que certains autres états financiers.

Le **volume 3** contient le détail des paiements versés par les ministères aux fournisseurs et aux bénéficiaires de paiements de transfert.

2 GUIDE D'INTERPRÉTATION DU VOLUME 1 DES COMPTES PUBLICS

(1) Annexes — Recettes et dépenses

(2) États financiers des ministères

Vient ensuite, aux pages 2-1 à 2-397, une présentation de l'activité financière de chacun des ministères. Les cinq états financiers suivants sont présentés pour chaque ministère, s'il y a lieu :

(a) « État des dépenses et des actifs par programme »

Cet état donne un aperçu des dépenses et des actifs par programme. Ils sont comparés aux crédits alloués et aux chiffres réels des exercices précédents.

(b) « État des dépenses et des actifs par crédits et postes »

Cet état énumère les différents postes de chaque crédit ministériel. Il permet ainsi au lecteur de comparer, pour chaque poste, les dépenses effectivement engagées pendant l'exercice avec les crédits alloués dans le *Budget des dépenses* ou approuvés par le Conseil du Trésor. Les crédits législatifs correspondent aux paiements autorisés par un texte législatif et ne sont pas prévus dans la *Loi sure les crédits*. Les paiements statutaires font l'objet d'une rubrique distincte. Les descriptions de programme fournies dans le *Budget des dépenses* ont pour but de donner au lecteur un aperçu général du contenu de chacun des programmes.

(c) « Détail des dépenses et des actifs par postes et selon la classification »

Pour chaque crédit ministériel, les dépenses engagées sont ventilées entre les différents postes, d'une part, et en fonction des catégories de dépenses, d'autre part. S'il y a lieu, les montants statutaires sont indiqués séparément sous la catégorie de dépenses touchant chaque programme.

(d) « État des recettes »

Cet état présente les recettes perçues au cours de l'exercice selon les sources de recettes figurant dans les comptes de la province. On trouvera également, s'il y a lieu, une analyse plus détaillée des montants pour chaque source. Toutes les recettes perçues sont déposées dans le Trésor. Les différents ministères sont responsables de la perception des recettes qui figurent dans leurs états financiers.

(e) « État des remboursements des prêts et investissements »

Cet état présente, de manière comparative, les remboursements de prêts et les recouvrements d'investissements effectués par le ministère. Le ministère qui fait état de ces sommes est responsable des mouvements liés aux prêts et investissements financés par le Trésor.

(3) Annexes de la dette

Cette partie fournit des précisions sur le produit et le remboursement de la dette, un sommaire de la dette contractée et des renseignements sur l'encours de la dette à la fin de l'exercice.

(4) Annexes supplémentaires

Cette partie fournit des renseignements sur les prêts et investissements des ministères, les fonds et autre passif, le passif éventuel et les créances exigibles de la Couronne.

3 TERMES ET DÉFINITIONS UTILISÉS

Mandats spéciaux
On délivre des mandats spéciaux pour autoriser le paiement de dépenses gouvernementales générales et nécessaires lorsque l'Assemblée législative n'est pas en session.

Recouvrement des coûts
Lorsqu'on s'attend à ce que le recouvrement des coûts d'un poste soit égal ou supérieur aux dépenses, le solde est indiqué par un montant nominal de 1 000 $.

Crédits législatifs
Ils représentent des paiements autorisés par un texte législatif précis et ne sont pas prévus dans la Loi de crédits. Les crédits législatifs figurent dans le Budget des dépenses aux fins d'information et ne sont pas votés par l'Assemblée législative. Les montants requis pour les crédits législatifs sont inscrits séparément, s'il y a lieu, dans la rubrique « Classification par catégorie de dépenses » associée à chaque poste.

Catégories de dépenses
Les prévisions des dépenses pour l'exercice 2010-2011 sont présentées par poste dans la rubrique « Catégories de dépenses ». Les descriptions des catégories de dépenses qui suivent sont fournies à titre indicatif et ne sont pas exhaustives.

DÉPENSES

Traitements et salaires
Cette catégorie comprend les traitements et salaires, les heures supplémentaires et autres montants versés au personnel permanent, stagiaire, non classifié et autre à titre de rémunération, les frais de personnel temporaire, les indemnités versées aux députés de l'Assemblée législative et les indemnités spéciales versées aux employés.

Avantages sociaux
Cette catégorie comprend les cotisations versées par le gouvernement, à titre d'employeur, au Régime de pensions du Canada, au Régime de retraite du Syndicat des employés de la fonction publique de l'Ontario, au Régime de retraite des fonctionnaires, à l'assurance-emploi, à la Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail et à divers autres régimes d'avantages sociaux des employés.

Transports et communications
Cette catégorie comprend les frais de déplacement des fonctionnaires en service commandé et des bénéficiaires de prestations gouvernementales, tels que les pupilles de la province, les coûts de réinstallation d'employés mutés ou recrutés, les frais de déménagement de mobilier et de matériel de bureau, les coûts de transport de marchandises (autres que pour la livraison initiale), les frais d'acheminement du courrier (p. ex., affranchissement et courrier recommandé) et les frais de communication (p. ex., téléphone et transmission de données).

Services
Cette catégorie comprend, notamment, les services suivants : publicité et communications assurées par des agences privées et campagnes publicitaires confiées directement aux médias; location et achat de services indépendants de réparation et d'entretien des machines, du matériel, des bâtiments, des terrains et des infrastructures; services de traitement des données; primes d'assurances; autres services professionnels et spéciaux.

Fournitures et matériel
Cette catégorie comprend l'achat de toutes les machines et de tout le matériel (véhicules automobiles et ordinateurs compris), neufs et d'occasion, et l'achat de tous les matériaux, toutes les fournitures et tous les services publics nécessaires.

Paiements de transfert
Cette catégorie comprend les subventions, subsides et aides versées à des particuliers, des entreprises, des organismes à but non lucratif et d'autres organismes gouvernementaux.

Autres opérations
Cette catégorie comprend certaines opérations particulières, telles que les bonifications d'intérêts et les subsides, les garanties honorées, les pertes sur prêts et les subventions remboursables.

ACTIFS

L'actif correspond aux comptes de bilan qui doivent faire l'objet d'un crédit dans le Budget des dépenses. Il existe plusieurs catégories d'actif :

Dépôts et charges payées d'avance
Cette catégorie comprend les paiements versés avant d'avoir reçu les produits ou services achetés, ou versés d'avance à des bénéficiaires de paiements de transfert; ces paiements seront inscrits dans une catégorie de dépenses ne faisant pas partie de l'actif au cours d'un prochain exercice.

Avances et montants récupérables
Cette catégorie comprend les montants versés à des bénéficiaires de paiements de transfert qui seront remboursés à la province au cours d'un prochain exercice.

Prêts et investissements
Cette catégorie comprend les paiements versés à des débiteurs en vertu de contrats de prêt et d'investissements dans les actions de sociétés de la Couronne ou d'autres entités comptables.

Terrains
Cette catégorie comprend les terrains achetés ou acquis comme terrains à bâtir ou pour leur utilisation, leur préservation, l'aménagement de parcs et d'aires de loisir, l'infrastructure et d'autres usages dans le cadre des programmes.

Immeubles
Cette catégorie comprend les vastes et complexes tours de bureaux de grande hauteur, les immeubles à destination particulière comme les prisons et les tribunaux, ainsi que les structures simples comme les dômes de sel et les remises à outils. Elle englobe également toute construction rendue nécessaire par les fonctions opérationnelles des occupants ou pour des besoins esthétiques au-delà du budget prévu dans l'enveloppe de base affectée aux locaux (que le gouvernement en soit propriétaire ou qu'il les loue).

Infrastructure des transports
Cette catégorie englobe un réseau complexe de routes, de ponts et d'ouvrages et d'installations connexes.

Matériel de technologie de l'information
Cette catégorie comprend les réseaux physiques de transmission vocale et de données, les plates-formes, les appareils sans fil, les réseaux et les points d'accès, les macro-ordinateurs et les ordinateurs personnels, les serveurs et les dépôts de données, de même que les systèmes d'exploitation et les logiciels s'y rattachant.

Logiciels d'application de gestion
Cette catégorie englobe les éléments logiciels qui automatisent et optimisent les fonctions opérationnelles, les processus, les tâches et les activités.

Parc automobile et flotte de bateaux
Cette catégorie comprend les véhicules automobiles immatriculés qui appartiennent aux ministères : les voitures de tourisme, les véhicules utilitaires moyens et lourds et d'autres véhicules spéciaux. Elle englobe également les traversiers et les bateaux de taille moyenne ou grande.

Avions
Cette catégorie englobe les aéronefs à voilure tournante et à voilure fixe.

SOURCES DE RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

Rapport annuel et États financiers consolidés de l'Ontario

Le gouvernement prépare un rapport annuel qui présente les principaux éléments financiers et économiques de la dernière année et qui fait état des résultats obtenus en fonction des objectifs fixés dans le budget. Pour obtenir une version électronique du rapport annuel de la province de l'Ontario, il suffit de visiter le site Web du ministère des Finances à www.fin.gov.on.ca/fr/budget/paccts.

Budget de l'Ontario

Le gouvernement de l'Ontario présente un budget chaque année, habituellement au début du printemps. Ce document renferme les prévisions de recettes et de dépenses pour l'exercice à venir. Pour obtenir une version électronique du budget de l'Ontario, il suffit de visiter le site Web du ministère des Finances à www.fin.gov.on.ca/fr/budget/ontariobudgets et de cliquer sur « Budget de l'Ontario ».

Budget des dépenses de la province de l'Ontario

Après la présentation du budget de l'Ontario par le ministre des Finances, le Budget des dépenses du gouvernement pour l'exercice commençant le 1er avril est déposé devant l'assemblée législative. Le Budget des dépenses donne les grandes lignes du programme de dépenses de chaque ministère que l'assemblée législative est appelée à approuver en vertu de la *Loi de crédits*. Pour une version électronique, visitez www.fin.gov.on.ca/fr/budget/estimates.

Finances de l'Ontario

Finances de l'Ontario est un rapport trimestriel sur le budget du gouvernement pour l'exercice. Il suit l'évolution qui se produit au cours du trimestre et présente de nouvelles perspectives pour le reste de l'exercice.
Pour une version électronique, visitez le site Web www.fin.gov.on.ca/fr/budget/finances.

Comptes économiques de l'Ontario

Ce rapport trimestriel contient des données sur la composition de l'activité économique de l'Ontario.
Pour une version électronique, visitez le site Web www.fin.gov.on.ca/fr/economy/ecaccts.

NOTA

Le présent document est publié en français et en anglais. On peut en obtenir une version sur CD-ROM dans l'une ou l'autre langue auprès de:

Publications ServiceOntario
Téléphone: 416 326-5300
Sans frais 1 800 668-9938
Téléimprimeur (ATS) sans frais: 1 800 268-7095
Site Web: www.serviceontario.ca/publications

Pour en obtenir une version électronique, il suffit de consulter le site Web du ministère des Finances à www.fin.gov.on.ca.

This publication is available in English and French. CD-ROM copies in either language may be obtained from:

ServiceOntario Publications
Telephone: (416) 326-5300
Toll-free 1-800-668-9938
TTY Toll-free: 1-800-268-7095
Website: www.serviceontario.ca/publications

For electronic access, visit the Ministry of Finance website at www.fin.gov.on.ca.

section 1

Annexes –
Recettes et dépenses

DÉTAILS DES RECETTES

Pour l'exercice clos le 31 mars 2011

La présente annexe établit le sommaire des sources de recettes de la province par catégorie principale. On trouvera à la Section 2 du présent volume les annexes des recettes perçues par les différents ministères, au titre de chaque catégorie principale.

	2011 $	2010 $
RECETTES FISCALES		
Impôt sur le revenu des particuliers	23 624 201 938	23 393 069 500
Taxe de vente	18 813 434 986	17 058 720 773
Impôts sur les sociétés	8 382 695 301	5 615 013 330
Impôts fonciers prélevés aux fins scolaires	5 913 447 800	5 625 600 000
Impôt-santé des employeurs	4 733 193 592	4 545 138 733
Contribution-santé de l'Ontario	2 933 985 933	2 762 618 993
Taxe sur l'essence	2 358 339 792	2 336 224 970
Droits de cession immobilière	1 237 831 884	1 005 053 759
Taxe sur le tabac	1 160 312 423	1 083 115 955
Taxe sur les carburants	702 012 870	658 046 576
Taxe sur la bière et le vin	397 360 420	0
Paiements tenant lieu d'impôt (électricité)	321 000 000	516 000 000
Impôt sur les dividendes privilégiés des sociétés	288 166 155	165 258 749
Impôt sur les bénéfices miniers	140 075 433	15 862 557
Impôt sur l'administration des successions	110 694 193	107 163 493
Redevances sur les revenus bruts – Élément *impôt foncier*	13 131 050	27 989 940
Impôt foncier provincial	9 189 646	9 735 833
Taxe sur le pari mutuel	5 134 134	5 400 685
Impôt calculé sur la superficie en acres – *Loi sur les mines*	2 909 556	678 400
Commission des sports professionnels	7 567	6 776
TOTAL DES RECETTES FISCALES	**71 147 124 673**	**64 930 699 022**

L'impôt sur le revenu des particuliers est perçu par le gouvernement fédéral pour le compte de la province. Le montant déclaré par la province a été réduit de 138 435 369 $ pour les crédits d'impôt de l'Ontario, à l'exclusion des crédits d'impôts fonciers et de taxe sur les ventes en 2010-2011, et de 30 146 263 $ en 2009-2010.

En 2011, les taux d'imposition de l'Ontario sont : de 5,05 % sur les revenus imposables de moins 37 774 $; de 9,15 % sur les revenus imposables de 37 774 $ à 75 550 $; et de 11,16 % sur les revenus imposables supérieurs à 75 550 $. En 2010, les taux d'imposition de l'Ontario sont : de 5,05 % sur les revenus imposables de moins 37 106 $; de 9,15 % sur les revenus imposables de 37 106 $ à 74 214 $; et de 11,16 % sur les revenus imposables supérieurs à 74 214 $. En 2009, les taux d'imposition de l'Ontario sont les suivants : 6,05 % sur les revenus imposables de moins 36 848 $; 9,15 % sur les revenus imposables de 36 848 $ à 73 698 $; et 11,16 % sur les revenus imposables supérieurs à 73 698 $. Les crédits d'impôt de l'Ontario non remboursables tiennent compte des circonstances individuelles et familiales du contribuable (p. ex., le montant de base, la déduction relative au conjoint, les frais médicaux) et sont à raison de 6,05 % en 2009 et de 5,05 % commençant en 2010 (11,16 % dans le cas des dons de bienfaisance excédant 200 $) avant le calcul de la surtaxe provinciale et la réduction de l'impôt ontarien. Les crédits d'impôt de l'Ontario non remboursables sont indexés tous les ans.

DÉTAILS DES RECETTES – Suite

Pour l'exercice clos le 31 mars 2011

Les personnes à revenu plus élevé doivent payer une surtaxe. En 2011, elle équivalait à 20 % de l'impôt ontarien sur le revenu supérieur à 4 078 $, plus 36 % de l'impôt ontarien sur le revenu supérieur à 5 219 $. En 2010, cette surtaxe équivalait à 20 % de l'impôt ontarien sur le revenu supérieur à 4 006 $, plus 36 % de l'impôt ontarien sur le revenu supérieur à 5 127 $. En 2009, elle équivalait à 20 % de l'impôt ontarien sur le revenu supérieur à 4 257 $, plus 36 % de l'impôt ontarien sur le revenu supérieur à 5 370 $.

Les particuliers ne paient pas d'impôt sur le revenu de l'Ontario en dessous d'un montant déterminant. Si l'impôt de l'Ontario à payer est supérieur au montant déterminant du déclarant, il se peut que le montant qu'il ait à payer en impôt de l'Ontario soit réduit. Pour 2011, le montant déterminant de base est de 210 $, auquel on ajoute 389 $ par personne handicapée à charge ou enfant à charge. Pour 2010, le montant déterminant de base est de 206 $, auquel on ajoute 382 $ par personne handicapée à charge ou enfant à charge. Pour 2009, le montant déterminant de base est de 205 $, auquel on ajoute 379 $ par personne handicapée à charge ou enfant à charge pour lequel le déclarant demande la réduction d'impôt.

La taxe de vente harmonisée (TVH) est entrée en vigueur le 1er juillet 2010. La taxe de vente au détail (TVD) provinciale a été remplacée par une taxe de vente unique sur la valeur ajoutée et a été combinée avec la taxe sur les produits et services (TPS) fédérale pour créer la TVH. La portion provinciale de la TVH est de 8 %, soit le même pourcentage que le taux général de la TVD avant qu'elle ne soit remplacée, et la portion fédérale est de 5 %, pour un taux combiné de TVH de 13 %. La responsabilité de percevoir la TVH a été confiée au gouvernement fédéral et les revenus en découlant sont versés à la province à l'aide d'une formule de répartition des revenus.

L'Ontario a maintenu une taxe de vente de 8 % pour les types d'assurance qui étaient imposables avant juillet 2010 et une taxe de vente de 13 % sur les véhicules d'occasion achetés de particuliers. L'Ontario continuera d'administrer la taxe de vente sur les primes d'assurance et les ventes privées de véhicules.

Avant le 1er juillet 2010, la taxe de vente au détail de l'Ontario était perçue pour la province par des vendeurs titulaires d'un permis sur la juste valeur des produits et services taxables, n'incluant pas la taxe sur les produits et services fédérale. Le taux général de la taxe équivalait à 8 % du prix d'achat de la plupart des biens meubles corporels et de certains services. Le taux de cette taxe était de 10 % pour les droits d'entrée à un lieu de divertissement d'une valeur supérieure à 4 $, de même que pour les boissons alcoolisées vendues dans les établissements titulaires d'un permis; il était de 12 % pour les boissons alcoolisées vendues dans les points de vente au détail, et de 5 % pour les logements temporaires. Les primes d'assurance étaient, en général, assujetties à une taxe de 8 %. Toutefois, certaines primes, dont les primes d'assurance-automobile, les primes d'assurance-vie et d'assurance-maladie individuelles étaient exemptées. Une taxe aux fins de conservation de carburant était également prélevée en vertu de la *Loi sur la taxe de vente au détail*. Un barème de taxe progressif était utilisé lors de l'achat de véhicules de tourisme et de véhicules sports utilitaires neufs en fonction de leur cote de consommation routière de carburant. Un crédit d'impôt de 100 $ était offert à l'acheteur d'un nouveau véhicule de tourisme dont la cote de consommation routière de carburant est de moins de 6 litres d'essence ou de carburant diesel aux 100 kilomètres. Les personnes qui fabriquent leur bière et leur vin dans l'établissement d'un vendeur étaient tenues de payer une taxe de 0,13 $ le litre. Les personnes qui fabriquent d'autres biens meubles corporels pour leur consommation personnelle étaient tenues de payer une taxe de 8 % sur la juste valeur. La *Loi sur la taxe de vente au détail* prévoyait divers rabais et exonérations.

DÉTAILS DES RECETTES – Suite

Pour l'exercice clos le 31 mars 2011

L'impôt sur les sociétés comprend trois catégories d'impôt prélevé sur les sociétés : l'impôt sur les bénéfices, l'impôt sur le capital et l'impôt sur les primes d'assurance. Les détails suivent.

Impôt sur le revenu : Le taux général d'imposition du revenu des sociétés (IRS) prévu par la loi est de 14 %. Il est passé à 12 % le 1er juillet 2010. Le taux général d'IRS diminuera de nouveau pour passer à 11 % le 1er juillet 2012 et à 10 % le 1er juillet 2013. Les revenus des entreprises actives dans les domaines miniers, forestier, agricole, et ceux de la pêche et de la fabrication et de la transformation sont assujettis à un taux moindre (12 %), qui est passé à 10 % le 1er juillet 2010. Les petites sociétés privées sous contrôle canadien sont également soumises à un taux d'imposition réduit, soit de 5,5 %, qui est passé à 4,5 % le 1er juillet 2010, pour la première tranche de 500 000 $ de revenus provenant d'une entreprise exploitée activement. L'avantage du taux réduit accordé aux petites entreprises s'estompe graduellement lorsque le revenu imposable se situe entre 500 000 $ et 1,5 million de dollars. Cette surtaxe est éliminée à compter du 1er juillet 2010. La province perçoit également un impôt minimum sur les sociétés (IMS) qui sert en fait de paiement par anticipation de l'impôt ordinaire sur le revenu des sociétés. L'IMS est la partie du montant équivalant à 4 % du revenu redressé net qui dépasse l'IRS à payer, aux fins de la comptabilité. La province réduit le taux de l'IMS pour le faire passer à 2,7 % à compter du 1er juillet 2010. La province offre divers crédits d'impôt remboursables afin de stimuler certaines activités. Il s'agit des crédits : i) à l'innovation de l'Ontario, ii) pour l'éducation coopérative de l'Ontario, iii) pour la formation à l'apprentissage de l'Ontario, iv) pour la production cinématographique et télévisuelle ontarienne, v) de l'Ontario pour les maisons d'édition, vi) de l'Ontario pour les effets spéciaux et l'animation informatiques, vii) de l'Ontario pour les entreprises parrainant les instituts de recherche, viii) de l'Ontario pour les services de production, ix) de l'Ontario pour les produits multimédias interactifs numériques, (x) de l'Ontario pour l'enregistrement sonore et xi) pour les petits fabricants de bière remboursable de l'Ontario, à compter du 1er juillet 2010. La province offre d'autres incitatifs fiscaux pour la recherche-développement, les contributions politiques, les credit unions et certaines activités du secteur des ressources.

Taxe sur les primes d'assurance : Les compagnies d'assurance sont assujetties à une taxe de 2 % sur les primes d'assurance-accident, d'assurance-maladie et d'assurance-vie, de 3 % sur les primes des autres types d'assurance et à une taxe supplémentaire de 0,5 % sur les primes d'assurance de biens. D'autres sociétés sont également assujetties aux mêmes taux de taxe sur les primes d'assurance versées aux assureurs non titulaires de permis. Toutes les sociétés sont également assujetties à une taxe de 2 % sur les primes d'assurance pour les versements afférents aux prestations des personnes non assurées.

Impôt sur le capital : En 2010, avant le 1er juillet 2010, les sociétés sont généralement assujetties à un impôt sur le capital utilisé en Ontario. La première tranche de 15 millions de dollars de capital versé imposable n'est pas assujettie à l'impôt sur le capital. Le taux d'impôt sur le capital des sociétés ordinaires est de 0,15 %. L'impôt sur le capital des institutions financières comporte généralement deux paliers. Les taux de 2010 sont les suivants : 0,3 % sur la première tranche de 400 millions de dollars du capital versé imposable rajusté de l'institution financière et 0,45 % sur tout montant excédentaire. Les institutions financières qui ne recueillent pas de dépôts et dont le capital versé imposable dépasse 400 millions de dollars sont assujetties à un taux d'impôt sur le capital de 0,36 %. Les grandes institutions financières peuvent réduire leur impôt sur le capital en faisant des investissements admissibles en Ontario dans de petites entreprises en vertu du crédit d'impôt à l'investissement dans les petites entreprises. L'impôt sur le capital pour les entreprises se livrant principalement à des activités de fabrication et de ressources a été éliminé le 1er janvier 2007. L'impôt sur le capital est éliminé pour toutes les sociétés à compter du 1er juillet 2010.

DÉTAILS DES RECETTES – Suite

Pour l'exercice clos le 31 mars 2011

Les compagnies d'assurance ne paient pas d'impôt ordinaire sur le capital. Les compagnies d'assurance-vie paient un impôt supplémentaire spécial de 1,25 % sur leur capital imposable utilisé en Ontario, sous réserve d'une exemption minimale de 10 millions de dollars; l'impôt sur le revenu et l'IMS donnent également droit à un crédit sur cet impôt.

Les impôts fonciers prélevés aux fins scolaires sont perçus par les municipalités et transférés aux conseils scolaires pour le financement de l'éducation. Les taux de ces impôts sont établis annuellement par le ministère des Finances pour chaque catégorie de biens immobiliers. Ces impôts sont prélevés sur la valeur imposable des biens à un taux uniforme de 0,241 % pour les biens résidentiels. Les taux pour les biens commerciaux, industriels et les pipelines varient à l'échelle de la province. Ces taux sont régis par la *Loi sur l'éducation*. Les montants tirés de ces impôts indiqués ont été déduits de crédits d'impôts fonciers de 689 millions de dollars en 2010-11 et de 912 millions de dollars en 2009-10. Les montants tiennent aussi compte d'un certain nombre de remboursements, de réductions et d'exemptions offerts à l'échelle de la province.

L'impôt-santé des employeurs est versé par les employeurs et calculé sur leur masse salariale en Ontario. Les employeurs dont la masse salariale en Ontario est de 200 000 $ ou moins remettent l'impôt à un taux de 0,98 %; les employeurs dont la masse salariale en Ontario se situe entre 200 000 $ et 400 000 $ versent l'impôt à un taux progressif variant de 0,98 % à 1,95 %; les employeurs dont la masse salariale en Ontario dépasse 400 000 $ versent l'impôt à un taux de 1,95 %. La première tranche de 400 000 $ de la masse salariale annuelle en Ontario pour les employeurs du secteur privé et leurs entités connexes est exonérée de l'impôt-santé.

La taxe sur l'essence est perçue sur l'essence et le propane pour véhicules immatriculés et le carburant aviation. Le taux de taxe sur l'essence est de 14,7 cents le litre. Le taux de taxe sur le propane pour véhicules immatriculés est de 4,3 cents le litre. Le taux de taxe sur le carburant aviation est de 2,7 cents le litre. En majeure partie, la taxe est perçue pour le compte du gouvernement provincial par les grossistes d'essence, de propane et de carburant aviation désignés par le ministère.

Les droits de cession immobilière sont perçus lorsque des biens immobiliers sont cédés. Un taux de 0,5 % est perçu sur la valeur de contrepartie pour les actes de cession sur les premiers 55 000 $; de 1,0 % sur la valeur se situant entre 55 000 $ et 250 000 $; de 1,5 % sur la valeur dépassant les 250 000 $ puis, lorsque la valeur de contrepartie excède les 400 000 $ et qu'il s'agit d'un terrain pour immeubles d'habitation de un ou deux logements unifamiliaux, un taux de 0,5 % s'applique au montant excédant 400 000 $. Les primo-accédants qui achètent un logement de construction récente ou un logement revendu visé par une entente d'achat et de vente conclue après le 13 décembre 2007 sont admissibles à un remboursement des droits de cession immobilière jusqu'à hauteur de 2 000 $.

La taxe sur le tabac s'applique à tous les produits du tabac. Le taux spécifique de taxe par cigarette ou gramme, en tout ou en partie, de tabac finement haché et pour tous les autres produits du tabac à l'exception des cigares, est de 12,35 cents. La taxe sur les cigares équivaut à 56,6 % du prix taxable. En majeure partie, la taxe est perçue pour le compte du gouvernement provincial par les grossistes de tabac et de cigares désignés par le ministère.

Une taxe sur les carburants est perçue sur les combustibles de distillat moyen clairs utilisés dans des moteurs à combustion interne. Le taux de taxe sur les carburants est de 14,3 cents le litre, sauf dans le cas du carburant utilisé dans le matériel ferroviaire, auquel cas le taux est de 4,5 cents le litre. En majeure partie, la taxe est perçue pour le compte du gouvernement provincial par les grossistes désignés par le ministère.

Les taxes sur la bière et le vin sont entrées en vigueur le 1er juillet 2010. Ces taxes ont remplacé certains droits perçus sur l'alcool et n'ont pas eu d'incidence sur les revenus du gouvernement de l'Ontario. Les taxes s'appliquent à chaque achat de bière fait dans un magasin sur les lieux de fabrication, à The Beer Store ou dans un établissement pourvu d'un permis. Les taxes sont aussi imposées sur les achats de bière pression fabriquée par un bistrot-brasserie et sur les achats de vin et de vin panaché faits dans un magasin d'un établissement vinicole.

DÉTAILS DES RECETTES – Suite

Pour l'exercice clos le 31 mars 2011

Les paiements tenant lieu d'impôt (électricité) sont versés par l'OPG, HOI et les services d'électricité municipaux à la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario (SFIEO). La SFIEO, qui succède à Ontario Hydro, est responsable du service et du remboursement de la dette et d'un certain nombre d'autres éléments de passif d'Ontario Hydro. Tous ces paiements reçus par la SFIEO sont affectés au service et au remboursement de la dette et d'autres passifs de l'ancienne société Ontario Hydro. Le montant des paiements correspond au montant de l'impôt qui serait perçu en vertu de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada), de la *Loi sur l'imposition des sociétés* et de la *Loi de 2007 sur les impôts*, si ces sociétés ouvertes étaient assujetties aux impôts fédéral et provincial sur les sociétés. Ces sociétés font également des paiements tenant lieu d'impôt foncier.

Le gouvernement fédéral verse à la province 35 % des impôts nets qu'il perçoit sur les dividendes privilégiés payés par les sociétés faisant affaires en Ontario.

L'Ontario perçoit un impôt sur les bénéfices miniers qui dépassent 500 000 $ et qui découlent de l'exploitation minière en Ontario, à l'exclusion des diamants. Les mines non éloignées sont imposées à un taux de 10 %. Les mines qui ne sont pas dans des régions éloignées peuvent bénéficier d'une exonération de l'impôt minier pendant les trois premières années sur la première tranche de 10 millions de dollars en profits réalisés (nouvelle mine ou projet d'expansion majeure d'une mine existante). Les mines éloignées sont admissibles à un taux d'impôt minier réduit, soit de 5 %. Les nouvelles mines ouvertes dans des régions éloignées de l'Ontario peuvent bénéficier d'une exonération de l'impôt minier pendant les dix premières années sur la première tranche de 10 millions de dollars en profits réalisés. Les diamants sont exclus de l'impôt sur les bénéfices miniers et sont assujettis à une redevance sur la valeur de la production des mines de diamants. Le taux de la redevance est égal à 13 % ou au montant calculé sur la valeur de la production en fonction d'une échelle graduée, selon le moins élevé des deux.

L'impôt sur l'administration des successions doit être payé par la succession d'une personne décédée lors de la délivrance d'une attestation de nomination de fiduciaire testamentaire par la Cour de l'Ontario. Le montant de l'impôt à acquitter équivaut à 5 $ en ce qui concerne chaque tranche de 1 000 $, en tout ou en partie, de la première tranche de 50 000 $ de la valeur de la succession et à 15 $ en ce qui concerne chaque tranche de 1 000 $, ou tout ou en partie, de la valeur de la succession dépassant 50 000 $. Les successions d'une valeur de 1 000 $ ou moins sont exonérées de cette taxe.

Les propriétaires de centrales hydro-électriques et les titulaires d'un bail pour l'utilisation d'énergie hydraulique doivent verser au ministère des Finances des redevances sur les revenus bruts (RRB). Depuis le 1er janvier 2001, les impôts fonciers et les redevances d'utilisation d'énergie hydraulique existants, payés par les propriétaires de centrales hydro-électriques et les titulaires d'un bail pour l'utilisation d'énergie hydraulique, ont été remplacés par des impôts et des redevances sur les revenus bruts de centrales hydro-électriques. L'élément *impôt foncier* est inclus dans les recettes fiscales de la province, et l'élément *utilisation d'énergie hydraulique* de la RRB est inclus à la rubrique Autres recettes - Redevances (page 1-13).

Dans les régions non constituées en municipalités, le gouvernement provincial perçoit un impôt foncier représentant 1,5 % de la valeur des biens immobiliers visés par l'avis de cotisation. Pour ce qui est de l'imposition des oléoducs et gazoducs, on retient les mêmes barèmes que ceux employés pour les impôts municipaux, énoncés dans la *Loi sur l'évaluation foncière.*

La taxe sur le pari mutuel, qui est perçue pour la province par les exploitants des pistes de courses, est de 0,5 % pour tous les paris.

Un impôt sur la superficie calculée en acres de 0,50 $ par acre par année est perçu sur les droits miniers concédés par lettres patentes. Le paiement minimal est de 1 $ pour les territoires érigés en municipalités et de 4 $ pour les territoires non érigés en municipalités.

En vertu de la *Loi sur le contrôle des sports*, l'organisateur de toute compétition ou exhibition de boxe doit verser au ministre une somme équivalant à au moins 1 % et au plus 5 % des recettes brutes de la compétition ou de l'exhibition.

DÉTAILS DES RECETTES – Suite

Pour l'exercice clos le 31 mars 2011

L'introduction de la contribution-santé de l'Ontario a permis au gouvernement d'effectuer dans le système de soins de santé en point de la province des investissements dont il avait grandement besoin. Chaque sou provenant de la contribution-santé de l'Ontario va à l'amélioration des services de santé de la province. Depuis 2003-2004, les dépenses liées à la santé ont augmenté de 15,4 milliards de dollars, alors que les revenus dans ce domaine, constitués principalement de la contribution-santé de l'Ontario et des transferts fédéraux, ont progressé de 8,6 milliards de dollars. En 2010-2011, les revenus provenant de la contribution-santé de l'Ontario ont augmenté de 171 millions de dollars pour passer à 2 934 millions de dollars, comparativement à 2 763 millions de dollars en 2009-2010. Au cours de la même période, les charges du ministère de la Santé et des Soins de longue durée et du ministère de la Promotion de la santé et du Sport ont augmenté de 1 614 millions de dollars pour passer à 44 773 millions de dollars, par rapport à 43 159 millions de dollars en 2009-2010.

Les recettes provenant de la Contribution-santé de l'Ontario sont consacrées aux dépenses dans tous les secteurs qui relèvent du ministère de la Santé et des Soins de longue durée et du ministère de la Promotion de la santé et du sport; elles ne visent pas de secteurs de programme en particulier. En 2010-2011, les recettes tirées de la contribution ont été de 2 934 millions de dollars, ce qui représente 6,6% des dépenses totales du ministère de la Santé et des Soins de longue durée et du ministère de la Promotion de la santé et du sport, qui se chiffrent à 44 773 millions de dollars. À titre de comparaison, les données pour les deux ministères en 2009-2010 étaient 2 763 millions de dollars, soit 6,4 % des 43 159 millions de dollars. Le tableau ci-dessous illustre de quelle façon les recettes tirées de la Contribution-santé de l'Ontario appuient les investissements considérables dans le secteur de la santé. Il indique aussi le niveau de soutien accordé à chaque secteur des services de santé si le pourcentage des dépenses en 2009-2010 et en 2010-2011 était réparti équitablement entre chaque secteur de dépenses.

Exemple de la façon dont la Contribution-santé de l'Ontario appuie les investissements dans le secteur des soins de santé : Revenus tirés de la Contribution-santé de l'Ontario en pourcentage des dépenses totales du secteur de la santé répartis également entre les secteurs de dépenses (En millions de dollars)	**2010-2011 6,6 %**	**2009-2010 6,4 %**
Hôpitaux*	1 292	1 231
Assurance-santé de l'Ontario	676	647
Programmes de médicaments de l'Ontario	206	214
Foyers de soins de longue durée	214	200
Soins à domicile, services communautaires et services de santé mentale	205	190
Santé publique, ministère de la Promotion de la santé et du sport et autres	341	281
Total	**2 934**	**2 763**

* Tient compte de l'incidence de la consolidation des hôpitaux. Les catégories de dépenses restantes ont fait l'objet d'un redressement afin d'exclure le transfert de subventions aux hôpitaux.

La Contribution-santé de l'Ontario est versée par les particuliers qui habitent en Ontario le dernier jour de l'année d'imposition. Les montants à verser sont les suivants : 0 $ si le revenu imposable est de 20 000 $ ou moins; 6 % du revenu imposable pour un revenu imposable se situant entre 20 000 $ et 25 000 $; 300 $ pour un revenu imposable entre 25 000 $ et 36 000 $; 300 $ plus 6 % du revenu imposable supérieur à 36 000 $ pour un revenu imposable entre 36 000 $ et 38 500 $; 450 $ pour un revenu imposable entre 38 500 $ et 48 000 $; 450 $ plus 25 % du revenu imposable supérieur à 48 000 $ pour un revenu imposable entre 48 000 $ et 48 600 $; 600 $ pour un revenu imposable entre 48 600 $ et 72 000 $; 600 $ plus 25 % du revenu imposable supérieur à 72 000 $ pour un revenu imposable entre 72 000 $ et 72 600 $; 750 $ pour un revenu imposable entre 72 600 $ et 200 000 $; 750 $ plus 25 % du revenu imposable supérieur à 200 000 $ pour un revenu imposable entre 200 000 $ et 200 600 $; et 900 $ pour un revenu imposable supérieur à 200 600 $.

DÉTAILS DES RECETTES – Suite

Pour l'exercice clos le 31 mars 2011

	2011 $	2010 $
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Transfert canadien en matière de santé	10 184 088 000	9 790 585 000
Transfert canadien en matière de programmes sociaux	4 329 988 000	4 204 217 000
Aide de transition fédérale	3 000 000 000	0
Programmes d'infrastructure	1 711 849 858	989 731 794
Péréquation	972 130 000	347 029 000
Entente sur le développement du marché du travail	813 712 032	803 120 000
Entente sur le logement social	493 122 048	497 950 533
Services de bien-être aux Autochtones	206 550 565	212 463 262
Entente sur le marché du travail	193 655 000	270 323 000
Fiducie pour le développement communautaire	119 500 404	119 226 477
Fonds de transition et de formation stratégique	103 851 000	103 235 000
Transfert pour la réduction des temps d'attente	96 812 000	96 837 000
Expansion du bilinguisme	90 781 484	87 101 309
Incitatif lié à l'impôt fédéral sur le capital	86 000 000	33 000 000
Entente sur le marché du travail visant les personnes handicapées	76 411 478	76 411 478
Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents	64 911 617	66 096 190
Aide juridique – Droit criminel	53 085 087	52 324 795
Fonds de recrutement de policiers	31 200 000	31 040 000
Aide financière aux étudiants	25 210 354	22 185 303
Accord – Personnes gardées pour des raisons d'immigration	18 275 403	20 871 724
Initiative ciblée pour les travailleurs âgés	13 206 678	0
écoFiducie Canada pour la qualité de l'air et les changements climatiques	0	195 883 186
Fiducie pour l'infrastructure du transport en commun, 2008	0	97 553 151
Fiducie pour les garanties de délai d'attente pour les patients	0	68 627 729
Fiducie pour l'immunisation contre le VPH	0	39 176 637
Entente concernant l'hépatite C	0	22 100 000
Autres	356 689 343	373 227 591
TOTAL POUR LE GOUVERNEMENT DU CANADA	**23 041 030 351**	**18 620 317 159**

Le Transfert canadien en matière de santé (TCS) est un financement global accordé par le gouvernement fédéral pour appuyer les dépenses de santé des provinces et des territoires. Le gouvernement fédéral répartit les contributions en vertu du TCS entre les provinces et les territoires au moyen d'une formule qui tient compte du nombre d'habitants de chaque compétence territoriale et de la valeur des points d'impôt sur le revenu des particuliers et les bénéfices des sociétés transférés aux provinces en 1977-1978. Pour recevoir des paiements de transfert au titre du TCS, les provinces et les territoires doivent respecter les principes de la *Loi canadienne sur la santé*.

DÉTAILS DES RECETTES – Suite

Pour l'exercice clos le 31 mars 2011

Le Transfert canadien en matière de programmes sociaux (TCPS) est un financement global accordé par le gouvernement fédéral pour appuyer les dépenses des provinces et des territoires dans l'éducation postsecondaire, l'aide sociale et d'autres programmes sociaux. Depuis 2007-2008, le TCPS est versé aux provinces et aux territoires sous forme de soutien en espèces égal par habitant. Pour recevoir des paiements de transfert en espèces au titre du TCPS, les provinces et les territoires ne doivent pas imposer d'exigences en matière de résidence lorsqu'ils déterminent l'admissibilité à l'aide sociale.

En novembre 2009, les gouvernements de l'Ontario et du Canada ont signé l'Entente intégrée globale de coordination fiscale (EIGCF). Dans le cadre de cette entente, le gouvernement fédéral accordera à l'Ontario une aide de transition de 4,3 milliards de dollars dans le but d'aider à compenser les coûts de transition et de stimuler la croissance économique et la création d'emplois qui découlent de l'adoption de la taxe de vente harmonisée. L'Ontario a reçu 3,0 milliards de dollars en 2010-2011 dans le cadre de cette entente.

Les fonds versés à l'Ontario au titre des infrastructures sont régis par un certain nombre d'ententes touchant la construction, le renouvellement, l'amélioration et l'expansion des infrastructures matérielles de la province, y compris les routes, les ponts, les services de transport en commun et les réseaux d'eau. Dans son budget de 2009, le gouvernement fédéral a annoncé un soutien d'une durée limitée pour l'infrastructure dans le cadre du Fonds de stimulation de l'infrastructure, du Programme d'infrastructure du savoir et du programme Infrastructure des loisirs Canada. Il a aussi annoncé des fonds pour les collectivités en étoffant le Fonds Chantiers Canada –volet Collectivités. Il a de plus prévu des fonds d'une durée limitée pour la rénovation de logements sociaux et la construction de nouveaux logements sociaux pour les personnes âgées et les personnes handicapées à faible revenu.

La péréquation est la pratique selon laquelle le gouvernement du Canada transfère des paiements pour rectifier les disparités fiscales parmi les provinces. Les paiements de péréquation sont inconditionnels. Les provinces sont libres d'utiliser ces fonds en fonction de leurs propres priorités.

Le 23 novembre 2005, le gouvernement de l'Ontario et le gouvernement de Canada ont conclu une Entente sur le développement du marché du travail (EDMT) qui prévoit le transfert à l'Ontario de l'administration des programmes de développement du marché du travail et des services fournis antérieurement par le gouvernement fédéral. Les fonds provenant de l'EDMT permettent aux provinces et aux territoires d'élaborer et de dispenser des programmes de formation professionnelle en particulier pour les personnes admissibles à des prestations d'assurance-emploi (a.-e.). Dans son budget de 2009, le gouvernement fédéral a annoncé une hausse temporaire des fonds de l'EDMT, soit pour les exercices 2009-2010 et 2010-2011, afin de répondre à la demande accrue de programmes liés au marché du travail et à la formation découlant de l'augmentation du taux de chômage. L'EDMT est financé en vertu de l'autorisation conférée par la Partie II de la *Loi sur l'assurance-emploi*.

Les remboursements en matière de logement social représentent la part fédérale du coût des subventions accordées aux programmes de logements à loyer modique. La province reçoit des fonds de la Société canadienne d'hypothèques et de logement pour l'administration des programmes de logement social en Ontario.

En vertu de l'Entente sur les services de bien-être destinés aux Autochtones, le gouvernement fédéral aide la province à fournir des services et des programmes de bien-être aux habitants des réserves indiennes qui sont de même niveau que ceux qui sont offerts aux résidents d'autres collectivités.

Le 21 février 2008, le gouvernement de l'Ontario et le gouvernement du Canada ont signé l'Entente Canada-Ontario sur le marché du travail aux termes de laquelle des fonds financent des programmes et des services axés sur le marché du travail et centrés sur la formation professionnelle des chômeurs non admissibles à des prestations d'assurance-emploi et des personnes qui travaillent et qui n'ont pas un diplôme d'études secondaires ou un certificat reconnu ou qui ont des compétences insuffisantes, notamment en écriture et en lecture.

DÉTAILS DES RECETTES – Suite

Pour l'exercice clos le 31 mars 2011

Le 10 janvier 2008, le gouvernement fédéral a annoncé son intention de constituer une fiducie pour le développement communautaire pour appuyer les initiatives provinciales et territoriales visant à aider les travailleurs et les collectivités faisant face à divers problèmes liés à la volatilité des marchés. Cette fiducie, dotée de 1 milliard de dollars à l'échelle nationale, s'étalera sur trois ans. Un montant de base de 10 millions de dollars est affecté à chaque province. Chaque territoire reçoit un montant de base de 3 millions de dollars. Le solde des fonds prévus est réparti proportionnellement à la population de la province ou du territoire visé. Le gouvernement fédéral a versé ces fonds dans un compte en fiducie administré par un tiers et la province les a comptabilisés conformément au calendrier de prélèvements fourni par le gouvernement fédéral.

Dans son budget de 2009, le gouvernement fédéral a annoncé l'établissement du Fonds de transition et de formation stratégique (FTFS) en vue d'appuyer des initiatives provinciales et territoriales qui aident les travailleurs à se recycler afin de conserver leur emploi ou de faire la transition vers de nouveaux emplois dans les collectivités et les secteurs affectés par le ralentissement économique. Le financement du FTFS est fourni pour deux exercices, soit 2009-2010 et 2010-2011.

La fiducie pour les garanties de délai d'attente pour les patients a été créée lors de la rencontre des premiers ministres en septembre 2004 pour aider les provinces et les territoires à réduire les temps d'attente en investissant dans des activités clés portant sur l'embauche et la formation de professionnels de la santé, l'accroissement de la capacité des centres régionaux d'excellence et l'élimination des arriérés de travail.

Dans le cadre de son programme d'expansion du bilinguisme, le gouvernement fédéral rembourse à la province une partie des frais engagés pour assurer des services au public dans les deux langues officielles et des installations scolaires adéquates afin de permettre l'apprentissage de la deuxième langue officielle. Le gouvernement fédéral contribue également au financement des initiatives prises par l'Ontario à l'égard des écoles de langue française, comme l'établissement de structures administratives dans les nouveaux conseils scolaires de langue française, ainsi que des initiatives visant à améliorer le rendement des élèves de langue française.

Dans son budget de 2007, le gouvernement fédéral a annoncé l'établissement d'un incitatif financier destiné aux provinces qui réduisent ou éliminent l'impôt sur le capital. Cet incitatif permet aux provinces de recevoir tout revenu imprévu provenant de l'impôt fédéral sur le revenu des sociétés par suite des réductions de l'impôt sur le capital provincial après le 18 mars 2007 et avant le 1er janvier 2011.

En vertu de l'Entente sur le marché du travail visant les personnes handicapées, le gouvernement fédéral verse des fonds à la province pour appuyer les mesures qui accroissent la participation des adultes en âge de travailler ayant un handicap au marché du travail en les aidant à se préparer à un emploi, à trouver un emploi et à le conserver.

Les programmes de paiements de transfert au titre du système de justice pour les adolescents sont des programmes permanents qui sont mis en œuvre en vertu de la *Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents*. Le gouvernement fédéral paie une partie des dépenses liées aux services de justice pour les adolescents.

Les paiements au titre de l'aide juridique sont les fonds que verse le gouvernement fédéral pour permettre aux personnes démunies sur le plan économique d'accéder aux services d'aide juridique lorsqu'elles sont aux prises avec des instances et des affaires criminelles graves en vertu de la *Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents*. Ces fonds permettent également de s'assurer que des normes minimales d'aide juridique sont maintenues conformément à l'entente relative à l'aide juridique en matière pénale et dans les affaires qui relèvent de la *Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents* et qui ont trait aux réfugiés.

DÉTAILS DES RECETTES – Suite

Pour l'exercice clos le 31 mars 2011

Le gouvernement fédéral a annoncé la création du Fonds de recrutement de policiers, doté de 400 millions de dollars, dans son budget de 2008. Les fonds prévus seront répartis entre les provinces et les territoires sur cinq ans, de 2008-2009 à 2012-2013, en fonction d'un montant égal par habitant. Le Fonds vise à appuyer les efforts des provinces et des territoires pour recruter d'autres policiers de première ligne à l'échelle du pays qui seront affectés à la résolution des crimes à l'échelle locale et à l'accroissement de la sécurité des collectivités. Le gouvernement fédéral a versé ces fonds dans un compte en fiducie administré par un tiers et la province les a comptabilisés conformément au calendrier de prélèvements fourni par le gouvernement fédéral.

L'aide financière aux étudiants comprend la Subvention canadienne pour études, ainsi que l'administration du prêt canadien d'études. La Subvention canadienne pour études est accordée aux étudiants ayant des personnes à charge, aux étudiants à temps partiel très nécessiteux, aux étudiants handicapés et aux femmes qui font des études de doctorat.

Dans le cadre de l'accord concernant les personnes gardées pour des raisons d'immigration, le gouvernement fédéral rembourse à l'Ontario les coûts engagés pour garder les personnes en attendant un examen, une enquête de l'immigration ou la déportation.

Le gouvernement fédéral offre du soutien dans le cadre de l'Initiative ciblée pour les travailleurs âgés (ICTA), qui permet aux chômeurs âgés de 55 à 64 ans de bénéficier de services d'aide à l'emploi et d'activités servant à améliorer l'employabilité, telles des activités axées sur le perfectionnement des compétences et sur l'expérience de travail, destinés à les aider à retourner au travail.

Les autres paiements du gouvernement fédéral comprenaient les suivants :

a) subsides annuels de 7 999 827 $ en vertu de la *Loi constitutionnelle de 1907;* et

b) des intérêts de 82 494 $ sur le fonds des écoles publiques;

DÉTAILS DES RECETTES – Suite

Pour l'exercice clos le 31 mars 2011

	2011 $	2010 $
RECETTES DES ENTREPRISES PUBLIQUES		
Société des loteries et des jeux de l'Ontario	1 955 751 000	1 924 579 355
Régie des alcools de l'Ontario	1 562 309 000	1 439 559 000
Hydro One Incorporated	634 000 000	463 030 000
Ontario Power Generation Incorporated	414 000 000	391 016 300
Autres entreprises publiques	0	(23 501 631)
TOTAL DES RECETTES DES ENTREPRISES PUBLIQUES	**4 566 060 000**	**4 194 683 024**

Les recettes des entreprises publiques représentent les montants que la province reçoit des entreprises publiques.

Au nom de la province de l'Ontario, la Société des loteries et des jeux de l'Ontario (OLG) organise et administre des loteries, et gère des casinos dans des complexes de villégiature, des casinos de bienfaisance et des machines à sous installées dans divers hippodromes de la province. La province soumet à la consolidation les gains nets tirés des loteries de l'OLG, des casinos dans des complexes de villégiature, des casinos de bienfaisance et des installations de machines à sous. En plus des gains nets, la province touche également 20 % des recettes de jeux brutes des casinos Caesars Windsor, Casino Niagara, Niagara Fallsview Casino Resort et Casino Rama, ainsi que des machines à sous du casino de Great Blue Heron.

En 2010-2011, les revenus des loteries de l'OLG, des casinos de bienfaisance et des installations de machines à sous ont été distribués par la province de l'Ontario aux ministères et aux programmes suivants : 120 millions de dollars à la Fondation Trillium de l'Ontario pour les organismes de bienfaisance et sans but lucratif; 39 millions de dollars au ministère de la Santé et des Soins de longue durée et au ministère de la Promotion de la santé aux fins de programmes de prévention, de recherche et de traitement en matière de jeu compulsif et de programmes connexes; 10 millions de dollars au ministère de la Promotion de la santé et du Sport aux fins d'un appui direct aux athlètes ontariens de haut calibre et de l'amélioration de l'entraînement. Le reste a été imputé au fonctionnement des hôpitaux régis par le ministère de la Santé et des Soins de longue durée.

En 2010-2011, les revenus tirés des casinos dans des complexes de villégiature de l'OLG ont été affectés par la province de l'Ontario aux secteurs prioritaires généraux du gouvernement, tels que la santé, l'éducation et l'infrastructure publique. Les revenus nets générés par Casino Rama en 2010-2011 ont été versés aux Premières nations de l'Ontario et ne sont pas inclus dans le montant indiqué dans le présent document.

Les profits de la Régie des alcools de l'Ontario (LCBO) sont générés par la vente de bière, de vin, de coolers et de spiritueux.

Hydro One Incorporated (Hydro One) et Ontario Power Generation Incorporated (OPG) ont été créés dans le cadre de la restructuration de l'ancienne société Ontario Hydro. Les revenus nets de ces deux sociétés font l'objet d'une consolidation dans les finances de la province. Les revenus de l'OPG proviennent principalement de la vente de l'électricité produite par ses centrales. Les revenus de Hydro One proviennent surtout du transport et de la distribution d'électricité.

DÉTAILS DES RECETTES – Suite

Pour l'exercice clos le 31 mars 2011

	2011 $	2010 $
AUTRES RECETTES		
Ventes et locations	1 014 977 345	646 715 838
Droits, permis et autorisations :		
Droits de permis de conduire et d'immatriculation des véhicules	1 080 401 795	1 057 412 945
Commission des alcools et des jeux de l'Ontario	180 710 119	460 235 568
Autres droits et permis :		
Greffiers locaux	53 635 326	57 015 707
Loi sur les sûretés mobilières	38 527 713	40 887 795
Air pur Ontario	33 026 372	32 543 918
Constitutions en société	24 448 689	21 509 519
Revenus tirés des jeux	21 930 998	31 162 533
Autres	543 928 693	524 519 095
Total des droits, permis et autorisations	1 976 609 705	2 225 287 080
Redevances :		
Red. sur les revenus bruts – Utilisation d'énergie hydraulique	80 778 736	173 560 024
Droits sur le bois de la Couronne	27 107 399	16 784 646
Teranet – Redevances, FIEF	15 000 000	15 000 000
Autres	22 545 733	22 474 231
Total, redevances	145 431 868	227 818 901
Recouvrement de dépenses des années précédentes	598 387 978	358 037 589
Remboursement des dépenses	1 035 530 189	1 429 495 917
Amendes et pénalités	77 607 082	41 711 945
Recouvrements – Contrats d'achat d'électricité	1 288 000 000	1 409 000 000
Redevance de liquidation de la dette (électricité)	944 000 000	907 000 000
Réduction nette des contrats d'achat d'électricité	339 000 000	348 000 000
Recettes de la Société indép. d'expl. du réseau d'électricité	120 657 000	120 110 000
Divers	363 878 587	334 054 282
Total, divers	3 055 535 587	3 118 164 282
TOTAL DES AUTRES RECETTES	**7 904 079 754**	**8 047 231 552**

DÉTAILS DES RECETTES – Suite

Pour l'exercice clos le 31 mars 2011

Sous la rubrique « Ventes et locations », on trouve le produit des cessions de biens immobiliers, de fournitures et de matériel, de services et de biens produits dans des établissements provinciaux, ainsi que les revenus provenant de la location immobilière et de la location des terres de la Couronne.

On entend par droits de permis de conduire et d'immatriculation des véhicules les droits d'immatriculation des véhicules et ceux associés aux permis des transporteurs et des conducteurs. Les droits d'immatriculation des véhicules ont pour but de permettre la circulation d'un véhicule sur la voie publique. Pour les véhicules utilitaires et les autobus, les droits varient entre 109 $ et 2 722 $. Les droits pour les automobiles et les véhicules utilitaires pesant 3 000 kg ou moins et utilisés à des fins personnelles sont de 74 $ par année dans le Sud de l'Ontario et de 37 $ par année dans le Nord. Quant aux droits d'immatriculation des motocyclettes et des cyclomoteurs, ils sont respectivement de 42 $ et de 12 $ par année dans le Sud de l'Ontario et respectivement de 21 $ et de 12 $ par année dans le Nord de l'Ontario. Les droits d'obtention d'un permis de conduire proviennent surtout du renouvellement des permis de conduire.

La Commission des alcools et des jeux de l'Ontario recueille des droits pour divers permis, notamment les permis de vente d'alcool, les permis minibar, les avenants, les permis de livraison d'alcool, les permis de centre de brassage ou de vinification libre-service, les permis de circonstance et les permis de fabricant.

Les droits liés aux greffiers sont les droits perçus par la Cour de l'Ontario (Division générale) relativement à des questions de succession conformément au Règlement de l'Ontario 393/90 pris en application de la *Loi sur l'administration de la justice*. Ils se composent des droits pour la délivrance, la signature et le dépôt des documents juridiques rattachés aux questions d'ordre civil.

Les droits liés à l'enregistrement des sûretés mobilières sont versés pour l'enregistrement et la recherche de sûretés mobilières données en garantie pour obtenir un prêt. Ces droits sont perçus lors de l'enregistrement ou de la recherche.

Les droits liés au programme Air pur Ontario sont perçus auprès des membres du public lorsqu'ils font analyser les gaz d'échappement de leur véhicule. De plus, des droits d'accréditation, qui varient selon le type d'installation, et des droits de renouvellement annuels fixes, sont imposés aux garages qui souhaitent être reconnus comme des installations pouvant délivrer des certificats en vertu de ce programme.

Les droits de constitution en société comprennent les droits exigés pour l'enregistrement, les recherches et les certificats liés aux constitutions en société, aux sociétés en commandite et aux raisons sociales. Ces droits sont perçus lors de l'enregistrement ou de la recherche.

Les droits liés au jeu prélevés par la Commission des alcools et des jeux de l'Ontario comprennent les droits d'enregistrement des fournisseurs commerciaux et des préposés au jeu pour des activités de bienfaisance, ainsi que ceux travaillant dans des casinos, des casinos de bienfaisance et des installations de machines à sous. Ils comprennent également les droits exigés pour mettre sur pied et administrer des loteries telles que les tombolas.

Depuis le 1er janvier 2001, les personnes qui ont le droit, en vertu d'une entente, d'un bail ou d'un autre document, d'occuper des terres de la Couronne sont tenues d'acquitter des redevances relatives à l'utilisation d'énergie hydraulique, dont le taux est fixé à 9,5 % des revenus annuels bruts de la centrale hydro-électrique. Ces redevances constituent l'élément utilisation d'énergie hydraulique de la RRB, dont il est fait mention à la page 1-5.

DÉTAILS DES RECETTES – Suite

Pour l'exercice clos le 31 mars 2011

Les redevances – Droits sur le bois de la Couronne sont des redevances versées pour la récolte du bois sur les terres de la Couronne ou lorsque les droits sur le bois sont réservés à la Couronne par lettres patentes. Ces droits sont habituellement calculés au mètre cube selon les essences, les produits manufacturés et le volume de la récolte. Les droits de base par mètre cube, révisés tous les ans, constituent un minimum. Les droits de base perçus pour la plus grande partie de la récolte de bois de 2010-2011 étaient de 0,00 $ (sous-produits seulement), de 4,00 $ ou de 0,59 $ le mètre cube, selon les essences et le groupe de produits. Les droits de 0,59 $ le mètre cube représentent les droits pour plusieurs essences sous-utilisées et tiennent compte de l'instabilité économique de l'industrie forestière. La province perçoit également des droits sur la valeur résiduelle du bois, calculés selon un pourcentage de la différence entre le coût de fabrication et le prix de vente des produits forestiers. Ces droits sont rajustés chaque mois et varient entre 0,00 $ et 11,66 $ le mètre cube, selon les prix du marché.

Depuis 2006, les fonds destinés à l'Inventaire des ressources forestières (IRF) sont perçus par l'entremise des droits de coupe prélevés. En 2010-2011, les droits à l'IRF étaient de 2,50 $ ou de 0,59 $, compte tenu des groupes d'essence et de l'utilisation finale, et ont été mis de côté dans le compte du Fonds de réserve forestier au titre des dépenses de l'IRF jusqu'à l'obtention d'un solde de 10 millions de dollars. Une fois le niveau de 10 millions de dollars atteint, les droits liés à l'IRF sont fixés à 0,00 $; cela s'est produit en novembre 2010 pour cet exercice. Les droits perçus au titre de l'IRF n'ont eu aucune incidence nette sur l'industrie forestière pour ce qui est des droits de coupe, car les droits minimums sont réduits d'un montant équivalant aux droits à l'IRF lorsque les droits à l'IRF sont perçus.

Teranet – Redevances, FIEF - La province a conclu la vente de la part de 50 % qu'elle détenait dans Teranet en 2003-2004. Dans le cadre de cette transaction, la province a accepté de suspendre les redevances de Teranet pendant 13,67 années, soit jusqu'au 31 mars 2017, en échange du versement d'un montant forfaitaire de 205 millions de dollars. Ce montant représente des redevances reportées que la province gagnera au cours des exercices ultérieurs et il est comptabilisé dans les comptes de la province à titre de revenu reporté, amorti sur la période au cours de laquelle les redevances sont suspendues.

Les recouvrements de dépenses des années précédentes sont des sommes recouvrées après l'exercice financier pendant lequel les dépenses en question ont été engagées. Si ce n'avait été du moment où ils ont été réalisés, ces recouvrements auraient été classés comme des remboursements de dépenses engagées pendant l'exercice précédent.

Les remboursements des dépenses s'appliquent aux dépenses engagées par le gouvernement en vertu d'ententes, d'accords ou de protocoles précisant qu'elles seront recouvrées en totalité ou en partie.

La rubrique « Amendes et pénalités » est constituée de toutes les sommes perçues par la province au titre des infractions aux lois, règlements et règles.

Les revenus tirés des recouvrements liés aux contrats d'approvisionnement en électricité découlent de la revente de l'électricité et du recouvrement auprès des consommateurs d'électricité du coût de l'électricité achetée à des producteurs et des paiements versés à ceux-ci en vertu de contrats d'achat d'électricité et du coût d'autres accords d'approvisionnement conclus avec la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario (SFIEO), le successeur légal d'Ontario Hydro.

DÉTAILS DES RECETTES – Fin

Pour l'exercice clos le 31 mars 2011

L'ancienne société Ontario Hydro a conclu des contrats d'approvisionnement en électricité avec des producteurs indépendants de l'Ontario. En tant que successeur légal d'Ontario Hydro depuis le 1er avril 1999, la SFIEO est la société de contrepartie à ces contrats. Ceux-ci prévoyaient l'achat d'électricité à des prix qui devaient être supérieurs à ceux du marché. Par conséquent, un passif lié aux contrats d'achat d'électricité a été comptabilisé. Le 1er janvier 2005, en vertu des réformes législatives du marché de l'électricité, la SFIEO a commencé à facturer les prix contractuels aux consommateurs et elle ne subit donc plus de pertes relativement à ces contrats d'achat d'électricité. À l'époque, le ministère des Finances prévoyait que la plus grande partie du passif serait éliminée sur une période de 12 ans, au fur et à mesure de l'expiration des contrats d'achat d'électricité existants. En outre, à compter du 1er janvier 2009, la SFIEO a conclu un contrat de soutien avec l'Ontario Power Generation (OPG) afin que cette dernière société assure la fiabilité et la disponibilité des centrales au charbon de Lambton et Nanticoke après l'instauration d'une stratégie de réduction des émissions de gaz à effet de serre. En vertu de ce contrat, la SFIEO a convenu de faire en sorte que l'OPG recouvre les coûts réels d'exploitation des centrales après la mise en œuvre de cette stratégie. Tous les coûts imputés à la SFIEO en vertu de cet accord, qui prend fin le 31 décembre 2014, sont entièrement recouvrés auprès des consommateurs.

La redevance de liquidation de la dette (électricité) est payée par les consommateurs d'électricité, en fonction de leur consommation, jusqu'à ce que la dette insurmontable soit éliminée. La dette insurmontable résiduelle découle de la restructuration du secteur de l'électricité et de l'ancienne société Ontario Hydro.

La réduction des contrats d'achat d'électricité représente effectivement l'élimination au fil du temps du passif lié à ces contrats. Le montant des variations est attribuable à la déduction des pertes prévues pour l'année en cours utilisées dans le calcul du passif antérieurement aux réformes législatives du marché de l'électricité qui ont permis d'éliminer effectivement la dette au fil du temps, plus un montant d'amortissement annuel pour le changement non réalisé de la réévaluation du passif lié à l'achat d'électricité en 2003.

La Société indépendante d'exploitation du réseau d'électricité (SIERE) a été créée en vertu de la *Loi de 2004 sur la restructuration du secteur de l'électricité*. Il s'agit d'une société autonome sans but lucratif. Titulaire d'un permis délivré par la Commission de l'énergie de l'Ontario (CEO), la SIERE, anciennement la Société indépendante de gestion du marché de l'électricité, rend des comptes à l'Assemblée législative par l'entremise du ministère de l'Énergie. Elle gère le réseau d'électricité de la province, établit un équilibre entre l'offre et la demande d'électricité par l'entremise du marché de gros et dirige l'acheminement de l'électricité à l'aide du réseau de transport. Les revenus de la SIERE proviennent principalement des droits fondés sur les tarifs approuvés par la CEO pour chaque mégawatt d'électricité retiré du réseau dirigé par la SIERE.

	2011	2010
	$	$
TOTAL DES RECETTES	**106 658 294 778**	**95 792 930 757**

Voir le sommaire des recettes par ministère et par catégorie principale, page 1-16.

SOMMAIRE DES RECETTES PAR MINISTÈRE

pour l'exercice clos

Ministère	Recettes fiscales	Gouvernement du Canada	Recettes des entreprises publiques	Remboursements de dépenses	Droits, permis et autorisations	Amendes et pénalités
	$	$	$	$	$	$
Affaires autochtones	-	106 515	-	-	490	-
Affaires civiques et Immigration	-	2 000 002	-	-	1 938 191	-
Affaires municipales et Logement	-	815 974 154	-	106 592 547	12 193 315	-
Agriculture, Alimentation et Affaires rurales	-	908 308 965	-	42 942	448 139	-
Bureau de l'Assemblée législative	-	-	-	-	13 637	-
Bureau du Conseil des ministres	-	-	-	362	5 996	-
Bureau du directeur général des élections	-	-	-	-	-	-
Bureau du lieutenant-gouverneur	-	-	-	-	-	-
Bureau du vérificateur général	-	-	-	-	-	-
Cabinet du Premier ministre	-	-	-	-	-	-
Développement du Nord, Mines et Forêts	2 909 556	-	-	-	2 192 402	720
Développement économique et du Commerce	-	-	-	-	26 982	-
Éducation	-	70 053 676	-	-	262 746	-
Énergie et Infrastructure	-	165 328	-	388 350	2 726	-
Environnement	-	1 041 711	-	376 676	46 927 425	-
Finances	32 869 909 995	18 827 800 725	3 673 266 087	142 718 002	147 128 086	1 250
Formation, Collèges et Universités	-	1 708 505 530	-	890 596	8 026 547	932 499
Office des affaires francophones	-	1 859 980	-	-	-	-
Ombudsman Ontario	-	-	-	-	-	-
Procureur général	-	60 020 176	-	43 368 290	77 769 216	34 541 399
Promotion de la santé	-	147 160 167	-	-	-	-
Recherche et Innovation	-	-	-	-	-	-
Revenu	37 953 297 555	-	-	2 300 619	724 305	998 003
Richesses naturelles	-	8 282 772	-	12 558 837	6 705 690	483 955
Santé et Soins de longue durée	-	67 989 380	-	21 438 886	7 696 106	27 320
Sécurité communautaire et Services correctionnels	-	82 924 480	-	339 748 706	15 928 153	153
Services à l'enfance et à la jeunesse	-	181 584 284	-	-	109 073	-
Services aux consommateurs	7 567	-	-	-	208 906 988	-
Services gouvernementaux	-	113 224	-	-	100 648 744	-
Services sociaux et communautaires	-	125 862 509	-	249 367 747	1 809 339	-
Tourisme et Culture	-	11 221 642	-	94	1 468 705	-
Transports	-	43 081 237	-	913	1 084 711 967	3 675 305
Travail	-	13 671	-	93 534 643	451 771	751 478
Total avant la consolidation	70 826 124 673	23 064 070 128	3 673 266 087	1 013 328 210	1 726 096 739	41 412 082
Redressements de consolidation et autres	321 000 000	(23 039 777)	892 793 913	22 201 979	250 512 966	36 195 000
Selon les états financiers consolidés	**71 147 124 673**	**23 041 030 351**	**4 566 060 000**	**1 035 530 189**	**1 976 609 705**	**77 607 082**

ET PAR CATÉGORIE PRINCIPALE
le 31 mars 2011

Ventes et locations	Redevances	Recouvrements de dépenses des années précédentes	Divers	**Total des recettes**	Ministère
$	$	$	$	**$**	
-	-	1 531 849	-	**1 638 854**	Affaires autochtones
-	-	580 648	95	**4 518 936**	Affaires civiques et Immigration
1 431 311	-	974 391	72 687	**937 238 405**	Affaires municipales et Logement
20 771 154	-	65 418 878	1 229 993	**996 220 071**	Agriculture, Alimentation et Affaires rurales
38 077	-	122 192	1 462	**175 368**	Bureau de l'Assemblée législative
-	-	21 945	530	**28 833**	Bureau du Conseil des ministres
-	-	-	536	**536**	Bureau du directeur général des élections
-	-	-	-	**-**	Bureau du lieutenant-gouverneur
-	-	-	-	**-**	Bureau du vérificateur général
-	-	20 648	-	**20 648**	Cabinet du Premier ministre
298 210	30 974 254	503 213	2 149 596	**39 027 951**	Développement du Nord, Mines et Forêts
-	11 530 224	9 182 791	34 718 762	**55 458 759**	Développement économique et du Commerce
507 833	-	3 033 720	1 539	**73 859 514**	Éducation
80 929 628	-	960 886	908 212	**83 358 130**	Énergie et Infrastructure
3 735	-	12 034 318	23 008	**60 406 873**	Environnement
-	15 000 000	250 151 953	26 468 612	**55 952 444 710**	Finances
-	-	32 416 298	7 634 373	**1 758 405 843**	Formation, Collèges et Universités
-	-	115 162	-	**1 975 142**	Office des affaires francophones
-	-	15 883	12 648	**28 531**	Ombudsman Ontario
518 780	-	9 888 294	133 346 477	**359 452 632**	Procureur général
-	-	4 013 956	-	**151 174 123**	Promotion de la santé
-	-	639 431	6 716	**646 147**	Recherche et Innovation
55 549	(35 871 343)	3 006 054	25 718	**37 924 536 460**	Revenu
10 582 034	122 146 372	1 718 404	2 633 628	**165 111 692**	Richesses naturelles
-	-	131 742 447	591 701	**229 485 840**	Santé et Soins de longue durée
508 521	346 166	2 610 892	4 514 557	**446 581 628**	Sécurité communautaire et Services correctionnels
3 367	-	10 372 326	7 046	**192 076 096**	Services à l'enfance et à la jeunesse
-	-	624 943	3 191	**209 542 689**	Services aux consommateurs
248 658	-	21 792 496	3 613 102	**126 416 224**	Services gouvernementaux
5	-	11 166 939	1 967 148	**390 173 687**	Services sociaux et communautaires
36 484	-	641 428	42	**13 368 395**	Tourisme et Culture
16 629 186	439	23 085 468	485 494	**1 171 670 009**	Transports
54 207	-	125	671 177	**95 477 072**	Travail
132 616 739	144 126 112	598 387 978	221 088 050	**101 440 516 798**	
882 360 606	1 305 756	-	2 834 447 537	**5 217 777 980**	
1 014 977 345	**145 431 868**	**598 387 978**	**3 055 535 587**	**106 658 294 778**	**Selon les états financiers consolidés**

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR MINISTÈRE ET

pour l'exercice clos

Ministère	Traitements et salaires	Avantages sociaux	Transports et communications	Services	Fournitures et matériel
	$	$	$	$	$
Affaires autochtones	12 862 847	1 461 553	977 384	13 212 640	327 025
Affaires civiques et Immigration	23 412 890	3 346 237	1 101 632	15 677 795	542 293
Affaires municipales et Logement	56 998 987	7 662 961	2 534 265	37 634 221	1 438 211
Agriculture, Alimentation et Affaires rurales	73 349 979	11 008 481	4 776 070	35 294 346	2 007 237
Bureau de l'Assemblée législative	78 874 170	17 005 631	7 701 707	33 527 124	9 167 202
Bureau du Conseil des ministres	19 317 027	2 283 964	813 366	3 573 650	403 511
Bureau du directeur général des élections	6 523 269	1 562 579	23 500	954 124	34 859
Bureau du lieutenant-gouverneur	705 985	71 697	45 363	200 679	73 622
Bureau du vérificateur général	9 474 307	1 860 895	337 301	2 830 661	437 251
Cabinet du Premier ministre	2 310 557	251 076	65 598	6 521	17 498
Développement du Nord, Mines et Forêts	38 124 143	5 385 151	3 357 707	131 088 405	3 760 371
Développement économique et du Commerce	36 890 081	4 951 559	3 382 243	53 068 498	1 626 980
Éducation	130 979 670	17 375 047	9 670 715	88 189 514	7 490 287
Énergie et Infrastructure	30 060 857	3 815 873	1 230 777	231 775 013	654 397
Énergie	-	-	-	-	-
Infrastructure	-	-	-	-	-
Environnement	180 557 647	26 591 535	5 164 747	123 500 870	9 929 046
Finances	59 467 419	8 390 735	1 061 369	53 258 338	949 005
Formation, Collèges et Universités	89 812 393	13 304 586	4 940 787	65 867 336	1 788 627
Office des affaires francophones	2 046 694	232 081	120 241	2 369 712	47 767
Ombudsman Ontario	6 363 999	1 404 386	320 646	1 539 918	554 869
Procureur général	617 632 904	76 390 092	23 624 097	258 848 627	18 335 822
Promotion de la santé	12 768 147	1 573 312	691 461	12 087 480	258 819
Recherche et Innovation	12 199 829	1 497 815	491 900	6 208 911	421 813
Revenu	176 172 270	29 513 413	11 267 809	181 771 238	2 894 213
Richesses naturelles	214 384 499	35 248 817	13 641 270	156 985 302	34 030 021
Santé et Soins de longue durée	304 005 973	51 369 668	16 890 030	169 411 083	41 691 533
Sécurité communautaire et Services correctionnels	1 350 600 038	193 496 611	41 774 708	334 188 205	154 863 706
Services à l'enfance et à la jeunesse	209 911 741	35 091 857	6 272 200	59 773 042	8 908 232
Services aux consommateurs	37 943 502	5 989 243	2 030 196	8 661 075	1 031 180
Services gouvernementaux	348 550 732	1 429 941 817	55 806 039	306 701 266	20 103 959
Services sociaux et communautaires	228 679 933	40 764 404	15 278 514	97 754 870	6 782 718
Tourisme et Culture	24 578 115	3 323 669	846 200	18 437 786	2 001 663
Transports	199 709 323	33 945 618	10 827 935	368 580 435	46 015 276
Travail	106 778 519	15 031 033	7 530 254	39 795 115	2 719 323
	4 702 048 446	2 081 143 396	254 598 031	2 912 773 800	381 308 336
Reclassification des dépenses**	253 168 198	30 484 231	(53 310 777)	(250 578 805)	20 237 153
Total avant la consolidation	4 955 216 644	2 111 627 627	201 287 254	2 662 194 995	401 545 489
Redressements de consolidation et autres	1 094 117 245	718 352 435	203 434 835	452 149 168	393 621 780
Selon les états financiers consolidéss	**6 049 333 889**	**2 829 980 062**	**404 722 089**	**3 114 344 163**	**795 167 269**

* On trouvera (p. iv-v) un exposé de la classification par catégorie des dépenses. Les charges législatives ont été affectées aux postes correspondants. Le recouvrement des charges par compte type est ramené à la valeur nette au niveau des ministères de façon à refléter la structure du budget des dépenses.

** Les charges sont reclassées pour les recouvrements liés à ce qui suit : Services juridiques détachés (ministère du Procureur général), Vérification interne de l'Ontario (ministère des Finances), Services d'information et de technologie de l'information (ministères de l'Éducation et des Transports), Programme ITI – groupement pour les terres et les ressources (ministère des Richesses naturelles) et Groupement des services gouvernementaux, Services d'information et de technologie de l'information et Services communs de l'Ontario (ministère des Services gouvernementaux).

1. Les charges totales-Trésor désignent les charges assujetties aux affectations de crédits selon la structure des ministères qui existait au moment où le budget des dépenses de 2010-2011 a été publié.
2. Les rajustements faits à la suite de la reclassification des ministères visent à reclasser les charges en fonction de la nouvelle structure des ministères.

PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES*

le 31 mars 2011

Paiements de transfert	Autres opérations	Total avant la consolidation[1]	Redressements de consolidation et autres	Reclassification des ministères[2]	**Selon les états financiers consolidés**	Ministère
$	$	$	$	$	$	
42 511 172	-	71 352 621	-	-	**71 352 621**	Affaires autochtones
134 374 559	-	178 455 406	(72 144 419)	-	**106 310 987**	Affaires civiques et Immigration
1 368 107 305	2 122 000	1 476 497 950	(84 668 528)	-	**1 391 829 422**	Affaires municipales et Logement
2 156 251 539	6 151 098	2 288 838 750	103 809 937	-	**2 392 648 687**	Agriculture, Alimentation et Affaires rurales
262 000	-	146 537 834	(3 913 688)	-	**142 624 146**	Bureau de l'Assemblée législative
2 213 890	-	28 605 408	-	-	**28 605 408**	Bureau du Conseil des ministres
-	19 155 074	28 253 405	(607 275)	-	**27 646 130**	Bureau du directeur général des élections
-	120 800	1 218 146	-	-	**1 218 146**	Bureau du lieutenant-gouverneur
61 775	-	15 002 190	(729 294)	-	**14 272 896**	Bureau du vérificateur général
-	-	2 651 250	-	-	**2 651 250**	Cabinet du Premier ministre
310 917 946	215 036 087	707 669 810	115 449 694	-	**823 119 504**	Développement du Nord, Mines et Forêts
151 486 296	1 269 442	252 675 099	14 657 000	-	**267 332 099**	Développement économique et du Commerce
30 599 482 294	3 098 097	30 856 285 624	(8 484 284 200)	-	**22 372 001 424**	Éducation
846 685 902	8 708 598	1 122 931 417	-	(1 122 931 417)	**-**	Énergie et Infrastructure
-	-	-	237 381 389	762 775 825	**1 000 157 214**	Énergie
-	-	-	(605 846 633)	360 155 592	**(245 691 041)**	Infrastructure
25 202 405	9 199 005	380 145 255	126 538 017	-	**506 683 272**	Environnement
862 746 352	9 624 781 159	10 610 654 377	1 337 113 019	-	**11 947 767 396**	Finances
7 726 319 205	29 943 328	7 931 976 262	(615 106 613)	-	**7 316 869 649**	Formation, Collèges et Universités
124 000	-	4 940 495	-	-	**4 940 495**	Office des affaires francophones
-	-	10 183 818	(477 129)	-	**9 706 689**	Ombudsman Ontario
409 490 308	218 007 116	1 622 328 966	37 252 000	-	**1 659 580 966**	Procureur général
675 264 296	-	702 643 515	(18 695 370)	-	**683 948 145**	Promotion de la santé
379 775 253	-	400 595 521	(51 412 566)	-	**349 182 955**	Recherche et Innovation
3 404 016 644	133 790 107	3 939 425 694	-	-	**3 939 425 694**	Revenu
55 620 564	8 852 641	518 763 114	171 095 673	-	**689 858 787**	Richesses naturelles
44 853 868 227	11 038 433	45 448 274 947	(1 360 574 667)	-	**44 087 700 280**	Santé et Soins de longue durée
147 611 247	405 213 012	2 627 747 527	(17 804 045)	-	**2 609 943 482**	Sécurité communautaire et Services correctionnels
3 609 559 515	4 115 416	3 933 632 003	(96 932 671)	-	**3 836 699 332**	Services à l'enfance et à la jeunesse
681 000	38 279	56 374 475	-	-	**56 374 475**	Services aux consommateurs
145 700	21 269 914	2 182 519 427	(29 641 387)	-	**2 152 878 040**	Services gouvernementaux
8 759 932 996	24 290 035	9 173 483 470	(17 918 669)	-	**9 155 564 801**	Services sociaux et communautaires
576 742 519	-	625 929 952	189 242 792	-	**815 172 744**	Tourisme et Culture
1 801 059 494	513 885 999	2 974 024 080	(710 553 000)	-	**2 263 471 080**	Transports
40 000	35 075	171 929 319	15 099 641	-	**187 028 960**	Travail
108 900 554 403	11 260 120 715	130 492 547 127	(9 823 670 993)	-	**120 668 876 134**	
-	-	-				
108 900 554 403	11 260 120 715	130 492 547 127	(9 823 670 993)	-	**120 668 876 134**	
(4 347 082 785)	(8 338 263 671)					
104 553 471 618	**2 921 857 044**				**120 668 876 134**	**Selon les états financiers consolidés**

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR MINISTÈRE ET

pour l'exercice clos

Ministère	Traitements et salaires	Avantages sociaux	Transports et communications	Services	Fournitures et matéri
	$	$	$	$	$
Affaires autochtones	12 862 847	1 461 553	977 384	13 212 640	327 02
Affaires civiques et Immigration	23 412 890	3 346 237	1 101 632	15 677 795	542 29
Affaires municipales et Logement	56 998 987	7 662 961	2 534 265	37 634 221	1 438 21
Agriculture, Alimentation et Affaires rurales	73 349 979	11 008 481	4 776 070	35 294 346	2 007 23
Bureau de l'Assemblée législative	78 874 170	17 005 631	7 701 707	33 527 124	9 167 20
Bureau du Conseil des ministres	19 317 027	2 283 964	813 366	3 573 650	403 51
Bureau du directeur général des élections	6 523 269	1 562 579	23 500	954 124	34 85
Bureau du lieutenant-gouverneur	705 985	71 697	45 363	200 679	73 62
Bureau du vérificateur général	9 474 307	1 860 895	337 301	2 830 661	437 25
Cabinet du Premier ministre	2 310 557	251 076	65 598	6 521	17 49
Développement du Nord, Mines et Forêts	38 124 143	5 385 151	3 349 697	102 045 891	2 930 92
Développement économique et du Commerce	36 890 081	4 951 559	3 382 243	53 068 498	1 626 98
Éducation	130 979 670	17 375 047	9 670 715	88 189 514	7 490 28
Énergie et Infrastructure	30 060 857	3 815 873	1 230 777	73 112 120	654 39
Énergie	-	-	-	-	
Infrastructure	-	-	-	-	
Environnement	180 557 647	26 591 535	5 164 747	123 500 870	9 929 046
Finances	59 467 419	8 390 735	1 061 369	53 258 338	949 005
Formation, Collèges et Universités	89 812 393	13 304 586	4 940 787	65 867 336	1 788 627
Office des affaires francophones	2 046 694	232 081	120 241	2 369 712	47 767
Ombudsman Ontario	6 363 999	1 404 386	320 646	1 539 918	554 869
Procureur général	617 632 904	76 390 092	23 624 097	258 848 627	18 335 822
Promotion de la santé	12 768 147	1 573 312	691 461	12 087 480	258 819
Recherche et Innovation	12 199 829	1 497 815	491 900	6 208 911	421 813
Revenu	176 172 270	29 513 413	11 267 809	181 771 238	2 894 213
Richesses naturelles	214 384 499	35 248 817	12 749 126	117 494 712	26 736 253
Santé et Soins de longue durée	304 005 973	51 369 668	16 890 030	169 411 083	41 691 533
Sécurité communautaire et Services correctionnels	1 350 600 038	193 496 611	41 774 708	313 536 224	154 863 706
Services à l'enfance et à la jeunesse	209 911 741	35 091 857	6 272 200	59 773 042	8 908 232
Services aux consommateurs	37 943 502	5 989 243	2 030 196	8 661 075	1 031 180
Services gouvernementaux	348 550 732	1 429 941 817	55 802 956	285 407 013	20 011 104
Services sociaux et communautaires	228 679 933	40 764 404	15 278 514	97 754 870	6 782 718
Tourisme et Culture	24 578 115	3 323 669	846 200	11 965 423	1 414 837
Transports	198 241 976	33 774 941	10 100 000	337 349 551	43 730 187
Travail	106 778 519	15 031 033	7 530 254	39 795 115	2 719 323
	4 700 581 099	2 080 972 719	252 966 859	2 605 928 322	370 220 351
Reclassification des dépenses**	253 168 198	30 484 231	(53 310 777)	(250 578 805)	20 237 153
Total avant la consolidation	**4 953 749 297**	**2 111 456 950**	**199 656 082**	**2 355 349 517**	**390 457 504**

* On trouvera (p. iv-v) un exposé de la classification par catégorie des dépenses. Les charges législatives ont été affectées aux postes correspondants. Le recouvrement des charges par compte type est ramené à la valeur nette au niveau des ministères de façon à refléter la structure du budget des dépenses.

** Les charges sont reclassées pour les recouvrements liés à ce qui suit : Services juridiques détachés (ministère du Procureur général), Vérification interne de l'Ontario (ministère des Finances), Services d'information et de technologie de l'information (ministères de l'Éducation et des Transports), Programme ITI – groupement pour les terres et les ressources (ministère des Richesses naturelles) et Groupement des services gouvernementaux, Services d'information et de technologie de l'information et Services communs de l'Ontario (ministère des Services gouvernementaux).

1. Les charges totales-Trésor désignent les charges assujetties aux affectations de crédits selon la structure des ministères qui existait au moment où le budget des dépenses de 2010-2011 a été publié.
2. Les rajustements faits à la suite de la reclassification des ministères visent à reclasser les charges en fonction de la nouvelle structure des ministères.

PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES - FONCTIONNEMENT*

le 31 mars 2011

Paiements de transfert	Autres opérations	Total avant la consolidation[1]	Redressements de consolidation et autres	Reclassification des ministères[2]	**Selon les états financiers consolidés**	Ministère
$	$	$	$	$	$	
35 633 972	-	64 475 421	-	-	**64 475 421**	Affaires autochtones
134 374 559	-	178 455 406	(72 144 419)	-	**106 310 987**	Affaires civiques et Immigration
633 518 588	-	739 787 233	(83 562 070)	-	**656 225 163**	Affaires municipales et Logement
383 084 017	6 007 985	515 528 115	106 812 292	-	**622 340 407**	Agriculture, Alimentation et Affaires rurales
262 000	-	146 537 834	(3 913 688)	-	**142 624 146**	Bureau de l'Assemblée législative
2 213 890	-	28 605 408	-	-	**28 605 408**	Bureau du Conseil des ministres
-	19 155 074	28 253 405	(607 275)	-	**27 646 130**	Bureau du directeur général des élections
-	120 800	1 218 146	-	-	**1 218 146**	Bureau du lieutenant-gouverneur
61 775	-	15 002 190	(729 294)	-	**14 272 896**	Bureau du vérificateur général
-	-	2 651 250	-	-	**2 651 250**	Cabinet du Premier ministre
224 956 086	30 019 452	406 811 344	96 917 100	-	**503 728 444**	Développement du Nord, Mines et Forêts
151 486 296	1 269 442	252 675 099	14 657 000	-	**267 332 099**	Développement économique et du Commerce
21 987 840 391	6 399	22 241 552 023	(505 556 498)	-	**21 735 995 525**	Éducation
730 409 190	3 693 956	842 977 170	-	(842 977 170)	**-**	Énergie et Infrastructure
-	-	-	220 466 939	762 775 825	**983 242 764**	Énergie
-	-	-	275 884 301	80 201 345	**356 085 646**	Infrastructure
25 195 254	-	370 939 099	124 582 017	-	**495 521 116**	Environnement
862 746 352	9 624 646 698	10 610 519 916	1 332 940 301	-	**11 943 460 217**	Finances
6 511 943 544	29 251 708	6 716 908 981	(204 374 320)	-	**6 512 534 661**	Formation, Collèges et Universités
124 000	-	4 940 495	-	-	**4 940 495**	Office des affaires francophones
-	-	10 183 818	(477 129)	-	**9 706 689**	Ombudsman Ontario
409 445 308	32 763 046	1 437 039 896	33 495 000	-	**1 470 534 896**	Procureur général
368 347 728	-	395 726 947	(11 191 702)	-	**384 535 245**	Promotion de la santé
312 505 532	-	333 325 800	(44 202 241)	-	**289 123 559**	Recherche et Innovation
3 404 016 644	131 583 689	3 937 219 276	-	-	**3 937 219 276**	Revenu
46 387 427	275 381	453 276 215	170 863 673	-	**624 139 888**	Richesses naturelles
43 235 183 728	-	43 818 552 015	(787 760 346)	-	**43 030 791 669**	Santé et Soins de longue durée
145 232 847	10 581 891	2 210 086 025	(17 804 045)	-	**2 192 281 980**	Sécurité communautaire et Services correctionnels
3 599 211 212	-	3 919 168 284	(96 932 671)	-	**3 822 235 613**	Services à l'enfance et à la jeunesse
681 000	-	56 336 196	-	-	**56 336 196**	Services aux consommateurs
145 700	12 641 852	2 152 501 174	(29 641 387)	-	**2 122 859 787**	Services gouvernementaux
8 723 347 067	20 296 334	9 132 903 840	(17 918 669)	-	**9 114 985 171**	Services sociaux et communautaires
512 290 756	-	554 419 000	175 137 391	-	**729 556 391**	Tourisme et Culture
416 983 485	2 350 725	1 042 530 865	346 171 000	-	**1 388 701 865**	Transports
40 000	323	171 894 567	15 099 641	-	**186 994 208**	Travail
92 857 668 348	9 924 664 755	112 793 002 453	1 036 210 900	-	**113 829 213 353**	
-	-	-				
92 857 668 348	**9 924 664 755**	**112 793 002 453**			**113 829 213 353**	**Total avant la consolidation**

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR MINISTÈRE ET

pour l'exercice clos

Ministère	Traitements et salaires	Avantages sociaux	Transports et communications	Services	Fournitures et matériel
	$	$	$	$	$
Affaires autochtones	-	-	-	-	-
Affaires civiques et Immigration	-	-	-	-	-
Affaires municipales et Logement	-	-	-	-	-
Agriculture, Alimentation et Affaires rurales	-	-	-	-	-
Développement du Nord, Mines et Forêts	-	-	8 010	29 042 514	829 447
Développement économique et du Commerce	-	-	-	-	-
Éducation	-	-	-	-	-
Énergie et Infrastructure	-	-	-	158 662 893	-
Énergie	-	-	-	-	-
Infrastructure	-	-	-	-	-
Environnement	-	-	-	-	-
Finances	-	-	-	-	-
Formation, Collèges et Universités	-	-	-	-	-
Procureur général	-	-	-	-	-
Promotion de la santé	-	-	-	-	-
Recherche et Innovation	-	-	-	-	-
Revenu	-	-	-	-	-
Richesses naturelles	-	-	892 144	39 490 590	7 293 768
Santé et Soins de longue durée	-	-	-	-	-
Sécurité communautaire et Services correctionnels	-	-	-	20 651 981	-
Services à l'enfance et à la jeunesse	-	-	-	-	-
Services aux consommateurs	-	-	-	-	-
Services gouvernementaux	-	-	3 083	21 294 253	92 855
Services sociaux et communautaires	-	-	-	-	-
Tourisme et Culture	-	-	-	6 472 363	586 826
Transports	1 467 347	170 677	727 935	31 230 884	2 285 089
Travail	-	-	-	-	-
Total avant la consolidation	**1 467 347**	**170 677**	**1 631 172**	**306 845 478**	**11 087 985**

*On trouvera (p. iv-v) un exposé de la classification par catégorie des dépenses. Les charges législatives ont été affectées aux postes correspondants.
Le recouvrement des charges par compte type est ramené à la valeur nette au niveau des ministères de façon à refléter la structure du budget des dépenses.

1. Les charges totales-Trésor désignent les charges assujetties aux affectations de crédits selon la structure des ministères qui existait au moment où le budget des dépenses de 2010-2011 a été publié.
2. Les rajustements faits à la suite de la reclassification des ministères visent à reclasser les charges en fonction de la nouvelle structure des ministères.

PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES - IMMOBILISATIONS*

le 31 mars 2011

Paiements de transfert	Autres opérations	Total avant la consolidation[1]	Redressements de consolidation et autres	Reclassification des ministères[2]	**Selon les états financiers consolidés**	Ministère
$	$	$	$	$	$	
6 877 200	-	6 877 200	-	-	**6 877 200**	Affaires autochtones
-	-	-	-	-	**-**	Affaires civiques et Immigration
734 588 717	2 122 000	736 710 717	(1 106 458)	-	**735 604 259**	Affaires municipales et Logement
1 773 167 522	143 113	1 773 310 635	(3 002 355)	-	**1 770 308 280**	Agriculture, Alimentation et Affaires rurales
85 961 860	185 016 635	300 858 466	18 532 594	-	**319 391 060**	Développement du Nord, Mines et Forêts
-	-	-	-	-	**-**	Développement économique et du Commerce
8 611 641 903	3 091 698	8 614 733 601	(7 978 727 702)	-	**636 005 899**	Éducation
116 276 712	5 014 642	279 954 247	-	(279 954 247)	**-**	Énergie et Infrastructure
-	-	-	16 914 450	-	**16 914 450**	Énergie
-	-	-	(881 730 934)	279 954 247	**(601 776 687)**	Infrastructure
7 151	9 199 005	9 206 156	1 956 000	-	**11 162 156**	Environnement
-	134 461	134 461	4 172 718	-	**4 307 179**	Finances
1 214 375 661	691 620	1 215 067 281	(410 732 293)	-	**804 334 988**	Formation, Collèges et Universités
45 000	185 244 070	185 289 070	3 757 000	-	**189 046 070**	Procureur général
306 916 568	-	306 916 568	(7 503 668)	-	**299 412 900**	Promotion de la santé
67 269 721	-	67 269 721	(7 210 325)	-	**60 059 396**	Recherche et Innovation
-	2 206 418	2 206 418	-	-	**2 206 418**	Revenu
9 233 137	8 577 260	65 486 899	232 000	-	**65 718 899**	Richesses naturelles
1 618 684 499	11 038 433	1 629 722 932	(572 814 321)	-	**1 056 908 611**	Santé et Soins de longue durée
2 378 400	394 631 121	417 661 502	-	-	**417 661 502**	Sécurité communautaire et Services correctionnels
10 348 303	4 115 416	14 463 719	-	-	**14 463 719**	Services à l'enfance et à la jeunesse
-	38 279	38 279	-	-	**38 279**	Services aux consommateurs
-	8 628 062	30 018 253	-	-	**30 018 253**	Services gouvernementaux
36 585 929	3 993 701	40 579 630	-	-	**40 579 630**	Services sociaux et communautaires
64 451 763	-	71 510 952	14 105 401	-	**85 616 353**	Tourisme et Culture
1 384 076 009	511 535 274	1 931 493 215	(1 056 724 000)	-	**874 769 215**	Transports
-	34 752	34 752	-	-	**34 752**	Travail
16 042 886 055	**1 335 455 960**	**17 699 544 674**	**(10 859 881 893)**	**-**	**6 839 662 781**	**Total avant la consolidation**

Fonds ontarien d'initiative

Pour l'exercice clos le 31 mars 2011

Pour l'exercice se terminant le 31 mars	2011	2010
Fonds ontarien d'initiative		
Contribution d'ontariens[1]	217 756 $	173 408 $
	217 756 $	**173 408 $**

1. Représente les fonds versés à la province de l'Ontario pour la réduction du déficit et de la dette.

section 2

États financiers des ministères

MINISTÈRE DES AFFAIRES AUTOCHTONES

EXERCICE 2010 – 2011

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS

SOMMAIRE 2-2

AFFAIRES AUTOCHTONES 2-3

ÉTAT DES RECETTES 2-5

MINISTÈRE DES AFFAIRES AUTOCHTONES

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

2009 – 2010 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2010 – 2011 Crédits autorisés	2010 – 2011 Dépenses réelles
$		$	$
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
62 542 222	Affaires autochtones	73 522 414	64 475 421
62 542 222	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE**	**73 522 414**	**64 475 421**
	CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
4 590 732	Affaires autochtones	10 923 000	6 877 200
4 590 732	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE**	**10 923 000**	**6 877 200**

MINISTÈRE DES AFFAIRES AUTOCHTONES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	par le Conseil	Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
2001				**PROGRAMME DU MINISTÈRE DES AFFAIRES AUTOCHTONES**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	72 782 300	(9 610 000)	63 172 300	Affaires autochtones	59 385 421
2	1 000	10 285 100	10 286 100	Revendications territoriales et initiatives sur l'autonomie gouvernementale	5 090 000
L	47 841		47 841	Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	0
L	16 173		16 173	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	0
	72 847 314	**675 100**	**73 522 414**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DU MINISTÈRE DES AFFAIRES AUTOCHTONES**	**64 475 421**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
3	2 610 000	8 313 000	10 923 000	Affaires autochtones	6 877 200
	2 610 000	**8 313 000**	**10 923 000**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DU MINISTÈRE DES AFFAIRES AUTOCHTONES**	**6 877 200**

Description du programme :

Les objectifs des programmes du ministère des Affaires autochtones s'appuient sur quatre grandes stratégies : établir des partenariats plus vastes et plus solides avec les Autochtones; diriger la planification des priorités et des politiques stratégiques; régler les revendications territoriales et s'occuper des questions liées aux droits; coordonner les questions autochtones au sein de la fonction publique de l'Ontario (FPO). Les activités du ministère s'inscrivent dans le cadre de la priorité générale du gouvernement de servir l'intérêt public vital.

MINISTÈRE DES AFFAIRES AUTOCHTONES

PROGRAMME DU MINISTÈRE DES AFFAIRES AUTOCHTONES – CRÉDIT 2001

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Affaires autochtones (Poste 1)		
Traitements et salaires		12 862 847
Avantages sociaux		1 461 553
Transports et communications		977 384
Services		13 212 640
Fournitures et matériel		327 025
Paiements de transfert		
Fonds de participation	5 915 471	
Soutien au fonds de négociations communautaires	4 077 587	
Soutien au fonds de négociations avec les Algonquins	1 803 997	
Négociations sur les revendications territoriales des Six-Nations	186 667	
Les Chefs de l'Ontario	247 100	
Ontario Native Women's Association	371 700	
Ontario Federation of Indian Friendship Centres	446 100	
Metis Nation of Ontario	200 000	
Fonds pour cas d'invalidité dus au mercure dans les bandes de Grassy Narrows et d'Islington	976 196	
Stratégie pour les Autochtones vivant en milieu urbain	500 000	
Fonds pour la participation à l'élaboration des politiques	1 797 872	
Fonds pour les nouvelles relations	14 021 282	
		30 543 972
		59 385 421
Revendications territoriales et initiatives sur l'autonomie gouvernementale (Poste 2)		
Paiements de transfert		
Règlements négociés		5 090 000
		5 090 000
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DU MINISTÈRE DES AFFAIRES AUTOCHTONES		**64 475 421**

	$
CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
Affaires autochtones (Poste 3)	
Paiements de transfert	
Programme de subventions d'immobilisations de la communauté autochtone	3 610 000
Programme d'infrastructure des centres d'amitié	2 800 000
Règlements négociés	467 200
	6 877 200
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DU MINISTÈRE DES AFFAIRES AUTOCHTONES	**6 877 200**

MINISTÈRE DES AFFAIRES AUTOCHTONES

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

	2011 $	2010 $
GOUVERNEMENT DU CANADA	106 515	0
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Droits de demande – Accès à l'information	455	33
Frais pour chèques refusés	35	0
	490	33
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	1 531 849	1 711 182
TOTAL RECETTES DU MINISTÈRE	**1 638 854**	**1 711 215**

MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES ET DE L'IMMIGRATION

EXERCICE 2010 – 2011

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS

- SOMMAIRE 2-8
- ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 2-9
- AFFAIRES CIVIQUES ET DE L'IMMIGRATION 2-11
- DIRECTION GÉNÉRALE DE LA CONDITION FÉMININE DE L'ONTARIO 2-13
- SERVICES RÉGIONAUX 2-15
- DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) 2-10

ÉTAT DES RECETTES 2-17

MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES ET DE L'IMMIGRATION
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

2009 – 2010 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2010 – 2011 Crédits autorisés	2010 – 2011 Dépenses réelles
$		$	$
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
21 233 727	Administration du ministère	20 972 487	20 924 188
128 521 412	Affaires civiques et de l'immigration	133 297 700	133 291 066
16 541 378	Direction générale de la condition féminine de l'Ontario	16 949 800	16 948 338
7 088 501	Services régionaux	7 397 400	7 291 814
173 385 018	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE**	**178 617 387**	**178 455 406**
	CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
0	Administration du ministère	2 000	0
0	Services régionaux	2 000	0
0	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE**	**4 000**	**0**
	ACTIF D'IMMOBILISATIONS		
0	Administration du ministère	1 000	0
0	Services régionaux	1 000	0
0	**TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE**	**2 000**	**0**

MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES ET DE L'IMMIGRATION

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	par le Conseil	Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
601 CHARGES DE FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
1	20 134 200	758 100	20 892 300	Administration du ministère	20 858 220
L	47 841		47 841	Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*.....	49 301
L	32 346		32 346	Traitement versé aux adjoints parlementaires en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*.....	16 667
	20 214 387	**758 100**	**20 972 487**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE ....**	**20 924 188**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
3	1 000		1 000	Administration du ministère	0
L	1 000		1 000	Amortissement – *Loi sur l'administration financière*...	0
	2 000		**2 000**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE ....**	**0**
ACTIF D'IMMOBILISATIONS					
2	1 000		1 000	Administration du ministère	0
	1 000		**1 000**	**TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE ....**	**0**

Description du programme :

Le programme d'administration du ministère s'attache à réaliser les objectifs du ministère et du gouvernement en offrant des conseils stratégiques et des services de soutien essentiels (communications, ressources humaines, services en français, solutions technologiques et opérationnelles, services juridiques et planification et affectation des ressources, etc.). Le programme offre des services généraux à trois ministères (Affaires civiques et Immigration, Culture et Tourisme).

MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES ET DE L'IMMIGRATION

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 601

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Administration du ministère (Poste 1)		
Traitements et salaires		7 323 272
Avantages sociaux		975 750
Transports et communications		251 747
Services		12 126 564
Fournitures et matériel		180 887
		20 858 220
Bureau principal		
Traitements et salaires	1 432 353	
Avantages sociaux	178 994	
Transports et communications	100 054	
Services	118 360	
Fournitures et matériel	22 496	
		1 852 257
Services financiers et administratifs		
Traitements et salaires	2 199 306	
Avantages sociaux	291 654	
Transports et communications	58 364	
Services	4 658 994	
Fournitures et matériel	48 467	
		7 256 785
Ressources humaines		
Traitements et salaires	1 187 700	
Avantages sociaux	174 142	
Transports et communications	14 660	
Services	19 669	
Fournitures et matériel	13 367	
		1 409 538
Services de communication		
Traitements et salaires	2 021 193	
Avantages sociaux	275 093	
Transports et communications	52 313	
Services	494 049	
Fournitures et matériel	37 408	
		2 880 056
Analyse et planification		
Traitements et salaires	482 720	
Avantages sociaux	55 867	
Transports et communications	6 861	
Services	7 434	
Fournitures et matériel	2 838	
		555 720
Services juridiques		
Transports et communications	15 375	
Services	2 495 770	
Fournitures et matériel	56 311	
		2 567 456
Systèmes informatiques		
Transports et communications	4 120	
Services	4 332 288	
		4 336 408
Crédits législatifs		
Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		49 301
Traitement versé aux adjoints parlementaires en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		16 667
		65 968
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE		**20 924 188**

MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES ET DE L'IMMIGRATION

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés				Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total		
	$	$	$		$
602				**PROGRAMME DES AFFAIRES CIVIQUES ET DE L'IMMIGRATION**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	133 855 600	(557 900)	133 297 700	Affaires civiques et immigration	133 291 066
	133 855 600	**(557 900)**	**133 297 700**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES AFFAIRES CIVIQUES ET DE L'IMMIGRATION .....**	**133 291 066**

Description du programme :

Le programme des Affaires civiques et de l'Immigration est responsable de l'immigration, du bénévolat et des prix et distinctions. La division œuvre pour que les immigrants puissent participer pleinement à la vie socio-économique de la province, pour que les bénévoles et leurs organismes puissent contribuer pleinement au tissu socio-économique des collectivités de l'Ontario et pour que soient reconnus les particuliers et les groupes qui ont fait des contributions extraordinaires dans leurs communautés.

MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES ET DE L'IMMIGRATION

PROGRAMME DES AFFAIRES CIVIQUES ET DE L'IMMIGRATION – CRÉDIT 602

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Affaires civiques et immigration (Poste 1)		
Traitements et salaires		8 398 049
Avantages sociaux		1 256 524
Transports et communications		411 714
Services		2 628 320
Fournitures et matériel		238 433
Paiements de transfert		
Course de langues	66 267 167	
Formation en milieu de travail	41 853 925	
Subventions pour l'établissement et l'intégration	9 196 152	
Initiatives de bénévolat	3 039 411	
Subventions versées pour le compte d'autres ministères	1 371	
		120 358 026
		133 291 066
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES AFFAIRES CIVIQUES ET DE L'IMMIGRATION		**133 291 066**

MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES ET DE L'IMMIGRATION

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	par le Conseil	Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
603				**PROGRAMME DE LA DIRECTION GÉNÉRALE DE LA CONDITION FÉMININE DE L'ONTARIO**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	17 212 200	(262 400)	16 949 800	Direction générale de la condition féminine de l'Ontario	16 948 338
	17 212 200	**(262 400)**	**16 949 800**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE LA DIRECTION GÉNÉRALE DE LA CONDITION FÉMININE DE L'ONTARIO**	**16 948 338**

Description du programme :

La Direction générale de la condition féminine de l'Ontario travaille à prévenir la violence à l'égard des femmes et encourage l'autonomie financière des femmes afin que les jeunes filles et les femmes puissent faire les choix judicieux qui leur permettront de réussir leur vie et leur carrière.

MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES ET DE L'IMMIGRATION

PROGRAMME DE LA DIRECTION GÉNÉRALE DE LA CONDITION FÉMININE DE L'ONTARIO – CRÉDIT 603

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Direction générale de la condition féminine de l'Ontario (Poste 1)		
Traitements et salaires		2 008 685
Avantages sociaux		273 876
Transports et communications		81 980
Services		543 344
Fournitures et matériel		23 920
Paiements de transfert		
Initiatives de prévention de la violence	7 007 080	
Initiatives de promotion de l'autonomie financière	7 009 453	
		14 016 533
		16 948 338
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE LA DIRECTION GÉNÉRALE DE LA CONDITION FÉMININE DE L'ONTARIO		**16 948 338**

MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES ET DE L'IMMIGRATION

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	par le Conseil	Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
605				**PROGRAMME DES SERVICES RÉGIONAUX**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	7 335 200	62 200	7 397 400	Services régionaux	7 291 814
	7 335 200	**62 200**	**7 397 400**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES SERVICES RÉGIONAUX**	**7 291 814**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
3	1 000		1 000	Services régionaux	0
L	1 000		1 000	Amortissement – *Loi sur l'administration financière*	0
	2 000		**2 000**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DES SERVICES RÉGIONAUX**	**0**
ACTIF D'IMMOBILISATIONS					
2	1 000		1 000	Services régionaux	0
	1 000		**1 000**	**TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DES SERVICES RÉGIONAUX**	**0**

Description du programme :

Les Services régionaux dispensent à l'échelon local et régional des programmes et services aux clients afin de soutenir le ministère des Affaires civiques et de l'Immigration, le ministère du Tourisme et de la Culture et le ministère de la Promotion de la santé.

MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES ET DE L'IMMIGRATION

PROGRAMME DES SERVICES RÉGIONAUX – CRÉDIT 605

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Services régionaux (Poste 1)	
Traitements et salaires	5 616 916
Avantages sociaux	840 087
Transports et communications	356 191
Services	379 567
Fournitures et matériel	99 053
	7 291 814
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES SERVICES RÉGIONAUX	**7 291 814**

MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES ET DE L'IMMIGRATION

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

	2011 $	2010 $
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Accord d'immigration	2 000 002	6 681 849
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS	1 938 191	1 003 568
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	580 648	1 141 228
DIVERS	95	60
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	**4 518 936**	**8 826 705**

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT

EXERCICE 2010 – 2011

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS

SOMMAIRE 2-20

ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 2-21

ADMINISTRATIONS LOCALES 2-23

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET RÉGLEMENTATION DU BÂTIMENT 2-25

LOGEMENT ABORDABLE 2-27

DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) 2-22

ÉTAT DES RECETTES 2-29

ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS 2-30

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

2009 – 2010 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2010 – 2011 Crédits autorisés	2010 – 2011 Dépenses réelles
$		$	$
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
28 568 756	Administration du ministère	31 813 787	30 039 760
25 877 664	Administrations locales	23 589 800	22 701 291
15 173 364	Aménagement du territoire et réglementation du bâtiment	36 568 100	36 034 863
651 340 401	Logement abordable	654 031 400	651 011 319
720 960 185	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE**	**746 003 087**	**739 787 233**
	CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
0	Administrations locales	21 126 000	21 122 000
662 985 297	Logement abordable	721 886 400	715 588 717
662 985 297	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE**	**743 012 400**	**736 710 717**
	ACTIF D'IMMOBILISATIONS		
0	Administrations locales	1 000	0
0	**TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE**	**1 000**	**0**

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1901				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	33 658 000	(1 924 400)	31 733 600	Administration du ministère	29 957 125
L	47 841		47 841	Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	49 301
L	32 346		32 346	Traitements versés aux adjoints parlementaires en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	33 334
	33 738 187	**(1 924 400)**	**31 813 787**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	**30 039 760**

Description du programme :

Les objectifs de ce programme sont les suivants : orienter, diriger, coordonner et contrôler l'ensemble des programmes et activités du ministère; offrir des services efficaces de communication et de soutien à la gestion des dossiers; fournir au ministère, de façon efficace et efficiente, des conseils stratégiques, des services et conseils juridiques, des services de planification des activités et des ressources, des services de gestion du risque et le soutien nécessaire à la gestion de la prestation des services; mettre en place des mécanismes de contrôle et de vérification des dépenses, des normes en matière de rapports et de gestion et des méthodes d'évaluation des résultats; surveiller l'utilisation par le ministère de ses ressources humaines et financières, de ses ressources en information et technologie de l'information et de ses biens matériels. Le programme offre également des services de gestion et de soutien opérationnel aux organismes, conseils et commissions du ministère.

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 1901

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Administration du ministère (Poste 1)		
Traitements et salaires		10 059 534
Avantages sociaux		1 261 544
Transports et communications		277 787
Services		17 987 600
Fournitures et matériel		370 660
		29 957 125
Bureau principal		
Traitements et salaires	1 891 288	
Avantages sociaux	240 997	
Transports et communications	105 653	
Services	133 025	
Fournitures et matériel	49 488	
		2 420 451
Services de communiccation		
Traitements et salaires	2 599 429	
Avantages sociaux	348 554	
Transports et communications	53 335	
Services	294 430	
Fournitures et matériel	32 527	
		3 328 275
Services financiers et administratifs		
Traitements et salaires	4 146 600	
Avantages sociaux	466 290	
Transports et communications	54 935	
Services	2 345 336	
Fournitures et matériel	166 292	
		7 179 453
Ressources humaines		
Traitements et salaires	1 384 766	
Avantages sociaux	205 703	
Transports et communications	23 169	
Services	150 000	
Fournitures et matériel	32 311	
		1 795 949
Services juridiques		
Traitements et salaires	37 451	
Transports et communications	25 813	
Services	5 051 291	
Fournitures et matériel	80 123	
		5 194 678
Services de vérification		
Services	935 668	
		935 668
Systèmes informatiques		
Transports et communications	14 882	
Services	9 077 850	
Fournitures et matériel	9 919	
		9 102 651
Crédits législatifs		
Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		49 301
Traitements versés aux adjoints parlementaires en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		33 334
		82 635
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE		**30 039 760**

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés – Prévisions	Crédits autorisés – par le Conseil	Crédits autorisés – Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1902 CHARGES DE FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DES ADMINISTRATIONS LOCALES**	
4	18 622 200	4 967 600	23 589 800	Administrations locales	22 701 291
	18 622 200	**4 967 600**	**23 589 800**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES ADMINISTRATIONS LOCALES**	**22 701 291**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
3	2 000	21 122 000	21 124 000	Administrations locales	21 122 000
8	1 000		1 000	Administrations locales – autres charges liées aux immobilisations	0
L	1 000		1 000	Amortissement – *Loi sur l'administration financière*	0
	4 000	**21 122 000***	**21 126 000**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DES ADMINISTRATIONS LOCALES**	**21 122 000**
ACTIF D'IMMOBILISATIONS					
7	1 000		1 000	Administrations locales	0
	1 000		**1 000**	**TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DES ADMINISTRATIONS LOCALES**	**0**

Description du programme :

L'objectif de ce programme est d'encourager la responsabilité des administrations locales ayant les outils nécessaires pour améliorer la prestation des services locaux, d'atteindre une solvabilité durable et de prendre les mesures nécessaires face aux catastrophes locales. Le ministère poursuit cet objectif en élaborant et mettant en œuvre des lois, politiques, mécanismes de consultation officiels, partenariats et programmes, en surveillant les activités municipales, en offrant les conseils, l'éducation et la formation nécessaires et d'autres activités qui favorisent la concertation et la coopération avec les municipalités et les intervenants, et en encourageant l'intensification des consultations et les partenariats entre les municipalités et les groupes autochtones.

* Inclut une ordonnance de 1 122 000 $ rendue par le Conseil du Trésor après la fin de l'exercice, autorisée par le Conseil du Trésor le 19 mai 2011 et appliquée rétroactivement à l'exercice 2010-2011 pour le remboursement au gouvernement fédéral d'un trop-perçu par la province en vertu des Accords d'aide financière en cas de catastrophe fédéraux, qui ont découlé de l'inondation dans la région de Peterborough en 2004.

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT

PROGRAMME DES ADMINISTRATIONS LOCALES – CRÉDIT 1902

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

CHARGES DE FONCTIONNEMENT

Administrations locales (Poste 4)

	$	$
Traitements et salaires		12 190 991
Avantages sociaux		1 604 908
Transports et communications		319 755
Services		3 923 229
Fournitures et matériel		183 444
Paiements de transfert		
Secours aux victimes de catastrophes	6 009	
Aide aux municipalités en cas de catastrophes	436 592	
Paiements en vertu de la *Loi sur les subventions tenant lieu d'impôt aux municipalités*	65 304 076	
Impôts sur les propriétés provinciales louées en vertu de la *Loi sur les subventions tenant lieu d'impôt aux municipalités*	7 385 104	
Aide au Conseil de la zone de développement de Moosonee	1 241 412	
Aide spéciale aux municipalités et aux organisations municipales	2 406 225	
Aide unique en raison d'une tornade	388 726	
		77 168 144
		95 390 471
Moins : Recouvrements		72 689 180
		22 701 291
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES ADMINISTRATIONS LOCALES		**22 701 291**

CHARGES D'IMMOBILISATIONS

Administrations locales (Poste 3)

	$
Paiements de transfert	
Aide spéciale aux municipalités et aux organisations municipales	20 000 000
Autres opérations	1 122 000
	21 122 000
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DES ADMINISTRATIONS LOCALES	**21 122 000**

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	par le Conseil	Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1903				**AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				**ET RÉGLEMENTATION DU BÂTIMENT**	
7	15 654 100	20 914 000	36 568 100	Aménagement du territoire et réglementations du bâtiment.....	36 034 863
	15 654 100	**20 914 000**	**36 568 100**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET LA RÉGLEMENTATION DU BÂTIMENT .....**	**36 034 863**

Description du programme :

L'objectif de ce programme est d'avoir des communautés bien planifiées, sécuritaires, dynamiques et durables qui offrent une meilleure qualité de vie et alimentent la prospérité économique. Ce programme aide à assurer une gestion judicieuse de la croissance de manière à préserver les espaces verts et l'environnement, à encourager le réaménagement des friches industrielles et à favoriser la croissance démographique et la croissance de l'emploi. Pour atteindre ces objectifs, il veille à la sécurité des bâtiments grâce à un système de réglementation efficace et efficient. Il prévoit aussi un renforcement du rendement énergétique, de l'économie d'énergie, de la protection de l'environnement et de l'accessibilité. Il doit aussi proposer un cadre législatif, stratégique et administratif approprié pour l'aménagement du territoire, avec notamment un solide système provincial à guichet unique dans ce domaine, ainsi que d'excellents conseils et l'éducation et la formation nécessaires pour soutenir les capacités municipales et provinciales et la mise en œuvre des nouveaux plans, programmes et initiatives du gouvernement. Tout ce travail est orienté par la participation et la consultation fructueuses des intervenants.

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET RÉGLEMENTATION DU BÂTIMENT – CRÉDIT 1903

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Aménagement du territoire et réglementation du bâtiment (Poste 7)		
Traitements et salaires		10 467 885
Avantages sociaux		1 392 721
Transports et communications		345 999
Services		3 288 240
Fournitures et matériel		202 284
Paiements de transfert		
Aide aux conseils d'aménagement	333 734	
Paiements faits aux Friends of the Greenbelt Foundation	20 000 000	
		20 337 734
		36 034 863
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET RÉGLEMENTATION DU BÂTIMENT		**36 034 863**

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1904				**PROGRAMME DE LOGEMENT ABORDABLE**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
2	627 201 000	(6 080 800)	621 120 200	Logement social et logement du marché privé	618 698 325
3	30 834 600	2 001 600	32 836 200	Location à usage d'habitation	32 312 994
L	75 000		75 000	Créances irrécouvrables des collectivités rurales et autochtones, *Loi sur l'administration financière*	0
	658 110 600	**(4 079 200)**	**654 031 400**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE LOGEMENT ABORDABLE**	**651 011 319**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
4	721 886 400		721 886 400	Logement abordable – immobilisations	715 588 717
	721 886 400		**721 886 400**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DE LOGEMENT ABORDABLE**	**715 588 717**

Description du programme :

Ce programme a pour objectifs d'honorer les engagements du gouvernement en matière de logement abordable, de créer un cadre réglementaire qui protège les locataires et encourage un niveau d'entretien et d'investissement adéquat dans le secteur du logement locatif, et d'aider les municipalités, les fournisseurs de logements et autres intervenants indépendants à s'acquitter de leurs responsabilités en matière de logement. Pour atteindre ces objectifs, le programme offre un éventail complet de services : élaboration de politiques; conception, prestation et financement de programmes à l'intention des promoteurs de logements sociaux et abordables.

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT

PROGRAMME DE LOGEMENT ABORDABLE – CRÉDIT 1904

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Logement social et logement du marché privé (Poste 2)		
Traitements et salaires		8 937 834
Avantages sociaux		1 349 704
Transports et communications		174 174
Services		4 798 872
Fournitures et matériel		112 577
Paiements de transfert		
Paiements aux gestionnaires des services, y compris pour les activités sans but lucratif offertes dans les territoires non érigés en municipalité	461 103 802	
Paiements à la Société ontarienne d'hypothèques et de logement	103 117 795	
Programme d'allocations de logement	8 442 039	
Programme de logement en milieu rural et autochtone	6 943 500	
Programme ontarien d'aide aux familles locataires	9 191 407	
Programme à court terme d'aide au loyer	16 103 347	
Banques d'aide au loyer	5 000 000	
		609 901 890
		625 275 051
Moins : Recouvrements		6 576 726
		618 698 325
Location à usage d'habitation (Poste 3)		
Traitements et salaires		18 716 404
Avantages sociaux		2 649 913
Transports et communications		1 470 700
Services		8 874 555
Fournitures et matériel		601 422
		32 312 994
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE LOGEMENT ABORDABLE		**651 011 319**

	$	$
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
Logement abordable – immobilisations (Poste 4)		
Paiements de transfert		
Dépenses en immobilisations – Société ontarienne d'hypothèques et de logement	1 106 458	
Logements en milieu autochtone	32 736 480	
Organismes de logement	4 620 000	
Programme de logement abordable – contribution du gouvernement fédéral	57 530 808	
Programme de logement abordable – contribution du gouvernement provinciale	72 559 061	
Logement abordable pour les personnes âgées à faible revenu – contribution fédéral	76 940 000	
Logement abordable pour les personnes âgées à faible revenu – contribution provinciale	76 940 000	
Logement abordable pour les personnes handicapées – contribution fédéral	19 326 261	
Logement abordable pour les personnes handicapées – contribution provinciale	19 512 181	
Rénovation et modernisation des logements sociaux – contribution fédérale	176 080 000	
Rénovation et modernisation des logements sociaux – contribution provinciale	177 237 468	
		714 588 717
Autres opérations		
Investissements dans les immobilisations – Réparations – Logement en milieux rural et autochtone		1 000 000
		715 588 717
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DE LOGEMENT ABORDABLE		**715 588 717**

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

	2011 $	2010 $
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Remboursements de dépenses pour logements sans but lucratifs (C.M.H.C.)	477 552 926	482 640 746
Accord de logement à prix abordable (C.M.H.C)	338 319 108	315 418 903
Régime Canada/Ontario de construction de logements locatifs	102 120	111 601
	815 974 154	798 171 250
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Remboursement obtenu des GSMR pour le paiement de la dette de la SDLO	95 449 168	96 492 891
Intérêt sur la dette publique	10 689 180	13 636 973
Remboursement – SDLO – prêts pour le logement étudiant et intérêts	213 893	213 894
Programme de rénovation des logements de l'Ontario – Municipalités	78 453	132 485
Rénovation urbaine	71 220	21 896
Subventions des années précédentes	37 102	34 740
Syndicat/Association	13 531	12 542
Remaniement des services locaux	0	816 773
Autres remboursements des dépenses	40 000	55 068
	106 592 547	111 417 262
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Droits – Tribunal du logement de l'Ontario	11 594 030	11 729 220
Droits – Qualification code du bâtiment droits prévus dans les règlements	421 520	353 886
Droits – Formation adm. code du bâtiment	80 536	97 837
Droits relatifs aux autorisations d'aménagement	62 956	75 300
Droits d'entretien et liés aux normes	18 550	18 550
Évaluation de matériaux de construction	15 723	9 975
	12 193 315	12 284 768
VENTES ET LOCATIONS		
Société de logement de l'Ontario – Hypothèque différée	972 873	0
Conversion de bails – Société d'hypothèques de l'Ontario	300 272	0
Recettes de bails – Société d'hypothèques de l'Ontario	139 590	0
ORHT – Ventes et locations	18 576	21 445
	1 431 311	21 445
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	974 391	741 820

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

	2011 $	2010 $
DIVERS		
Société d'hypothèques de l'Ontario – Revenu net	50 000	0
Intérêts gagnés sur prêts	9 176	14 995
Pénalités – intérêts	6 463	7 484
Autres	7 048	2 484
	72 687	24 963
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	**937 238 405**	**922 661 508**

ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

	2011 $	2010 $
Loi sur l'aide aux propriétaires riverains	26 116	46 232
Crédits d'impôts pour les écoles	25 038	16 602
TOTAL - REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS	**51 154**	**62 834**

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES AFFAIRES RURALES

EXERCICE 2010 – 2011

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS

SOMMAIRE 2-32

ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 2-33

AMÉLIORATION DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT 2-36

SECTEURS DYNAMIQUES DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES BIOPRODUITS ET COLLECTIVITÉS RURALES FORTES 2-38

ÉLABORATION DES POLITIQUES 2-42

DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) 2-34, 2-35, 2-37, 2-41

ÉTAT DES RECETTES 2-44

ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS 2-44

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES AFFAIRES RURALES

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

2009 – 2010 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2010 – 2011 Crédits autorisés	2010 – 2011 Dépenses réelles
$		$	$
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
25 919 366	Administration du ministère	25 554 814	24 247 371
71 844 527	Amélioration de la santé publique et de l'environnement	87 338 000	77 340 796
426 966 585	Secteurs dynamiques de l'agriculture, de l'alimentation et des bioproduits et collectivités rurales fortes	421 921 300	400 051 314
13 889 770	Élaboration des politiques	14 618 500	13 888 634
538 620 248	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE**	**549 432 614**	**515 528 115**
	ACTIF DE FONCTIONNEMENT		
0	Administration du ministère	300 000	0
5 839 300	Amélioration de la santé publique et de l'environnement	12 300 000	5 608 800
666 154	Secteurs dynamiques de l'agriculture, de l'alimentation et des bioproduits et collectivités rurales fortes	5 300 000	163 128
6 505 454	**TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE**	**17 900 000**	**5 771 928**
	CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
18 563	Administration du ministère	143 200	143 113
1 176 720 464	Secteurs dynamiques de l'agriculture, de l'alimentation et des bioproduits et collectivités rurales fortes	2 342 407 900	1 773 167 522
1 176 739 027	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE**	**2 342 551 100**	**1 773 310 635**
	ACTIF D'IMMOBILISATIONS		
925 693	Administration du ministère	1 127 300	1 048 116
925 693	**TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE**	**1 127 300**	**1 048 116**

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES AFFAIRES RURALES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
101				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	26 490 800	(1 000 000)	25 490 800	Administration du ministère	24 181 403
L	47 841		47 841	Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	49 301
L	16 173		16 173	Traitement versé aux adjoints parlementaires en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	16 667
	26 554 814	**(1 000 000)**	**25 554 814**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	**24 247 371**
ACTIF DE FONCTIONNEMENT					
2	300 000		300 000	Administration du ministère	0
	300 000		**300 000**	**TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	**0**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
5	1 000		1 000	Administration du ministère	0
L	142 200		142 200	Amortissement – *Loi sur l'administration financière*	143 113
	143 200		**143 200**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	**143 113**
ACTIF D'IMMOBILISATIONS					
4	1 127 300		1 127 300	Administration du ministère	1 048 116
	1 127 300		**1 127 300**	**TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	**1 048 116**

Description du programme :

La stratégie menée dans le cadre de ce crédit consiste à fournir une orientation de haut niveau et des services de planification stratégique des activités et des ressources pour assurer la prestation efficace et efficiente des programmes du ministère. Elle vise à offrir au ministère des conseils et de l'expertise en matière financière, opérationnelle, transactionnelle ou relativement aux autres activités et aux ressources humaines, et ce, de la manière suivante : élaborer des politiques et procédures fonctionnelles pour l'administration et les ressources humaines en collaboration avec chaque direction du ministère, fournir des services de planification financière, de gestion de projet, de communication et de vérification, administrer les services juridiques et de technologie de l'information, offrir des services de gestion des locaux et d'administration centrale, maintenir des liens avec les organismes centraux du gouvernement et assurer la prestation des services en français, des programmes de gestion des situations d'urgence et des initiatives de promotion de la diversité et de la qualité des services.

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES AFFAIRES RURALES

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 101

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Administration du ministère (Poste 1)		
Traitements et salaires		11 561 932
Avantages sociaux		2 322 694
Transports et communications		500 487
Services		9 034 461
Fournitures et matériel		761 829
		24 181 403
Bureau principal		
Traitements et salaires	1 775 505	
Avantages sociaux	189 646	
Transports et communications	105 603	
Services	139 284	
Fournitures et matériel	16 951	
		2 226 989
Services opérationnels		
Traitements et salaires	2 369 114	
Avantages sociaux	987 767	
Transports et communications	220 849	
Services	4 941 675	
Fournitures et matériel	564 791	
		9 084 196
Planification des activités et services financiers		
Traitements et salaires	3 214 253	
Avantages sociaux	452 342	
Transports et communications	35 959	
Services	238 509	
Fournitures et matériel	22 244	
		3 963 307
Ressources humaines		
Traitements et salaires	577 201	
Avantages sociaux	112 497	
Transports et communications	13 178	
Services	110 038	
Fournitures et matériel	11 983	
		824 897
Services de communication		
Traitements et salaires	3 625 859	
Avantages sociaux	580 442	
Transports et communications	103 791	
Services	943 667	
Fournitures et matériel	115 169	
		5 368 928
Services juridiques		
Transports et communications	18 493	
Services	2 274 312	
Fournitures et matériel	30 691	
		2 323 496
Services de vérification		
Transports et communications	2 614	
Services	386 976	
		389 590
Crédits législatifs		
Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		49 301
Traitement versé aux adjoints parlementaires en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		16 667
		65 968
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE		**24 247 371**

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES AFFAIRES RURALES

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 101

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

	$
CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
Crédits législatifs	
Autres opérations	
Amortissement – *Loi sur l'administration financière* ..	143 113
	143 113
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....	**143 113**

	$
ACTIF D'IMMOBILISATIONS	
Administration du ministère (Poste 4)	
Parc automobile et flotte de bateaux.....	1 048 116
	1 048 116
TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....	**1 048 116**

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES AFFAIRES RURALES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
107				**PROGRAMME D'AMÉLIORATION DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	90 328 000	(3 000 000)	87 328 000	Amélioration de la santé publique et de l'environnement	77 340 796
L	10 000		10 000	Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*	0
	90 338 000	**(3 000 000)**	**87 338 000**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME D'AMÉLIORATION DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT**	**77 340 796**
ACTIF DE FONCTIONNEMENT					
2	500 000		500 000	Amélioration de la santé publique et de l'environnement	61 600
L	11 800 000		11 800 000	Débentures pour le drainage au moyen de tuyaux, *Loi sur le drainage au moyen de tuyaux*	5 547 200
	12 300 000		**12 300 000**	**TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME D'AMÉLIORATION DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT**	**5 608 800**

Description du programme :

Cette stratégie englobe les principales fonctions législatives et de réglementation du ministère liées à l'inspection des aliments et l'observation des règlements sanitaires, à la santé des animaux, à l'aménagement du territoire et à la gestion des éléments nutritifs. Elle inclut également les programmes non régis par les règlements qui visent la salubrité des aliments, la traçabilité, la santé et le bien-être des animaux, la gestion des éléments nutritifs et l'environnement. Le ministère emploie une gamme complète d'outils pour gérer les risques et encourager l'adoption par l'industrie de pratiques exemplaires de gestion.

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES AFFAIRES RURALES

PROGRAMME D'AMÉLIORATION DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT – CRÉDIT 107

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

CHARGES DE FONCTIONNEMENT

Amélioration de la santé publique et de l'environnement (Poste 1)

	$	$
Traitements et salaires		29 308 045
Avantages sociaux		4 090 874
Transports et communications		2 331 432
Services		11 155 672
Fournitures et matériel		605 247
Paiements de transfert		
Programme d'infrastructure de drainage agricole	6 765 195	
Recherche sur les normes agroenvironnementales	493 590	
Partenariats environnementaux	715 435	
Partenariats pour la salubrité des aliments et la traçabilité	973 509	
Cultivons l'avenir – contribution fédérale – Amélioration de la santé publique et de l'environnement	20 171 207	
Partenariats agroenvironnmentaux pour le lac Simcoe	1 096 992	
Autre aide à la santé publique	740 747	
Aide provisoire aux entreprises de transformation de la viande	353 737	
		31 310 412
		78 801 682
Moins : Recouvrements		1 460 886
		77 340 796
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME D'AMÉLIORATION DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT		**77 340 796**

ACTIF DE FONCTIONNEMENT

Amélioration de la santé publique et de l'environnement (Poste 2)

	$
Prêts et investissements	
Prêts pour le drainage au moyen de tuyaux dans les territoires non érigés en municipalités	61 600
	61 600

Crédits législatifs

Prêts et investissements	
Débentures pour le drainage au moyen de tuyaux, *Loi sur le drainage au moyen de tuyaux*	5 547 200
	5 547 200
TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME D'AMÉLIORATION DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT	**5 608 800**

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES AFFAIRES RURALES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
108				**PROGRAMME DES SECTEURS DYNAMIQUES DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES BIOPRODUITS ET COLLECTIVITÉS RURALES FORTES**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	162 221 800	23 000 000	185 221 800	Développement économique	175 295 644
3	75 169 700	(1 000 000)	74 169 700	Recherche	73 517 499
4	180 507 800	(18 000 000)	162 507 800	Paiements de transfert liés à la gestion des risques des entreprises	145 230 186
L	5 000		5 000	Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*	0
L	1 000		1 000	Paiements au titre des prêts bancaires garantis, *Loi sur l'administration financière*	0
L	1 000		1 000	Paiements au titre des prêts bancaires garantis, *Loi sur l'administration financière*	0
L	15 000		15 000	Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*	6 007 985
	417 921 300	**4 000 000**	**421 921 300**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES SECTEURS DYNAMIQUES DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES BIOPRODUITS ET COLLECTIVITÉS RURALES FORTES**	**400 051 314**
ACTIF DE FONCTIONNEMENT					
2	300 000		300 000	Développement économique	0
5	5 000 000		5 000 000	Paiements de transfert liés à la gestion des risques des entreprises	163 128
	5 300 000		**5 300 000**	**TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES SECTEURS DYNAMIQUES DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES BIOPRODUITS ET COLLECTIVITÉS RURALES FORTES**	**163 128**

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES AFFAIRES RURALES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
108				**PROGRAMME DES SECTEURS DYNAMIQUES DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES BIOPRODUITS ET COLLECTIVITÉS RURALES FORTES**	
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
7	2 342 407 900		2 342 407 900	Charges d'immobilisations liées à l'agriculture et aux affaires rurales	1 773 167 522
	2 342 407 900		**2 342 407 900**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DES SECTEURS DYNAMIQUES DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES BIOPRODUITS ET COLLECTIVITÉS RURALES FORTES**	**1 773 167 522**

Description du programme :

Dans le cadre de cette stratégie, le ministère soutient les secteurs de l'agriculture, des produits alimentaires et des bioproduits par l'adoption d'une démarche complète. Les composantes suivantes de cette stratégie contribuent au cadre établi pour ces secteurs : stabilisation du revenu agricole et autres programmes d'aide au secteur agricole; collaboration avec des partenaires du secteur agroalimentaire pour définir les besoins et les possibilités et pour adopter de nouvelles technologies; investissement dans la recherche agroalimentaire; efforts d'attraction et de rétention des investissements pour le secteur de la transformation; promotion des ventes agroalimentaires de l'Ontario sur les marchés international et national.

Cette stratégie aide l'Ontario rural à bâtir des collectivités dynamiques et fortes, dotées d'économies diversifiées et jouissant d'un climat social et environnemental sain par une collaboration avec les collectivités rurales, les municipalités, les entreprises et des organismes afin d'entreprendre des initiatives de développement économique.

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES AFFAIRES RURALES

PROGRAMME DES SECTEURS DYNAMIQUES DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES BIOPRODUITS ET COLLECTIVITÉS RURALES FORTES – CRÉDIT 108

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Développement économique (Poste 1)		
Traitements et salaires		25 026 802
Avantages sociaux		3 531 227
Transports et communications		1 645 926
Services		15 648 097
Fournitures et matériel		597 823
Paiements de transfert		
Développement de l'agriculture	5 568 753	
Stratégie de marque et promotion des aliments de l'Ontario	1 994 500	
Cultivons l'avenir – contribution fédérale – développement économique	3 472 271	
Fonds ontarien de développement de la production d'éthanol	72 027 976	
Programme ontarien d'aide aux petits réseaux de distribution d'eau	4 649 118	
Aide de transition à l'industrie des vergers et des vignobles – contribution fédérale	599 243	
Autre aide aux collectivités rurales	3 199 869	
Programme de développement économique des collectivités rurales	40 133 035	
Programme d'emplois d'été pour les jeunes en milieu rural	4 549 184	
		136 193 949
		182 643 824
Moins : Recouvrements		7 348 180
		175 295 644

	$	$
Recherche (Poste 3)		
Traitements et salaires		2 100 526
Avantages sociaux		300 698
Transports et communications		60 153
Services		668 780
Fournitures et matériel		37 872
Paiements de transfert		
Recherche concurrentielle	1 350 000	
Recherche sur l'innocuité des aliments	500 000	
Subventions tenant lieu d'impôt	250 000	
Cultivons l'avenir – contribution fédérale – recherche	8 770 577	
Partenariats stratégiques	632 500	
Université de Guelph	58 846 393	
		70 349 470
		73 517 499
Paiements de transfert liés à la gestion des risques des entreprises (Poste 4)		
Paiements de transfert		
AgriCorp	17 905 340	
Agri-protection	33 000 000	
Agri-investissement	25 674 957	
Agri-stabilité	48 655 525	
Programme ontarien de gestion des risques	17 413 729	
Autre aide à la gestion des risques	1 020 320	
Indemnisation des dommages causés par la faune – contribution fédérale	748 809	
Indemnisation des dommages causés par la faune – contribution provinciale	811 506	
		145 230 186
		145 230 186

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES AFFAIRES RURALES

PROGRAMME DES SECTEURS DYNAMIQUES DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES BIOPRODUITS ET COLLECTIVITÉS RURALES FORTES – CRÉDIT 108

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

	$	$	$
Crédits législatifs			
Autre opérations			
Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*	6 007 985		
	6 007 985		
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES SECTEURS DYNAMIQUES DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES BIOPRODUITS ET COLLECTIVITÉS RURALES FORTES	**400 051 314**		
ACTIF DE FONCTIONNEMENT			
Paiements de transfert liés à la gestion des risques des entreprises (Poste 5)			
Dépôts et charges payées d'avance			
Gestion des risques des entreprises – Agri-stabilité	163 128		
	163 128		
TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES SECTEURS DYNAMIQUES DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES BIOPRODUITS ET COLLECTIVITÉS RURALES FORTES	**163 128**		
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
Charges d'immobilisations liées à l'agriculture et aux affaires rurales (Poste 7)			
Paiements de transfert			
Infrastructure des laboratoires d'hygiène vétérinaire et d'agroalimentaire	1 000 000		
Stratégie pour l'accès à large bande	4 504 638		
Fonds pour l'infrastructure à large bande	14 937 030		
Fonds pour l'infrastructure à large bande – contribution fédérale	11 000 000		
Fonds Chantiers Canada – Volet Collectivités	105 797 436		
Fonds Chantiers Canada – Volet Collectivités – contribution fédérale	105 797 436		
Fonds Chantiers Canada – Volet Collectivités, 2e période	103 025 954		
Fonds Chantiers Canada – Volet Collectivités, 2e période – contribution fédérale	103 025 954		
Fonds Chantiers Canada – Volet Grandes infrastructures	13 820 068		
Fonds sur l'infrastructure municipale rurale Canada-Ontario	3 849 572		
Fonds sur l'infrastructure municipale rurale Canada-Ontario – contribution fédérale	3 849 572		
Fonds canadien sur l'infrastructure stratégique	4 488 576		
Fonds pour l'infrastructure verte	1 500 000		
Fonds de stimulation de l'infrastructure	642 408 341		
Fonds de stimulation de l'infrastructure – contribution fédérale	647 912 945		
Investissements dans l'entretien des installations de recherche et d'éducation	4 000 000		
Renouvellement de l'infrastructure de recherche et d'éducation	2 250 000		
		1 773 167 522	
		1 773 167 522	
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DES SECTEURS DYNAMIQUES DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES BIOPRODUITS ET COLLECTIVITÉS RURALES FORTES			**1 773 167 522**

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES AFFAIRES RURALES
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
109 **CHARGES DE FONCTIONNEMENT**				**PROGRAMME D'ÉLABORATION DES POLITIQUES**	
1	14 618 500		14 618 500	Élaboration des politiques	13 888 634
	14 618 500		**14 618 500**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME D'ÉLABORATION DES POLITIQUES**	**13 888 634**

Description du programme :

La stratégie mise en œuvre dans le cadre de ce crédit est axée sur la prestation de conseils et de services d'élaboration de politiques stratégiques novateurs, complets et fondés sur des données probantes. Élaboration des politiques est aussi responsable de l'analyse des politiques ainsi que de la planification et des politiques stratégiques dans les domaines de la salubrité des aliments, de la santé des animaux, de l'environnement et du développement économique. La stratégie comprend également l'élaboration de lois et de programmes, la gestion du financement alloué aux programmes de gestion des risques liés aux exploitations agricoles et les responsabilités ministérielles relatives à la gouvernance et à la reddition des comptes avec Agricorp.

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES AFFAIRES RURALES

PROGRAMME D'ÉLABORATION DES POLITIQUES – CRÉDIT 109

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Élaboration des politiques (Poste 1)	
Traitements et salaires	9 785 271
Avantages sociaux	1 311 803
Transports et communications	381 106
Services	2 314 227
Fournitures et matériel	96 227
	13 888 634
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME D'ÉLABORATION DES POLITIQUES	**13 888 634**

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES AFFAIRES RURALES

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

	2011 $	2010 $
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Fonds de stimulation de l'infrastructure	648 366 667	246 021 986
Fonds Chantiers Canada	105 797 436	188 711 102
Fonds Chantiers Canada – 2e période	103 025 954	0
Cultivons l'avenir	34 433 361	23 777 062
Fonds pour l'infrastructure à large bande	11 000 000	0
Fonds sur l'infrastructure municipale rurale Canada-Ontario	3 849 572	27 051 258
Indemnisation des dommages causés par la faune	884 490	0
Programme de transition relatif aux vergers et aux vignobles	651 085	7 032 700
Programme d'indemnisation contre la rage	400	1 729
Service canadien de développement des compétences en agriculture (SCDCA)	0	114 167
Divers	300 000	1 216 682
	908 308 965	493 926 686
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Autres	42 942	54 559
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS	448 139	680 589
VENTES ET LOCATIONS		
Autres	20 771 154	22 262 343
REDEVANCES	0	1 829
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	65 418 878	23 717 990
DIVERS		
Autres	1 229 993	212 764
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	**996 220 071**	**540 856 760**

ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

	2011 $	2010 $
Débentures pour le drainage au moyen de tuyaux	5 084 548	5 574 011
Débentures pour le drainage au moyen de tuyaux au Nord de l'Ontario	62 814	49 713
TOTAL DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS	**5 147 362**	**5 623 724**

BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

EXERCICE 2010 – 2011

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS

SOMMAIRE 2-46

BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE 2-47

COMMISSAIRES 2-50

ÉTAT DES RECETTES 2-52

BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

2009 – 2010 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2010 – 2011 Crédits autorisés	2010 – 2011 Dépenses réelles
$		$	$
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
126 008 412	Bureau de l'Assemblée législative	128 535 200	121 946 813
22 624 625	Commissaires	27 500 500	24 591 021
148 633 037	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR LE BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE**	**156 035 700**	**146 537 834**

* Il est à noter que les crédits autorisés et les dépenses réelles de cette entité sont calculés selon la comptabilité de caisse modifiée.

BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	par le Conseil	Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
201 CHARGES DE FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DU BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE**	
1	440 200		440 200	Présidence	301 920
2	799 300		799 300	Bureau du greffier	788 767
3	12 815 700		12 815 700	Services parlementaires	11 524 612
4	11 625 600		11 625 600	Services d'information et de technologie	11 542 480
5	6 008 300		6 008 300	Services administratifs	5 622 716
6	26 978 900		26 978 900	Sergent d'armes et locaux de l'enceinte parlementaire	25 032 728
8	11 000 000		11 000 000	Services de soutien aux groupes parlementaires	10 914 606
9	20 201 600		20 201 600	Indemnités et allocations de déplacement versées aux députés	19 215 436
10	38 328 600		38 328 600	Services de soutien aux bureaux des députés	36 715 153
11	262 000		262 000	Programme de stages à l'Assemblée législative de l'Ontario	262 000
12	75 000		75 000	Appartements du lieutenant-gouverneur	26 395
	128 535 200		**128 535 200**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR LE BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE**	**121 946 813**

Description du programme :

Ce programme englobe les traitements et les allocations, ainsi que tous les services de soutien fournis aux députés par les divers bureaux de l'Assemblée.

BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

PROGRAMME DU BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE – CRÉDIT 201

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Présidence (Poste 1)	
Traitements et salaires	57 726
Avantages sociaux	7 902
Transports et communications	49 242
Services	143 725
Fournitures et matériel	43 325
	301 920
Bureau du greffier (Poste 2)	
Traitements et salaires	466 932
Avantages sociaux	79 891
Transports et communications	9 721
Services	214 854
Fournitures et matériel	17 369
	788 767
Services parlementaires (Poste 3)	
Traitements et salaires	7 238 607
Avantages sociaux	1 766 436
Transports et communications	331 403
Services	1 811 632
Fournitures et matériel	754 745
	11 902 823
Moins : Recouvrements	378 211
	11 524 612
Services d'information et de technologie (Poste 4)	
Traitements et salaires	7 399 433
Avantages sociaux	1 579 316
Transports et communications	172 714
Services	1 040 953
Fournitures et matériel	1 350 409
	11 542 825
Moins : Recouvrements	345
	11 542 480
Services administratifs (Poste 5)	
Traitements et salaires	3 727 374
Avantages sociaux	848 322
Transports et communications	583 906
Services	452 462
Fournitures et matériel	141 077
	5 753 141
Moins : Recouvrements	130 425
	5 622 716
Sergent d'armes et locaux de l'enceinte parlementaire (Poste 6)	
Traitements et salaires	6 616 436
Avantages sociaux	1 411 369
Transports et communications	44 599
Services	14 734 137
Fournitures et matériel	2 351 877
	25 158 418
Moins : Recouvrements	125 690
	25 032 728
Services de soutien aux groupes parlementaires (Poste 8)	
Traitements et salaires	5 777 991
Avantages sociaux	1 012 564
Transports et communications	656 915
Services	2 789 147
Fournitures et matériel	677 989
	10 914 606

BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

PROGRAMME DU BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE – CRÉDIT 201

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

	$
Indemnités et allocations de déplacement versées aux députés (Poste 9)	
Traitements et salaires	13 053 127
Avantages sociaux	3 195 944
Transports et communications	1 710 917
Services	1 236 174
Fournitures et matériel	19 274
	19 215 436
Services de soutien aux bureaux des députés (Poste 10)	
Traitements et salaires	19 617 844
Avantages sociaux	4 127 757
Transports et communications	3 118 691
Services	6 795 274
Fournitures et matériel	3 055 587
	36 715 153
Programme de stages à l'Assemblée législative de l'Ontario (Poste 11)	
Paiements de transfert	
Programme de stages à l'Assemblée législative de l'Ontario	262 000
	262 000
Appartements du lieutenant-gouverneur (Poste 12)	
Services	26 395
	26 395
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR LE BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE	**121 946 813**

BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	par le Conseil	Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
202 **CHARGES DE FONCTIONNEMENT**				**PROGRAMME DES COMMISSAIRES**	
1	3 933 600		3 933 600	Commissaire à l'environnement	3 867 602
2	14 035 500		14 035 500	Bureau du commissaire à l'information et à la protection de la vie privée	13 768 966
3	2 086 100		2 086 100	Bureau du commissaire à l'intégrité	1 583 944
4	7 445 300		7 445 300	Bureau de l'intervenant provincial en faveur des enfants et des jeunes	5 370 509
	27 500 500		**27 500 500**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES COMMISSAIRES**	**24 591 021**

Description du programme :

Ce programme comprend le Commissaire à l'environnement, chargé de l'application de la *Charte des droits environnementaux*; le Commissaire à l'information et à la protection de la vie privée/Ontario, chargé de l'application de la *Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée* de l'Ontario; le Bureau du commissaire à l'intégrité, chargé de l'application de la *Loi de 1994 sur l'intégrité des députés*, de la *Loi de 1998 sur l'enregistrement des lobbyistes*, de la *Loi sur l'obligation de rendre compte des dépenses (ministres et chefs d'un parti de l'opposition)* ainsi que de la divulgation et des enquêtes en matière d'actes répréhensibles et de respect de l'éthique en vertu de la *Loi de 2006 sur la fonction publique de l'Ontario*; et le Bureau de l'intervenant provincial en faveur des enfants et des jeunes, chargé de l'application de la *Loi de 2007 sur l'intervenant provincial en faveur des enfants et des jeunes*.

BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

PROGRAMME DES COMMISSAIRES – CRÉDIT 202

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Commissaire à l'environnement (Poste 1)	
Traitements et salaires	1 995 218
Avantages sociaux	419 429
Transports et communications	118 121
Services	1 175 075
Fournitures et matériel	159 759
	3 867 602
Bureau du commissaire à l'information et à la protection de la vie privée (Poste 2)	
Traitements et salaires	9 532 734
Avantages sociaux	1 768 832
Transports et communications	323 661
Services	1 827 516
Fournitures et matériel	316 223
	13 768 966
Bureau du commissaire à l'intégrité (Poste 3)	
Traitements et salaires	853 268
Avantages sociaux	179 614
Transports et communications	49 248
Services	457 079
Fournitures et matériel	44 735
	1 583 944
Bureau de l'intervenant provincial en faveur des enfants et des jeunes (Poste 4)	
Traitements et salaires	2 537 480
Avantages sociaux	608 255
Transports et communications	532 569
Services	1 457 372
Fournitures et matériel	234 833
	5 370 509
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES COMMISSAIRES	**24 591 021**

BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

	2011 $	2010 $
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS	13 637	12 698
VENTES ET LOCATIONS		
Locations	38 077	36 822
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	122 192	131 676
DIVERS	1 462	1 073
TOTAL DES RECETTES POUR LE BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE	**175 368**	**182 269**

BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES

EXERCICE 2010 – 2011

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS

SOMMAIRE 2-54

BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES 2-55

DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) 2-56

ÉTAT DES RECETTES 2-57

BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

2009 – 2010 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2010 – 2011 Crédits autorisés	2010 – 2011 Dépenses réelles
$		$	$
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
29 543 467	Bureau du conseil des ministres	30 743 714	28 605 408
29 543 467	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR LE BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES**	**30 743 714**	**28 605 408**

BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
401 CHARGES DE FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DU BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES**	
1	28 581 700	1 770 000	30 351 700	Bureau principal	28 219 062
2	328 000		328 000	Leader parlementaire du gouvernement	320 378
L	47 841		47 841	Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	49 301
L	16 173		16 173	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	16 667
	28 973 714	**1 770 000**	**30 743 714**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DU BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES**	**28 605 408**

Description du programme :

Le Bureau du Conseil des ministres gère le processus décisionnel du gouvernement, travaille avec les ministères pour coordonner les politiques, les communications et la stratégie intergouvernementale, surveille les stratégies gouvernementales et soutient la mise en œuvre et l'atteinte des résultats, offre des conseils sur des points de protocole, les priorités internationales ainsi que les institutions démocratiques du gouvernement, apporte un soutien administratif au Cabinet du Premier ministre et au Bureau du leader parlementaire du gouvernement et assure la liaison avec le lieutenant-gouverneur.

BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES

PROGRAMME DU BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES – CRÉDIT 401

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Bureau principal (Poste 1)		
Traitements et salaires		18 981 895
Avantages sociaux		2 248 477
Transports et communications		808 267
Services		3 568 987
Fournitures et matériel		397 546
Paiements de transfert		
Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes	90 600	
Institut des relations intergouvernementales	24 000	
Programme international de secours en cas de catastrophe	1 000 000	
Conseil de la fédération	1 099 290	
		2 213 890
		28 219 062
Bureau du Conseil des ministres		
Traitements et salaires	14 161 509	
Avantages sociaux	1 644 904	
Transports et communications	421 703	
Services	2 456 220	
Fournitures et matériel	261 763	
		18 946 099
Affaires intergouvernementales		
Traitements et salaires	4 820 386	
Avantages sociaux	603 573	
Transports et communications	386 564	
Services	1 112 767	
Fournitures et matériel	135 783	
Paiements de transfert		
Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes	90 600	
Institut des relations intergouvernementales	24 000	
Programme international de secours en cas de catastrophe	1 000 000	
Conseil de la fédération	1 099 290	
	2 213 890	
		9 272 963
Crédits législatifs		
Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		49 301
Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		16 667
		65 968
Leader parlementaire du gouvernement (Poste 2)		
Traitements et salaires		269 164
Avantages sociaux		35 487
Transports et communications		5 099
Services		4 663
Fournitures et matériel		5 965
		320 378
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DU BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES		**28 605 408**

BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

	2011 $	2010 $
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES	362	0
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Autres	5 996	700
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	21 945	3 886
DIVERS	530	0
TOTAL DES RECETTES POUR LE BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES	**28 833**	**4 586**

BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS

EXERCICE 2010 – 2011

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS

SOMMAIRE 2-60

BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS 2-61

DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) 2-62

ÉTAT DES RECETTES 2-63

BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

2009 – 2010 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2010 – 2011 Crédits autorisés	2010 – 2011 Dépenses réelles
$		$	$
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
19 066 452	Bureau du directeur général des élections	11 195 100	28 253 405
19 066 452	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR LE BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS**	**11 195 100**	**28 253 405**

BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
501				**PROGRAMME DU BUREAU DU**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				**DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS**	
1	7 592 000		7 592 000	Administration des élections	7 113 753
2	3 603 100		3 603 100	Administration du financement des élections	2 497 039
L	0		0	*Loi électorale*	18 642 613
	11 195 100		**11 195 100**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DU BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS**	**28 253 405**

Description du programme :

Le Bureau organise les élections générales et les élections partielles des membres de l'Assemblée législative, effectue des recherches et donne des renseignements généraux et des conseils sur les politiques en rapport avec le processus électoral. Le Bureau assure aussi la formation, la direction et la supervision des directeurs du scrutin des 107 circonscriptions électorales de l'Ontario.

Le directeur général des élections veille à l'application de la *Loi sur le financement des élections*. Plus de 500 associations de circonscription et 12 partis politiques inscrits doivent fournir une déclaration annuelle et informer Élections Ontario de tout changement à apporter aux renseignements concernant leur inscription. Élections Ontario vérifie tous les formulaires qui lui sont remis pour s'assurer de leur conformité à la *Loi sur le financement des élections*.

Le Bureau administre aussi les référendums en vertu de la *Loi de 1999 sur la protection des contribuables*.

En dehors des périodes électorales, le Bureau offre ses services aux ministères, aux organismes et au public sous forme de recherches historiques et comparatives, de conseils stratégiques et de renseignements généraux sur le processus électoral.

BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS

PROGRAMME DU BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS – CRÉDIT 501

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Administration des élections (Poste 1)	
Traitements et salaires	5 735 164
Avantages sociaux	1 378 589
	7 113 753
Administration du financement des élections (Poste 2)	
Traitements et salaires	788 105
Avantages sociaux	183 990
Transports et communications	23 500
Services	954 124
Fournitures et matériel	34 859
Autres opérations	
Subventionnement des dépenses électorales en vertu de la *Loi sur le financement des élections*	588 765
	2 573 343
Moins : Recouvrements	76 304
	2 497 039
Crédits législatifs	
Autres opérations	
Loi électorale	18 642 613
	18 642 613
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DU BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS	**28 253 405**

BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

	2011 $	2010 $
DIVERS		
Divers Recettes	536	14 274
TOTAL DES RECETTES POUR LE BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS	**536**	**14 274**

BUREAU DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR

EXERCICE 2010 – 2011

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS

SOMMAIRE 2-66

BUREAU DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR 2-67

BUREAU DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

2009 – 2010 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2010 – 2011 Crédits autorisés	2010 – 2011 Dépenses réelles
$		$	$
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
1 215 543	Bureau du lieutenant-gouverneur	1 360 000	1 218 146
1 215 543	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR LE BUREAU DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR**	**1 360 000**	**1 218 146**

BUREAU DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	par le Conseil	Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1701 CHARGES DE FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DU BUREAU DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR**	
1	1 360 000		1 360 000	Bureau du lieutenant-gouverneur	1 218 146
	1 360 000		**1 360 000**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DU BUREAU DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR**	**1 218 146**

Description du programme :

Le programme fournit les services dont a besoin le lieutenant-gouverneur pour s'acquitter de ses fonctions constitutionnelles et communautaires, et de représentant officiel de la Reine. Dans son rôle constitutionnel, le lieutenant-gouverneur représente la Reine, nomme le premier ministre qui a l'appui de la majorité, fait prêter serment aux membres du Conseil exécutif, annonce les plans du gouvernement dans le Discours du Trône, accorde la sanction royale aux projets de loi afin qu'ils deviennent lois, approuve les décrets et les nominations recommandées par le Conseil des ministres et proroge ou dissout chaque session de l'Assemblée législative. Dans son rôle communautaire, le lieutenant-gouverneur représente la population de l'Ontario; il est l'hôte officiel de la province et accueille les chefs d'État et diplomates étrangers. Il anime ou participe chaque année à des centaines d'événements communautaires aux quatre coins de l'Ontario. Il met de l'avant des thèmes ou des questions liées à l'accessibilité pour les personnes ayant un handicap visible ou invisible, et fait avancer les possibilités en matière d'alphabétisation en faveur des jeunes autochtones. Il remet des distinctions et prix aux Ontariens et Ontariennes d'exception et, lorsqu'on le lui demande, envoie des messages pour marquer les célébrations spéciales et adresse ses félicitations à l'occasion d'anniversaires de naissance (à partir de 90 ans) et d'anniversaires de mariage (à partir de 50 ans).

BUREAU DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR

PROGRAMME DU BUREAU DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR – CRÉDIT 1701

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

	5
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Bureau du lieutenant-gouverneur (Poste 1)	
Traitements et salaires	705 985
Avantages sociaux	71 697
Transports et communications	45 363
Services	200 679
Fournitures et matériel	73 622
Autres opérations	
Allocation discrétionnaire	120 800
	1 218 146
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DU BUREAU DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR	**1 218 146**

BUREAU DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

EXERCICE 2010 – 2011

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS

SOMMAIRE 2-70

BUREAU DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL 2-71

DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) 2-72

BUREAU DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

2009 – 2010 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2010 – 2011 Crédits autorisés	2010 – 2011 Dépenses réelles
$		$	$
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
14 725 674	Bureau du vérificateur général	16 224 100	15 002 190
14 725 674	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR LE BUREAU DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL**	**16 224 100**	**15 002 190**

BUREAU DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
2501 CHARGES DE FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DU BUREAU DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL**	
1	15 821 400		15 821 400	Bureau du vérificateur général	14 599 549
L	402 700		402 700	*Loi sur le vérificateur général*	402 641
	16 224 100		**16 224 100**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DU BUREAU DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL**	**15 002 190**

Description du programme :

Le vérificateur général, qui est un officier de l'Assemblée législative, procède à la vérification impartiale des programmes du gouvernement, des états financiers de la province, de nombreux organismes de la Couronne et d'organisations du secteur parapublic, ainsi qu'à des examens conformément à la *Loi sur le vérificateur général* et à d'autres lois et textes de référence. Ces vérifications et examens lui permettent d'offrir assurance, renseignements objectifs et conseils à l'Assemblée législative. Le Bureau du vérificateur général aide ainsi l'Assemblée à tenir le gouvernement, ses administrateurs et les bénéficiaires de subventions responsables de la saine gestion des fonds publics et de l'optimisation des ressources utilisées pour dispenser les services au public.

Le vérificateur général est également tenu, en vertu de la *Loi de 2004 sur la publicité gouvernementale*, d'examiner certains types d'annonces publicitaires et d'imprimés proposés par les bureaux gouvernementaux afin d'établir s'ils satisfont aux normes exigées par cette loi.

Le vérificateur général doit, aux termes des deux lois, présenter directement à l'Assemblée législative un rapport annuel sur ses travaux.

BUREAU DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

PROGRAMME DU BUREAU DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL – CRÉDIT 2501

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Bureau du vérificateur général (Poste 1)	
Traitements et salaires	9 245 160
Avantages sociaux	1 860 895
Transports et communications	337 301
Services	2 657 167
Fournitures et matériel	437 251
Paiements de transfert	
CCAF – FCVI Inc.	61 775
	14 599 549
Crédits législatifs	
Loi sur le vérificateur général	
Traitements et salaires	229 147
Services	173 494
	402 641
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DU BUREAU DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL	**15 002 190**

CABINET DU PREMIER MINISTRE

EXERCICE 2010 – 2011

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS

SOMMAIRE 2-74

CABINET DU PREMIER MINISTRE 2-75

DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) 2-76

ÉTAT DES RECETTES 2-77

CABINET DU PREMIER MINISTRE

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

2009 – 2010 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2010 – 2011 Crédits autorisés	2010 – 2011 Dépenses réelles
$		$	$
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
2 764 497	Cabinet du Premier ministre	2 793 061	2 651 250
2 764 497	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR LE CABINET DU PREMIER MINISTRE**	**2 793 061**	**2 651 250**

CABINET DU PREMIER MINISTRE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
2401 CHARGES DE FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DU CABINET DU PREMIER MINISTRE**	
1	2 687 200		2 687 200	Cabinet du Premier ministre	2 542 159
L	89 688		89 688	Traitement versé au premier ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	92 424
L	16 173		16 173	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	16 667
	2 793 061		**2 793 061**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DU CABINET DU PREMIER MINISTRE**	**2 651 250**

Description du programme :

Le programme a pour objet d'assurer le fonctionnement et l'administration du Cabinet du Premier ministre.

CABINET DU PREMIER MINISTRE

PROGRAMME DU CABINET DU PREMIER MINISTRE – CRÉDIT 2401

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Cabinet du Premier ministre (Poste 1)	
Traitements et salaires	2 201 466
Avantages sociaux	251 076
Transports et communications	65 598
Services	6 521
Fournitures et matériel	17 498
	2 542 159
Crédits législatifs	
Traitement versé au premier ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	92 424
Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	16 667
	109 091
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DU CABINET DU PREMIER MINISTRE	**2 651 250**

CABINET DU PREMIER MINISTRE

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

	2011 $	2010 $
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	20 648	0
TOTAL DES RECETTES POUR LE CABINET DU PREMIER MINISTRE	**20 648**	**0**

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DU NORD, DES MINES ET DES FORÊTS

EXERCICE 2010 – 2011

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS

SOMMAIRE 2-80

ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 2-81

DÉVELOPPEMENT DU NORD 2-83

MINES ET DES MINÉRAUX 2-86

FORESTERIE 2-89

DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) 2-82, 2-85, 2-88, 2-90

ÉTAT DES RECETTES 2-91

ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS 2-91

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DU NORD, DES MINES ET DES FORÊTS

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

2009 – 2010 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2010 – 2011 Crédits autorisés	2010 – 2011 Dépenses réelles
$		$	$
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
10 099 326	Administration du ministère	14 063 114	12 596 798
88 415 546	Développement du Nord	218 346 800	226 728 676
35 197 244	Mines et des minéraux	40 975 400	39 486 101
128 500 192	Foresterie	161 275 400	127 999 769
262 212 308	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE**	**434 660 714**	**406 811 344**
	ACTIF DE FONCTIONNEMENT		
0	Administration du ministère	1 000	0
6 197 948	Développement du Nord	34 201 000	34 029 783
0	Mines et des minéraux	1 000	0
0	Foresterie	1 000	0
6 197 948	**TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE**	**34 204 000**	**34 029 783**
	CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
0	Administration du ministère	2 000	0
266 124 626	Développement du Nord	287 458 200	284 931 449
5 919 793	Mines et des minéraux	16 051 600	15 825 267
102 426	Foresterie	162 100	101 750
272 146 845	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE**	**303 673 900**	**300 858 466**
	ACTIF D'IMMOBILISATIONS		
0	Administration du ministère	1 000	0
612 895 086	Développement du Nord	818 459 800	734 327 557
341 570	Mines et des minéraux	28 000	23 901
0	Foresterie	169 000	161 400
613 236 656	**TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE**	**818 657 800**	**734 512 858**

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DU NORD, DES MINES ET DES FORÊTS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
2201 CHARGES DE FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
1	11 192 400	2 805 700	13 998 100	Administration du ministère	12 530 830
L	1 000		1 000	Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*	0
L	47 841		47 841	Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	49 301
L	16 173		16 173	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	16 667
	11 257 414	**2 805 700**	**14 063 114**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	**12 596 798**
ACTIF DE FONCTIONNEMENT					
2	1 000		1 000	Administration du ministère	0
	1 000		**1 000**	**TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	**0**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
3	1 000		1 000	Administration du ministère	0
L	1 000		1 000	Amortissement – *Loi sur l'administration financière*	0
	2 000		**2 000**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	**0**
ACTIF D'IMMOBILISATIONS					
4	1 000		1 000	Administration du ministère – immobilisations	0
	1 000		**1 000**	**TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	**0**

Description du programme :

Ce programme offre son leadership ainsi que des services de planification stratégique des activités et des ressources pour assurer la prestation efficace et efficiente des programmes du ministère. Il appuie les activités du ministère par la prestation de conseils et de services dans des domaines divers - ressources humaines, planification financière, comptabilité et administration - et par des services de soutien professionnel (p. ex., juridiques et de vérification). Il apporte également du soutien stratégique de base dans les domaines des communications et des politiques ministérielles.

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DU NORD, DES MINES ET DES FORÊTS

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 2201

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Administration du ministère (Poste 1)		
Traitements et salaires		6 033 310
Avantages sociaux		807 022
Transports et communications		449 118
Services		9 847 537
Fournitures et matériel		266 119
		17 403 106
Moins : Recouvrements		4 872 276
		12 530 830
Bureau principal		
Traitements et salaires	1 557 585	
Avantages sociaux	196 890	
Transports et communications	152 571	
Services	97 695	
Fournitures et matériel	46 847	
		2 051 588
Services financiers et administratifs		
Traitements et salaires	1 316 222	
Avantages sociaux	148 661	
Transports et communications	84 073	
Services	5 978 184	
Fournitures et matériel	122 137	
	7 649 277	
Moins : Recouvrements	4 872 276	
		2 777 001
Ressources humaines		
Traitements et salaires	786 853	
Avantages sociaux	159 937	
Transports et communications	33 308	
Services	112 829	
Fournitures et matériel	17 017	
		1 109 944
Services de communications		
Traitements et salaires	1 388 472	
Avantages sociaux	189 685	
Transports et communications	91 354	
Services	1 406 936	
Fournitures et matériel	42 186	
		3 118 633
Analyse et planification		
Traitements et salaires	968 057	
Avantages sociaux	111 849	
Transports et communications	67 569	
Services	71 552	
Fournitures et matériel	17 340	
		1 236 367
Services juridiques		
Traitements et salaires	16 121	
Transports et communications	20 243	
Services	1 468 103	
Fournitures et matériel	20 592	
		1 525 059
Services de vérification		
Services	160 000	
		160 000
Systèmes informatiques		
Services	552 238	
		552 238
Crédits législatifs		
Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		49 301
Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		16 667
		65 968
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE...		**12 569 798**

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DU NORD, DES MINES ET DES FORÊTS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	par le Conseil	Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
2202 CHARGES DE FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DU NORD**	
1	206 101 800	(256 000)	205 845 800	Développement économique du Nord	205 369 064
L	12 501 000		12 501 000	Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*	21 359 612
	218 602 800	**(256 000)**	**218 346 800**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DU NORD**	**226 728 676**
ACTIF DE FONCTIONNEMENT					
3	25 401 000	8 800 000	34 201 000	Actif de fonctionnement pour le développement du Nord	34 029 783
	25 401 000	**8 800 000**	**34 201 000**	**TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DU NORD**	**34 029 783**

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DU NORD, DES MINES ET DES FORÊTS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés – Prévisions	Crédits autorisés – par le Conseil	Crédits autorisés – Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
2202 CHARGES D'IMMOBILISATIONS				**PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DU NORD**	
2	98 307 000	5 097 700	103 404 700	Développement économique du Nord	102 836 858
L	184 053 500		184 053 500	Amortissement – *Loi sur l'administration financière*	182 094 591
	282 360 500	**5 097 700**	**287 458 200**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DU NORD**	**284 931 449**
ACTIF D'IMMOBILISATIONS					
4	810 173 800	8 286 000	818 459 800	Développement du Nord – immobilisations	734 327 557
	810 173 800	**8 286 000**	**818 459 800**	**TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DU NORD**	**734 327 557**

Description du programme:

Ce programme aide à stimuler l'économie du Nord de l'Ontario et à y bâtir des collectivités dynamiques, fortes et durables. Le ministère dirige un éventail d'initiatives ciblées visant à stimuler la croissance économique, la promotion du commerce et des investissements, la création d'emplois, l'amélioration de l'infrastructure et une meilleure qualité de vie pour la population du Nord. Citons notamment les programmes de la Société de gestion du Fonds du patrimoine du Nord de l'Ontario, avec notamment le nouveau Programme des entrepreneurs, et le Programme InvestiNord - GO. Le ministère dirige conjointement l'élaboration et la mise en œuvre du Plan pour la prospérité du Nord du gouvernement, coordonne les initiatives provinciales de développement économique dans le Nord et fait la promotion, dans le monde entier, des avantages et des débouchés qu'offre le Nord de l'Ontario. Des investissements stratégiques dans l'infrastructure, comme le Programme des routes du Nord, et dans la technologie des télécommunications et de l'information améliorent les liens entre le Nord et le reste de l'Ontario et du Canada et les autres pays.

Par son réseau de bureaux, le programme offre aux Nord-Ontariens un accès aux programmes et services gouvernementaux de développement économique. En faisant participer les Nord-Ontariens aux initiatives gouvernementales, notamment les activités concernant les politiques et la planification, le programme permet également aux résidents du Nord de participer à l'élaboration des programmes et services gouvernementaux qui les touchent.

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DU NORD, DES MINES ET DES FORÊTS

PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DU NORD – CRÉDIT 2202

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Développement économique du Nord (Poste 1)		
Traitements et salaires		9 607 407
Avantages sociaux		1 340 938
Transports et communications		728 052
Services		9 078 857
Fournitures et matériel		296 607
Paiements de transfert		
Services communautaires	592 938	
Développement économique	6 692 770	
Service d'emplois d'été	4 762 828	
Commission de transport Ontario Northland	43 600 000	
Compagnie de transport d'Owen Sound	800 000	
Programme InvestiNord du gouvernement de l'Ontario	450 050	
Fonds du patrimoine du Nord de l'Ontario	34 500 000	
Associations municipales du Nord de l'Ontario	100 000	
Centres d'encadrement des petits entrepreneurs	450 000	
Programme de réduction des tarifs d'électricité pour le secteur industriel du Nord	104 528 200	
		196 476 786
		217 528 647
Moins : Recouvrements		12 159 583
		205 369 064
Crédits législatifs		
Autres opérations		
Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*		21 359 612
		21 359 612
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DU NORD		**226 728 676**
ACTIF DE FONCTIONNEMENT		
Actif de fonctionnement pour le développement du Nord (Poste 3)		
Prêts et investissements		
Développement économique		34 029 783
		34 029 783
TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DU NORD		**34 029 783**

	$	$
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
Développement économique du Nord (Poste 2)		
Services		14 023 998
Paiements de transfert		
Programme des routes d'hiver	4 499 940	
Commission de transport Ontario Northland	22 567 406	
Compagnie de transport d'Owen Sound	1 402 814	
Fonds du patrimoine du Nord de l'Ontario	55 500 000	
Renouvellement de l'infrastructure ferroviaire	1 991 700	
		85 961 860
Autres opérations		
Autre – Routes d'accès aux ressources		2 851 000
		102 836 858
Crédits législatifs		
Autres opérations		
Amortissement – *Loi sur l'administration financière*		182 094 591
		182 094 591
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DU NORD		**284 931 449**
ACTIF D'IMMOBILISATIONS		
Développement du Nord – immobilisations (Poste 4)		
Infrastructure des transports		734 299 442
Parc automobile et flotte de bateaux		28 115
		734 327 557
Routes du Nord – actifs		
Infrastructure des transports		734 299 442
Parc automobile – actifs		
Parc automobile et flotte de bateaux		28 115
TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DU NORD		**734 327 557**

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DU NORD, DES MINES ET DES FORÊTS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
2203				**PROGRAMME DES MINES ET DES MINÉRAUX**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	48 634 400	(7 660 000)	40 974 400	Compétitivité du secteur des minéraux	38 172 227
L	1 000		1 000	Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*	1 313 874
	48 635 400	**(7 660 000)**	**40 975 400**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES MINES ET DES MINÉRAUX**	**39 486 101**
ACTIF DE FONCTIONNEMENT					
3	1 000		1 000	Actif de fonctionnement pour les mines et les minéraux	0
	1 000		**1 000**	**TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES MINES ET DES MINÉRAUX**	**0**

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DU NORD, DES MINES ET DES FORÊTS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés – Prévisions	Crédits autorisés – par le Conseil	Crédits autorisés – Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
2203				**PROGRAMME DES MINES ET DES MINÉRAUX**	
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
2	6 001 000	10 000 000	16 001 000	Compétitivité du secteur des minéraux	15 776 471
L	50 600		50 600	Amortissement – *Loi sur l'administration financière*	48 796
	6 051 600	**10 000 000**	**16 051 600**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DES MINES ET DES MINÉRAUX**	**15 825 267**
ACTIF D'IMMOBILISATIONS					
4	28 000		28 000	Mines et minéraux – immobilisations	23 901
	28 000		**28 000**	**TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DES MINES ET DES MINÉRAUX**	**23 901**

Description du programme :

Ce programme aide à bâtir un secteur minier dynamique et durable contribuant à la prospérité de tout l'Ontario. Les relevés cartographiques géologiques provinciaux, l'accès en ligne 24 heures sur 24, sept jours sur sept, aux données géoscientifiques, les services de marketing international et les conseils spécialisés en matière de géologie offerts par le personnel des bureaux locaux répartis dans la province donnent un avantage concurrentiel à l'Ontario, en permettant à l'industrie mondiale de l'exploration d'évaluer le potentiel minier de la province et en encourageant les investissements, l'exploration et le développement des ressources minières en Ontario. Les connaissances du programme sur les richesses géologiques et minérales, énergétiques et en eaux souterraines de l'Ontario aident à soutenir les initiatives d'aménagement du territoire dans le Grand Nord et ailleurs, d'autres priorités gouvernementales comme les efforts de protection de l'eau de source et la recherche de nouvelles possibilités de développement industriel et énergétique.

Le programme administre aussi la *Loi sur les mines* de l'Ontario pour assurer le développement durable et responsable des ressources minières de la province. Pour y parvenir, il offre au public un accès équitable aux droits miniers de la Couronne, gère équitablement et efficacement les terrains miniers de l'Ontario et assure la sécurité et le respect de l'environnement en matière d'exploitation des minéraux ainsi que la réhabilitation des terrains miniers par l'actualisation de la *Loi sur les mines* et des règlements et politiques s'y rattachant.

Ce programme administre la réglementation ontarienne relative aux redevances sur les diamants, évalue les pierres non taillées destinées à l'exportation et travaille avec les partenaires de l'industrie pour l'exploitation de possibilités à valeur ajoutée tout au long du pipeline du diamant.

Le secteur de programme a la responsabilité d'établir de nouveaux processus de consultation et d'engagement - axés sur la collaboration - des Autochtones relativement à l'exploitation des minéraux, et il s'attache à travailler avec les collectivités pour tisser des liens et favoriser le développement économique et l'exploitation des minéraux.

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DU NORD, DES MINES ET DES FORÊTS

PROGRAMME DES MINES ET DES MINÉRAUX – CRÉDIT 2203

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Compétitivité du secteur des minéraux (Poste 1)		
Traitements et salaires		16 952 080
Avantages sociaux		2 427 024
Transports et communications		1 660 714
Services		13 035 680
Fournitures et matériel		1 880 287
Paiements de transfert		
Rapports sur les activités minières en Ontario	119 022	
Consultations liées à l'exploitation minière	2 097 420	
		2 216 442
		38 172 227
Crédits législatifs		
Autres opérations		
Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*		1 313 874
		1 313 874
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES MINES ET DES MINÉRAUX		**39 486 101**

	$
CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
Compétitivité du secteur des minéraux (Poste 2)	
Transports et communications	8 010
Services	
Autre	14 939 014
Fournitures et matériel	829 447
	15 776 471
Crédits législatifs	
Autres opérations	
Amortissement – *Loi sur l'administration financière*	48 796
	48 796
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DES MINES ET DES MINÉRAUX	**15 825 267**
ACTIF D'IMMOBILISATIONS	
Mines et minéraux – immobilisations (Poste 4)	
Parc automobile et flotte de bateaux	23 901
	23 901
TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DES MINES ET DES MINÉRAUX	**23 901**

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DU NORD, DES MINES ET DES FORÊTS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
2204				**PROGRAMME DE FORESTERIE**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	161 196 600	(7 921 200)	153 275 400	Programme de foresterie	120 653 803
L	8 000 000		8 000 000	Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*	7 345 966
	169 196 600	**(7 921 200)**	**161 275 400**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE FORESTERIE**	**127 999 769**
ACTIF DE FONCTIONNEMENT					
2	1 000		1 000	Programme de foresterie	0
	1 000		**1 000**	**TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE FORESTERIE**	**0**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
3	156 000		156 000	Programme de foresterie	79 502
L	6 100		6 100	Amortissement – *Loi sur l'administration financière*	22 248
	162 100		**162 100**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DE FORESTERIE**	**101 750**
ACTIF D'IMMOBILISATIONS					
4	169 000		169 000	Programme de foresterie	161 400
	169 000		**169 000**	**TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DE FORESTERIE**	**161 400**

Description du programme :

Ce programme se charge de l'élaboration de politiques visant à promouvoir à long terme en Ontario une industrie forestière durable sur le plan environnemental et viable d'un point de vue économique. Les efforts continuent de se centrer sur les enjeux sans précédent auxquels fait face l'industrie forestière et leurs retombées socio-économiques, ainsi que sur l'amélioration de la compétitivité du secteur forestier ontarien.

Le programme dirige également les efforts visant à améliorer la conception du régime de tenure forestière et d'établissement des prix relatif aux forêts de la Couronne de l'Ontario.

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DU NORD, DES MINES ET DES FORÊTS

PROGRAMME DE FORESTERIE – CRÉDIT 2204

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Programme de foresterie (Poste 1)		
Traitements et salaires		7 379 110
Avantages sociaux		1 073 141
Transports et communications		661 747
Services		79 969 854
Fournitures et matériel		544 265
Paiements de transfert		
Fonds de prospérité pour le secteur forestier	9 166 301	
Programme de transition et de réduction des coûts d'électricité pour l'industrie des pâtes et papiers du Nord	20 722 685	
Programme Promotion du bois de l'Ontario	1 136 700	
		31 025 686
		120 653 803
Crédits législatifs		
Autres opérations		
Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*		7 345 966
		7 345 966
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE FORESTERIE		**127 999 769**

	$
CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
Programme de foresterie (Poste 3)	
Services	79 502
	79 502
Crédits législatifs	
Autres opérations	
Amortissement – *Loi sur l'administration financière*	22 248
	22 248
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DE FORESTERIE	**101 750**
ACTIF D'IMMOBILISATIONS	
Programme de foresterie (Poste 4)	
Parc automobile et flotte de bateaux	161 400
	161 400
TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DE FORESTERIE	**161 400**

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DU NORD, DES MINES ET DES FORÊTS

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

	2011 $	2010 $
RECETTES FISCALES		
Impôt sur les zones affectées à l'exploitation minière – *Loi sur les mines*	2 909 556	678 400
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Droits d'exploitation minière (*Loi sur les mines*)	2 179 130	1 402 637
Droits de garantie – autres	13 167	0
Frais pour chèques refusés	105	175
	2 192 402	1 402 812
AMENDES ET PÉNALITÉS		
Frais de confiscations – Impôt calculé sur la superficie en acres	720	920
VENTES ET LOCATIONS	298 210	364 216
REDEVANCES	30 974 254	2 585 623
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	503 213	1 167 691
DIVERS		
Prêts - Intérêts	2 112 100	627 826
Autres	37 496	4 702
	2 149 596	632 528
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	**39 027 951**	**6 832 190**

ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

	2011 $	2010 $
Développement économique – Remboursements	183 333	808 327
TOTAL - REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS	**183 333**	**808 327**

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET DU COMMERCE

EXERCICE 2010 – 2011

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS

SOMMAIRE 2-94

ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 2-95

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET DE COMMERCE 2-97

DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) 2-96, 2-100

ÉTAT DES RECETTES 2-101

ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS 2-101

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET DU COMMERCE

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

2009 – 2010 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2010 – 2011 Crédits autorisés	2010 – 2011 Dépenses réelles
$		$	$
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
16 874 486	Administration du ministère	15 610 760	14 394 878
193 641 848	Développement économique et de commerce	322 480 100	238 280 221
210 516 334	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE**	**338 090 860**	**252 675 099**
	ACTIF DE FONCTIONNEMENT		
45 291 896	Développement économique et de commerce	158 500 000	58 797 527
45 291 896	**TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE**	**158 500 000**	**58 797 527**
	CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
0	Développement économique et de commerce	2 000	0
0	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE**	**2 000**	**0**
	ACTIF D'IMMOBILISATIONS		
0	Développement économique et de commerce	1 000	0
0	**TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE**	**1 000**	**0**

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET DU COMMERCE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés				Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total		
	$	$	$		$
901				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				**DU MINISTÈRE**	
1	14 813 400	700 000	15 513 400	Administration du ministère	14 317 126
L	47 841		47 841	Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	49 301
L	48 519		48 519	Traitement versé aux adjoints parlementaires en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	28 451
L	1 000		1 000	Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*	0
	14 910 760	**700 000**	**15 610 760**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	**14 394 878**

Description du programme :

Ce programme offre aux programmes opérationnels du ministère et à certains de ses organismes des services administratifs et juridiques, des services d'information et de planification générale et d'autres services de soutien. Il fournit aussi des services de soutien au ministère des Services aux consommateurs et au ministère de la Recherche et de l'Innovation. Le programme gère par ailleurs les engagements financiers en cours de la Société de développement de l'Ontario.

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET DU COMMERCE

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 901

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Administration du ministère (Poste 1)		
Traitements et salaires		7 469 506
Avantages sociaux		871 659
Transports et communications		276 975
Services		5 493 599
Fournitures et matériel		205 387
		14 317 126
Bureau principal		
Traitements et salaires	2 354 559	
Avantages sociaux	251 741	
Transports et communications	157 045	
Services	582 283	
Fournitures et matériel	83 381	
		3 429 009
Planification et finances		
Traitements et salaires	2 523 784	
Avantages sociaux	298 900	
Transports et communications	38 365	
Services	1 298 353	
Fournitures et matériel	36 021	
		4 195 423
Ressources humaines		
Traitements et salaires	634 737	
Avantages sociaux	78 981	
Transports et communications	14 696	
Services	162 779	
Fournitures et matériel	16 304	
		907 497
Services de communication		
Traitements et salaires	1 956 426	
Avantages sociaux	242 037	
Transports et communications	45 150	
Services	572 649	
Fournitures et matériel	45 188	
		2 861 450
Services juridiques		
Transports et communications	21 719	
Services	1 712 000	
Fournitures et matériel	24 493	
		1 758 212
Services de vérification		
Services	394 620	
		394 620
Systèmes informatiques		
Services	770 915	
		770 915
Crédits législatifs		
Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		49 301
Traitement versé aux adjoints parlementaires en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		28 451
		77 752
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE...		**14 394 878**

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET DU COMMERCE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
902				**PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET DE COMMERCE**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
12	318 903 100	1 275 000	320 178 100	Développement économique et de commerce	237 010 779
L	2 302 000		2 302 000	Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*	1 269 442
	321 205 100	**1 275 000**	**322 480 100**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET DE COMMERCE**	**238 280 221**
ACTIF DE FONCTIONNEMENT					
8	126 700 000	31 800 000	158 500 000	Développement économique	58 797 527
	126 700 000	**31 800 000**	**158 500 000**	**TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET DE COMMERCE**	**58 797 527**

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET DU COMMERCE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	par le Conseil	Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
902				**PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET DE COMMERCE**	
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
7	1 000		1 000	Développement économique	0
L	1 000		1 000	Amortissement – *Loi sur l'administration financière*	0
	2 000		**2 000**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET DE COMMERCE**	**0**
ACTIF D'IMMOBILISATIONS					
10	1 000		1 000	Développement économique	0
	1 000		**1 000**	**TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET DE COMMERCE**	**0**

Description du programme :

Ce programme appuie la croissance économique et la création d'emplois en Ontario. Pour ce faire, il dirige l'élaboration de politiques économiques dans tout le gouvernement; il soutient le développement communautaire, sectoriel et industriel; il attire les investissements dans les secteurs stratégiques; il réduit le fardeau de la réglementation gouvernementale qui pèse sur les entreprises par l'initiative globale L'Ontario propice aux affaires; il soutient l'entrepreneuriat et le démarrage d'entreprise; il aide les PME à croître sur les marchés intérieurs et internationaux; il répond aux besoins régionaux et bâtit la capacité de développement économique aux échelons régional et local; il fournit de l'aide aux secteurs industriels et aux collectivités de l'Ontario qui sont confrontés à des défis en matière de développement économique.

Le programme fait également la promotion de l'Ontario comme lieu privilégié d'investissement et fournisseur de biens et de services de calibre mondial par les services suivants : la prestation de services sur place et d'information détaillée sur l'investissement afin de répondre aux besoins des investisseurs étrangers; les services aux nouveaux gens d'affaires immigrants; l'établissement de la marque et la promotion de l'Ontario sur la scène internationale; des programmes visant à aider les entreprises ontariennes à tirer profit de nouvelles possibilités d'exportations; l'appui au réseau ontarien de dix centres de marketing à l'étranger et au fonctionnement du Centre ontarien des investissements et du commerce.

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET DU COMMERCE

PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET DE COMMERCE – CRÉDIT 902

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Développement économique et de commerce (Poste 12)		
Traitements et salaires		29 342 823
Avantages sociaux		4 079 900
Transports et communications		3 105 268
Services		47 688 054
Fournitures et matériel		1 421 593
Paiements de transfert		
Stratégie d'investissements dans le secteur de fabrication de pointe – Bonifications d'intérêts	7 099 095	
Collectivités en transition	962 251	
Fonds de développement de l'Est de l'Ontario	11 800 383	
Subventions à l'appui du développement économique	682 928	
Institute for Competitiveness and Prosperity	1 026 666	
Fonds pour les emplois dans les secteurs émergents	101 386 782	
Fonds pour la Stratégie ontarienne d'investissement dans l'industrie automobile	8 782 032	
Fonds pour la Stratégie ontarienne d'investissement dans l'industrie automobile – Bonifications d'intérêts	62 368	
Fonds pour les emplois et les investissements stratégiques – Bonifications d'intérêts	197 830	
Subventions pour le développement des entreprises	5 228 632	
Fonds ontarien d'aide aux brasseries artisanales	1 999 999	
Fonds pour la stratégie d'aide aux petites brasseries de l'Ontario	875 000	
Fonds pour la Stratégie vinicole de l'Ontario	3 000 000	
Expérience d'entrepreneuriat pour les étudiants – Entreprise d'été	1 855 717	
Programme d'aide à la promotion des vins de la Vintners' Quality Alliance	6 000 000	
Partenariats Jeunesse	1 673 363	
Subventions à l'appui du développement du commerce	753 250	
		153 386 296
		239 023 934
Moins : Recouvrements		2 013 155
		237 010 779

	$	$	$
Développement économique			
Traitements et salaires		9 433 538	
Avantages sociaux		1 458 954	
Transports et communications		350 408	
Services		7 153 162	
Fournitures et matériel		354 206	
Paiements de transfert			
Stratégie d'investissements dans le secteur de fabrication de pointe – Bonifications d'intérêts	7 099 095		
Collectivités en transition	962 251		
Fonds de développement de l'Est de l'Ontario	11 800 383		
Subventions à l'appui du développement économique	682 928		
Institute for Competitiveness and Prosperity	1 026 666		
Fonds pour les emplois dans les secteurs émergents	101 386 782		
Fonds pour la Stratégie ontarienne d'investissement dans l'industrie automobile	8 782 032		
Fonds pour la Stratégie ontarienne d'investissement dans l'industrie automobile – Bonifications d'intérêts	62 368		
Fonds pour les emplois et les investissements stratégiques – Bonifications d'intérêts	197 830		
		132 000 335	
			150 750 603

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET DU COMMERCE

PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET DE COMMERCE – CRÉDIT 902

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

	$	$	$
Petites Entreprises et Entrepreneuriat			
Traitements et salaires		7 985 307	
Avantages sociaux		995 465	
Transports et communications		416 856	
Services		7 929 929	
Fournitures et matériel		173 439	
Paiements de transfert			
Subventions pour le développement des entreprises	5 228 632		
Fonds ontarien d'aide aux brasseries artisanales	1 999 999		
Fonds pour la stratégie d'aide aux petites brasseries de l'Ontario	875 000		
Fonds pour la Stratégie vinicole de l'Ontario	3 000 000		
Expérience d'entrepreneuriat pour les étudiants – Entreprise d'été	1 855 717		
Programme d'aide à la promotion des vins de la Vintners' Quality Alliance	6 000 000		
Partenariats Jeunesse	1 673 363		
		20 632 711	
		38 133 707	
Moins : Recouvrements		2 103 155	
			36 120 552
Commerce et investissements			
Traitements et salaires		11 923 978	
Avantages sociaux		1 625 480	
Transports et communications		2 338 005	
Services		32 604 963	
Fournitures et matériel		893 948	
Paiements de transfert			
Subventions à l'appui du développement du commerce		753 250	
			50 139 624

	$	$
Crédits législatifs		
Autres opérations		
Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*		1 269 442
		1 269 442
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET DE COMMERCE		**238 280 221**
ACTIF DE FONCTIONNEMENT		
Développement économique (Poste 8)		
Prêts et investissements		
Stratégie d'investissement dans le secteur de fabrication de pointe	54 762 680	
Fonds pour la Stratégie ontarienne d'investissement dans l'industrie automobile	616 455	
Fonds pour les emplois et les investissements stratégiques	3 418 392	
		58 797 527
		58 797 527
TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET DE COMMERCE		**58 797 527**

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET DU COMMERCE

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

	2011 $	2010 $
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Foire aux idées	0	2 500
Autres	26 982	1 716
	26 982	4 216
REDEVANCES		
Bombardier Inc.	11 530 224	12 431 708
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Recouvrement lié aux radiations	120 046	105 527
Recouvrements de dépenses des années précédentes – autres	9 062 745	16 833 093
	9 182 791	16 938 620
DIVERS		
Dividendes	34 718 679	0
Autres	83	7 115
	34 718 762	7 115
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	**55 458 759**	**29 381 659**

ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

	2011 $	2010 $
Stratégie d'investissement dans le secteur de fabrication de pointe	0	90 000
TOTAL DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS	**0**	**90 000**

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

EXERCICE 2010 – 2011

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS

SOMMAIRE 2-104

ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 2-105

ÉDUCATION ÉLÉMENTAIRE ET SECONDAIRE 2-107

GROUPEMENT DE L'INFORMATION ET DE LA TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION POUR LES SERVICES À LA COLLECTIVITÉ 2-109

DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) 2-106, 2-108

ÉTAT DES RECETTES 2-111

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

2009 – 2010 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2010 – 2011 Crédits autorisés	2010 – 2011 Dépenses réelles
$		$	$
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
25 341 017	Administration du ministère	26 379 387	25 200 521
21 317 865 918	Éducation élémentaire et secondaire	22 237 751 000	22 206 689 070
10 997 901	Groupement de l'information et de la technologie de l'information pour les services à la collectivité	12 042 800	9 662 432
21 354 204 836	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE**	**22 276 173 187**	**22 241 552 023**
	CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
221 568 962	Éducation élémentaire et secondaire	8 615 257 600	8 614 733 601
221 568 962	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE**	**8 615 257 600**	**8 614 733 601**
	ACTIF D'IMMOBILISATIONS		
740 086	Éducation élémentaire et secondaire	745 000	687 685
740 086	**TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE**	**745 000**	**687 685**

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	par le Conseil	Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1001 CHARGES DE FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
1	25 792 500	506 700	26 299 200	Administration du ministère	25 111 487
L	47 841		47 841	Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	49 301
L	32 346		32 346	Traitement versé aux adjoints parlementaires en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	33 334
L	0		0	Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*	6 399
	25 872 687	**506 700**	**26 379 387**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	**25 200 521**

Description du programme :

Fournir l'orientation générale requise pour permettre au ministère de l'Éducation d'atteindre ses objectifs et offrir les services d'administration et de soutien nécessaires à la prestation des programmes du ministère.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 1001

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Administration du ministère (Poste 1)		
Traitements et salaires		16 071 918
Avantages sociaux		2 316 422
Transports et communications		406 689
Services		14 285 872
Fournitures et matériel		422 886
		33 503 787
Moins : Recouvrements		8 392 300
		25 111 487
Bureau principal		
Traitements et salaires	2 126 276	
Avantages sociaux	242 392	
Transports et communications	69 058	
Services	76 031	
Fournitures et matériel	31 756	
		2 545 513
Services financiers et administratifs		
Traitements et salaires	6 660 496	
Avantages sociaux	1 043 852	
Transports et communications	153 791	
Services	795 278	
Fournitures et matériel	147 098	
	8 800 515	
Moins : Recouvrements	3 426 200	
		5 374 315
Ressources humaines		
Traitements et salaires	1 586 923	
Avantages sociaux	190 499	
Transports et communications	23 428	
Services	245 813	
Fournitures et matériel	37 295	
	2 083 958	
Moins : Recouvrements	1 242 400	
		841 558
Services de communication		
Traitements et salaires	5 681 125	
Avantages sociaux	839 679	
Transports et communications	142 700	
Services	804 667	
Fournitures et matériel	111 143	
	7 579 314	
Moins : Recouvrements	2 051 800	
		5 527 514
Services juridiques		
Traitements et salaires	17 098	
Transports et communications	17 586	
Services	2 950 339	
Fournitures et matériel	95 594	
	3 080 617	
Moins : Recouvrements	750 800	
		2 329 817
Services de vérification		
Transports et communications	126	
Services	2 267 744	
	2 267 870	
Moins : Recouvrements	921 100	
		1 346 770
Systèmes informatiques		
Services	7 146 000	
		7 146 000
Crédits législatifs		
Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		49 301
Traitement versé aux adjoints parlementaires en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		33 334
Autres opérations		
Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*		6 399
		89 034
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE		**25 200 521**

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés – Prévisions	Crédits autorisés – par le Conseil	Crédits autorisés – Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1002				**PROGRAMME D'ÉDUCATION ÉLÉMENTAIRE ET SECONDAIRE**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	20 705 728 200	861 699 500	21 567 427 700	Politiques et prestation des programmes	21 543 424 573
2	127 655 700	17 667 600	145 323 300	Activités éducatives	141 638 765
L	525 000 000		525 000 000	Caisse de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario	521 625 732
	21 358 383 900	**879 367 100**	**22 237 751 000**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME D'ÉDUCATION ÉLÉMENTAIRE ET SECONDAIRE**	**22 206 689 070**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
3	8 649 510 400	(34 369 600)	8 615 140 800	Soutien à l'éducation élémentaire et secondaire	8 614 611 252
5	1 000		1 000	Éducation élémentaire et secondaire – autres charges liées aux immobilisations	0
L	115 800		115 800	Amortissement – *Loi sur l'administration financière*	122 349
	8 649 627 200	**(34 369 600)**	**8 615 257 600**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME D'ÉDUCATION ÉLÉMENTAIRE ET SECONDAIRE**	**8 614 733 601**
ACTIF D'IMMOBILISATIONS					
6	745 000		745 000	Éducation élémentaire et secondaire	687 685
	745 000		**745 000**	**TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME D'ÉDUCATION ÉLÉMENTAIRE ET SECONDAIRE**	**687 685**

Description du programme :

Le programme fournit une orientation en matière de politiques et de programmes, ainsi qu'un soutien financier, aux écoles élémentaires et secondaires et aux organismes de l'Ontario afin d'encourager la mise en place et le maintien d'un système d'éducation de qualité pour tous les élèves de la province, quel que soit leur lieu de résidence. Le programme cherche à atteindre trois objectifs fondamentaux : excellence du rendement scolaire; préparation de tous les élèves au succès dans leurs études, au travail et dans la vie communautaire; amélioration de la compétitivité de l'Ontario sur la scène internationale.

Les éléments clés du programme sont les suivants : appuyer la mise en œuvre d'un curriculum rigoureux, favoriser l'apprentissage des élèves, maintenir des normes de rendement élevées et appuyer l'excellence de l'enseignement; assurer le financement d'un système d'éducation rationalisé et efficace mettant l'accent sur l'enseignement et l'apprentissage en classe, la responsabilité du financement de l'éducation élémentaire et secondaire et le fonctionnement des écoles provinciales accueillant des élèves sourds, aveugles, sourds et aveugles, ou ayant des difficultés d'apprentissage.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

PROGRAMME D'ÉDUCATION ÉLÉMENTAIRE ET SECONDAIRE – CRÉDIT 1002

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Politiques et prestation des programmes (Poste 1)		
Traitements et salaires		66 794 356
Avantages sociaux		8 003 991
Transports et communications		7 609 784
Services		64 751 734
Fournitures et matériel		1 568 274
Paiements de transfert		
Subventions de fonctionnement aux conseils scolaires	13 507 630 615	
Programmes d'éducation – Autres	378 493 250	
Office de la qualité et de la responsabilité en éducation	32 821 674	
Projets des langues officielles	37 071 165	
Subventions diverses	1 578 844	
Charge sans effet sur la trésorerie relative à l'impôt foncier scolaire	6 602 847 800	
Services de garde d'enfants	835 394 186	
		21 395 837 534
		21 544 565 673
Moins : Recouvrements		1 141 100
		21 543 424 573
Activités éducatives (Poste 2)		
Traitements et salaires		47 632 056
Avantages sociaux		7 215 556
Transports et communications		1 448 651
Services		9 719 844
Fournitures et matériel		5 245 533
Paiements de transfert		
Paiements tenant lieu d'impôt aux municipalités	55 125	
Office des télécommunications éducatives de langue française de l'Ontario	20 525 000	
Office de la télécommunication éducative de l'Ontario	49 797 000	
		70 377 125
		141 638 765
Crédits législatifs Caisse de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario		
Paiements de transfert		
Prestations prises en charge par le gouvernement, *Loi sur le régime de retraite des enseignants*		521 625 732
		521 625 732
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME D'ÉDUCATION ÉLÉMENTAIRE ET SECONDAIRE		**22 206 689 070**

	$	$
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
Soutien à l'éducation élémentaire et secondaire (Poste 3)		
Paiements de transfert		
Subventions d'immobilisations – conseils scolaires	8 231 009 444	
Initiative Écoles éco-énergétiques	313 817 147	
Apprentissage des jeunes enfants	63 800 000	
L'Office des télécommunications éducatives de langue français de l'Ontario	1 000 000	
Office de la télécommunication éducative de l'Ontario	1 000 000	
Services de garde d'enfants	1 015 312	
		8 611 641 903
Autres opérations		
Soutien à l'éducation élémentaire et secondaire		2 969 349
		8 614 611 252
Crédits législatifs		
Autres opérations		
Amortissement – *Loi sur l'administration financière*		122 349
		122 349
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME D'ÉDUCATION ÉLÉMENTAIRE ET SECONDAIRE		**8 614 733 601**
ACTIF D'IMMOBILISATIONS		
Éducation élémentaire et secondaire (Poste 6)		
Matériel de technologie de l'information		371 993
Parc automobile et flotte de bateaux		315 692
		687 685
TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME D'ÉDUCATION ÉLÉMENTAIRE ET SECONDAIRE		**687 685**

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1003				**GROUPEMENT DE L'INFORMATION ET DE LA TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION POUR LES SERVICES À LA COLLECTIVITÉ**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	11 355 900	686 900	12 042 800	Groupement de l'information et de la technologie de l'information pour les services à la collectivité	9 662 432
	11 355 900	**686 900**	**12 042 800**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR LE GROUPEMENT DE L'INFORMATION ET DE LA TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION POUR LES SERVICES À LA COLLECTIVITÉ .....**	**9 662 432**

Description du programme :

Le Groupement de l'information et de la technologie de l'information pour les services à la collectivité offre des services de gestion de l'information et de technologie de l'information aux ministères suivants : Affaires municipales et Logement; Affaires civiques et Immigration; Formation et Collèges et Universités; Tourisme; Culture; Éducation. Le Groupement travaille en collaboration avec les ministères et leur propose des solutions technologiques rapides et bon marché qui leur permettent d'atteindre leurs objectifs et encouragent les affaires électroniques et les services gouvernementaux en direct afin de mieux servir le public.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

GROUPEMENT DE L'INFORMATION ET DE LA TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION POUR LES SERVICES À LA COLLECTIVITÉ – CRÉDIT 1003

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Groupement de l'information et de la technologie de l'information pour les services à la collectivité (Poste 1)	
Traitements et salaires	22 703 303
Avantages sociaux	2 887 327
Transports et communications	316 448
Services	9 347 622
Fournitures et matériel	319 799
	35 574 499
Moins : Recouvrements	25 912 067
	9 662 432
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR LE GROUPEMENT DE L'INFORMATION ET DE LA TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION POUR LES SERVICES À LA COLLECTIVITÉ	**9 662 432**

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

	2011 $	2010 $
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Langues officielles dans l'enseignement	69 658 312	70 033 298
Autres	395 364	865 029
	70 053 676	70 898 327
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES	0	325
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Inspection des écoles secondaires et des écoles privées/ des écoles privées de form. prof	262 676	236 865
Frais pour chèques refusés	70	165
	262 746	237 030
VENTES ET LOCATIONS		
Locaux mis en location	148 170	50 925
Avantages, accessoires	73 619	80 455
Ventes de ressources aux conseils scolaires	285	463
Autres	285 759	556 811
	507 833	688 654
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Fournisseurs	3 033 720	1 475 275
	3 033 720	1 475 275
DIVERS		
Intérêts bancaires	1 539	9 764
	1 539	9 764
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	**73 859 514**	**73 309 375**

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE ET DE L'INFRASTRUCTURE

EXERCICE 2010 – 2011

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS

SOMMAIRE 2-114

ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 2-115

TRANSFORMATION DU SECTEUR DE L'ÉNERGIE 2-117

PLANIFICATION DE L'INFRASTRUCTURE ET DE LA CROISSANCE 2-119

DÉVELOPPEMENT ET GESTION DES ACTIVITÉS IMMOBILIÈRES 2-121

ATTÉNUATION DU PRIX DE L'ÉLECTRICITÉ 2-123

DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) 2-116, 2-122

ÉTAT DES RECETTES 2-125

ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS 2-126

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE ET DE L'INFRASTRUCTURE

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

2009 – 2010 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2010 – 2011 Crédits autorisés	2010 – 2011 Dépenses réelles
$		$	$
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
15 654 046	Administration du ministère	15 750 387	14 743 396
203 857 686	Transformation du secteur de l'énergie	449 646 000	448 204 837
15 874 408	Planification de l'infrastructure et de la croissance	16 158 800	13 268 752
64 469 992	Développement et gestion des activités immobilières	67 955 500	66 932 593
0	Atténuation du prix de l'électricité	300 001 000	299 827 592
299 856 132	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE**	**849 511 687**	**842 977 170**
	CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
65 736 191	Planification de l'infrastructure et de la croissance	480 149 800	115 968 511
150 960 680	Développement et gestion des activités immobilières	180 760 300	163 985 736
216 696 871	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE**	**660 910 100**	**279 954 247**
	ACTIF D'IMMOBILISATIONS		
0	Développement et gestion des activités immobilières	1 000	0
0	**TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE**	**1 000**	**0**

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE ET DE L'INFRASTRUCTURE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
2901 CHARGES DE FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
1	18 170 200	(2 500 000)	15 670 200	Administration du ministère	14 630 147
L	47 841		47 841	Traitement versé aux ministres en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	79 915
L	32 346		32 346	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	33 334
	18 250 387	**(2 500 000)**	**15 750 387**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	**14 743 396**

Description du programme :

Ce programme fournit toute une gamme de services : services financiers et administratifs, vérification, élaboration des politiques ministérielles et planification opérationnelle, soutien aux ressources humaines et développement des systèmes. Il offre également des services juridiques et de communication.

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE ET DE L'INFRASTRUCTURE

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 2901

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Administration du ministère (Poste 1)		
Traitements et salaires		8 097 806
Avantages sociaux		1 009 408
Transports et communications		342 672
Services		7 534 651
Fournitures et matériel		158 076
		17 142 613
Moins : Recouvrements		2 512 466
		14 630 147
Bureau principal		
Traitements et salaires	2 969 738	
Avantages sociaux	324 858	
Transports et communications	132 019	
Services	88 753	
Fournitures et matériel	38 771	
		3 554 139
Services de communication		
Traitements et salaires	2 868 578	
Avantages sociaux	325 137	
Transports et communications	73 799	
Services	916 004	
Fournitures et matériel	37 902	
		4 221 420
Services juridiques		
Transports et communications	16 028	
Services	2 654 719	
Fournitures et matériel	32 184	
		2 702 931
Analyse et planification		
Traitements et salaires	2 259 490	
Avantages sociaux	358 717	
Transports et communications	60 598	
Services	233 288	
Fournitures et matériel	20 237	
		2 932 330
Services financiers et administratifs		
Transports et communications	23 773	
Services	2 457 292	
Fournitures et matériel	27 163	
	2 508 228	
Moins : Recouvrements	1 636 062	
		872 166
Ressources humaines		
Avantages sociaux	696	
Services	25 504	
	26 200	
Moins : Recouvrements	17 534	
		8 666
Services de vérification		
Services	236 004	
Moins : Recouvrements	160 003	
		76 001
Systèmes informatiques		
Transports et communications	36 455	
Services	923 087	
Fournitures et matériel	1 819	
	961 361	
Moins : Recouvrements	698 867	
		262 494
Crédits législatifs		
Traitement versé aux ministres en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		79 915
Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		33 334
		113 249
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE		**14 743 396**

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE ET DE L'INFRASTRUCTURE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
2902				**PROGRAMME DE TRANSFORMATION DU SECTEUR DE L'ÉNERGIE**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	203 715 100	245 930 900	449 646 000	Politiques et programmes	448 204 837
	203 715 100	**245 930 900***	**449 646 000**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE TRANSFORMATION DU SECTEUR DE L'ÉNERGIE .....**	**448 204 837**

Description du programme :

Ce programme est chargé de l'élaboration des politiques énergétiques de l'Ontario qui sont essentielles pour bâtir une économie vigoureuse et prospère. Il apporte son leadership et son soutien au secteur de l'énergie pour disposer d'un approvisionnement énergétique et de réseaux de transport et de distribution diversifiés et écologiquement viables, à des prix concurrentiels. Il appuie la conservation et le rendement énergétiques ainsi que le développement des énergies renouvelables et propres, avec notamment les activités liées à la mise en œuvre de la *Loi de 2009 sur l'énergie verte et l'économie verte.*

Ce programme comprend également des initiatives qui soutiennent les obligations juridiques de l'Ontario relativement à la consultation des Autochtones et qui facilitent la participation de ces derniers à l'élaboration et la mise en œuvre de projets d'énergie renouvelable et de réseaux de transport et de distribution.

Le programme doit également établir, en surveillant les activités de la Commission de l'énergie de l'Ontario, de l'Office de l'électricité de l'Ontario et de la Société indépendante d'exploitation du réseau d'électricité, le cadre stratégique législatif et stratégique qui assurera un approvisionnement sûr et fiable en électricité et gaz naturel aux consommateurs ontariens d'électricité. Il représente aussi l'actionnaire auprès d'Hydro One et de l'Ontario Power Generation.

* Inclut une ordonnance de 108 270 000 $ rendue par le Conseil du Trésor après la fin de l'exercice, autorisée par le Conseil du Trésor le 19 mai 2011 et appliquée rétroactivement à l'exercice 2010-2011 pour des dépenses de paiements de transfert.

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE ET DE L'INFRASTRUCTURE

PROGRAMME DE TRANSFORMATION DU SECTEUR DE L'ÉNERGIE – CRÉDIT 2902

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Politiques et programmes (Poste 1)		
Traitements et salaires		10 071 832
Avantages sociaux		1 347 572
Transports et communications		725 596
Services		5 403 130
Fournitures et matériel		125 077
Paiements de transfert		
Fonds pour la vérification énergétique résidentielle	12 725 874	
Programme ontarien d'amélioration du rendement énergétique domiciliaire	411 187 334	
Programme ontarien d'encouragement au chauffage renouvelable	6 132 812	
World Green Building Council	100 000	
Initiatives de conservation	58 887	
Ententes relatives à la participation des Autochtones	29 798	
Initiatives en matière d'énergie verte	296 925	
		430 531 630
		448 204 837
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE TRANSFORMATION DU SECTEUR DE L'ÉNERGIE		**448 204 837**

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE ET DE L'INFRASTRUCTURE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
2903				**PROGRAMME DE LA PLANIFICATION DE L'INFRASTRUCTURE ET DE LA CROISSANCE**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	20 658 800	(4 500 000)	16 158 800	Politiques et programmes relatifs à l'infrastructure et à la croissance	13 268 752
	20 658 800	**(4 500 000)**	**16 158 800**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE LA PLANIFICATION DE L'INFRASTRUCTURE ET DE LA CROISSANCE**	**13 268 752**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
2	735 995 300	(417 682 100)	318 313 200	Programmes d'infrastructure	115 968 511
3	200 000 000	(38 163 400)	161 836 600	Fonds de prévoyance pour les immobilisations ‡	0
	935 995 300	**(455 845 500)**	**480 149 800**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DE LA PLANIFICATION DE L'INFRASTRUCTURE ET DE LA CROISSANCE**	**115 968 511**

Description du programme :

Ce programme élabore et coordonne la mise en œuvre de solides stratégies d'infrastructure pour la province, y compris la gestion par un organisme central du processus de planification des immobilisations et l'élaboration du budget de la province. Il mène les négociations avec le gouvernement fédéral concernant de nouveaux programmes d'infrastructure à coûts partagés, dirige la mise en œuvre d'un cadre de gestion des actifs pour le gouvernement, fournit des analyses et des conseils économiques et financiers relatifs aux infrastructures, et apporte des connaissances spécialisées sur les considérations économiques liées à l'eau.

Le programme agit comme chef de file dans l'élaboration et la mise en œuvre de la politique provinciale de gestion de la croissance en vertu de la *Loi de 2005 sur les zones de croissance*. Ces efforts comprennent l'élaboration de plans régionaux de gestion de la croissance avec les administrations locales, les collectivités autochtones et d'autres intervenants, ainsi que la facilitation de l'harmonisation de la politique et du financement du gouvernement entre divers ministères pour soutenir la mise en œuvre du programme. Le programme assure la surveillance de Waterfront Toronto et d'Infrastructure Ontario.

‡ Le budget des dépenses comprenait une provision pour le coût des initiatives ministérielles. Il n'était cependant pas pratique de répartir ces crédits entre les catégories Crédit et Poste de chaque ministère. Ainsi, on a inscrit le coût brut prévu des initiatives ministérielles sous la rubrique « Imprévus ». Les dépenses réelles engagées n'ont pas été portées au débit de la rubrique « Imprévus », mais au débit des programmes et des activités visés. Par conséquent, aucune dépense n'est inscrite sous la rubrique « Imprévus ».

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE ET DE L'INFRASTRUCTURE

PROGRAMME DE LA PLANIFICATION DE L'INFRASTRUCTURE ET DE LA CROISSANCE – CRÉDIT 2903

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Politiques et programmes relatifs à l'infrastructure et à la croissance (Poste 1)		
Traitements et salaires		9 142 310
Avantages sociaux		1 195 045
Transports et communications		136 800
Services		2 492 510
Fournitures et matériel		252 119
Paiements de transfert		
Société de revitalisation du secteur riverain de Toronto	5 560 870	
Fonds d'infrastructure et de croissance	49 968	
		5 610 838
		18 829 622
Moins : Recouvrements		5 560 870
		13 268 752
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE LA PLANIFICATION DE L'INFRASTRUCTURE ET DE LA CROISSANCE		**13 268 752**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
Programmes d'infrastructure (Poste 2)		
Paiements de transfert		
Revitalisation du secteur riverain de Toronto	75 971 615	
Investissements dans les installations d'eaux et d'eaux usées	90 171	
Société ontarienne de travaux d'infrastructure	5 265 000	
Infrastructure du village des athlètes des Jeux panaméricains et parapanaméricains	34 641 725	
		115 968 511
		115 968 511
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DE LA PLANIFICATION DE L'INFRASTRUCTURE ET DE LA CROISSANCE		**115 968 511**

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE ET DE L'INFRASTRUCTURE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés – Prévisions	Crédits autorisés – par le Conseil	Crédits autorisés – Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
2904				**PROGRAMME DU DÉVELOPPEMENT ET GESTION DES ACTIVITÉS IMMOBILIÈRES**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	67 111 500	700 000	67 811 500	Programmes immobiliers	66 686 512
L	144 000		144 000	Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*	246 081
	67 255 500	**700 000**	**67 955 500**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DU DÉVELOPPEMENT ET GESTION DES ACTIVITÉS IMMOBILIÈRES**	**66 932 593**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
2	199 758 300	(19 000 000)	180 758 300	Programmes immobiliers	163 985 736
4	1 000		1 000	Développement et gestion des activités immobilières – autres charges liées aux immobilisations	0
L	1 000		1 000	Amortissement – *Loi sur l'administration financière*	0
	199 760 300	**(19 000 000)**	**180 760 300**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DU DÉVELOPPEMENT ET GESTION DES ACTIVITÉS IMMOBILIÈRES**	**163 985 736**
ACTIF D'IMMOBILISATIONS					
3	1 000		1 000	Développement et gestion des activités immobilières	0
	1 000		**1 000**	**TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DU DÉVELOPPEMENT ET GESTION DES ACTIVITÉS IMMOBILIÈRES**	**0**

Description du programme :

Ce programme définit et sert les intérêts liés aux politiques stratégiques du propriétaire en ce qui concerne la gérance et la gestion stratégique du portefeuille immobilier du ministère et le portefeuille général des biens que le gouvernement possède ou contrôle. Le programme veille à ce que les politiques et les décisions relatives à l'immobilier soutiennent le vaste éventail d'initiatives et de directives gouvernementales. Il assume la surveillance et l'orientation de la Société immobilière de l'Ontario et collabore étroitement avec d'autres ministères à l'élaboration de politiques, de cadres et de stratégies visant à soutenir la planification immobilière et la prise de décisions relativement à l'utilisation des propriétés appartenant au ministère et à d'autres questions liées aux propriétés et aux locaux.

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE ET DE L'INFRASTRUCTURE

PROGRAMME DU DÉVELOPPEMENT ET GESTION DES ACTIVITÉS IMMOBILIÈRES – CRÉDIT 2904

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Programmes immobiliers (Poste 1)	
Traitements et salaires	2 635 660
Avantages sociaux	263 848
Transports et communications	25 709
Services	60 194 295
Fournitures et matériel	119 125
Autres opérations	3 447 875
	66 686 512
Crédits législatifs	
Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*	246 081
	246 081
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DU DÉVELOPPEMENT ET GESTION DES ACTIVITÉS IMMOBILIÈRES	**66 932 593**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
Programmes immobiliers (Poste 2)	
Services	158 662 893
Paiements de transfert	
Transactions immobilières	308 201
Autres opérations	5 014 642
	163 985 736
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DU DÉVELOPPEMENT ET GESTION DES ACTIVITÉS IMMOBILIÈRES	**163 985 736**

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE ET DE L'INFRASTRUCTURE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
2905 CHARGES DE FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME D'ATTÉNUATION DU PRIX DE L'ÉLECTRICITÉ**	
1	1 000	300 000 000	300 001 000	Prestation ontarienne pour l'énergie propre.....	299 827 592
	1 000	**300 000 000**	**300 001 000**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME D'ATTÉNUATION DU PRIX DE L'ÉLECTRICITÉ .....**	**299 827 592**

Description du programme :

Le programme d'atténuation du prix de l'électricité aide les consommateurs à faire la transition vers un système d'électricité fiable et plus propre. Il compléterait les prestations existantes liées à l'impôt qui favorisent l'atténuation. La Prestation ontarienne pour l'énergie propre est une mesure visant à fournir, à compter du 1er janvier 2011, une aide directe aux consommateurs d'électricité admissibles, en leur accordant une prestation égale à 10 p. 100 du coût total d'électricité (taxes comprises) indiqué sur leurs factures d'électricité. Les consommateurs admissibles sont des utilisateurs résidentiels, des exploitations agricoles, des petites entreprises et d'autres usagers de petite taille qui utilisent moins de 250 000 kWh par an.

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE ET DE L'INFRASTRUCTURE

PROGRAMME D'ATTÉNUATION DU PRIX DE L'ÉLECTRICITÉ – CRÉDIT 2905

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Prestation ontarienne pour l'énergie propre (Poste 1)	
Paiements de transfert	
La *Loi de 2010 sur la prestation ontarienne pour l'énergie*	299 827 592
	299 827 592
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME D'ATTÉNUATION DU PRIX DE L'ÉLECTRICITÉ	**299 827 592**

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE ET DE L'INFRASTRUCTURE

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

	2011 $	2010 $
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Infrastructure	165 328	332 263
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Coûts de diligence raisonnable : Vente de biens/bâtiments/servitudes	388 350	206 920
Programme d'économie d'énergie et des énergies renouvelables	0	53 695 310
	388 350	53 902 230
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
FOI – Droits	2 726	5 738
VENTES ET LOCATIONS		
Ventes – Terrains et bâtiments	57 705 404	27 933 902
Locations – Terrains et bâtiments	21 553 870	29 026 361
Locations – Autres	1 670 354	2 009 212
	80 929 628	58 969 475
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Services et Locations	779 003	595 478
Paiements de transfert	161 818	341 980
Créances irrécouvrables	0	126 004
Autres	20 065	0
	960 886	1 063 462
DIVERS		
Intérêt	907 837	624 234
Autres	375	2 220
	908 212	626 454
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	**83 355 130**	**114 899 622**

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE ET DE L'INFRASTRUCTURE

ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

	2011 $	2010 $
Opérations liées à la liquidation de la Société foncière de l'Ontario	71 750	127 000
TOTAL – REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS	**71 750**	**127 000**

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT

EXERCICE 2010 – 2011

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS

SOMMAIRE 2-128
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 2-129
ASSAINISSEMENT DE L'AIR 2-132
ASSAINISSEMENT DE L'EAU 2-134
GESTION DES DÉCHETS 2-136
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) 2-131

ÉTAT DES RECETTES 2-138

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

2009 – 2010 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2010 – 2011 Crédits autorisés	2010 – 2011 Dépenses réelles
$		$	$
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
58 516 521	Administration du ministère	56 479 414	56 366 535
89 074 295	Assainissement de l'air	92 958 200	91 077 000
157 158 928	Assainissement de l'eau	157 426 200	156 965 656
47 168 721	Gestion des déchets	66 849 000	66 529 908
349 918 465	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE**	**373 712 814**	**370 939 099**
	CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
14 756	Administration du ministère	252 400	178 118
0	Assainissement de l'air	300 000	299 781
6 974 069	Assainissement de l'eau	3 535 100	3 533 251
39 808 109	Gestion des déchets	5 246 200	5 195 006
46 796 934	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE**	**9 333 700**	**9 206 156**
	ACTIF D'IMMOBILISATIONS		
1 592 351	Administration du ministère	1 100 000	1 091 532
575 547	Assainissement de l'air	10 061 800	4 761 222
2 167 898	**TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE**	**11 161 800**	**5 852 754**

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1101				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	56 415 400		56 415 400	Soutien à la gestion stratégique	56 300 567
L	47 841		47 841	Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	49 301
L	16 173		16 173	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	16 667
	56 479 414		**56 479 414**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	**56 366 535**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
3	1 000		1 000	Administration du ministère	0
L	251 400		251 400	Amortissement – *Loi sur l'administration financière*	178 118
	252 400		**252 400**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	**178 118**
ACTIF D'IMMOBILISATIONS					
2	1 100 000		1 100 000	Administration du ministère	1 091 532
	1 100 000		**1 100 000**	**TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	**1 091 532**

Description du programme :

Ce programme offre des conseils stratégiques, des services de planification et du soutien pour faciliter la réalisation des priorités gouvernementales et ministérielles par une planification financière et axée sur les résultats, le contrôle financier lié aux politiques et directives administratives, les ressources humaines, la vérification et des systèmes de gestion de l'information et de technologie. Il assure aussi des services efficaces de soutien juridique et en communications, la gestion des connaissances et des pratiques exemplaires innovatrices en gestion environnementale.

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 1101

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Soutien à la gestion stratégique (Poste 1)		
Traitements et salaires		19 873 159
Avantages sociaux		3 555 642
Transports et communications		917 892
Services		31 253 559
Fournitures et matériel		734 315
		56 334 567
Moins : Recouvrements		34 000
		56 300 567
Bureau principal		
Traitements et salaires	1 955 092	
Avantages sociaux	239 458	
Transports et communications	53 247	
Services	54 214	
Fournitures et matériel	41 121	
		2 343 132
Planification et contrôle financière		
Traitements et salaires	4 483 249	
Avantages sociaux	680 885	
Transports et communications	54 518	
Services	747 433	
Fournitures et matériel	325 922	
		6 292 007
Ressources humaines		
Traitements et salaires	1 411 107	
Avantages sociaux	718 025	
Transports et communications	67 468	
Services	372 706	
Fournitures et matériel	45 374	
		2 614 680
Gestion de l'information et services de technologie		
Traitements et salaires	3 057 022	
Avantages sociaux	396 202	
Transports et communications	65 518	
Services	8 694 017	
Fournitures et matériel	64 705	
	12 277 464	
Moins : Recouvrements	34 000	
		12 243 464
Communications		
Traitements et salaires	4 651 530	
Avantages sociaux	626 778	
Transports et communications	102 049	
Services	555 697	
Fournitures et matériel	70 060	
		6 006 114
Services juridiques		
Transports et communications	161 114	
Services	2 624 622	
Fournitures et matériel	70 060	
		2 855 796
Services de vérification		
Services	654 030	
		654 030
Commissions et comités		
Traitements et salaires	19 045	
Avantages sociaux	28 364	
Transports et communications	19 074	
Services	43 020	
Fournitures et matériel	7 532	
		117 035

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 1101

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

	$	$
Locaux		
Transports et communications	59 781	
Services	16 912 866	
Fournitures et matériel	518	
		16 973 165
Innovation environnementale		
Traitements et salaires	870 019	
Avantages sociaux	88 395	
Transports et communications	32 453	
Services	51 194	
Fournitures et matériel	24 140	
		1 066 201
Soutien à la gestion des programmes		
Traitements et salaires	3 426 095	
Avantages sociaux	777 535	
Transports et communications	302 670	
Services	543 760	
Fournitures et matériel	84 883	
		5 134 943
Crédits législatifs		
Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		49 301
Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		16 667
		65 968
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE		**56 366 535**

	$
CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
Crédits législatifs	
Autres opérations	
Amortissement – *Loi sur l'administration financière*	178 118
	178 118
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	**178 118**
ACTIF D'IMMOBILISATIONS	
Administration du ministère (Poste 2)	
Parc automobile et flotte de bateaux	1 091 532
	1 091 532
TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	**1 091 532**

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1106				**PROGRAMME D'ASSAINISSEMENT DE L'AIR**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	51 809 500	(3 002 000)	48 807 500	Smog et substances toxiques atmosphériques	47 682 801
2	19 051 800		19 051 800	Air pur	19 018 322
3	34 311 800	(9 212 900)	25 098 900	Changement climatique	24 375 877
	105 173 100	**(12 214 900)**	**92 958 200**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME D'ASSAINISSEMENT DE L'AIR**	**91 077 000**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
4	300 000		300 000	Immobilisations – Air	299 781
	300 000		**300 000**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME D'ASSAINISSEMENT DE L'AIR**	**299 781**
ACTIF D'IMMOBILISATIONS					
6	10 061 800		10 061 800	Programme d'assainissement de l'air	4 761 222
	10 061 800		**10 061 800**	**TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME D'ASSAINISSEMENT DE L'AIR**	**4 761 222**

Description du programme :

Ce programme appuie l'objectif d'améliorer l'air que respirent les Ontariens et les Ontariennes en élaborant des lois, des politiques et des programmes pour lutter contre la pollution atmosphérique ayant des retombées locales, régionales ou mondiales. Ce programme est également chargé de soutenir les stratégies du gouvernement relatives au changement climatique et à la réduction des substances toxiques, de surveiller la qualité de l'air et d'assurer la conformité avec les règlements ministériels.

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT

PROGRAMME D'ASSAINISSEMENT DE L'AIR – CRÉDIT 1106

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Smog et substances toxiques atmosphériques (Poste 1)		
Traitements et salaires		32 050 057
Avantages sociaux		4 170 317
Transports et communications		957 697
Services		6 842 908
Fournitures et matériel		1 370 802
Paiements de transfert		
Subventions pour les interventions et partenariats environnementaux – air	1 319 810	
Subventions pour la recherche scientifique et technique – air	520 000	
Projet de réduction des substances toxiques	451 210	
		2 291 020
		47 682 801
Air pur (Poste 2)		
Traitements et salaires		3 818 462
Avantages sociaux		261 404
Transports et communications		174 036
Services		14 297 988
Fournitures et matériel		466 432
		19 018 322
Changement climatique (Poste 3)		
Traitements et salaires		10 042 708
Avantages sociaux		494 496
Transports et communications		76 409
Services		8 064 607
Fournitures et matériel		308 985
Paiements de transfert		
Subventions pour l'action contre le changement climatique	5 086 672	
Subventions pour les chaires de recherche en environnement	302 000	
		5 388 672
		24 375 877
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME D'ASSAINISSEMENT DE L'AIR		**91 077 000**

	$
CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
Immobilisations – Air (Poste 4)	
Autres opérations	
Investissements dans les immobilisations	299 781
	299 781
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME D'ASSAINISSEMENT DE L'AIR	**299 781**
ACTIF D'IMMOBILISATIONS	
Programme d'assainissement de l'air (Poste 6)	
Logiciels d'application de gestion	4 761 222
	4 761 222
TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME D'ASSAINISSEMENT DE L'AIR	**4 761 222**

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1107 **CHARGES DE FONCTIONNEMENT**				**PROGRAMME D'ASSAINISSEMENT DE L'EAU**	
1	102 697 500		102 697 500	Assainissement de l'eau	102 359 980
2	46 423 700		46 423 700	Protection des sources	46 329 144
3	8 304 000		8 304 000	Gestion des éléments nutritifs	8 276 532
L	1 000		1 000	Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*	0
	157 426 200		**157 426 200**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME D'ASSAINISSEMENT DE L'EAU**	**156 965 656**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
4	1 700 000	1 835 100	3 535 100	Immobilisations – Eau	3 533 251
	1 700 000	**1 835 100**	**3 535 100**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME D'ASSAINISSEMENT DE L'EAU**	**3 533 251**

Description du programme :

Ce programme appuie l'objectif de protéger l'eau que boivent les Ontariens et les Ontariennes en élaborant des lois, politiques et programmes, en surveillant la qualité de l'eau et en appliquant les règlements pour assurer la protection de l'eau potable de la source au robinet et la protection et la conservation des ressources en eau de l'Ontario.

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT

PROGRAMME D'ASSAINISSEMENT DE L'EAU – CRÉDIT 1107

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Assainissement de l'eau (Poste 1)		
Traitements et salaires		61 727 336
Avantages sociaux		9 422 528
Transports et communications		1 833 321
Services		19 335 181
Fournitures et matériel		4 224 019
Paiements de transfert		
Subventions pour les interventions et partenariats environnementaux – eau	574 715	
Subventions pour la recherche scientifique et technique – eau	961 380	
Subventions pour le dialogue, la participation et la collaboration	281 500	
Subventions pour le Centre de Walkerton pour l'assainissement de l'eau	4 000 000	
		5 817 595
		102 359 980
Protection des sources (Poste 2)		
Traitements et salaires		16 889 168
Avantages sociaux		3 305 383
Transports et communications		444 455
Services		12 895 598
Fournitures et matériel		1 326 273
Paiements de transfert		
Subventions pour la protection des sources	4 391 984	
Programme ontarien d'intendance de l'eau potable	7 076 283	
		11 468 267
		46 329 144
Gestion des éléments nutritifs (Poste 3)		
Traitements et salaires		6 279 451
Avantages sociaux		782 029
Transports et communications		66 370
Services		797 798
Fournitures et matériel		322 184
Paiements de transfert		
Subventions pour les partenariats de gestion des éléments nutritifs		28 700
		8 276 532
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME D'ASSAINISSEMENT DE L'EAU		**156 965 656**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
Immobilisations – Eau (Poste 4)		
Autres opérations		
Investissements dans les immobilisations		3 533 251
		3 533 251
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME D'ASSAINISSEMENT DE L'EAU		**3 533 251**

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	par le Conseil	Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1108				**PROGRAMME DE GESTION DES DÉCHETS**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	17 827 400	(641 200)	17 186 200	Gestion des déchets non dangereux	16 952 049
2	17 764 500	20 080 800	37 845 300	Gestion des déchets dangereux	37 808 190
3	11 816 500		11 816 500	Restauration des sols	11 769 669
L	1 000		1 000	Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*	0
	47 409 400	**19 439 600**	**66 849 000**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE GESTION DES DÉCHETS**	**66 529 908**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
4	14 306 000	(9 059 800)	5 246 200	Immobilisations – gestion des déchets	5 195 006
	14 306 000	**(9 059 800)**	**5 246 200**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DE GESTION DES DÉCHETS**	**5 195 006**

Description du programme :

Ce programme appuie l'objectif de réduire, de réutiliser et de recycler les déchets que produisent les Ontariens et les Ontariennes en élaborant des lois, politiques et programmes et en les faisant respecter pour améliorer la gestion des déchets dangereux et non dangereux et restaurer la qualité des sols par l'assainissement des sites contaminés.

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT

PROGRAMME DE GESTION DES DÉCHETS – CRÉDIT 1108

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

	$		$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		**CHARGES D'IMMOBILISATIONS**	
Gestion des déchets non dangereux (Poste 1)		Immobilisations – gestion des déchets (Poste 4)	
Traitements et salaires	12 639 167	Paiements de transfert	
Avantages sociaux	2 099 377	Subventions pour les projets d'assainissement de l'environnement	7 151
Transports et communications	313 559	Autres opérations	
Services	1 225 992	Investissements dans les immobilisations	5 187 855
Fournitures et matériel	472 954		5 195 006
Paiements de transfert			
Subventions pour la recherche scientifique et technique – déchets	201 000	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DE GESTION DES DÉCHETS**	**5 195 006**
	16 952 049		
Gestion des déchets dangereux (Poste 2)			
Traitements et salaires	11 695 495		
Avantages sociaux	1 809 457		
Transports et communications	319 267		
Services	23 413 813		
Fournitures et matériel	570 158		
	37 808 190		
Restauration des sols (Poste 3)			
Traitements et salaires	5 476 676		
Avantages sociaux	690 902		
Transports et communications	61 741		
Services	5 407 426		
Fournitures et matériel	132 924		
	11 769 669		
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE GESTION DES DÉCHETS	**66 529 908**		

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

	2011 $	2010 $
GOUVERNEMENT DU CANADA	1 041 711	398 274
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES	376 676	231
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Air pur	33 026 372	32 543 918
Frais liés aux déchets dangereux	5 229 248	6 207 510
Certificats d'autorisation	5 485 350	5 640 615
Droits, permis et autorisations	3 186 455	2 883 426
	46 927 425	47 275 469
AMENDES ET PÉNALITÉS	0	50 700
VENTES ET LOCATIONS	3 735	4 562
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Recouvrements de dépenses des années précédentes – Autres	12 034 318	1 415 595
DIVERS		
Autres	23 008	1 269
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	**60 406 873**	**49 146 100**

MINISTÈRE DES FINANCES

EXERCICE 2010 – 2011

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS

SOMMAIRE 2-140

ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 2-141

POLITIQUES RELATIVES AU BUDGET, À LA FISCALITÉ ET AUX RÉGIMES DE RETRAITE 2-143

POLITIQUES ÉCONOMIQUES, BUDGÉTAIRES ET FINANCIÈRES 2-145

RÉGLEMENTATION DE L'INDUSTRIE DES SERVICES FINANCIERS 2-149

INVESTIR DANS L'ONTARIO 2-152

TRÉSOR 2-154

DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) 2-142, 2-148, 2-151, 2-155

ÉTAT DES RECETTES 2-156

ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS 2-157

MINISTÈRE DES FINANCES

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

2009 – 2010 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2010 – 2011 Crédits autorisés	2010 – 2011 Dépenses réelles
$		$	$
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
95 427 896	Administration du ministère	40 330 014	35 497 718
14 355 368	Politiques relatives au budget, à la fiscalité et aux régimes de retraite	17 961 300	15 341 798
1 684 911 304	Politiques économiques, budgétaires et financières	2 664 903 200	1 702 898 751
506 148 192	Réglementation de l'industrie des services financiers	4 452 000	3 134 951
10 873 797 696	Trésor	9 150 716 200	8 853 646 698
13 174 640 456	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE**	**11 878 362 714**	**10 610 519 916**
	ACTIF DE FONCTIONNEMENT		
4 493 363 299	Politiques économiques, budgétaires et financières	2 000	380 445 362
4 493 363 299	**TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE**	**2 000**	**380 445 362**
	CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
0	Administration du ministère	2 200	0
0	Politiques économiques, budgétaires et financières	2 000	0
14 807	Réglementation de l'industrie des services financiers	189 000	134 461
0	Investir dans l'Ontario	1 000	0
14 807	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE**	**194 200**	**134 461**
	ACTIF D'IMMOBILISATIONS		
0	Administration du ministère	17 000	0
0	Politiques économiques, budgétaires et financières	1 000	0
530 352	Réglementation de l'industrie des services financiers	550 000	469 326
530 352	**TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE**	**568 000**	**469 326**

MINISTÈRE DES FINANCES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	par le Conseil	Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1201 CHARGES DE FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
1	46 937 500	(6 672 500)	40 265 000	Administration du ministère	35 431 750
L	47 841		47 841	Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	49 301
L	16 173		16 173	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	16 667
L	1 000		1 000	Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*	0
	47 002 514	**(6 672 500)**	**40 330 014**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	**35 497 718**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
3	1 000		1 000	Administration du ministère	0
L	1 200		1 200	Amortissement – *Loi sur l'administration financière*	0
	2 200		**2 200**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	**0**
ACTIF D'IMMOBILISATIONS					
2	17 000		17 000	Administration du ministère	0
	17 000		**17 000**	**TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	**0**

Description du programme :

Ce programme, qui comprend les bureaux du ministre et du sous-ministre, assure les fonctions de planification, de consultation, d'avis juridique et de contrôle financier nécessaires à l'orientation et la gestion de programmes de fonctionnement conformes aux stratégies politiques et législatives du gouvernement de l'Ontario. Le programme gère également les relations en matière de services et de reddition des comptes avec la Vérification interne Ontario et les Services communs de l'Ontario; il veille à ce que le ministère des Finances, le ministère du Revenu et leurs groupes clients reçoivent un niveau de soutien approprié, et gère stratégiquement les engagements des ministères en matière de services de qualité.

MINISTÈRE DES FINANCES

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 1201

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Administration du ministère (Poste 1)		
Traitements et salaires		13 415 811
Avantages sociaux		2 230 291
Transports et communications		451 402
Services		18 774 583
Fournitures et matériel		559 663
		35 431 750
Bureau principal		
Traitements et salaires	2 879 365	
Avantages sociaux	377 510	
Transports et communications	149 978	
Services	150 289	
Fournitures et matériel	42 280	
		3 599 422
Services financiers et administratifs		
Traitements et salaires	6 424 842	
Avantages sociaux	1 239 941	
Transports et communications	98 244	
Services	6 684 113	
Fournitures et matériel	192 339	
		14 639 479
Ressources humaines		
Traitements et salaires	1 312 524	
Avantages sociaux	247 422	
Transports et communications	8 839	
Services	263 445	
Fournitures et matériel	7 999	
		1 840 229
Services de communication		
Traitements et salaires	2 770 888	
Avantages sociaux	365 418	
Transports et communications	40 050	
Services	3 242 969	
Fournitures et matériel	158 811	
		6 578 136
Services juridiques		
Traitements et salaires	28 192	
Transports et communications	154 291	
Services	6 983 119	
Fournitures et matériel	158 234	
		7 323 836
Services de vérification		
Services	1 450 648	
		1 450 648
Crédits législatifs		
Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		49 301
Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		16 667
		64 968
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE		**35 497 718**

MINISTÈRE DES FINANCES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés Prévisions	par le Conseil	Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1202				**PROGRAMME DE POLITIQUES RELATIVES AU BUDGET, À LA FISCALITÉ ET AUX RÉGIMES DE RETRAITE**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	20 871 600	(2 910 300)	17 961 300	Bureau du budget, de la fiscalité et des régimes de retraite	15 341 798
	20 871 600	**(2 910 300)**	**17 961 300**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE POLITIQUES RELATIVES AU BUDGET, À LA FISCALITÉ ET AUX RÉGIMES DE RETRAITE**	**15 341 798**

Description du programme :

Le programme du Bureau du budget, de la fiscalité et des régimes de retraite conseille et aide le ministre et le sous-ministre des Finances et le gouvernement à préparer le budget de l'Ontario et d'autres documents de nature économique et budgétaire de premier plan. Cette fonction comprend la législation et l'élaboration de politiques relatives à la fiscalité, aux régimes de retraite et à la sécurité du revenu, les aspects intergouvernementaux de la fiscalité et les recherches et les analyses quantitatives visant à établir les répercussions économiques et budgétaires des politiques relatives à la fiscalité, aux régimes de retraite et à la sécurité du revenu ainsi que des nouvelles tendances et de l'évolution en la matière. Le Bureau est également chargé de faciliter la surveillance et la reddition des comptes par le ministre de la Régie des alcools de l'Ontario, de la Société des loteries et des jeux de l'Ontario et de la Commission des courses de l'Ontario et gère le Programme de consignation de l'Ontario mis en place pour les contenants boissons alcoolisées.

MINISTÈRE DES FINANCES

PROGRAMME DE POLITIQUES RELATIVES AU BUDGET, À LA FISCALITÉ ET AUX RÉGIMES DE RETRAITE – CRÉDIT 1202

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Bureau du budget, de la fiscalité et des régimes de retraite (Poste 1)		
Traitements et salaires		11 777 542
Avantages sociaux		1 450 894
Transports et communications		135 934
Services		2 060 111
Fournitures et matériel		114 421
		15 538 902
Moins : Recouvrements		197 104
		15 341 798
Politiques fiscales		
Traitements et salaires	5 326 170	
Avantages sociaux	622 853	
Transports et communications	75 292	
Services	844 167	
Fournitures et matériel	74 326	
		6 942 808
Régimes de retraite, sécurité du revenue et recherche		
Traitements et salaires	4 717 221	
Avantages sociaux	591 552	
Transports et communications	38 153	
Services	697 621	
Fournitures et matériel	30 834	
		6 075 381
Surveillance des organismes générateurs de revenus		
Traitements et salaires	1 734 151	
Avantages sociaux	236 489	
Transports et communications	22 489	
Services	518 323	
Fournitures et matériel	9 261	
	2 520 713	
Moins : Recouvrements	197 104	
		2 323 609
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE POLITIQUES RELATIVES AU BUDGET, À LA FISCALITÉ ET AUX RÉGIMES DE RETRAITE		**15 341 798**

MINISTÈRE DES FINANCES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	par le Conseil	Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1203				**PROGRAMME DES POLITIQUES ÉCONOMIQUES, BUDGÉTAIRES ET FINANCIÈRES**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	20 319 300	1 074 200	21 393 500	Politiques économiques	21 069 398
5	27 871 300	(9 265 000)	18 606 300	Relations provinciales-municipales en matière de finances	17 319 504
6	827 939 100	16 553 000	844 492 100	Programmes de soutien aux municipalités	839 228 674
8	130 696 800	(72 126 400)	58 570 400	Bureau du Conseil du Trésor	49 177 166
9	5 659 400	(369 800)	5 289 600	Vérification interne Ontario	5 104 009
10	1 840 400 000	(897 849 700)	942 550 300	Fonds de prévoyance ‡	0
12	324 000 000	450 000 000	774 000 000	Revenus du secteur de l'électricité réservés à la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario	771 000 000
L	1 000		1 000	Garanties et indemnités, *Loi sur l'administration financière*	0
	3 176 886 900	**(511 983 700)**	**2 664 903 200**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES POLITIQUES ÉCONOMIQUES, BUDGÉTAIRES ET FINANCIÈRES**	**1 702 898 751**
ACTIF DE FONCTIONNEMENT					
11	1 000		1 000	Secrétariat de la gestion de la chaîne d'approvisionnement dans le secteur parapublic	0
L	1 000		1 000	Taxe de vente harmonisée, *Loi sur l'administration financière*	380 445 362
	2 000		**2 000**	**TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES POLITIQUES ÉCONOMIQUES, BUDGÉTAIRES ET FINANCIÈRES**	**380 445 362**

‡ Le budget de dépenses comprenait les coûts d'indemnités des employés ainsi que les coûts d'autres initiatives ministérielles. Il n'était cependant pas pratique de répartir ces coûts entre les programmes et activités de chaque ministère. Ainsi, on a inscrit les coûts d'indemnités des employés ainsi que les coûts d'autres initiatives ministérielles sous la rubrique « Imprévus ».

L'allocation de montants de 897 849 700 $ à la rubrique « Imprévus » du fonctionnement a été approuvée à cet effet. Il s'agit de montants bruts ne prenant pas en considération les montants non dépensés dans le cadre de chaque activité. À mesure que les dépenses étaient engagées, elles étaient portées au débit de la rubrique « Imprévus ». Par conséquent, aucune dépense n'est inscrite sous cette rubrique.

MINISTÈRE DES FINANCES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	par le Conseil	Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1203				**PROGRAMME DES POLITIQUES ÉCONOMIQUES, BUDGÉTAIRES ET FINANCIÈRES**	
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
14	1 000		1 000	Programme des politiques économiques, budgétaires et financières	0
L	1 000		1 000	Amortissement – *Loi sur l'administration financière*	0
	2 000		**2 000**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DES POLITIQUES ÉCONOMIQUES, BUDGÉTAIRES ET FINANCIÈRES**	**0**
ACTIF D'IMMOBILISATIONS					
13	1 000		1 000	Programme des politiques économiques, budgétaires et financières	0
	1 000		**1 000**	**TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DES POLITIQUES ÉCONOMIQUES, BUDGÉTAIRES ET FINANCIÈRES**	**0**

Description du programme :

Ce programme élabore et met en œuvre des stratégies économiques et budgétaires éclairées pour stimuler la croissance économique et la création d'emplois; il prévoit et surveille la performance économique de l'Ontario et rend compte des résultats obtenus; il offre son expertise et ses conseils sur l'élaboration d'initiatives gouvernementales économiquement saines; il prépare les prévisions démographiques de la province; il élabore le cadre législatif et stratégique régissant l'industrie des services financiers de l'Ontario; il conçoit et met en œuvre le cadre de gestion budgétaire et financière de la fonction publique de l'Ontario; il aide le ministre des Finances et le gouvernement à formuler les politiques fédérales-provinciales en matière de finances; il élabore le plan financier de la province, surveille son application et rend compte de ses résultats; il offre des conseils stratégiques aux clients, responsables et décideurs sur les questions de comptabilité et de gestion budgétaire et financière; il encourage une plus grande responsabilité et intégrité budgétaire dans la fonction publique de l'Ontario. Le programme fournit des conseils sur la politique d'évaluation et d'impôt foncier, les subventions aux municipalités et les taux de taxes scolaires, et surveille les liens financiers et budgétaires que le gouvernement provincial entretient avec les municipalités, y compris le versement de paiements de transfert aux municipalités.

Le Bureau du Conseil du Trésor coordonne la stratégie financière, l'évaluation des risques et les services de vérification interne de la fonction publique de l'Ontario; il aide le Conseil du Trésor et Conseil de gestion du gouvernement en offrant des conseils sur l'utilisation judicieuse des ressources publiques pour réaliser les priorités du gouvernement. Le programme supervise aussi la chaîne d'approvisionnement intégrée et les principales pratiques administratives connexes du secteur parapublic de l'Ontario. Il reflète par ailleurs le transfert, du gouvernement provincial à la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario, des revenus du secteur de l'électricité réservés à la Société.

MINISTÈRE DES FINANCES

PROGRAMME DES POLITIQUES ÉCONOMIQUES, BUDGÉTAIRES ET FINANCIÈRES – CRÉDIT 1203

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Politiques économiques (Poste 1)		
Traitements et salaires		6 959 460
Avantages sociaux		839 342
Transports et communications		86 555
Services		1 432 753
Fournitures et matériel		140 098
Paiements de transfert		
Subventions pour la recherche dans le domaine des politiques en matière de services financiers et économiques		11 710 593
		21 168 801
Moins : Recouvrements		99 403
		21 069 398
Relations provinciales-municipales en matière de finances (Poste 5)		
Traitements et salaires		4 548 758
Avantages sociaux		553 181
Transports et communications		58 967
Services		12 102 656
Fournitures et matériel		55 942
		17 319 504
Programmes de soutien aux municipalités (Poste 6)		
Paiements de transfert		
Fonds de partenariat avec les municipalités de l'Ontario	683 494 700	
Paiements spéciaux aux municipalités	14 058 974	
Aide unique aux municipalités	14 200 000	
Soutien complémentaire – élimination du fonds commun des municipalités de la RGT	127 475 000	
		839 228 674
		839 228 674

	$	$
Bureau du Conseil du Trésor (Poste 8)		
Traitements et salaires		18 194 111
Avantages sociaux		2 139 217
Transports et communications		253 847
Services		16 674 694
Fournitures et matériel		108 212
Paiements de transfert		
Projets liés à la gestion de la chaîne d'approvisionnement et à l'innovation dans le secteur parapublic		11 807 085
		49 177 166
Stratégie et coordination fiscales		
Traitements et salaires	8 972 486	
Avantages sociaux	1 025 727	
Transports et communications	127 312	
Services	1 991 865	
Fournitures et matériel	51 423	
		12 168 813
Bureau du contrôleur provincial		
Traitements et salaires	6 239 716	
Avantages sociaux	699 622	
Transports et communications	33 320	
Services	13 795 890	
Fournitures et matériel	39 814	
		20 808 362
Secrétariat de la gestion de la chaîne d'approvisionnement dans le secteur parapublic		
Traitements et salaires	2 981 909	
Avantages sociaux	413 868	
Transports et communications	93 215	
Services	886 939	
Fournitures et matériel	16 975	
Paiements de transfert		
Projets liés à la gestion de la chaîne d'approvisionnement et à l'innovation dans le secteur parapublic	11 807 085	
		16 199 991

MINISTÈRE DES FINANCES

PROGRAMME DES POLITIQUES ÉCONOMIQUES, BUDGÉTAIRES ET FINANCIÈRES – CRÉDIT 1203

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

	$
Vérification interne Ontario (Poste 9)	
Traitements et salaires	21 422 163
Avantages sociaux	2 549 674
Transports et communications	430 760
Services	3 417 747
Fournitures et matériel	129 967
	27 950 311
Moins : Recouvrements	22 846 302
	5 104 009
Revenus du secteur de l'électricité réservés à la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario (Poste 12)	
Autres opérations	
Revenu réservé du secteur de l'électricité	771 000 000
	771 000 000
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES POLITIQUES ÉCONOMIQUES, BUDGÉTAIRES ET FINANCIÈRES	**1 702 898 751**

	$
ACTIF DE FONCTIONNEMENT	
Crédits législatifs	
Avances et montants récupérables	
Taxe de vente harmonisée, *Loi sur l'administration financière*	380 445 362
	380 445 362
TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES POLITIQUES ÉCONOMIQUES, BUDGÉTAIRES ET FINANCIÈRES	**380 445 362**

MINISTÈRE DES FINANCES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	par le Conseil	Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1204				**PROGRAMME DE RÉGLEMENTATION DE L'INDUSTRIE DES SERVICES FINANCIERS**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	4 450 000		4 450 000	Commission des services financiers de l'Ontario	3 134 951
2	1 000		1 000	Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles	0
L	1 000		1 000	Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*	0
	4 452 000		**4 452 000**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE RÉGLEMENTATION DE L'INDUSTRIE DES SERVICES FINANCIERS**	**3 134 951**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
4	1 000		1 000	Programme de réglementation de l'industrie des services financiers	0
L	188 000		188 000	Amortissement – *Loi sur l'administration financière*	134 461
	189 000		**189 000**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DE RÉGLEMENTATION DE L'INDUSTRIE DES SERVICES FINANCIERS**	**134 461**

MINISTÈRE DES FINANCES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1204				**PROGRAMME DE RÉGLEMENTATION DE L'INDUSTRIE DES SERVICES FINANCIERS**	
ACTIF D'IMMOBILISATIONS					
3	550 000		550 000	Programme de réglementation de l'industrie des services financiers	469 326
	550 000		**550 000**	**TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DE RÉGLEMENTATION DE L'INDUSTRIE DES SERVICES FINANCIERS**	**469 326**

Description du programme :

La Commission des services financiers de l'Ontario (CSFO) assure la réglementation du secteur des services financiers de la province, en particulier les compagnies d'assurance, les régimes de retraite, les credits unions, les caisses populaires, les courtiers et agents en hypothèques et les administrateurs d'hypothèques, les compagnies de prêt et de fiducie et les coopératives. La CSFO fait aussi des recommandations au ministre des Finances sur les questions touchant ces secteurs. Par ailleurs, elle est responsable de l'administration du Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles (FIVAVA), qui indemnise les personnes blessées, en Ontario, dans un accident d'automobile lorsqu'il n'existe aucune autre assurance pour prendre en charge la demande d'indemnisation. La CSFO est aussi responsable de l'administration du Fonds de garantie des prestations de retraite (FGPR). Le Fonds verse un niveau minimal de prestations de retraite dans l'éventualité de la liquidation d'un régime de retraite qui ne possède pas suffisamment d'avoirs.

La CSFO travaille avec le ministère des Finances, les consommateurs et les intervenants de l'industrie afin de protéger l'intérêt public, d'accroître la confiance du public et d'établir un climat commercial qui favorise la compétitivité intérieure et internationale de l'Ontario.

MINISTÈRE DES FINANCES

PROGRAMME DE RÉGLEMENTATION DE L'INDUSTRIE DES SERVICES FINANCIERS – CRÉDIT 1204

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Commission des services financiers de l'Ontario (Poste 1)	
Traitements et salaires	36 677 792
Avantages sociaux	7 920 683
Transports et communications	662 340
Services	14 303 403
Fournitures et matériel	1 309 217
	60 873 435
Moins : Recouvrements	57 738 484
	3 134 951
Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles (Poste 2)	
Traitements et salaires	1 720 340
Avantages sociaux	242 489
Transports et communications	26 673
Services	5 277 216
Fournitures et matériel	47 149
	7 295 867
Moins : Recouvrements	7 295 867
	0
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE RÉGLEMENTATION DE L'INDUSTRIE DES SERVICES FINANCIERS	**3 134 951**

	$
CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
Crédits législatifs	
Autres opérations	
Amortissement – *Loi sur l'administration financière*	134 461
	134 461
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DE RÉGLEMENTATION DE L'INDUSTRIE DES SERVICES FINANCIERS	**134 461**
ACTIF D'IMMOBILISATIONS	
Programme de réglementation de l'industrie des services financiers (Poste 3)	
Matériel de technologie de l'information	469 326
	469 326
TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DE RÉGLEMENTATION DE L'INDUSTRIE DES SERVICES FINANCIERS	**469 326**

MINISTÈRE DES FINANCES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1208				**PROGRAMME D'INVESTIR DANS L'ONTARIO**	
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
1	1 000		1 000	Investir dans l'Ontario	0
	1 000		**1 000**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME D'INVESTIR DANS L'ONTARIO**	**0**

Description du programme :

Le programme Investir dans l'Ontario a la responsabilité de l'allocation (totale ou partielle) de l'excédent consolidé correspondant à un exercice (réduit par toute affectation à la réduction du déficit accumulé pouvant être prescrite par la réglementation) aux bénéficiaires admissibles pour les besoins et de la manière énoncés dans la réglementation. Les bénéficiaires admissibles doivent également être prescrits par la réglementation et être des entités, autres que des particuliers, dont les activités n'ont pas pour objet le gain ou le profit.

MINISTÈRE DES FINANCES

PROGRAMME D'INVESTIR DANS L'ONTARIO – CRÉDIT 1208

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

	$
CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
Investir dans l'Ontario (Poste 1)	
Paiements de transfert	
Loi de 2008 permettant d'investir dans l'Ontario.....	0
	0
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME D'INVESTIR DANS L'ONTARIO.....	**0**

MINISTÈRE DES FINANCES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	par le Conseil	Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
L				**PROGRAMME DU TRÉSOR**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
L	9 150 716 200		9 150 716 200	Intérêts sur la dette	8 653 327 525
L	0		0	Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*	200 319 173
	9 150 716 200		**9 150 716 200**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DU TRÉSOR**	**8 853 646 698**

Description du programme :

Ce programme assure l'élaboration, la formulation, l'orientation et l'application des politiques de gestion des liquidités de la province, de ses investissements, de sa dette, de ses finances, de sa cote de crédit, de ses relations avec les investisseurs, de ses transactions bancaires et autres activités de gestion financière. Il se charge d'informer les investisseurs et le public de la situation financière de la province afin d'encourager l'emprunt; il analyse le passif réel et éventuel de la province et prend les mesures nécessaires et surveille les retombées financières du secteur de l'électricité et des initiatives financières du gouvernement et du secteur parapublic, à qui il fournit ses conseils; il gère les garanties accordées par la province et les prêts consentis aux sociétés de la Couronne et organismes gouvernementaux; il agit à titre de gardien et d'agent financier des valeurs mobilières de la province et de certains de ses organismes, comme la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario. Le programme est aussi responsable de l'émission des Obligations d'épargne de l'Ontario.

MINISTÈRE DES FINANCES

PROGRAMME DU TRÉSOR – CRÉDIT LEGISLATIFS

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Crédits législatifs		
Intérêts sur la dette		
Intérêts sur les valeurs mobilières de l'Ontario		
À des fins générales	7 832 793 854	
Office d'investissement du régime de pensions du Canada	588 867 565	
Caisse de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario	136 658 819	
Caisse de retraite des fonctionnaires de l'Ontario	173 670 612	
Caisse de retraite du Syndicat des employés de la fonction publique de l'Ontario	82 503 026	
Société ontarienne d'hypothèques et de logement	37 180 577	
Société canadienne d'hypothèques et de logement	12 533 707	
Société ontarienne de gestion des fonds des investisseurs immigrants	36 524 045	
		8 900 732 205
Moins : Autres paiements à titre d'intérêts, de déports, d'escomptes et de commissions		61 779 452
		8 838 952 753
Moins: Intérêts capitalisés dans les crédits des ministères		138 126 425
Moins: Intérêts sur les investissements		567 271 304
		8 133 555 024
Intérêts sur la dette payable à la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario		519 772 501
		8 653 327 525
Crédits législatifs		
Autres opérations		
Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*		200 319 173
		200 319 713
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DU TRÉSOR		**8 853 646 698**

MINISTÈRE DES FINANCES

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

	2011 $	2010 $
RECETTES FISCALES		
Entente sur la perception de l'impôt sur le revenu des particuliers	23 624 229 639	23 302 189 143
Impôts fonciers prélevés aux fins scolaires	5 913 447 800	5 625 600 000
Contributions – santé de l'Ontario	2 933 985 933	2 762 618 993
Impôt sur les dividendes des actions privilégiées des corporations	288 166 155	165 258 749
Loi de 1998 sur l'administration des successions	110 694 193	107 163 493
Crédit d'impôt	(613 725)	(821 689 933)
	32 869 909 995	31 141 140 445
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Transfert canadien en matière de santé	10 184 088 000	9 790 585 000
Transfert canadien en matière de programmes sociaux	4 329 988 000	4 204 217 000
Aide de transition fédérale	3 000 000 000	0
Paiement de péréquation	972 130 000	347 029 000
Fiducie pour le développement communautaire	119 500 404	119 226 477
Réduction des temps d'attente	96 812 000	96 837 000
Incitatif – impôt sur le capital	86 000 000	33 000 000
Fonds de recrutement de policiers	31 200 000	31 040 000
Subvention annuelle par personne - *Loi de 1907 sur l'Amérique du Nord Britannique*	7 999 827	7 999 827
Intérêts sur les Fonds des écoles communes	82 494	82 494
Éco fiducie Canada pour la qualité de l'air et les changements climatiques	0	195 883 186
Fiducie pour l'infrastructure du transport en commun 2008	0	97 553 151
Fiducie pour les garanties de délai d'attente pour les patients	0	68 627 729
Fiducie pour l'immunisation contre le VPH	0	39 176 637
	18 827 800 725	15 031 257 501
RECETTES DES ENTREPRISES PUBLIQUES		
Société des loteries et des jeux de l'Ontario – Bénéfices des loteries	2 068 001 087	1 874 527 355
Régie des alcools de l'Ontario – Bénéfices	1 550 000 000	1 410 000 000
Hydro One Inc.	55 265 000	93 765 000
	3 673 266 087	3 378 292 355
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Évaluation des coûts du système de santé – subrogation de l'Assurance-santé de l'Ontario – Commission des assurances de l'Ontario	142 104 417	142 551 366
Évaluations – de base et recouvrements	595 683	2 387 167
Remboursements généraux	17 902	190 345
	142 718 002	145 128 878
DROITS - PERMIS ET AUTORISATIONS		
Droits de garantie – Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario	136 836 526	137 948 817
Droits de garantie – Ontario Power Generation Inc	8 071 798	3 800 000
Droits d'administration	2 208 186	1 649 899
Droits de garantie – autres	11 576	25 488
Excédent – Commission des valeurs mobilières de l'Ontario	0	12 000 000
Frais pour chèques refusés	0	35
	147 128 086	155 424 239

MINISTÈRE DES FINANCES

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

	2011 $	2010 $
AMENDES ET PÉNALITÉS	1 250	3 838
REDEVANCES		
Redevances - Teranet Polaris	15 000 000	15 000 000
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Recouvrements de dépenses des années précédentes	250 151 953	2 429 785
	250 151 953	2 429 785
DIVERS		
Dividendes	10 329 667	7 900 000
Autre revenu – Toronto	5 680 553	5 466 776
Réserve pour le transfert des chèques en circulation	3 157 542	2 602 156
Dons – Fonds ontarien d'initiative	217 756	173 408
Autre revenu – Oshawa	7 083 094	7 062 915
	26 468 612	23 205 255
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	**55 952 444 710**	**49 891 882 296**

ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

	2011 $	2010 $
Office ontarien de financement – financement non fondé sur prêts	852 087 003	366 181 655
Fiducie pour les prêts aux étudiantes et étudiants de l'Ontario	324 000 000	282 500 000
Fonds de garantie des prestations de retraite	11 000 000	141 000 000
Hypothèques – Société foncière de l'Ontario	12 654	0
TOTAL DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS	**1 187 099 657**	**789 681 655**

MINISTÈRE DE LA FORMATION ET DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS

EXERCICE 2010 – 2011

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS

SOMMAIRE 2-160

ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 2-161

ÉDUCATION POSTSECONDAIRE 2-163

EMPLOI ONTARIO 2-165

POLITIQUES STRATÉGIQUES ET PROGRAMMES 2-168

DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) 2-162, 2-164, 2-167

ÉTAT DES RECETTES 2-170

ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS 2-171

MINISTÈRE DE LA FORMATION ET DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

2009 – 2010 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2010 – 2011 Crédits autorisés	2010 – 2011 Dépenses réelles
$		$	$
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
16 520 141	Administration du ministère	19 199 414	18 381 956
5 284 084 135	Éducation postsecondaire	5 604 742 000	5 443 280 365
1 528 857 514	Emploi Ontario	1 622 681 100	1 236 633 066
16 670 561	Politiques stratégiques et programmes	19 086 900	18 613 594
6 846 132 351	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE**	**7 265 709 414**	**6 716 908 981**
	ACTIF DE FONCTIONNEMENT		
59 499 108	Éducation postsecondaire	58 800 000	57 695 075
7 621 000	Emploi Ontario	21 150 000	18 173 645
67 120 108	**TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE**	**79 950 000**	**75 868 720**
	CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
582 550 373	Éducation postsecondaire	1 330 691 300	1 194 534 644
19 991 530	Emploi Ontario	20 807 000	20 532 637
602 541 903	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE**	**1 351 498 300**	**1 215 067 281**
	ACTIF D'IMMOBILISATIONS		
0	Éducation postsecondaire	1 000	0
9 521 039	Emploi Ontario	7 785 000	2 335 299
9 521 039	**TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE**	**7 786 000**	**2 335 299**

MINISTÈRE DE LA FORMATION ET DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés Prévisions	par le Conseil	Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
3001 CHARGES DE FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
1	17 955 400	1 180 000	19 135 400	Administration du ministère	18 315 953
L	47 841		47 841	Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	49 301
L	16 173		16 173	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	16 667
L	0		0	Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*	35
	18 019 414	**1 180 000**	**19 199 414**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	**18 381 956**

Description du programme :

Fournir l'orientation générale requise pour permettre au ministère de la Formation et des Collèges et Universités d'atteindre ses objectifs, et assurer les services d'administration et de soutien nécessaires à la prestation des programmes de fonctionnement du ministère de la Formation et des Collèges et Universités.

MINISTÈRE DE LA FORMATION ET DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 3001

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Administration du ministère (Poste 1)		
Traitements et salaires		1 631 748
Avantages sociaux		380 563
Transports et communications		63 135
Services		16 175 409
Fournitures et matériel		65 098
		18 315 953
Bureau principal		
Traitements et salaires	1 631 748	
Avantages sociaux	205 972	
Transports et communications	62 706	
Services	46 270	
Fournitures et matériel	48 455	
		1 995 151
Services financiers et administratifs		
Avantages sociaux	174 591	
Transports et communications	429	
Services	4 804 712	
Fournitures et matériel	16 643	
		4 996 375
Ressources humaines		
Services	1 242 400	
		1 242 400
Services de communication		
Services	2 051 800	
		2 051 800
Services juridiques		
Services	750 800	
		750 800
Services de vérification		
Services	1 271 500	
		1 271 500
Systèmes informatiques		
Services	6 007 927	
		6 007 927
Crédits législatifs		
Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		49 301
Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		16 667
Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*		35
		66 003
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE		**18 381 956**

MINISTÈRE DE LA FORMATION ET DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés – Prévisions	Crédits autorisés – par le Conseil	Crédits autorisés – Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
3002				**PROGRAMME D'ÉDUCATION POSTSECONDAIRE**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	5 575 792 000	1 800 000	5 577 592 000	Soutien aux collèges, aux universités et aux étudiantes et étudiants	5 417 969 221
L	27 150 000		27 150 000	Créances irrécouvrables – Prêts aux étudiants – *Loi sur l'administration financière*	25 311 144
	5 602 942 000	**1 800 000**	**5 604 742 000**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME D'ÉDUCATION POSTSECONDAIRE**	**5 443 280 365**
ACTIF DE FONCTIONNEMENT					
4	58 800 000		58 800 000	Soutien aux collèges, aux universités et aux étudiantes et étudiants	57 695 075
	58 800 000		**58 800 000**	**TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME D'ÉDUCATION POSTSECONDAIRE**	**57 695 075**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
3	1 330 690 300		1 330 690 300	Soutien à l'éducation postsecondaire	1 194 534 644
L	1 000		1 000	Amortissement – *Loi sur l'administration financière*	0
	1 330 691 300		**1 330 691 300**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME D'ÉDUCATION POSTSECONDAIRE**	**1 194 534 644**
ACTIF D'IMMOBILISATIONS					
6	1 000		1 000	Soutien aux collèges, aux universités et aux étudiantes et étudiants	0
	1 000		**1 000**	**TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME D'ÉDUCATION POSTSECONDAIRE**	**0**

Description du programme :

La Division de l'éducation postsecondaire collabore avec la Division des politiques stratégiques et des programmes afin de mettre en œuvre les stratégies et les politiques gouvernementales pour l'éducation postsecondaire en Ontario. Elle établit et met en œuvre des politiques opérationnelles et du soutien financier aux établissements d'enseignement postsecondaire et aux étudiants de l'Ontario, à l'appui des objectifs socio-économiques stratégiques du gouvernement, dans le but d'offrir des possibilités d'éducation postsecondaire de qualité supérieure, responsable, adaptée aux besoins et accessible.

Les éléments clés du programme consistent, entre autres, à gérer le Régime d'aide financière aux étudiantes et étudiants de l'Ontario, à administrer les paiements de transfert aux collèges et universités se rattachant au fonctionnement et aux immobilisations et l'aide financière aux étudiantes et étudiants, à gérer les relations avec les établissements postsecondaires et les groupes d'étudiants, à gérer les mécanismes de responsabilisation, en particulier la gouvernance et la législation applicable, à réglementer les collèges publics d'arts appliqués et de technologie et les écoles privées de formation professionnelle conformément aux lois applicables, et à administrer le cadre de financement des collèges et universités.

MINISTÈRE DE LA FORMATION ET DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS

PROGRAMME D'ÉDUCATION POSTSECONDAIRE – CRÉDIT 3002

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Soutien aux collèges, aux universités et aux étudiantes et étudiants (Poste 1)		
Traitements et salaires		14 632 488
Avantages sociaux		1 987 341
Transports et communications		1 667 620
Services		22 356 722
Fournitures et matériel		310 923
Paiements de transfert		
Subventions pour les coûts de fonctionnement des collèges	1 342 086 185	
Subventions pour les coûts de fonctionnement des universités	3 315 017 841	
Conseil des ministres de l'Éducation (Canada)	776 233	
Subventions diverses	50 000	
Projet de révision du périmètre comptable	1 099 999	
Renouvellement de l'éducation postsecondaire	51 903 433	
Programmes d'aide financière aux étudiantes et étudiants	587 641 911	
Bourses d'échange Ontario-Québec	72 000	
Programmes de langue seconde	1 098 625	
Fiducie d'aide aux étudiantes et étudiants de l'Ontario	42 500 000	
Subvention au titre des manuels scolaires et de la technologie	34 767 900	
		5 377 014 127
		5 417 969 221
Crédits législatifs		
Autres opérations		
Créances irrécouvrables – Prêts aux étudiants – *Loi sur l'administration financière*		25 311 144
		25 311 144
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME D'ÉDUCATION POSTSECONDAIRE		**5 443 280 365**

	$	$
ACTIF DE FONCTIONNEMENT		
Soutien aux collèges, aux universités et aux étudiantes et étudiants (Poste 4)		
Prêts et investissements		
Soutien aux étudiantes et étudiants		57 695 075
		57 695 075
TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME D'ÉDUCATION POSTSECONDAIRE		**57 695 075**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
Soutien à l'éducation postsecondaire (Poste 3)		
Paiements de transfert		
Subventions d'immobilisations – collèges	101 535 075	
Subventions d'immobilisations – universités	104 698 982	
Programme d'infrastructure du savoir – contribution fédérale	522 651 004	
Programme d'infrastructure du savoir – contribution provinciale	427 548 359	
Programme d'aide pour les infrastructures stratégiques	38 101 224	
		1 194 534 644
		1 194 534 644
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME D'ÉDUCATION POSTSECONDAIRE		**1 194 534 644**

MINISTÈRE DE LA FORMATION ET DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés – Prévisions	Crédits autorisés – par le Conseil	Crédits autorisés – Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
3003					
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME EMPLOI ONTARIO**	
7	1 630 269 100	(7 737 000)	1 622 532 100	Système Emploi Ontario	1 232 692 537
L	148 000		148 000	Créances irrécouvrables – Prêts pour l'acquisition d'outils de travail – *Loi sur l'administration financière*	1 396 918
L	1 000		1 000	Créances irrécouvrables – autres, *Loi sur l'administration financière*	2 543 611
	1 630 418 100	**(7 737 000)**	**1 622 681 100**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME EMPLOI ONTARIO ...**	**1 236 633 066**
ACTIF DE FONCTIONNEMENT					
9	21 150 000		21 150 000	Système Emploi Ontario	18 173 645
	21 150 000		**21 150 000**	**TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME EMPLOI ONTARIO ....**	**18 173 645**

MINISTÈRE DE LA FORMATION ET DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
3003					
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				**PROGRAMME EMPLOI ONTARIO**	
10	20 001 000		20 001 000	Système Emploi Ontario.....	19 841 017
L	806 000		806 000	Amortissement – *Loi sur l'administration financière*...	691 620
	20 807 000		**20 807 000**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME EMPLOI ONTARIO .....**	**20 532 637**
ACTIF D'IMMOBILISATIONS					
11	7 785 000		7 785 000	Système Emploi Ontario.....	2 335 299
	7 785 000		**7 785 000**	**TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME EMPLOI ONTARIO .....**	**2 335 299**

Description du programme :

Emploi Ontario est le réseau intégré d'emploi et de formation en Ontario. Il appuie l'établissement et la préservation de la prospérité et de la compétitivité de l'Ontario. Par l'intermédiaire d'Emploi Ontario, le ministère accomplira ce qui suit :

- proposer de la formation professionnelle et d'autres services d'emploi et de planification de carrière pertinents et efficaces, à l'endroit et au moment où ils sont nécessaires;
- permettre à la population ontarienne d'accéder aux services et au soutien dont elle a besoin pour réussir dans le marché du travail actuel;
- proposer un guichet unique permettant d'accéder aux programmes et services d'emploi et de formation dont ont besoin les particuliers et les employeurs;
- répondre aux besoins des employeurs, des chercheurs d'emploi, des apprentis et des Néo-Canadiens;
- veiller à l'excellence des services et à la satisfaction du public à l'égard des programmes et services d'Emploi Ontario.

Emploi Ontario allie le réseau communautaire ontarien de services d'emploi et de partenaires en matière de formation avec des programmes similaires transférés du gouvernement fédéral, ce qui permet à l'Ontario de mieux apparier le potentiel de chacun avec les besoins des entreprises locales.

MINISTÈRE DE LA FORMATION ET DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS

PROGRAMME EMPLOI ONTARIO – CRÉDIT 3003

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

CHARGES DE FONCTIONNEMENT

Système Emploi Ontario (Poste 7)

	$	$
Traitements et salaires		62 877 453
Avantages sociaux		9 608 462
Transports et communications		2 739 899
Services		21 263 469
Fournitures et matériel		1 273 837
Paiements de transfert		
Entente Canada-Ontario sur le développement du marché du travail	544 817 269	
Marché du travail et formation	590 112 148	
		1 134 929 417
		1 232 692 537

Crédits législatifs

Autres opérations		
Créances irrécouvrables – Prêts pour l'acquisition d'outils de travail – *Loi sur l'administration financière*		1 396 918
Créances irrécouvrables – autres, *Loi sur l'administration financière*		2 543 611
		3 940 529
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME EMPLOI ONTARIO		**1 236 633 066**

ACTIF DE FONCTIONNEMENT

Système Emploi Ontario (Poste 9)

Dépôts et charges payées d'avance		
Marché du travail et formation		16 345 245
Prêts et investissements		
Prêts pour l'acquisition d'outils de travail		1 828 400
		18 173 645
TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME EMPLOI ONTARIO		**18 173 645**

CHARGES D'IMMOBILISATIONS

Système Emploi Ontario (Poste 10)

	$	$
Paiements de transfert		
Fonds pour l'amélioration des installations d'apprentissage	15 000 000	
Programme ontarien d'amélioration de la formation professionnelle	4 841 017	
		19 841 017
		19 841 017

Crédits législatifs

Autres opérations		
Amortissement, *Loi sur l'administration financière*		691 620
		691 620
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME EMPLOI ONTARIO		**20 532 637**

ACTIF D'IMMOBILISATIONS

Système Emploi Ontario (Poste 11)

Logiciels d'application de gestion		2 335 299
		2 335 299
TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME EMPLOI ONTARIO		**2 335 299**

MINISTÈRE DE LA FORMATION ET DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	par le Conseil	Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
3004 CHARGES DE FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DES POLITIQUES STRATÉGIQUES ET PROGRAMMES**	
1	18 569 900	517 000	19 086 900	Politiques stratégiques et programmes.....	18 613 594
	18 569 900	**517 000**	**19 086 900**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES POLITIQUES STRATÉGIQUES ET PROGRAMMES.....**	**18 613 594**

Description du programme :

La Division des politiques stratégiques et des programmes se charge de l'élaboration des politiques stratégiques, de la recherche et la planification relatives au marché du travail, de la conception des programmes et de l'élaboration des programmes au sein du ministère de la Formation et des Collèges et Universités (MFCU). Elle est responsable de l'élaboration et de l'harmonisation de l'orientation des politiques stratégiques à l'échelle de la province pour les programmes postsecondaires et les programmes de formation et de soutien au marché du travail. La Division assume pour le ministère des fonctions essentielles comme la planification des besoins à long terme, la planification des immobilisations et la gestion des relations entre les divers paliers de gouvernement. La Division rassemble l'expertise des secteurs de l'emploi et de la formation et de l'enseignement postsecondaire afin de concevoir et d'élaborer des programmes, d'établir des normes de programme et d'effectuer des évaluations de programmes en vue d'atteindre les résultats escomptés. Le travail de la Division contribue à l'objectif du gouvernement de former une main-d'œuvre très instruite et hautement qualifiée capable de réussir dans l'économie actuelle en pleine évolution.

MINISTÈRE DE LA FORMATION ET DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS

PROGRAMME DES POLITIQUES STRATÉGIQUES ET PROGRAMMES – CRÉDIT 3004

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Politiques stratégiques et programmes (Poste 1)	
Traitements et salaires	10 604 736
Avantages sociaux	1 328 220
Transports et communications	470 133
Services	6 179 360
Fournitures et matériel	138 769
	18 721 218
Moins : Recouvrements	107 624
	18 613 594
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES POLITIQUES STRATÉGIQUES ET PROGRAMMES	**18 613 594**

MINISTÈRE DE LA FORMATION ET DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

	2011 $	2010 $
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Entente sur le développement du marché du travail	597 819 000	591 218 000
Programme d'infrastructure du savoir	522 650 989	178 338 767
Entente sur le développement du marché du travail - Augmentation	211 942 000	210 683 000
Entente sur le marché du travail	193 655 000	270 323 000
Fonds de transition et de formation stratégique	103 851 000	103 235 000
Entente sur le marché du travail pour les personnes handicapées	19 102 870	19 102 870
Langues officielles dans l'enseignement – Complémentaire	17 116 607	13 350 000
Initiative ciblée pour les travailleurs âgés	13 206 678	0
Programme canadien de prêts aux étudiants	13 077 529	8 338 489
Subventions spéciales à des étudiants avant des handicaps permanents	12 132 825	13 846 814
Entente sur le développement du marché du travail – Locaux	3 951 032	1 219 000
Frais administratifs des Bourses d'études canadiennes du millénaire	0	1 149
	1 708 505 530	1 409 656 089
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Formation d'étudiants en optométrie – Université de Waterloo	856 976	693 128
Autres	33 620	13 636
	890 596	706 764
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Gens de métiers et apprentis	7 071 701	7 186 500
Collèges privés d'enseignement professionnel	816 199	1 058 528
Commission d'évaluation de la qualité de l'éducation postsecondaire	90 000	105 000
Droits des dépôts des demandes RAFEO	33 996	36 268
Frais pour chèques refusés	14 651	16 035
Inspections	0	2 688
	8 026 547	8 405 019
AMENDES ET PÉNALITÉS		
Autres	932 499	482 122
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	32 416 298	29 612 306
DIVERS		
Pénalités - intérêt	7 616 133	1 847 800
Autres	18 240	47 151
	7 634 373	1 894 951
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	**1 758 405 843**	**1 450 757 251**

MINISTÈRE DE LA FORMATION ET DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS

ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

	2011 $	2010 $
Remboursement – Prêts aux étudiants	184 353 092	295 326 051
Remboursement – Prêts pour l'acquisition d'outils de travail	1 341 128	5 133 377
TOTAL DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS	**185 694 220**	**300 459 428**

OFFICE DES AFFAIRES FRANCOPHONES

EXERCICE 2010 – 2011

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS

SOMMAIRE 2-174

AFFAIRES FRANCOPHONES 2-175

COMMISSARIAT AUX SERVICES EN FRANÇAIS 2-177

ÉTAT DES RECETTES 2-179

OFFICE DES AFFAIRES FRANCOPHONES

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

2009 – 2010 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2010 – 2011 Crédits autorisés	2010 – 2011 Dépenses réelles
$		$	$
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
4 053 896	Affaires francophones	4 800 300	4 185 944
736 722	Commissariat aux services en français	790 300	754 551
4 790 618	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR L'OFFICE DES AFFAIRES FRANCOPHONES**	**5 590 600**	**4 940 495**

OFFICE DES AFFAIRES FRANCOPHONES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1301					
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DES AFFAIRES FRANCOPHONES**	
1	4 335 300	465 000	4 800 300	Coordination des affaires francophones.....	4 185 944
	4 335 300	**465 000**	**4 800 300**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES AFFAIRES FRANCOPHONES.....**	**4 185 944**

Description du programme :

Ce programme donne des conseils au gouvernement, aux ministères et aux organismes gouvernementaux sur les questions en rapport avec les affaires francophones et la prestation des services en français. Il élabore les politiques et les programmes liés aux services en français du gouvernement. Il suit et encadre l'observation de la *Loi sur les services en français* dans les ministères et formule des recommandations sur l'ajout de nouvelles régions désignées à l'annexe et la désignation d'organismes de paiements de transfert en vertu de la Loi. Il évalue aussi la qualité, le volume et la pertinence des services fournis par les ministères à la population francophone, et fournit des renseignements, des conseils d'experts et de l'aide à la communauté francophone.

OFFICE DES AFFAIRES FRANCOPHONES

PROGRAMME DES AFFAIRES FRANCOPHONES – CRÉDIT 1301

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Coordination des affaires francophones (Poste 1)	
Traitements et salaires	1 562 290
Avantages sociaux	183 565
Transports et communications	87 673
Services	2 198 839
Fournitures et matériel	29 577
Paiements de transfert	
Programme des services en français	124 000
	4 185 944
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES AFFAIRES FRANCOPHONES	**4 185 944**

OFFICE DES AFFAIRES FRANCOPHONES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1302				**PROGRAMME DE COMMISSARIAT AUX SERVICES EN FRANÇAIS**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	790 300		790 300	Commissariat aux services en français – enquêtes à la suite de plaintes.....	754 551
	790 300		**790 300**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE COMMISSARIAT AUX SERVICES EN FRANÇAIS .....**	**754 551**

Description du programme :

Le Commissariat encourage l'application de la *Loi sur les services en français* en menant des enquêtes sur la portée et la qualité de la conformité, que ce soit à la suite de plaintes ou de sa propre initiative; il prépare des rapports et des recommandations; il surveille l'observation de la Loi par les organismes gouvernementaux et conseille la ministre déléguée aux Affaires francophones sur les questions liées à l'administration de la Loi.

OFFICE DES AFFAIRES FRANCOPHONES

PROGRAMME DE COMMISSARIAT AUX SERVICES EN FRANÇAIS – CRÉDIT 1302

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Commissariat aux services en français – enquêtes à la suite de plaintes (Poste 1)	
Traitements et salaires	484 404
Avantages sociaux	48 516
Transports et communications	32 568
Services	170 873
Fournitures et matériel	18 190
	754 551
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE COMMISSARIAT AUX SERVICES EN FRANÇAIS	**754 551**

OFFICE DES AFFAIRES FRANCOPHONES

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

	2011 $	2010 $
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Mise en œuvre de la *Loi sur les services en français*	1 859 980	1 487 211
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Remboursements des fournisseurs	115 162	0
TOTAL DES RECETTES POUR L'OFFICE DES AFFAIRES FRANCOPHONES	**1 975 142**	**1 487 211**

OMBUDSMAN ONTARIO

EXERCICE 2010 – 2011

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS

SOMMAIRE 2-182

OMBUDSMAN ONTARIO 2-183

ÉTAT DES RECETTES 2-185

OMBUDSMAN ONTARIO

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

2009 – 2010 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2010 – 2011 Crédits autorisés	2010 – 2011 Dépenses réelles
$		$	$
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
10 283 437	Ombudsman Ontario	10 472 000	10 183 818
10 283 437	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR OMBUDSMAN ONTARIO**	**10 472 000**	**10 183 818**

OMBUDSMAN ONTARIO

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	par le Conseil	Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
2301				**PROGRAMME – OMBUDSMAN ONTARIO**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	10 472 000		10 472 000	Ombudsman	10 183 818
	10 472 000		**10 472 000**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME – OMBUDSMAN ONTARIO**	**10 183 818**

Description du programme:

L'ombudsman est un officier de l'Assemblée législative dont le mandat est défini dans la *Loi sur l'ombudsman*.

L'ombudsman enquête sur les plaintes concernant l'administration des institutions gouvernementales de l'Ontario. Il peut enquêter sur les plaintes présentées par des particuliers, sur les problèmes soulevés par des députés provinciaux, de sa propre initiative ainsi que sur les plaintes déposées par des particuliers à propos de réunions municipales à huis clos, lorsqu'aucun enquêteur municipal n'a été désigné. Les services de l'ombudsman sont gratuits. Une ligne sans frais permet d'appeler son bureau, et on peut se renseigner sur son rôle et ses fonctions sur Internet et par ses publications.

L'ombudsman présente ses rapports à l'Assemblée législative.

OMBUDSMAN ONTARIO

PROGRAMME – OMBUDSMAN ONTARIO – CRÉDIT 2301

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

	$	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Ombudsman (Poste 1)		
Traitements et salaires	6 363 999	
Avantages sociaux	1 404 386	
Transports et communications	320 646	
Services	1 539 918	
Fournitures et matériel	554 869	
	10 183 818	
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME – OMBUDSMAN ONTARIO	**10 183 818**	

OMBUDSMAN ONTARIO

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

	2011 $	2010 $
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	15 883	8 305
DIVERS	12 648	4 194
TOTAL DES RECETTES POUR OMBUDSMAN ONTARIO	**28 531**	**12 499**

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

EXERCICE 2010 – 2011

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS

SOMMAIRE 2-188

ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 2-190

POURSUITES CONTRE LES CRIMINELS 2-193

POLITIQUES, PROGRAMMES DE JUSTICE ET PROGRAMME RELATIF AUX ORGANISMES 2-195

SERVICES JURIDIQUES 2-200

SERVICES AUX TRIBUNAUX 2-203

SERVICES AUX VICTIMES 2-205

DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) 2-191, 2-192, 2-194, 2-199, 2-201, 2-202, 2-204, 2-206

ÉTAT DES RECETTES 2-207

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

2009 – 2010 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2010 – 2011 Crédits autorisés	2010 – 2011 Dépenses réelles
$		$	$
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
155 827 816	Administration du ministère	158 632 214	157 950 169
246 930 736	Poursuites contre les criminels	253 759 000	251 044 777
464 280 920	Politiques, programmes de justice et programme relatif aux organismes	465 351 700	464 905 131
51 952 839	Services juridiques	30 301 500	55 674 479
403 388 646	Services aux tribunaux	411 361 100	409 847 167
99 979 041	Services aux victimes	98 159 700	97 618 173
1 422 359 998	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE**	**1 417 565 214**	**1 437 039 896**
	ACTIF DE FONCTIONNEMENT		
0	Politiques, programmes de justice et programme relatif aux organismes	20 000	0
0	**TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE**	**20 000**	**0**

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

2009 – 2010 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2010 – 2011 Crédits autorisés	2010 – 2011 Dépenses réelles
$		$	$
	CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
37 484 313	Administration du ministère	29 018 300	26 788 970
5 840	Poursuites contre les criminels	97 600	45 254
0	Politiques, programmes de justice et programme relatif aux organismes	59 500	33 717
0	Services juridiques	17 700	4 696
70 406 625	Services aux tribunaux	174 973 900	158 415 027
0	Services aux victimes	34 100	1 406
107 896 778	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE**	**204 201 100**	**185 289 070**
	ACTIF D'IMMOBILISATIONS		
0	Administration du ministère	15 000	0
250 879	Poursuites contre les criminels	432 500	232 409
0	Politiques, programmes de justice et programme relatif aux organismes	267 000	65 376
0	Services juridiques	148 500	34 665
211 871	Services aux tribunaux	1 565 500	0
0	Services aux victimes	331 000	12 054
462 750	**TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE**	**2 759 500**	**344 504**

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
301				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	161 590 800	(3 022 600)	158 568 200	Administration du ministère	157 884 201
L	47 841		47 841	Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	49 301
L	16 173		16 173	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	16 667
	161 654 814	**(3 022 600)**	**158 632 214**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	**157 950 169**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
2	31 500 000	(2 500 000)	29 000 000	Renouvellement des installations	26 775 307
3	1 000		1 000	Administration du ministère	0
L	17 300		17 300	Amortissement – *Loi sur l'administration financière*	13 663
	31 518 300	**(2 500 000)**	**29 018 300**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	**26 788 970**
ACTIF D'IMMOBILISATIONS					
4	15 000		15 000	Administration du ministère	0
	15 000		**15 000**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	**0**

Description du programme :

Ce programme est chargé de l'administration générale du ministère; il fournit les services administratifs et de soutien nécessaires aux programmes de fonctionnement. La Division de la gestion des services ministériels offre son appui et ses conseils stratégiques au ministère dans les domaines suivants : planification des activités et des finances; ressources humaines; gestion des urgences; gestion des installations; recherche et analyse; coordination des projets stratégiques clés. La Division fournit aussi aux ministères du secteur de la justice des services communs en matière d'accès à l'information et de services en français, et administre les services de vérification et d'assurance de la qualité dispensés centralement, ainsi que les Services communs de l'Ontario. Le programme d'administration du ministère sert également le Bureau du procureur général, le Bureau du sous-procureur général et le Bureau de l'adjoint parlementaire, le Bureau du sous-ministre associé ainsi que la Direction des communications.

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 301

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Administration du ministère (Poste 1)		
Traitements et salaires		16 155 296
Avantages sociaux		2 323 162
Transports et communications		547 388
Services		138 637 833
Fournitures et matériel		220 522
		157 884 201
Bureau principal		
Traitements et salaires	2 658 997	
Avantages sociaux	318 720	
Transports et communications	90 277	
Services	190 038	
Fournitures et matériel	39 364	
		3 297 396
Services de communication		
Traitements et salaires	2 117 726	
Avantages sociaux	301 781	
Transports et communications	58 508	
Services	243 567	
Fournitures et matériel	25 552	
		2 747 134
Services de vérification		
Services	1 936 383	
		1 936 383
Services des installations		
Traitements et salaires	3 863 840	
Avantages sociaux	556 847	
Transports et communications	178 369	
Services	538 071	
Fournitures et matériel	55 495	
		5 192 622
Locaux – Frais de location		
Services	134 783 771	
		134 783 771
Planification opérationnelle		
Traitements et salaires	4 104 711	
Avantages sociaux	585 947	
Transports et communications	93 982	
Services	596 680	
Fournitures et matériel	63 721	
		5 445 041
Services en français		
Traitements et salaires	277 601	
Avantages sociaux	46 467	
Transports et communications	37 358	
Services	55 838	
Fournitures et matériel	8 502	
		425 766
Accès à l'information et protection de la vie privée		
Traitements et salaires	196 859	
Avantages sociaux	58 287	
Transports et communications	16 897	
Services	62 012	
Fournitures et matériel	16 300	
		350 355
Ressources humaines		
Traitements et salaires	2 935 562	
Avantages sociaux	455 113	
Transports et communications	71 997	
Services	231 473	
Fournitures et matériel	11 588	
		3 705 733
Crédits législatifs		
Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		49 301
Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		16 667
		65 968
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE		**157 950 169**

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 301

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

	$	$
CHARGES D'IMMOBILSATIONS		
Renouvellement des installations (Poste 2)		
Autres opérations		
Investissements dans les immobilisations – renouvellement des actifs	19 732 936	
Investissements dans les immobilisations – charges de renouvellement	7 042 371	
		26 775 307
		26 775 307
Crédits législatifs		
Autres opérations		
Amortissement, *Loi sur l'administration financière*		13 663
		13 663
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE		**26 788 970**

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
302				**PROGRAMME DE POURSUITES CONTRE LES CRIMINELS**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
2	255 178 000	(5 496 900)	249 681 100	Droit criminel	246 894 510
3	4 076 900		4 076 900	Projet de la justice applicable aux Autochtones	4 075 594
L	1 000		1 000	Paiements effectués en vertu de la *Loi sur l'administration financière*	74 673
	259 255 900	**(5 496 900)**	**253 759 000**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE POURSUITES CONTRE LES CRIMINELS**	**251 044 777**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
5	1 000		1 000	Poursuites contre les criminels	0
L	96 600		96 600	Amortissement – *Loi sur l'administration financière*	45 254
	97 600		**97 600**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DE POURSUITES CONTRE LES CRIMINELS**	**45 254**
ACTIF D'IMMOBILISATIONS					
6	232 000	200 500	432 500	Poursuites contre les criminels	232 409
	232 000	**200 500**	**432 500**	**TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DE POURSUITES CONTRE LES CRIMINELS**	**232 409**

Description du programme:

Ce programme assure la représentation juridique de la Couronne du chef de l'Ontario, devant tous les types de tribunaux de la province, pour l'ensemble des affaires criminelles et des appels en droit criminel.

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

PROGRAMME DE POURSUITES CONTRE LES CRIMINELS – CRÉDIT 302

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Droit criminel (Poste 2)		
Traitements et salaires		188 211 530
Avantages sociaux		20 190 776
Transports et communications		3 972 542
Services		25 697 523
Fournitures et matériel		2 943 880
Paiements de transfert		
Comités de justice pour la jeunesse	3 382 146	
Programmes de responsabilisation directe	2 496 113	
		5 878 259
		246 894 510
Crédits législatifs		
Autres opérations		
Paiements effectués en vertu de la *Loi sur l'administration financière*		74 673
		74 673
Projet de la justice applicable aux Autochtones (Poste 3)		
Paiements de transfert		
Programme d'assistance parajudiciaire aux Autochtones de l'Ontario	2 626 465	
Projets de la justice applicable aux Autochtones	1 449 129	
		4 075 594
		4 075 594
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE POURSUITES CONTRE LES CRIMINELS		**251 044 777**

	$
CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
Crédits législatifs	
Autres opérations	
Amortissement – *Loi sur l'administration financière*	45 254
	45 254
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DE POURSUITES CONTRE LES CRIMINELS	**45 254**
ACTIF D'IMMOBILISATIONS	
Poursuites contre les criminels (Poste 6)	
Matériel de technologie de l'information	232 409
	232 409
TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DE POURSUITES CONTRE LES CRIMINELS	**232 409**

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
303				**PROGRAMME DES POLITIQUES, PROGRAMMES DE JUSTICE ET PROGRAMME RELATIF AUX ORGANISMES**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	100 820 500	341 000	101 161 500	Division des politiques et des programmes de justice	100 718 463
2	317 781 100	2 568 700	320 349 800	Aide juridique Ontario	320 349 800
4	47 042 200	(3 201 800)	43 840 400	Organismes, conseils et commissions	43 836 868
	465 643 800	**(292 100)**	**465 351 700**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES POLITIQUES, PROGRAMMES DE JUSTICE ET PROGRAMME RELATIF AUX ORGANISMES**	**464 905 131**
ACTIF DE FONCTIONNEMENT					
3	20 000		20 000	Aide juridique Ontario	0
	20 000		**20 000**	**TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES POLITIQUES, PROGRAMMES DE JUSTICE ET PROGRAMME RELATIF AUX ORGANISMES**	**0**

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	par le Conseil	Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
303				**PROGRAMME DES POLITIQUES, PROGRAMMES DE JUSTICE ET PROGRAMME RELATIF AUX ORGANISMES**	
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
5	1 000		1 000	Politiques, programmes de justice et programme relatif aux organismes	0
L	58 500		58 500	Amortissement – *Loi sur l'administration financière*...	33 717
	59 500		**59 500**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DES POLITIQUES, PROGRAMMES DE JUSTICE ET PROGRAMME RELATIF AUX ORGANISMES.....**	**33 717**
ACTIF D'IMMOBILISATIONS					
6	267 000		267 000	Politiques, programmes de justice et programme relatif aux organismes	65 376
	267 000		**267 000**	**TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DES POLITIQUES, PROGRAMMES DE JUSTICE ET PROGRAMME RELATIF AUX ORGANISMES.....**	**65 376**

Description du programme :

Politiques, programmes de justice et programme relatif aux organismes supervise l'administration, la coordination et l'exécution des programmes d'élaboration de politiques, de justice sociale et de justice à la famille du ministère dans tout l'Ontario. Le programme gère le Bureau du Tuteur et curateur public, le Bureau de l'avocat des enfants, le Programme de vérification et de supervision des mises en liberté sous caution, le Programme de visites surveillées et l'Unité des enquêtes spéciales. Le programme assure également le fonctionnement et la supervision des organismes, conseils et commissions relevant du ministère, comme les Tribunaux de l'environnement et de l'aménagement du territoire Ontario, la Commission ontarienne des droits de la personne, le Tribunal des droits de la personne de l'Ontario, le Centre d'assistance juridique en matière de droits de la personne, le Bureau du directeur indépendant de l'examen de la police et Aide juridique Ontario. Le ministère est aussi responsable de l'administration des renseignements au public et des relations fédérales-provinciales-territoriales. Dans son rôle en matière de politique, le programme est chargé du programme législatif du procureur général et de la prestation de conseils stratégiques et juridiques sur les politiques.

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

PROGRAMME DES POLITIQUES, PROGRAMMES DE JUSTICE ET PROGRAMME RELATIF AUX ORGANISMES – CRÉDIT 303

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Division des politiques et des programmes de justice (Poste 1)		
Traitements et salaires		48 533 205
Avantages sociaux		6 143 607
Transports et communications		2 124 215
Services		28 633 412
Fournitures et matériel		1 102 740
Paiements de transfert		
Visites surveillées	8 054 100	
Vérification et supervision des libérations sous caution	6 237 881	
Victimes de mauvais traitements	16 672	
		14 308 653
		100 845 832
Moins : Recouvrements		127 369
		100 718 463
Politiques et liaison avec les organismes		
Traitements et salaires	4 932 306	
Avantages sociaux	505 590	
Transports et communications	175 307	
Services	553 719	
Fournitures et matériel	58 648	
		6 225 570
Avocat des enfants		
Traitements et salaires	7 752 253	
Avantages sociaux	951 657	
Transports et communications	263 470	
Services	22 951 079	
Fournitures et matériel	178 294	
	32 096 753	
Moins : Recouvrements	127 369	
		31 969 384
Tuteur et curateur public/Comptable de la Cour de l'Ontario (Division générale)		
Traitements et salaires	29 630 104	
Avantages sociaux	3 943 258	
Transports et communications	1 114 827	
Services	4 265 817	
Fournitures et matériel	691 930	
		39 645 936
Visites surveillées		
Traitements et salaires	295 517	
Avantages sociaux	35 198	
Transports et communications	32 803	
Services	106 292	
Fournitures et matériel	8 639	
Paiements de transfert		
Visites surveillées	8 054 100	
		8 532 549
Vérification et supervision des libérations sous caution		
Traitements et salaires	49 659	
Avantages sociaux	6 156	
Transports et communications	18	
Services	759	
Paiements de transfert		
Vérification et supervision des libérations sous caution	6 237 881	
		6 294 473
Victimes de mauvais traitements		
Paiements de transfert		
Victimes de mauvais traitements	16 672	
		16 672
Unité des enquêtes spéciales		
Traitements et salaires	5 873 366	
Avantages sociaux	701 748	
Transports et communications	537 790	
Services	755 746	
Fournitures et matériel	165 229	
		8 033 879
Aide juridique Ontario (Poste 2)		
Paiements de transfert		
Réinvestissement dans le Fonds d'aide juridique	272 000	
Certificats délivrés dans le cadre du Fonds d'aide juridique – Services aux clients	255 448 800	
Certificats délivrés dans le cadre du Fonds d'aide juridique – Administration	27 348 100	
Cliniques juridiques communautaires financées dans le cadre du Fonds d'aide juridique	37 280 900	
		320 349 800
		320 349 800

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

PROGRAMME DES POLITIQUES, PROGRAMMES DE JUSTICE ET PROGRAMME RELATIF AUX ORGANISMES – CRÉDIT 303

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

	$	$
Organismes, conseils et commissions (Poste 4)		
Traitements et salaires		25 647 187
Avantages sociaux		3 214 043
Transports et communications		2 371 540
Services		6 426 546
Fournitures et matériel		612 652
Paiements de transfert		
Centre d'assistance juridique en matière de droits de la personne	5 414 900	
Commission du droit de l'Ontario	150 000	
		5 564 900
		43 836 868
Commission de révision de l'évaluation foncière		
Traitements et salaires	5 069 334	
Avantages sociaux	592 736	
Transports et communications	562 773	
Services	2 489 442	
Fournitures et matériel	120 239	
		8 834 524
Commission des affaires municipales de l'Ontario		
Traitements et salaires	5 520 277	
Avantages sociaux	750 534	
Transports et communications	507 589	
Services	978 071	
Fournitures et matériel	48 652	
		7 805 123
Tribunal de l'environnement		
Traitements et salaires	1 018 980	
Avantages sociaux	134 306	
Transports et communications	37 186	
Services	420 721	
Fournitures et matériel	26 731	
		1 637 924
Commission ontarienne des droits de la personne		
Traitements et salaires	3 928 503	
Avantages sociaux	451 024	
Transports et communications	212 221	
Services	408 672	
Fournitures et matériel	107 399	
		5 107 819
Tribunal des droits de la personne de l'Ontario		
Traitements et salaires	6 223 504	
Avantages sociaux	796 433	
Transports et communications	764 849	
Services	1 422 402	
Fournitures et matériel	179 640	
		9 386 828
Centre d'assistance juridique en matière de droits de la personne		
Paiements de transfert		
Centre d'assistance juridique en matière de droits de la personne	5 414 900	
		5 414 900
Commission du droit d l'Ontario		
Paiements de transfert		
Commission du droit de l'Ontario	150 000	
		150 000
Renseignements au public		
Transports et communications	7 638	
Services	97 490	
		105 128

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

PROGRAMME DES POLITIQUES, PROGRAMMES DE JUSTICE ET PROGRAMME RELATIF AUX ORGANISMES – CRÉDIT 303

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

	$	$
Bureau du directeur indépendant de l'examen de la police		
Traitements et salaires	3 886 589	
Avantages sociaux	489 010	
Transports et communications	279 284	
Services	609 748	
Fournitures et matériel	129 991	
		5 394 622
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES POLITIQUES, PROGRAMMES DE JUSTICE ET PROGRAMME RELATIF AUX ORGANISMES		**464 905 131**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
Crédits législatifs		
Autres opérations		
Amortissement – *Loi sur l'administration financière*		33 717
		33 717
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DES POLITIQUES, PROGRAMMES DE JUSTICE ET PROGRAMME RELATIF AUX ORGANISMES		**33 717**

	$
ACTIF D'IMMOBILISATIONS	
Politiques, programmes de justice et programme relatif aux organismes (Poste 6)	
Matériel de technologie de l'information	65 376
	65 376
TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DES POLITIQUES, PROGRAMMES DE JUSTICE ET PROGRAMME RELATIF AUX ORGANISMES	**65 376**

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
304				**PROGRAMME DES SERVICES JURIDIQUES**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
2	25 450 900	(805 900)	24 645 000	Services juridiques	24 178 969
3	5 463 300	192 200	5 655 500	Services des conseillers législatifs	5 484 910
L	1 000		1 000	*Loi sur les actions contre la Couronne*	26 010 600
	30 915 200	**(613 700)**	**30 301 500**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES SERVICES JURIDIQUES**	**55 674 479**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
4	1 000		1 000	Services juridiques	0
L	16 700		16 700	Amortissement – *Loi sur l'administration financière*	4 696
	17 700		**17 700**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DES SERVICES JURIDIQUES**	**4 696**
ACTIF D'IMMOBILISATIONS					
5	148 500		148 500	Services juridiques	34 665
	148 500		**148 500**	**TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DES SERVICES JURIDIQUES**	**34 665**

Description du programme:

Ce programme appuie le rôle du procureur général de premier conseiller juridique de la Couronne; à cet effet, il offre au gouvernement des conseils experts en matière de droit et des services d'intervention et le représente devant tous les types de tribunaux. Le gouvernement doit pouvoir obtenir rapidement des conseils et services juridiques de qualité pour élaborer et offrir ses activités, politiques, programmes et services de base.

Ce programme comprend le Bureau des conseillers législatifs, chargé de rédiger, en français et en anglais, tous les projets de loi et règlements provinciaux et d'offrir des conseils juridiques sur les questions législatives à l'Assemblée législative et au Conseil des ministres. Il s'occupe aussi de la codification des lois et règlements.

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

PROGRAMME DES SERVICES JURIDIQUES – CRÉDIT 304

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Services juridiques (Poste 2)		
Traitements et salaires		112 309 396
Avantages sociaux		11 615 704
Transports et communications		701 299
Services		4 857 653
Fournitures et matériel		841 183
Paiements de transfert		
Recours civils à l'égard d'activités illicites – *Loi sur les recours civils* – Indemnisation des victimes	50 533	
Recours civils à l'égard d'activités illicites – *Loi sur les recours civils* – Subventions	1 763 806	
		1 814 339
		132 139 574
Moins : Recouvrements		107 960 605
		24 178 969
Droit civil et constitutionnel		
Traitements et salaires	24 569 091	
Avantages sociaux	2 573 659	
Transports et communications	701 299	
Services	4 857 653	
Fournitures et matériel	841 183	
Paiements de transfert		
Recours civils à l'égard d'activités illicites – *Loi sur les recours civils* – Indemnisation des victimes	50 533	
Recours civils à l'égard d'activités illicites – *Loi sur les recours civils* – Subventions'	1 763 806	
	35 357 224	
Moins : Recouvrements	11 179 648	
		24 177 576
Services juridiques détachés		
Traitements et salaires	87 740 305	
Avantages sociaux	9 042 045	
	96 782 350	
Moins : Recouvrements	96 780 957	
		1 393
Crédits législatifs		
Autres opérations		
Loi sur les actions contre la Couronne		26 010 600
		26 010 600
Services des conseillers législatifs (Poste 3)		
Traitements et salaires		6 056 711
Avantages sociaux		901 681
Transports et communications		45 963
Services		483 312
Fournitures et matériel		62 484
		7 550 151
Moins : Recouvrements		2 065 241
		5 484 910
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES SERVICES JURIDIQUES		**55 674 479**

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

PROGRAMME DES SERVICES JURIDIQUES – CRÉDIT 304

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

	$
CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
Crédits législatifs	
Autres opérations	
Amortissement – *Loi sur l'administration financière*	4 696
	4 696
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DES SERVICES JURIDIQUES	**4 696**
ACTIF D'IMMOBILISATIONS	
Services juridiques (Poste 5)	
Matériel de technologie de l'information	34 665
	34 665
TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DES SERVICES JURIDIQUES	**34 665**

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
305 CHARGES DE FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DES SERVICES AUX TRIBUNAUX**	
1	252 751 100	3 921 400	256 672 500	Administration de la justice	253 853 589
2	149 650 900	337 700	149 988 600	Services judiciaires	149 315 805
L	4 700 000		4 700 000	Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*	6 677 773
	407 102 000	**4 259 100**	**411 361 100**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES SERVICES AUX TRIBUNAUX**	**409 847 167**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
3	186 270 900	(11 483 000)	174 787 900	Construction de tribunaux	158 384 760
4	1 000		1 000	Services aux tribunaux	0
L	185 000		185 000	Amortissement – *Loi sur l'administration financière*	30 267
	186 456 900	**(11 483 000)**	**174 973 900**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DES SERVICES AUX TRIBUNAUX**	**158 415 027**
ACTIF D'IMMOBILISATIONS					
5	1 766 000	(200 500)	1 565 500	Services aux tribunaux	0
	1 766 000	**(200 500)**	**1 565 500**	**TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DES SERVICES AUX TRIBUNAUX**	**0**

Description du programme :

La Division des services aux tribunaux est responsable de l'administration et du fonctionnement des tribunaux criminels, civils, de la famille et des petites créances de l'Ontario. Ces services sont répartis en trois catégories : administration des tribunaux; services judiciaires; construction de tribunaux. L'administration des tribunaux et les services judiciaires contribuent à la gestion efficace et efficiente du système de justice. Le volet Construction de tribunaux finance l'aménagement de nouveaux palais de justice et les rénovations de grande envergure effectuées dans les tribunaux existants afin de mettre en place un système de justice moderne, sûr et accessible.

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

PROGRAMME DES SERVICES AUX TRIBUNAUX – CRÉDIT 305

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

	$	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
Administration de la justice (Poste 1)			
Traitements et salaires	156 778 663		
Avantages sociaux	27 083 988		
Transports et communications	8 980 551		
Services	53 925 295		
Fournitures et matériel	11 615 035		
	258 383 532		
Moins : Recouvrements	4 529 943		
	253 853 589		
Services judiciaires (Poste 2)			
Traitements et salaires	124 991 380		
Avantages sociaux	9 576 455		
Transports et communications	3 157 932		
Services	10 775 643		
Fournitures et matériel	582 444		
Paiements de transfert			
Subventions – Institut national de la magistrature/ Conférence des juges	231 951		
	149 315 805		
Crédits législatifs			
Autres opérations			
Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*	6 677 773		
	6 677 773		
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES SERVICES AUX TRIBUNAUX	**409 847 167**		
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
Construction de tribunaux (Poste 3)			
Paiements de transfert			
Cession immobilière			45 000
Autres opérations			
Investissements dans les immobilisations		26 286 793	
Projets d'infrastructure de grande envergure		118 989 700	
Projets d'infrastructure de grande envergure – paiements		13 063 267	
			158 339 760
			158 384 760
Crédits législatifs			
Autres opérations			
Amortissement – *Loi sur l'administration financière*			30 267
			30 267
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DES SERVICES AUX TRIBUNAUX			**158 415 027**

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
306				**PROGRAMME DES SERVICES AUX VICTIMES**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	55 847 500	(3 516 900)	52 330 600	Gestion des services aux victimes	52 011 192
2	20 691 800	(438 000)	20 253 800	Programme d'aide aux victimes et aux témoins	20 203 616
3	43 507 200	(17 931 900)	25 575 300	Commission d'indemnisation des victimes d'actes criminels	25 403 365
	120 046 500	**(21 886 800)**	**98 159 700**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES SERVICES AUX VICTIMES**	**97 618 173**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
4	1 000		1 000	Services aux victimes	0
L	33 100		33 100	Amortissement – *Loi sur l'administration financière*	1 406
	34 100		**34 100**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DES SERVICES AUX VICTIMES**	**1 406**
ACTIF D'IMMOBILISATIONS					
5	331 000		331 000	Services aux victimes	12 054
	331 000		**331 000**	**TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DES SERVICES AUX VICTIMES**	**12 054**

Description du programme:

Ce programme offre son soutien aux victimes par l'entremise du système de justice pénale et administre le financement des services d'assistance et de renvoi communautaires. L'Office des affaires des victimes d'actes criminels et la Commission d'indemnisation des victimes d'actes criminels sont deux organismes faisant partie de ce programme.

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

PROGRAMME DES SERVICES AUX VICTIMES – CRÉDIT 306

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Gestion des services aux victimes (Poste 1)		
Traitements et salaires		6 765 318
Avantages sociaux		933 349
Transports et communications		494 761
Services		4 243 389
Fournitures et matériel		87 282
Paiements de transfert		
Findhelp	250 000	
Financement d'urgence aux victimes	1 449 600	
Subventions pour les Services d'orientation et d'aide immédiate aux victimes (y compris le projet de la stratégie pour le Nord)	8 958 200	
Subventions pour les Programmes d'intervention auprès des partenaires violents	11 159 877	
Projets spéciaux d'aide aux victimes	1 080 534	
Subventions pour les initiatives de lutte contre l'agression sexuelle	12 993 294	
Programme des enfants témoins	1 320 000	
Support Link	676 200	
Programme de subventions aux communautés	1 299 388	
Services juridiques spécialisés – Barbra Schlifer Clinic	300 000	
		39 487 093
		52 011 192
Programme d'aide aux victimes et aux témoins (Poste 2)		
Traitements et salaires		15 893 714
Avantages sociaux		2 799 031
Transports et communications		766 053
Services		526 201
Fournitures et matériel		218 617
		20 203 616
Commission d'indemnisation des victimes d'actes criminels (Poste 3)		
Traitements et salaires		3 994 331
Avantages sociaux		619 457
Transports et communications		461 853
Services		2 544 022
Fournitures et matériel		48 983
Paiements de transfert		
Indemnisation des victimes d'actes criminels		17 734 719
		25 403 365
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES SERVICES AUX VICTIMES		**97 618 173**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
Crédits législatifs		
Autres opérations		
Amortissement – *Loi sur l'administration financière*		1 406
		1 406
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DES SERVICES AUX VICTIMES		**1 406**
ACTIF D'IMMOBILISATIONS		
Services aux victimes (Poste 5)		
Matériel de technologie de l'information		12 054
		12 054
TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DES SERVICES AUX VICTIMES		**12 054**

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

	2011 $	2010 $
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Aide juridique – Criminel	53 085 087	52 324 795
Gouvernement du Canada – Fonds de soutien des familles	4 115 428	4 115 457
Loi sur les contraventions fédérale	1 624 724	1 600 000
Travailleurs judiciaires autochtones	1 039 596	1 039 596
Langue française	31 361	255 000
Autres	123 980	97 779
	60 020 176	59 432 627
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Tuteur et curateur public de l'Ontario	26 389 600	29 404 600
Remboursement par les municipalités qui n'administrent pas la *Loi sur les infractions provinciales*	16 823 714	16 760 078
Avocat des enfants	154 976	154 785
	43 368 290	46 319 463
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Registraires locaux	53 635 326	57 015 707
Frais judiciaires	13 071 197	11 772 990
Procédure/Recherche/Shérifs	9 831 290	11 178 019
Commission de révision de l'évaluation foncière (droits)	690 088	3 267 516
Droits à payer pour la Commission des affaires municipales de l'Ontario	330 225	209 921
Frais pour chèques refusés	186 909	13 579
Autres	24 181	9 154
	77 769 216	83 466 886
AMENDES ET PÉNALITÉS		
Amendes provinciales/coûts/frais d'administration	33 290 884	35 009 823
Cautionnement certifié confisqué/Cautionnement non réglé/Restitution	1 232 233	801 074
Amendes – Paiements en trop	18 282	19 750
	34 541 399	35 830 647
VENTES ET LOCATIONS	518 780	513 286
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	9 888 294	18 946 850
DIVERS		
Division du droit criminel – Règlements	81 882 392	17 877 770
Fonds d'aide aux victimes	42 244 800	47 873 900
CRIA – *Loi sur les recours civils*	2 820 350	2 977 551
Confiscations – Produits de la criminalité	2 739 560	562 477
Tuteur et curateur public – Biens en déshérence	2 269 532	10 664 685
Autres	1 389 843	1 198 754
	133 346 477	81 155 137
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	**359 452 632**	**325 664 896**

MINISTÈRE DE LA PROMOTION DE LA SANTÉ

EXERCICE 2010 – 2011

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS

SOMMAIRE 2-210

PROMOTION DE LA SANTÉ 2-211

DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) 2-212

ÉTAT DES RECETTES 2-214

MINISTÈRE DE LA PROMOTION DE LA SANTÉ

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

2009 – 2010 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2010 – 2011 Crédits autorisés	2010 – 2011 Dépenses réelles
$		$	$
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
388 188 432	Promotion de la santé	409 572 814	395 726 947
388 188 432	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE**	**409 572 814**	**395 726 947**
	ACTIF DE FONCTIONNEMENT		
500 000	Promotion de la santé	500 000	93 297
500 000	**TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE**	**500 000**	**93 297**
	CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
56 749 296	Promotion de la santé	365 491 600	306 916 568
56 749 296	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE**	**365 491 600**	**306 916 568**

MINISTÈRE DE LA PROMOTION DE LA SANTÉ

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
4201 CHARGES DE FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DE PROMOTION DE LA SANTÉ**	
1	10 547 000	1 150 000	11 697 000	Administration du ministère	10 925 221
2	398 786 800	(975 000)	397 811 800	Programmes de promotion de la santé	384 735 758
L	47 841		47 841	Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	49 301
L	16 173		16 173	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	16 667
	409 397 814	**175 000**	**409 572 814**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE PROMOTION DE LA SANTÉ**	**395 726 947**
ACTIF DE FONCTIONNEMENT					
4	500 000		500 000	Promotion de la santé – Actif de fonctionnement	93 297
	500 000		**500 000**	**TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE PROMOTION DE LA SANTÉ**	**93 297**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
3	358 654 800	6 836 800	365 491 600	Promotion de la santé – immobilisations	306 916 568
	358 654 800	**6 836 800**	**365 491 600**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DE PROMOTION DE LA SANTÉ**	**306 916 568**

Description du programme :

Le ministère de la Promotion de la santé travaille avec ses partenaires pour exécuter des programmes et services efficaces, axés sur la reddition des comptes, qui contribuent au mieux-être à long terme des Ontariens et Ontariennes. Le ministère offre des outils et des appuis qui font avancer les objectifs gouvernementaux de promotion de la santé par la mise en œuvre des priorités suivantes : Promotion de la santé et du mieux-être; Prévention des maladies, des traumatismes et des dépendances; stratégie Ontario sans fumée; Nutrition et alimentation saine; Valorisation du sport et des loisirs; Jeux panaméricains et parapanaméricains; Soutien aux partenariats pour des communautés en santé.

MINISTÈRE DE LA PROMOTION DE LA SANTÉ

PROGRAMME DE PROMOTION DE LA SANTÉ – CRÉDIT 4201

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Administration du ministère (Poste 1)		
Traitements et salaires		6 590 982
Avantages sociaux		862 971
Transports et communications		292 276
Services		3 072 313
Fournitures et matériel		106 679
		10 925 221
Bureau principal		
Traitements et salaires	1 557 725	
Avantages sociaux	176 907	
Transports et communications	64 338	
Services	71 747	
Fournitures et matériel	29 495	
		1 900 212
Services de communication		
Traitements et salaires	2 311 602	
Avantages sociaux	282 924	
Transports et communications	40 968	
Services	354 730	
Fournitures et matériel	49 726	
		3 039 950
Politiques stratégiques		
Traitements et salaires	2 721 655	
Avantages sociaux	403 140	
Transports et communications	186 970	
Services	2 645 836	
Fournitures et matériel	27 458	
		5 985 059
Crédits législatifs		
Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		49 301
Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		16 667
		65 968
Programmes de promotion de la santé (Poste 2)		
Traitements et salaires		6 111 197
Avantages sociaux		710 341
Transports et communications		399 185
Services		9 015 167
Fournitures et matériel		152 140
Paiements de transfert		
Stratégie pour les Autochtones	2 631 685	
Stratégie de participation des jeunes	13 381 231	
Organismes locaux officiels responsable de la santé – promotion de la santé et du mieux-être	138 655 251	
Nutrition et alimentation saine	4 703 091	
Prévention des maladies, des traumatismes et des dépendances	35 441 523	
Organismes locaux officiels responsables de la santé – prévention des maladies, des traumatismes et des dépendances	114 814 227	
Jeux panaméricains et parapanaméricains de 2015	7 455 000	
Sport et perfectionnement des athlètes	22 996 843	
Fonds pour les communautés en santé	16 673 082	
Développement de la capacité locale et coordination	11 595 795	
		368 347 728
		384 735 758

MINISTÈRE DE LA PROMOTION DE LA SANTÉ

PROGRAMME DE PROMOTION DE LA SANTÉ – CRÉDIT 4201

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

	$	$
Promotion de la santé et du mieux-être		
Traitements et salaires	875 604	
Avantages sociaux	111 873	
Transports et communications	198 269	
Services	3 036 805	
Fournitures et matériel	47 323	
Paiements de transfert		
Stratégie pour les Autochtones	2 631 685	
Stratégie de participation des jeunes	13 381 231	
Organismes locaux officiels responsable de la santé – promotion de la santé et du mieux-être	138 655 251	
		158 938 041
Nutrition et alimentation saine		
Services	3 607 670	
Paiements de transfert		
Nutrition et alimentation saine	4 703 091	
		8 310 761
Prévention des maladies, des traumatismes et des dépendances		
Traitements et salaires	3 121 808	
Avantages sociaux	324 354	
Transports et communications	117 545	
Services	1 969 422	
Fournitures et matériel	53 994	
Paiements de transfert		
Prévention des maladies, des traumatismes et des dépendances	35 441 523	
Organismes locaux officiels responsables de la santé – prévention des maladies, des traumatismes et des dépendances	114 814 227	
		155 842 873
Valorisation du sport et des loisirs		
Traitements et salaires	2 113 785	
Avantages sociaux	274 114	
Transports et communications	83 371	
Services	401 270	
Fournitures et matériel	50 823	
Paiements de transfert		
Jeux panaméricains et parapanaméricains de 2015	7 455 000	
Sport et perfectionnement des athlètes	22 996 843	
		33 375 206
Soutien aux partenariats pour des communautés en santé		
Paiements de transfert		
Fonds pour les communautés en santé	16 673 082	
Développement de la capacité locale et coordination	11 595 795	
		28 268 877
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE PROMOTION DE LA SANTÉ		**395 726 947**

ACTIF DE FONCTIONNEMENT

Promotion de la santé – Actif de fonctionnement (Poste 4)

Avances et montants récupérables		93 297
		93 297
TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE PROMOTION DE LA SANTÉ		**93 297**

CHARGES D'IMMOBILISATIONS

Promotion de la santé – immobilisations (Poste 3)

Paiements de transfert		
Partenaires pour les sports, la culture et le tourisme	2 700 000	
Partenaires pour les sports, la culture et le tourisme – Programme d'infrastructures Canada-Ontario	2 700 000	
Infrastructure des sports et des loisirs	151 229 123	
Programme d'Infrastructures de loisirs Canada en Ontario – Contribution fédérale	143 450 807	
Jeux panaméricains et parapanaméricains de 2015 – Infrastructure	6 836 638	
		306 916 568
		306 916 568
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DE PROMOTION DE LA SANTÉ		**306 916 568**

MINISTÈRE DE LA PROMOTION DE LA SANTÉ

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

	2011 $	2010 $
GOUVERNEMENT DU CANADA		
RINC Infrastructure Project	143 450 807	20 000 004
Programme d'infrastructures Canada-Ontario	2 700 000	72 119
Autre	1 009 360	2 186 630
	147 160 167	22 258 753
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	4 013 956	5 232 773
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	**151 174 123**	**27 491 526**

MINISTÈRE DE LA RECHERCHE ET DE L'INNOVATION

EXERCICE 2010 – 2011

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS

SOMMAIRE 2-216

RECHERCHE ET INNOVATION 2-217

DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) 2-220

ÉTAT DES RECETTES 2-221

MINISTÈRE DE LA RECHERCHE ET DE L'INNOVATION

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

2009 – 2010 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2010 – 2011 Crédits autorisés	2010 – 2011 Dépenses réelles
$		$	$
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
293 875 422	Recherche et innovation	365 771 414	333 325 800
293 875 422	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE**	**365 771 414**	**333 325 800**
	ACTIF DE FONCTIONNEMENT		
0	Recherche et innovation	7 849 000	0
0	**TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE**	**7 849 000**	**0**
	CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
90 215 501	Recherche et innovation	89 998 000	67 269 721
90 215 501	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE**	**89 998 000**	**67 269 721**
	ACTIF D'IMMOBILISATIONS		
0	Recherche et innovation	1 000	0
0	**TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE**	**1 000**	**0**

MINISTÈRE DE LA RECHERCHE ET DE L'INNOVATION

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
4301 CHARGES DE FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DE RECHERCHE ET D'INNOVATION**	
1	365 706 400		365 706 400	Recherche et innovation	333 278 519
L	47 841		47 841	Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	30 614
L	16 173		16 173	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	16 667
L	1 000		1 000	Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*	0
	365 771 414		**365 771 414**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE RECHERCHE ET D'INNOVATION**	**333 325 800**
ACTIF DE FONCTIONNEMENT					
2	7 849 000		7 849 000	Recherche et innovation	0
	7 849 000		**7 849 000**	**TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE RECHERCHE ET D'INNOVATION**	**0**

MINISTÈRE DE LA RECHERCHE ET DE L'INNOVATION

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	par le Conseil	Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
4301				**PROGRAMME DE RECHERCHE ET D'INNOVATION**	
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
3	89 997 000		89 997 000	Recherche et innovation	67 269 721
L	1 000		1 000	Amortissement – *Loi sur l'administration financière*...	0
	89 998 000		**89 998 000**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DE RECHERCHE ET D'INNOVATION.....**	**67 269 721**
ACTIF D'IMMOBILISATIONS					
4	1 000		1 000	Recherche et innovation	0
	1 000		**1 000**	**TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DE RECHERCHE ET D'INNOVATION.....**	**0**

Description du programme :

Le programme appuie le renforcement de l'Ontario en exécutant la Stratégie d'innovation de l'Ontario, qui établit un programme complet, ciblé et coordonné pour promouvoir la recherche et l'innovation en Ontario; il alloue des fonds afin de soutenir des recherches et des chercheurs de calibre international qui travaillent dans tout l'Ontario pour offrir des programmes de perfectionnement des compétences, d'expansion commerciale et de commercialisation axés sur les secteurs clés et les possibilités de développement régional; il élabore et met en œuvre une stratégie globale de sensibilisation du public et des intervenants afin de promouvoir l'excellence et la réussite dans le domaine de la recherche et de l'innovation dans tout l'Ontario et d'attirer des investissements et des talents de calibre international; il met en relation des innovateurs de toute la province, en veillant à ce que les idées mises au point dans les laboratoires fassent leur chemin jusqu'aux marchés.

MINISTÈRE DE LA RECHERCHE ET DE L'INNOVATION

PROGRAMME DE RECHERCHE ET D'INNOVATION – CRÉDIT 4301

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Recherche et innovation (Poste 1)		
Traitements et salaires		12 152 548
Avantages sociaux		1 497 815
Transports et communications		491 900
Services		6 208 911
Fournitures et matériel		421 813
Paiements de transfert		
Fonds de soutien aux écosystèmes d'affaires	11 807 107	
Centre de recherche et d'innovation en bioéconomie	2 500 000	
Soutien aux réseaux d'innovation et de commercialisation	75 632 033	
Subventions à l'appui de la commercialisation et de l'innovation	4 876 000	
Fonds pour les projets pilotes d'innovation	15 578 397	
Fonds pour les emplois dans les secteurs émergents – Programme d'investissement dans le secteur biopharmaceutique	6 836 225	
Fonds ontarien de développement des technologies émergentes	23 067 176	
Stratégie ontarienne de commercialisation des sciences de la vie	6 040 000	
Génération de l'innovation sociale	1 359 000	
Subventions à l'appui des sciences et de la recherche	1 059 691	
Institut ontarien de recherche sur le cerveau	849 270	
Institut ontarien de recherche sur le cancer	81 970 553	
Fonds pour la recherche en Ontario	61 853 786	
Partenariat ontarien de recherche sur la moelle épinière	2 536 948	
Programmes visant les talents en recherche	16 795 754	
Partenariats et sensibilisation aux sciences et à la technologie	993 592	
		313 755 532
		334 528 519
Moins : Recouvrements		1 250 000
		333 278 519

	$	$	$
Administration du ministère			
Traitements et salaires		3 318 613	
Avantages sociaux		389 905	
Transports et communications		193 161	
Services		819 449	
Fournitures et matériel		175 839	
			4 896 967
Innovation et commercialisation			
Traitements et salaires		3 688 689	
Avantages sociaux		438 970	
Transports et communications		153 463	
Services		4 137 695	
Fournitures et matériel		181 028	
Paiements de transfert			
Fonds de soutien aux écosystèmes d'affaires	11 807 107		
Centre de recherche et d'innovation en bioéconomie	2 500 000		
Soutien aux réseaux d'innovation et de commercialisation	75 632 033		
Subventions à l'appui de la commercialisation et de l'innovation	4 876 000		
Fonds pour les projets pilotes d'innovation	15 578 397		
Fonds pour les emplois dans les secteurs émergents – Programme d'investissement dans le secteur biopharmaceutique	6 836 225		
Fonds ontarien de développement des technologies émergentes	23 067 176		
Stratégie ontarienne de commercialisation des sciences de la vie	6 040 000		
Génération de l'innovation sociale	1 359 000		
		147 695 938	
		156 295 783	
Moins : Recouvrements		1 250 000	
			155 045 783

MINISTÈRE DE LA RECHERCHE ET DE L'INNOVATION

PROGRAMME DE RECHERCHE ET D'INNOVATION – CRÉDIT 4301

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

	$	$	$
Sciences et recherche			
Traitements et salaires		5 145 246	
Avantages sociaux		668 940	
Transports et communications		145 276	
Services		1 251 767	
Fournitures et matériel		64 946	
Paiements de transfert			
Subventions à l'appui des sciences et de la recherche	1 059 691		
Institut ontarien de recherche sur le cerveau	849 270		
Institut ontarien de recherche sur le cancer	81 970 553		
Fonds pour la recherche en Ontario	61 853 786		
Partenariat ontarien de recherche sur la moelle épinière	2 536 948		
Programmes visant les talents en recherche	16 795 754		
Partenariats et sensibilisation aux sciences et à la technologie	993 592		
		166 059 594	
			173 335 769
Crédits législatifs			
Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*			30 614
Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*			16 667
			47 281
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE RECHERCHE ET D'INNOVATION			**333 325 800**

	$
CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
Recherche et innovation (Poste 3)	
Paiements de transfert	
Fonds pour la recherche en Ontario	67 269 721
	67 269 721
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DE RECHERCHE ET D'INNOVATION	**67 269 721**

MINISTÈRE DE LA RECHERCHE ET DE L'INNOVATION

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

	2011 $	2010 $
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS	0	120
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	639 431	2 171 907
DIVERS	6 716	6 582
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	**646 147**	**2 178 609**

MINISTÈRE DU REVENU

EXERCICE 2010 – 2011

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS

SOMMAIRE 2-224

REVENUS FISCAUX 2-225

DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) 2-229

ÉTAT DES RECETTES 2-230

MINISTÈRE DU REVENU

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

2009 – 2010 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2010 – 2011 Crédits autorisés	2010 – 2011 Dépenses réelles
$		$	$
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
1 070 575 299	Revenus fiscaux	4 212 028 987	3 937 219 276
1 070 575 299	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE**	**4 212 028 987**	**3 937 219 276**
	ACTIF DE FONCTIONNEMENT		
33 367 228	Revenus fiscaux	34 225 000	25 576 998
33 367 228	**TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE**	**34 225 000**	**25 576 998**
	CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
0	Revenus fiscaux	2 629 600	2 206 418
0	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE**	**2 629 600**	**2 206 418**
	ACTIF D'IMMOBILISATIONS		
21 715 748	Revenus fiscaux	9 075 000	4 894 351
21 715 748	**TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE**	**9 075 000**	**4 894 351**

MINISTÈRE DU REVENU

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
3201				**PROGRAMME DES REVENUS FISCAUX**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
5	46 727 000	9 295 600	56 022 600	Administration du ministère	52 137 115
6	611 608 500	39 547 500	651 156 000	Opérations	617 974 977
7	3 225 868 300	(39 810 700)	3 186 057 600	Politiques et partenariats en matière d'administration fiscale	2 985 863 909
8	176 925 300	1 853 800	178 779 100	Programmes de conformité	148 801 543
9	3 183 500		3 183 500	Innovation pour l'administration des taxes et des impôts en Ontario	785 130
L	47 841		47 841	Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	49 301
L	32 346		32 346	Traitement versé aux adjoints parlementaires en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	23 612
L	136 750 000		136 750 000	Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*	131 583 689
	4 201 142 787	**10 886 200**	**4 212 028 987**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES REVENUS FISCAUX**	**3 937 219 276**
ACTIF DE FONCTIONNEMENT					
2	3 225 000		3 225 000	Actif	1 510 147
L	21 000 000		21 000 000	Avances, *Loi sur l'éducation*	17 794 482
L	4 000 000		4 000 000	Avances, *Loi sur les régies des services publics du Nord*	2 753 009
L	6 000 000		6 000 000	Avances, *Loi sur les régies des routes locales*	3 519 360
	34 225 000		**34 225 000**	**TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES REVENUS FISCAUX**	**25 576 998**

MINISTÈRE DU REVENU

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	par le Conseil	Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
3201				**PROGRAMME DES REVENUS FISCAUX**	
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
4	1 000		1 000	Revenus fiscaux	0
L	2 628 600		2 628 600	Amortissement – *Loi sur l'administration financière*	2 206 418
	2 629 600		**2 629 600**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DES REVENUS FISCAUX**	**2 206 418**
ACTIF D'IMMOBILISATIONS					
3	9 075 000		9 075 000	Revenus fiscaux	4 894 351
	9 075 000		**9 075 000**	**TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DES REVENUS FISCAUX**	**4 894 351**

Description du programme :

Le programme des revenus fiscaux est chargé de l'administration des principales lois de l'Ontario régissant l'imposition, les crédits d'impôt et les avantages fiscaux. En ce qui concerne l'imposition, les principales lois provinciales sont la *Loi sur la taxe de vente au détail*, la *Loi sur l'impôt-santé des employeurs* et la *Loi de la taxe sur le tabac*. Les programmes d'avantages fiscaux comprennent le Régime de revenu annuel garanti, le Supplément de revenu de l'Ontario pour les familles travailleuses ayant des frais de garde d'enfants et la Subvention aux personnes âgées propriétaires pour l'impôt foncier. Les incitatifs fiscaux sont notamment les Fonds communautaires de placement dans les petites entreprises et le crédit d'impôt de l'Ontario relatif aux options d'achat d'actions accordées aux employés pour le développement de la recherche.

MINISTÈRE DU REVENU

PROGRAMME DES REVENUS FISCAUX – CRÉDIT 3201

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Administration du ministère (Poste 5)		
Traitements et salaires		20 480 639
Avantages sociaux		2 863 612
Transports et communications		2 757 502
Services		37 260 971
Fournitures et matériel		144 571
		63 507 295
Moins : Recouvrements		11 370 180
		52 137 115
Bureau principal		
Traitements et salaires	1 304 193	
Avantages sociaux	150 137	
Transports et communications	31 694	
Services	98 543	
Fournitures et matériel	20 821	
		1 605 388
Communications stratégiques		
Traitements et salaires	1 155 315	
Avantages sociaux	170 769	
Transports et communications	9 503	
Services	118 297	
Fournitures et matériel	12 631	
		1 466 515
Systèmes informatiques		
Traitements et salaires	18 021 131	
Avantages sociaux	2 542 706	
Transports et communications	2 716 305	
Services	37 044 131	
Fournitures et matériel	111 119	
	60 435 392	
Moins : Recouvrements	11 370 180	
		49 065 212
Opérations (Poste 6)		
Traitements et salaires		60 008 639
Avantages sociaux		11 044 402
Transports et communications		2 748 590
Services		9 008 651
Fournitures et matériel		806 871
Paiements de transfert		
Régime de revenu annuel garanti	110 456 178	
Supplément de revenu de l'Ontario pour les familles travailleuses ayant des frais de garde d'enfants	3 600 629	
Crédit de transition pour les petites entreprises	400 961 918	
Crédit pour les coûts d'énergie dans le Nord de l'Ontario	24 085 111	
		539 103 836
		622 720 989
Moins: Recouvrements		4 746 012
		617 974 977

MINISTÈRE DU REVENU

PROGRAMME DES REVENUS FISCAUX – CRÉDIT 3201

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

	$	$	$
Opérations			
Traitements et salaires		51 757 208	
Avantages sociaux		9 775 782	
Transports et communications		2 618 066	
Services		3 811 189	
Fournitures et matériel		541 125	
Paiements de transfert			
Régime de revenu annuel garanti	110 456 178		
Supplément de revenu de l'Ontario pour les familles travailleuses ayant des frais de garde d'enfants	3 600 629		
Crédit de transition pour les petites entreprises	400 961 918		
Crédit pour les coûts d'énergie dans le Nord de l'Ontario	24 085 111		
		539 103 836	
		607 607 206	
Moins : Recouvrements		779 249	
			606 827 957
Direction des opérations et des dossiers liés aux services à la clientèle			
Traitements et salaires		8 251 431	
Avantages sociaux		1 268 620	
Transports et communications		130 524	
Services		5 197 462	
Fournitures et matériel		265 746	
		15 113 783	
Moins : Recouvrements		3 966 763	
			11 147 020

	$	$
Politiques et partenariats en matière d'administration fiscale (Poste 7)		
Traitements et salaires		25 092 733
Avantages sociaux		3 994 982
Transports et communications		1 458 049
Services		91 061 815
Fournitures et matériel		119 122
Paiements de transfert		
Subvention ontarienne aux personnes âgées propriétaires pour l'impôt foncier	227 298 502	
Prestation de transition au titre de la taxe de vente	2 637 614 306	
		2 864 912 808
		2 986 639 509
Moins: Recouvrements		775 600
		2 985 863 909
Programmes de conformité (Poste 8)		
Traitements et salaires		72 479 849
Avantages sociaux		11 824 856
Transports et communications		4 364 109
Services		58 306 205
Fournitures et matériel		1 826 524
		148 801 543
Innovation pour l'administration des taxes et des impôts en Ontario (Poste 9)		
Traitements et salaires		606 500
Avantages sociaux		62 243
Transports et communications		25 352
Services		79 328
Fournitures et matériel		11 707
		785 130

MINISTÈRE DU REVENU

PROGRAMME DES REVENUS FISCAUX – CRÉDIT 3201

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

	$	$
Crédits législatifs		
Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		49 301
Traitement versé aux adjoints parlementaires en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		23 612
Autre opérations		
Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*		131 583 689
		131 656 602
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES REVENUS FISCAUX		**3 937 219 276**

ACTIF DE FONCTIONNEMENT

Actif (Poste 2)

Avances et montants récupérables		
Supplément de revenu de l'Ontario pour les familles travailleuses ayant des frais de garde d'enfants	1 251 606	
Régime de revenu annuel garanti	258 541	
		1 510 147
		1 510 147

	$	$
Crédits législatifs		
Avances et montants récupérables		
Avances, *Loi sur l'éducation*	17 794 482	
Avances, *Loi sur les régies des services publics du Nord*	2 753 009	
Avances, *Loi sur les régies des routes locales*	3 519 360	
		24 066 851
		24 066 851
TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES REVENUS FISCAUX		**25 576 998**

CHARGES D'IMMOBILISATIONS

Crédits législatifs

Autres opérations	
Amortissement – *Loi sur l'administration financière*	2 206 418
	2 206 418
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DES REVENUS FISCAUX	**2 206 418**

ACTIF D'IMMOBILISATIONS

Revenus fiscaux (Poste 3)

Logiciels d'application de gestion	4 288 792
Parc automobile et flotte de bateaux	605 559
	4 894 351
TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DES REVENUS FISCAUX	**4 894 351**

MINISTÈRE DU REVENU

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

	2011 $	2010 $
RECETTES FISCALES		
Taxe de vente harmonisée	12 576 727 772	0
Impôt sur les sociétés	8 382 695 301	5 615 013 330
Taxe de vente au détail	6 236 707 214	17 058 720 774
Impôt- santé des employeurs	4 733 187 600	4 545 076 369
Taxe sur l'essence	2 358 339 792	2 336 224 970
Droits de cession immobilière	1 237 831 884	1 005 053 759
Taxe sur le tabac	1 160 312 423	1 083 115 955
Taxe sur les carburants – *Loi 1981*	702 012 870	658 046 576
Bière/Bistrots-brasseries (BBB)	373 278 718	0
Impôt sur les bénéfices miniers	140 075 433	15 862 557
Vin/Vin panaché/Établissements vinicoles (VVPÉV)	24 081 702	0
Impôt sur les barrages hydroélectriques	13 131 050	27 989 940
Impôt foncier provincial	9 189 646	9 735 833
Taxe sur le pari mutuel	5 134 134	5 400 685
Crédits d'impôt de l'Ontario	586 024	170 291
Impôt – santé des travailleurs autonomes	5 992	62 364
	37 953 297 555	32 360 473 403
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES	2 300 619	2 046 969
DROITS PERMIS ET AUTORISATIONS	724 305	619 732
AMENDES ET PÉNALITÉS	998 003	585 089
VENTES ET LOCATIONS	55 549	129 600
REDEVANCES*	(35 871 343)	35 871 343
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	3 006 054	1 428 939
DIVERS		
Autre revenu – Oshawa	25 718	8 791
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	**37 924 536 460**	**32 401 163 866**

*Le solde des redevances représente les montants perçus au nom du ministère des Richesses naturelles au cours de l'exercice 2009-2010 et qui lui ont été versés par la suite au cours de l'exercice 2010-2011.

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES

EXERCICE 2010 – 2011

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS

SOMMAIRE 2-232

ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 2-233

INFORMATION GÉOGRAPHIQUE 2-235

GESTION DES RICHESSES NATURELLES 2-237

SÉCURITÉ PUBLIQUE ET D'INTERVENTION D'URGENCE 2-243

INFORMATION ET TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION – GROUPEMENT POUR LES TERRES ET LES RESSOURCES 2-245

DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) 2-234, 2-240, 2-241, 2-244

ÉTAT DES RECETTES 2-247

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

2009 – 2010 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2010 – 2011 Crédits autorisés	2010 – 2011 Dépenses réelles
$		$	$
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
36 989 540	Administration du ministère	33 809 814	33 748 389
29 079 544	Information géographique	24 921 300	24 822 344
262 351 476	Gestion des richesses naturelles	259 956 200	258 909 575
105 821 351	Sécurité publique et d'intervention d'urgence	154 980 200	135 795 907
1 000	Information et technologie de l'information – Groupement pour les terres et les ressources	1 000	0
434 242 911	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE**	**473 668 514**	**453 276 215**
	ACTIF DE FONCTIONNEMENT		
340 000	Gestion des richesses naturelles	1 540 000	1 200 000
67 605	Sécurité publique et d'intervention d'urgence	70 000	54 733
132 640	Information et technologie de l'information – Groupement pour les terres et les ressources	600 000	511 329
540 245	**TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE**	**2 210 000**	**1 766 062**
	CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
65 232 463	Gestion des richesses naturelles	67 634 300	64 349 256
39 678	Sécurité publique et d'intervention d'urgence	1 337 500	1 137 643
65 272 141	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE**	**68 971 800**	**65 486 899**
	ACTIF D'IMMOBILISATIONS		
23 260 069	Gestion des richesses naturelles	45 578 500	42 045 712
11 117 397	Sécurité publique et d'intervention d'urgence	10 431 000	10 191 548
34 377 466	**TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE**	**56 009 500**	**52 237 260**

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
2101 CHARGES DE FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
1	32 022 600	1 722 200	33 744 800	Administration du ministère	33 682 421
L	1 000		1 000	Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*	0
L	47 841		47 841	Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	49 301
L	16 173		16 173	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	16 667
	32 087 614	**1 722 200**	**33 809 814**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	**33 748 389**

Description du programme:

Le programme d'administration offre son leadership aux secteurs d'activités du ministère sous forme de services et conseils en matière de gestion stratégique, de conseils juridiques, d'élaboration de politiques, de communications et de services administratifs.

Il offre aussi son leadership et ses conseils pour la planification axée sur les résultats, la gestion et le contrôle financiers et la gestion des ressources humaines.

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 2101

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Administration du ministère (Poste 1)		
Traitements et salaires		14 639 811
Avantages sociaux		5 778 468
Transports et communications		492 260
Services		12 480 906
Fournitures et matériel		327 606
		33 719 051
Moins : Recouvrements		36 630
		33 682 421
Bureau principal		
Traitements et salaires	2 552 041	
Avantages sociaux	303 174	
Transports et communications	119 531	
Services	525 648	
Fournitures et matériel	42 217	
	3 542 611	
Moins : Recouvrements	381	
		3 542 230
Finances et contrôle financier ministériels		
Traitements et salaires	2 124 662	
Avantages sociaux	269 746	
Transports et communications	58 683	
Services	1 552 718	
Fournitures et matériel	14 635	
	4 020 444	
Moins : Recouvrements	5 559	
		4 014 885
Gestion des services et de l'infrastructure		
Traitements et salaires	2 544 156	
Avantages sociaux	367 743	
Transports et communications	19 038	
Services	4 936 956	
Fournitures et matériel	67 987	
	7 935 880	
Moins : Recouvrements	5 396	
		7 930 484
Ressources humaines		
Traitements et salaires	2 455 485	
Avantages sociaux	4 132 740	
Transports et communications	97 174	
Services	251 459	
Fournitures et matériel	36 112	
	6 972 970	
Moins : Recouvrements	7 333	
		6 965 637
Services de communication		
Traitements et salaires	3 138 505	
Avantages sociaux	471 066	
Transports et communications	56 452	
Services	405 420	
Fournitures et matériel	71 756	
	4 143 199	
Moins : Recouvrements	2 678	
		4 140 521
Services juridiques		
Traitements et salaires	56 496	
Transports et communications	47 203	
Services	4 039 505	
Fournitures et matériel	45 288	
		4 188 492
Services de vérification		
Services	403 200	
		403 200
Commission de l'escarpement du Niagara		
Traitements et salaires	1 768 466	
Avantages sociaux	233 999	
Transports et communications	94 179	
Services	366 000	
Fournitures et matériel	49 611	
	2 512 255	
Moins : Recouvrements	15 283	
		2 496 972
Crédits législatifs		
Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		49 301
Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		16 667
		65 968
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE		**33 748 389**

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
2102				**PROGRAMME D'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	27 037 500	(2 117 200)	24 920 300	Information géographique	24 822 344
L	1 000		1 000	Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*	0
	27 038 500	**(2 117 200)**	**24 921 300**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME D'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE**	**24 822 344**

Description du programme :

Le Programme d'information géographique fournit une orientation pour la gestion des fonds de renseignements afin d'aider le ministère à atteindre ses objectifs opérationnels. Il fait preuve de leadership au niveau ministériel dans l'élaboration de l'information géographique et son application à la gestion des ressources naturelles et la prise de décisions connexes. Il offre également des renseignements de base sur les terres et une infrastructure permettant d'améliorer le partage de ces données de manière à ce que le gouvernement de l'Ontario mette à profit la valeur stratégique de ses investissements en matière d'information.

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES

PROGRAMME D'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE – CRÉDIT 2102

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Information géographique (Poste 1)	
Traitements et salaires	9 812 814
Avantages sociaux	1 484 951
Transports et communications	419 980
Services	17 779 417
Fournitures et matériel	175 463
	29 672 625
Moins : Recouvrements	4 850 281
	24 822 344
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME D'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE	**24 822 344**

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
2103 CHARGES DE FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DE GESTION DES RICHESSES NATURELLES**	
1	233 887 600	11 368 000	245 255 600	Gestion des richesses naturelles	244 625 276
2	14 424 900	184 700	14 609 600	Parcs Ontario	14 008 918
L	90 000		90 000	Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*	275 381
L	1 000		1 000	Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*	0
	248 403 500	**11 552 700**	**259 956 200**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE GESTION DES RICHESSES NATURELLES**	**258 909 575**
ACTIF DE FONCTIONNEMENT					
5	1 540 000		1 540 000	Infrastructure pour la gestion des richesses naturelles – actif de fonctionnement	1 200 000
	1 540 000		**1 540 000**	**TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE GESTION DES RICHESSES NATURELLES**	**1 200 000**

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés – Prévisions	Crédits autorisés – par le Conseil	Crédits autorisés – Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
2103				**PROGRAMME DE GESTION DES**	
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				**RICHESSES NATURELLES**	
3	57 192 800	4 467 800	61 660 600	Infrastructure pour la gestion des richesses naturelles	58 714 230
L	5 973 700		5 973 700	Amortissement, *Loi sur l'administration financière*	5 635 026
	63 166 500	**4 467 800**	**67 634 300**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DE GESTION DES RICHESSES NATURELLES**	**64 349 256**
ACTIF D'IMMOBILISATIONS					
4	31 608 500	13 970 000	45 578 500	Infrastructure pour la gestion des richesses naturelles – actifs	42 045 712
	31 608 500	**13 970 000**	**45 578 500**	**TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DE GESTION DES RICHESSES NATURELLES**	**42 045 712**

Description du programme:

Le Programme de gestion des richesses naturelles dirige et supervise la gestion des forêts, des terres de la Couronne, de l'eau, de l'énergie renouvelable et des ressources en agrégats et en pétrole de l'Ontario par l'élaboration, la mise en œuvre et l'amélioration des lois, politiques, programmes et normes.

Le Programme dirige et supervise également la gestion des ressources fauniques et en poissons, des parcs et des secteurs protégés de l'Ontario, notamment la protection et la gestion des attractions naturelles, culturelles et récréatives importantes pour la province afin de promouvoir des écosystèmes sains et durables, de préserver la biodiversité et d'élargir les possibilités de loisirs de plein air.

De plus, le Programme dirige et supervise la gestion des biens d'infrastructure, tels les installations piscicoles et de gestion des incendies, les parcs, les terres de la Couronne, l'eau et les autres investissements dans l'infrastructure nécessaires à l'exécution des programmes du ministère.

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES

PROGRAMME DE GESTION DES RICHESSES NATURELLES – CRÉDIT 2103

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Gestion des richesses naturelles (Poste 1)		
Traitements et salaires		159 134 501
Avantages sociaux		24 328 632
Transports et communications		10 263 701
Services		60 500 815
Fournitures et matériel		14 445 335
Paiements de transfert		
Partenaires pour la prestation des programmes de reboisement des terres privées et en milieu urbain dans le Sud de l'Ontario	3 063 600	
Centre de gestion des espèces envahissantes	392 832	
Institut de la fourrure du Canada	40 000	
Intendance des espèces en péril en Ontario	4 362 019	
Paiements tenant lieu d'impôt aux municipalités	7 159 855	
Impôts acquittés sur les bien-fonds provinciaux occupés par des locataires	1 896 092	
Subventions aux offices de protection de la nature – Frais d'administration	133 301	
Subventions aux offices de protection de la nature – Fonctionnement des programmes	7 600 000	
Subventions aux offices de protection de la nature – protection des sources d'eau	11 519 999	
Programme du Grand Nord	2 912 199	
Expérience Été	423 273	
Rentes et primes versées aux Indiens en vertu du Traité numéro 9	78 540	
Mise en valeur des ressources des Premières nations	941 393	
Intendance des ressources	6 371 918	
		46 895 021
		315 568 005
Moins : Recouvrements		70 942 729
		244 625 276
Gestion de forêts		
Traitements et salaires		36 988 180
Avantages sociaux		5 671 945
Transports et communications		1 894 561
Services		9 601 154
Fournitures et matériel		2 345 944
Paiements de transfert		
Partenaires pour la prestation des programmes de reboisement des terres privées et en milieu urbain dans le Sud de l'Ontario		3 063 600
Centre de gestion des espèces envahissantes		392 832
		59 958 216
Moins : Recouvrements		2 214 924
		57 743 292
Gestion des pêches et de la faune		
Traitements et salaires		58 413 974
Avantages sociaux		8 554 365
Transports et communications		4 054 573
Services		23 682 599
Fournitures et matériel		9 349 666
Paiements de transfert		
Institut de la fourrure du Canada	40 000	
Intendance des espèces en péril en Ontario	4 362 019	
		4 402 019
		108 457 196
Moins : Recouvrements		67 378 794
		41 078 402

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES

PROGRAMME DE GESTION DES RICHESSES NATURELLES – CRÉDIT 2103

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

	$	$	$
Gestion des terres et des eaux			
Traitements et salaires		24 836 654	
Avantages sociaux		3 729 917	
Transports et communications		1 108 637	
Services		11 776 807	
Fournitures et matériel		1 029 678	
Paiements de transfert			
Paiements tenant lieu d'impôt aux municipalités		7 159 855	
Impôts acquittés sur les bien-fonds provinciaux occupés par des locataires		1 896 092	
Subventions aux offices de protection de la nature – Frais d'administration		133 301	
Subventions aux offices de protection de la nature – Fonctionnement des programmes		7 600 000	
Subventions aux offices de protection de la nature – protection des sources d'eau		11 519 999	
		70 790 940	
Moins : Recouvrements		36 471	
			70 754 469
Soutien aux services régionaux			
Traitements et salaires		38 895 693	
Avantages sociaux		6 372 405	
Transports et communications		3 205 930	
Services		15 440 255	
Fournitures et matériel		1 720 047	
Paiements de transfert			
Programme du Grand Nord	2 912 199		
Expérience Été	423 273		
Rentes et primes versées aux Indiens en vertu du Traité numéro 9	78 540		
Mise en valeur des ressources des Premières nations	941 393		
Intendance des ressources	6 371 918		
		10 727 323	
		76 361 653	
Moins : Recouvrements		1 312 540	
			75 049 113

	$
Parcs Ontario (Poste 2)	
Traitements et salaires	45 258 698
Avantages sociaux	6 023 231
Transports et communications	1 766 167
Services	15 919 066
Fournitures et matériel	13 512 716
Paiements de transfert	
Programme de bourses des partenaires de Parcs Ontario	20 000
	82 499 878
Moins : Recouvrements	68 490 960
	14 008 918
Crédits législatifs	
Autres opérations	
Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*	275 381
	275 381
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE GESTION DES RICHESSES NATURELLES	**258 909 575**
ACTIF DE FONCTIONNEMENT	
Infrastructure pour la gestion des richesses naturelles – actif de fonctionnement (Poste 5)	
Dépôts et charges payées d'avance	1 200 000
	1 200 000
TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE GESTION DES RICHESSES NATURELLES	**1 200 000**

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES

PROGRAMME DE GESTION DES RICHESSES NATURELLES – CRÉDIT 2103

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

	$	$
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
Infrastructure pour la gestion des richesses naturelles (Poste 3)		
Transports et communications		892 144
Services		42 085 267
Fournitures et matériel		7 293 768
Paiements de transfert		
Investissement dans l'infrastructure partagée	430 000	
Infrastructure des offices de protection de la nature	5 000 025	
Programme de protection des terres	1 793 012	
Protection des sources d'eau – budgets consacrés à l'eau	2 010 000	
Cession de biens immobiliers à une valeur inférieure à celle du marché	467 300	
		9 700 337
Autres opérations		1 804 591
		61 776 107
Moins : Recouvrements		3 061 877
		58 714 230
Infrastructure pour la gestion des richesses naturelles		
Transports et communications	470 515	
Services	27 274 874	
Fournitures et matériel	5 013 032	
Autres opérations	42 319	
	32 800 740	
Moins : Recouvrements	3 061 877	
		29 738 863
Infrastructure de Parcs Ontario		
Transports et communications	10 700	
Services	14 041 089	
Fournitures et matériel	1 606 619	
Paiements de transfert		
Investissement dans l'infrastructure partagée	430 000	
Autres opérations	1 762 272	
		17 850 680
Infrastructure pour l'aviation et la lutte contre les feux de forêt		
Transports et communications	410 929	
Services	769 304	
Fournitures et matériel	674 117	
		1 854 350
Infrastructure des offices de protection de la nature et des municipalités		
Paiements de transfert		
Infrastructure des offices de protection de la nature	5 000 025	
Programme de protection des terres	1 793 012	
Protection des sources d'eau – budgets consacrés à l'eau	2 010 000	
Cession de biens immobiliers à une valeur inférieure à celle du marché	467 300	
	9 270 337	
		9 270 337
Crédits législatifs		
Autres opérations		
Amortissement, *Loi sur l'administration financière*		5 635 026
		5 635 026
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DE GESTION DES RICHESSES NATURELLES		**64 349 256**

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES

PROGRAMME DE GESTION DES RICHESSES NATURELLES – CRÉDIT 2103

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

	$	$
ACTIF D'IMMOBILISATIONS		
Infrastructure pour la gestion des richesses naturelles – actifs (Poste 4)		
Terrains		2 413 964
Immeubles		28 310 280
Parc automobile et flotte de bateaux		7 958 163
Infrastructure des transports		3 363 305
		42 045 712
Infrastructure de Parcs Ontario - actifs		
Terrains	1 737 562	
Immeubles	12 890 319	
Parc automobile et flotte de bateaux	43 256	
Infrastructure des transports	3 363 305	
		18 034 442
Infrastructure pour l'aviation et la gestion des feux de forêt - actifs		
Terrains	676 402	
Immeubles	6 156 373	
Parc automobile et flotte de bateaux	15 085	
		6 847 860
Infrastructure pour la gestion des richesses naturelles - actifs		
Immeubles	9 263 588	
Parc automobile et flotte de bateaux	7 899 822	
		17 163 410
TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DE GESTION DES RICHESSES NATURELLES		**42 045 712**

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
2104				**PROGRAMME DE SÉCURITÉ PUBLIQUE ET D'INTERVENTION D'URGENCE**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	36 188 200	342 700	36 530 900	Aviation et lutte contre les feux de forêt	35 957 279
2	64 839 300	53 600 000	118 439 300	Ressources supplémentaires pour la lutte contre les incendies	99 838 628
L	10 000		10 000	Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*	0
	101 037 500	**53 942 700**	**154 980 200**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE SÉCURITÉ PUBLIQUE ET D'INTERVENTION D'URGENCE**	**135 795 907**
ACTIF DE FONCTIONNEMENT					
3	70 000		70 000	Aviation et la lutte contre les feux de forêt	54 733
	70 000		**70 000**	**TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE SÉCURITÉ PUBLIQUE ET D'INTERVENTION D'URGENCE**	**54 733**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
5	1 000		1 000	Sécurité publique et intervention d'urgence	0
L	1 336 500		1 336 500	Amortissement – *Loi sur l'administration financière*	1 137 643
	1 337 500		**1 337 500**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DE SÉCURITÉ PUBLIQUE ET D'INTERVENTION D'URGENCE**	**1 137 643**
ACTIF D'IMMOBILISATIONS					
4	10 431 000		10 431 000	Infrastructure pour la sécurité publique et l'intervention en cas d'urgence – actifs	10 191 548
	10 431 000		**10 431 000**	**TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DE SÉCURITÉ PUBLIQUE ET D'INTERVENTION D'URGENCE**	**10 191 548**

Description du programme :

Le programme de sécurité publique et d'intervention d'urgence administre le Programme de gestion des situations d'urgence du ministère dont le rôle est d'assurer la protection du public et des biens dans les circonstances suivantes : incendies de forêt; inondations; sécheresse; érosion; instabilité du sol et de l'assise rocheuse; prospection de pétrole brut et de gaz naturel (en particulier l'entreposage souterrain de gaz naturel et d'hydrocarbures); situations d'urgence résultant de l'extraction de soluté salin; autres catastrophes survenant dans la province auxquelles il faut faire face.

Le programme assure également la planification et la prestation, directe et indirecte, des services de transport aériens non réguliers pour le compte du gouvernement de l'Ontario.

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES

PROGRAMME DE SÉCURITÉ PUBLIQUE ET D'INTERVENTION D'URGENCE – CRÉDIT 2104

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Aviation et lutte contre les feux de forêt (Poste 1)	
Traitements et salaires	29 135 855
Avantages sociaux	4 322 566
Transports et communications	2 688 889
Services	17 301 023
Fournitures et matériel	5 031 128
	58 479 461
Moins : Recouvrements	22 522 182
	35 957 279
Ressources supplémentaires pour la lutte contre les incendies (Poste 2)	
Traitements et salaires	38 541 882
Avantages sociaux	4 322 056
Transports et communications	2 244 675
Services	52 692 201
Fournitures et matériel	8 488 748
	106 289 562
Moins : Recouvrements	6 450 934
	99 838 628
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE SÉCURITÉ PUBLIQUE ET D'INTERVENTION D'URGENCE	**135 795 907**

	$
ACTIF DE FONCTIONNEMENT	
Aviation et la lutte contre les feux de forêt (Poste 3)	
Dépôts et charges payées d'avance	54 733
	54 733
TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE SÉCURITÉ PUBLIQUE ET D'INTERVENTION D'URGENCE	**54 733**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
Crédits législatifs	
Autres opérations	
Amortissement – *Loi sur l'administration financière*	1 137 643
	1 137 643
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DE SÉCURITÉ PUBLIQUE ET D'INTERVENTION D'URGENCE	**1 137 643**
ACTIF D'IMMOBILISATIONS	
Infrastructure pour la sécurité publique et l'intervention en cas d'urgence – actifs (Poste 4)	
Parc automobile et flotte de bateaux	6 846 788
Avions	3 344 760
	10 191 548
TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DE SÉCURITÉ PUBLIQUE ET D'INTERVENTION D'URGENCE	**10 191 548**

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
2105				**PROGRAMME D'INFORMATION ET DE TECHNOLOGIE D'INFORMATION – GROUPEMENT POUR LES TERRES ET LES RESSOURCES**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	1 000		1 000	Information et technologie de l'information – Groupement pour les terres et les ressources.....	0
	1 000		**1 000**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME D'INFORMATION ET DE TECHNOLOGIE D'INFORMATION – GROUPEMENT POUR LES TERRES ET LES RESSOURCES.....**	**0**
ACTIF DE FONCTIONNEMENT					
2	600 000		600 000	Information et technologie de l'information – Groupement pour les terres et les ressources.....	511 329
	600 000		**600 000**	**TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME D'INFORMATION ET DE TECHNOLOGIE D'INFORMATION – GROUPEMENT POUR LES TERRES ET LES RESSOURCES.....**	**511 329**

Description du programme:

Le Groupement pour les terres et les ressources assure la prestation des programmes et offre son leadership pour l'élaboration et l'application de la technologie de l'information et de la gestion de l'information aux ministères qui sont ses clients, à savoir : Richesses naturelles, Affaires autochtones, Environnement, Agriculture, Alimentation et Affaires rurales et Développement du Nord, Mines et Forêts. Il est chargé de mettre en place une infrastructure de technologie de l'information intégrée pour faciliter et rationaliser les activités du gouvernement grâce à la prestation électronique des services et d'améliorer les services publics grâce aux affaires électroniques et aux services gouvernementaux en direct.

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES

PROGRAMME D'INFORMATION ET DE TECHNOLOGIE D'INFORMATION – GROUPEMENT POUR LES TERRES ET LES RESSOURCES – CRÉDIT 2105

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Information et technologie de l'information – Groupement pour les terres et les ressources (Poste 1)	
Traitements et salaires	18 512 653
Avantages sociaux	2 419 646
Transports et communications	1 316 347
Services	48 304 496
Fournitures et matériel	852 671
	71 405 813
Moins : Recouvrements	71 405 813
	0
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME D'INFORMATION ET DE TECHNOLOGIE D'INFORMATION – GROUPEMENT POUR LES TERRES ET LES RESSOURCES	**0**
ACTIF DE FONCTIONNEMENT	
Information et technologie de l'information – Groupement pour les terres et les ressources (Poste 2)	
Dépôts et charges payées d'avance	511 329
	511 329
TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME D'INFORMATION ET DE TECHNOLOGIE D'INFORMATION – GROUPEMENT POUR LES TERRES ET LES RESSOURCES	**511 329**

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

	2011 $	2010 $
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Stations radars abandonnées du réseau Mid-Canada	3 049 022	9 248 000
Programme d'infrastructures Canada-Ontario	2 981 604	0
Affaires indiennes et Nord canadien – sécurité incendie dans le Grand-Nord	2 252 146	2 142 987
Partenaires du millénaire	0	553
	8 282 772	11 391 540
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES	12 558 837	9 559 375
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Agrégats	6 050 039	6 577 627
Autres droits, permis et autorisations	655 651	534 700
	6 705 690	7 112 327
AMENDES ET PÉNALITÉS	483 955	426 052
VENTES ET LOCATIONS		
Ventes d'immobilisations	628 224	680 474
Autres	9 953 810	10 427 452
	10 582 034	11 107 926
REDEVANCES		
Énergie hydraulique	116 650 079	137 688 681
Ressources pétrolières en mer	3 668 518	4 272 909
Agrégats	1 495 946	1 450 321
Droits de la Couronne	328 744	16 784 646
Autres	3 085	4 594
	122 146 372	160 201 151
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	1 718 404	956 874
DIVERS		
Autres	2 633 628	464 295
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	**165 111 692**	**201 219 540**

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

EXERCICE 2010 – 2011

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS

SOMMAIRE 2-250
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 2-252
POLITIQUES DE SANTÉ ET DE LA RECHERCHE 2-254
CYBERSANTÉ ET GESTION DE L'INFORMATION 2-256
ASSURANCE-SANTÉ DE L'ONTARIO 2-258
DIVISION DE LA SANTÉ PUBLIQUE 2-260
RÉSEAUX LOCAUX D'INTÉGRATION DES SERVICES DE SANTÉ ET FOURNISSEURS DE SERVICES DE SANTÉ S'Y RATTACHANT 2-262
PROGRAMMES PROVINCIAUX ET INTENDANCE 2-270
SYSTÈMES INFORMATIQUES 2-274
IMMOBILISATIONS DANS LE DOMAINE DE LA SANTÉ 2-276
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) 2-253, 2-257, 2-273, 2-275

ÉTAT DES RECETTES 2-278

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

2009 – 2010 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2010 – 2011 Crédits autorisés	2010 – 2011 Dépenses réelles
$		$	$
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
94 244 387	Administration du ministère	96 863 687	122 586 320
698 823 294	Politiques de santé et de la recherche	760 573 600	701 873 357
422 420 690	Cybersanté et gestion de l'information	596 512 400	474 830 289
15 701 777 864	Assurance-santé de l'Ontario	16 310 990 600	16 204 259 571
771 783 110	Division de la santé publique	775 304 000	705 364 363
21 677 848 950	Réseaux locaux d'intégration des services de santé et fournisseurs de services de santé s'y rattachant	22 862 098 600	22 841 317 651
2 583 899 084	Programmes provinciaux et intendance	2 960 191 200	2 685 134 411
83 739 503	Systèmes informatiques	84 104 000	83 186 053
42 034 536 882	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE**	**44 446 638 087**	**43 818 552 015**
	ACTIF DE FONCTIONNEMENT		
4 633 500	Politiques de santé et de la recherche	9 200 000	4 500 000
2 339 103	Assurance-santé de l'Ontario	1 550 000	1 550 000
1 000 000	Division de la santé publique	1 000 000	1 000 000
69 523 263	Réseaux locaux d'intégration des services de santé et fournisseurs de services de santé s'y rattachant	64 147 600	64 147 460
4 521 300	Programmes provinciaux et intendance	5 876 400	5 762 739
82 017 166	**TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE**	**81 774 000**	**76 960 199**

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

2009 – 2010 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2010 – 2011 Crédits autorisés	2010 – 2011 Dépenses réelles
$		$	$
	CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
33 702 000	Cybersanté et gestion de l'information	125 271 000	27 116 656
11 204	Programmes provinciaux et intendance	46 000	37 295
0	Systèmes informatiques	391 400	407 782
1 452 118 800	Immobilisations dans le domaine de la santé	1 607 412 200	1 602 161 199
1 485 832 004	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE**	**1 733 120 600**	**1 629 722 932**
	ACTIF D'IMMOBILISATIONS		
3 583 155	Cybersanté et gestion de l'information	1 000	0
209 928	Programmes provinciaux et intendance	210 000	201 832
829 142	Systèmes informatiques	5 405 200	4 103 517
4 622 225	**TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE**	**5 616 200**	**4 305 349**

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés				Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total		
	$	$	$		$
1401				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				**DU MINISTÈRE**	
1	80 439 900	8 925 900	89 365 800	Administration du ministère	87 106 302
2	3 975 400	3 442 300	7 417 700	Commission ontarienne d'examen	7 349 258
L	0		0	Service d'approvisionnement, médicopharmaceutique du gouvernement de l'Ontario, *Loi sur l'administration financière*	28 040 598
L	47 841		47 841	Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	49 301
L	32 346		32 346	Traitements versés aux adjoints parlementaires vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	40 861
	84 495 487	**12 368 200**	**96 863 687**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	**122 586 320**

Description du programme :

Le programme d'administration du ministère apporte son soutien au ministre de la Santé et des Soins de longue durée pour lui permettre de remplir les exigences de son portefeuille et des cadres de gestion, de reddition des comptes et de contrôle financier du ministère afin d'assurer l'utilisation rationnelle et efficiente des ressources et d'atteindre ainsi les objectifs opérationnels visés.

Le programme offre une vaste gamme de services stratégiques et opérationnels essentiels pour l'exécution efficace des programmes du ministère : planification des activités, du budget et des immobilisations dans le domaine de la santé; politiques et décisions en matière d'investissement et de financement du système de santé; vérification; installations et chaîne d'approvisionnements; gestion des contrats et des registres; Service d'approvisionnement médicopharmaceutique du gouvernement de l'Ontario; ressources humaines stratégiques (y compris la gestion du talent, la planification de l'effectif et les stratégies connexes, la participation et la capacité organisationnelle, la santé, la sécurité et le mieux-être et les relations de travail stratégiques); accès à l'information, protection de la vie privée et protection des renseignements personnels sur la santé; coordination des soumissions et liaisons avec le Bureau du Conseil des ministres; processus de nominations; services juridiques; communications et information; Secrétariat des services consultatifs médicaux, qui se charge de l'analyse factuelle et donne des conseils stratégiques sur l'application coordonnée des nouvelles technologies et des nouveaux services de santé pour l'Ontario.

Le programme apporte son soutien administratif à la Commission ontarienne d'examen, à la Commission du consentement et de la capacité, à la Commission d'appel et de révision des services de santé, à la Commission d'appel et de révision des professions de la santé et au Comité de révision pour le Programme ontarien d'aide aux victimes de l'hépatite C.

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 1401

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Administration du ministère (Poste 1)		
Traitements et salaires		40 419 969
Avantages sociaux		13 062 338
Transports et communications		2 815 537
Services		29 873 880
Fournitures et matériel		952 578
		87 124 302
Moins : Recouvrements		18 000
		87 106 302
Bureau principal		
Traitements et salaires	3 911 970	
Avantages sociaux	419 935	
Transports et communications	112 853	
Services	683 642	
Fournitures et matériel	26 078	
		5 154 478
Services financiers et administratifs		
Traitements et salaires	25 875 619	
Avantages sociaux	11 255 170	
Transports et communications	2 364 307	
Services	17 750 914	
Fournitures et matériel	692 038	
	57 938 048	
Moins : Recouvrements	18 000	
		57 920 048
Ressources humaines		
Traitements et salaires	2 098 117	
Avantages sociaux	244 418	
Transports et communications	39 751	
Services	961 149	
Fournitures et matériel	16 453	
		3 359 888
Services de communication		
Traitements et salaires	6 885 863	
Avantages sociaux	933 391	
Transports et communications	211 623	
Services	5 036 858	
Fournitures et matériel	105 642	
		13 173 377
Services juridiques		
Traitements et salaires	5 971	
Avantages sociaux	1 075	
Transports et communications	51 526	
Services	2 947 923	
Fournitures et matériel	66 310	
		3 072 805
Services de vérification		
Services	2 125 400	
		2 125 400
Secrétariat des services consultatifs médicaux		
Traitements et salaires	1 642 429	
Avantages sociaux	208 349	
Transports et communications	35 477	
Services	367 994	
Fournitures et matériel	46 057	
		2 300 306
Commission ontarienne d'examen (Poste 2)		
Traitements et salaires		1 178 456
Avantages sociaux		323 056
Transports et communications		722 687
Services		5 078 292
Fournitures et matériel		46 767
		7 349 258
Crédits législatifs		
Service d'approvisionnement, médicopharmaceutique du gouvernement de l'Ontario, *Loi sur l'administration financière*		28 040 598
Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		49 301
Traitements versés aux adjoints parlementaires vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		40 861
		28 130 760
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE...		**122 586 320**

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1402				**PROGRAMME DES POLITIQUES DE SANTÉ ET DE LA RECHERCHE**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	756 265 300	4 308 300	760 573 600	Politiques de santé et recherche	701 873 357
	756 265 300	**4 308 300**	**760 573 600**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES POLITIQUES DE SANTÉ ET DE LA RECHERCHE .....**	**701 873 357**
ACTIF DE FONCTIONNEMENT					
2	9 200 000		9 200 000	Politiques de santé et recherche	4 500 000
	9 200 000		**9 200 000**	**TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES POLITIQUES DE SANTÉ ET DE LA RECHERCHE .....**	**4 500 000**

Description du programme:

Le Programme des politiques de santé et de la recherche intègre les politiques stratégiques et celles relatives aux programmes afin d'offrir des orientations stratégiques à l'appui du système de santé de l'Ontario. La planification à l'échelle du système permet au ministère de soutenir l'élaboration des lois et des politiques, de surveiller l'alignement sur les orientations stratégiques et de sélectionner et gérer les portefeuilles, la stratégie et d'autres initiatives du ministère pour faire avancer les objectifs liés au système de santé et aux ressources humaines s'y rattachant. Elle permet également de soutenir et surveiller les investissements et la planification en matière de recherche dans le domaine de la santé. Ce travail comprend les politiques stratégiques et la planification relatives à la disponibilité, à la mixité, à la répartition, au recrutement, au maintien en poste, à la détermination du champ d'exercice et à la formation des fournisseurs de soins de santé. La réglementation des professionnels de la santé est une activité connexe.

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

PROGRAMME DES POLITIQUES DE SANTÉ ET DE LA RECHERCHE – CRÉDIT 1402

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Politiques de santé et recherche (Poste 1)		
Traitements et salaires		20 236 572
Avantages sociaux		2 783 820
Transports et communications		666 956
Services		8 088 236
Fournitures et matériel		234 629
Paiements de transfert		
Recherches cliniques, appliquées, opérationnelles et autres poursuivies dans le domaine de la santé	6 818 650	
Plan de développement des ressources dans le domaine de la santé	43 151 094	
Formation clinique	615 893 400	
Programme de neurotraumatologie	4 000 000	
		669 863 144
		701 873 357
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES POLITIQUES DE SANTÉ ET DE LA RECHERCHE		**701 873 357**

	$
ACTIF DE FONCTIONNEMENT	
Politiques de santé et recherche (Poste 2)	
Avances et montants récupérables	
Formation clinique	4 500 000
	4 500 000
TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES POLITIQUES DE SANTÉ ET DE LA RECHERCHE	**4 500 000**

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1403				**PROGRAMME DE CYBERSANTÉ ET DE GESTION DE L'INFORMATION**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	607 436 800	(10 924 400)	596 512 400	Cybersanté et gestion de l'information	474 830 289
	607 436 800	**(10 924 400)**	**596 512 400**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE CYBERSANTÉ ET DE GESTION DE L'INFORMATION**	**474 830 289**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
2	143 292 600	(18 434 600)	124 858 000	Cybersanté et gestion de l'information	26 788 200
L	413 000		413 000	Amortissement – *Loi sur l'administration financière*	328 456
	143 705 600	**(18 434 600)**	**125 271 000**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DE CYBERSANTÉ ET DE GESTION DE L'INFORMATION**	**27 116 656**
ACTIF D'IMMOBILISATIONS					
3	1 000		1 000	Cybersanté et gestion de l'information	0
	1 000		**1 000**	**TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DE CYBERSANTÉ ET DE GESTION DE L'INFORMATION**	**0**

Description du programme :

Le programme de cybersanté garantit que l'information et la technologie de l'information sont utilisées de manière à améliorer et à moderniser le système de santé ontarien et à améliorer la qualité des services de santé et l'accès à ces services. Le programme de gestion de l'information et d'investissement pour le système de santé fournit de l'information relative à la santé qui permet de prendre des décisions fondées sur des preuves à l'appui d'un système de santé durable en Ontario. En 2008, le gouvernement a annoncé l'établissement de Cybersanté Ontario, un organisme opérationnel qui intègre le leadership et les fonctions de l'Agence des systèmes intelligents pour la santé et l'exécution des programmes de cybersanté. Cybersanté Ontario offre l'infrastructure d'information nécessaire à la transmission et l'échange électroniques sécuritaires de renseignements personnels entre les fournisseurs de soins de l'Ontario, et appuie les initiatives de cybersanté du ministère.

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

PROGRAMME DE CYBERSANTÉ ET DE GESTION DE L'INFORMATION – CRÉDIT 1403

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Cybersanté et gestion de l'information (Poste 1)		
Traitements et salaires		18 951 927
Avantages sociaux		2 550 983
Transports et communications		534 863
Services		11 215 836
Fournitures et matériel		2 805 154
Paiements de transfert		
Cybersanté Ontario	321 421 915	
Programmes de technologie de l'information	40 323 127	
Gestion de l'information sur le système de santé	77 026 484	
		438 771 526
		474 830 289
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE CYBERSANTÉ ET DE GESTION DE L'INFORMATION		**474 830 289**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
Cybersanté et gestion de l'information (Poste 2)		
Paiements de transfert		
Cybersanté Ontario – immobilisations		26 788 200
		26 788 200
Crédits législatifs		
Autres opérations		
Amortissement – *Loi sur l'administration financière*		328 456
		328 456
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DE CYBERSANTÉ ET DE GESTION DE L'INFORMATION		**27 116 656**

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	par le Conseil	Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1405				**PROGRAMME D'ASSURANCE-SANTÉ DE L'ONTARIO**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	12 403 380 900		12 403 380 900	Assurance-santé de l'Ontario	12 364 270 950
2	3 464 112 900	21 430 900	3 485 543 800	Programmes de médicaments	3 483 243 553
4	443 496 800	(21 430 900)	422 065 900	Programme d'appareils et accessoires fonctionnels	356 745 068
	16 310 990 600		**16 310 990 600**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME D'ASSURANCE-SANTÉ DE L'ONTARIO**	**16 204 259 571**
ACTIF DE FONCTIONNEMENT					
5	1 550 000		1 550 000	Programme d'assurance-santé de l'Ontario	1 550 000
	1 550 000		**1 550 000**	**TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME D'ASSURANCE-SANTÉ DE L'ONTARIO**	**1 550 000**

Description du programme:

Le programme d'assurance-santé de l'Ontario administre des volets essentiels du système de santé ontarien : les politiques relatives à l'admissibilité des clients et aux cartes de santé; la rémunération des médecins pour les services pris en charge en vertu de la *Loi sur l'assurance-santé*; la rémunération des autres praticiens; le remboursement des services hors province ou hors pays; les établissements de soins autonomes; les services de sages-femmes; le dépistage du cancer colorectal; les programmes de médicaments; les laboratoires communautaires; les appareils et accessoires fonctionnels; l'intégrité des règlements; la protection contre la fraude liée aux services de santé.

En Ontario, les soins sont dispensés par des professionnels de la santé exerçant dans divers cadres, depuis les cabinets de généralistes jusqu'aux hôpitaux, en passant par Télésanté Ontario et le Service téléphonique d'aide médicale (STAM), où des conseils permettant le triage et des renseignements sur la santé sont offerts par du personnel infirmier autorisé. Les services financés par le gouvernement sont offerts aux Ontariens et Ontariennes qui sont inscrits, et admissibles, au Régime d'assurance-santé de l'Ontario. Le Programme des services aux régions insuffisamment desservies et le Programme de subventions accordées aux résidents du Nord de l'Ontario pour frais de transport à des fins médicales offrent divers services de soutien intégrés permettant aux collectivités des régions rurales et du Nord d'obtenir les soins dont elles ont besoin.

En matière de prévention des maladies, la priorité est accordée à l'amélioration de la santé et des soins de santé pour les Ontariens et les Ontariennes qui ont le diabète, une insuffisance cardiaque congestive, une maladie pulmonaire obstructive chronique ou de l'hypertension, ou qui présentent un risque élevé dans l'un de ces domaines. Une détection et une intervention rapides en vue d'obtenir de meilleurs résultats en matière de santé motivent d'autres dépistages préventifs comme le Programme de dépistage du cancer colorectal, les mammographies ordinaires et le test de Papanicolaou.

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

PROGRAMME D'ASSURANCE-SANTÉ DE L'ONTARIO – CRÉDIT 1405

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Assurance-santé de l'Ontario (Poste 1)		
Traitements et salaires		55 214 856
Avantages sociaux		8 444 134
Transports et communications		3 510 878
Services		41 690 420
Fournitures et matériel		1 133 083
Paiements de transfert		
Paiements effectués au titre des services et soins fournis par des médecins et autres praticiens	11 912 870 118	
Établissements de santé autonomes	56 079 846	
Programme des services aux régions insuffisamment desservies	25 534 044	
Programme de subventions aux résidents du Nord de l'Ontario pour frais de transport à des fins médicales	52 807 445	
Services de télétriage	36 782 651	
Programme de gestion de la qualité – Services de laboratoire	4 598 900	
Services de sages-femmes	89 077 551	
Dépistage du cancer colorectal	57 276 447	
Stratégie de prévention des maladies	19 250 577	
		12 254 277 579
		12 364 270 950
Programmes de médicaments (Poste 2)		
Traitements et salaires		8 084 779
Avantages sociaux		1 091 955
Transports et communications		494 704
Services		21 083 704
Fournitures et matériel		176 147
Paiements de transfert		
Programmes de médicaments de l'Ontario		3 452 312 264
		3 483 243 553
Programme d'appareils et accessoires fonctionnels (Poste 4)		
Traitements et salaires		2 936 306
Avantages sociaux		435 831
Transports et communications		127 738
Services		3 487 966
Fournitures et matériel		34 580
Paiements de transfert		
Programme d'appareils et accessoires fonctionnels	273 051 232	
Programme d'oxygénothérapie à domicile	76 671 415	
		349 722 647
		356 745 068
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME D'ASSURANCE-SANTÉ DE L'ONTARIO		**16 204 259 571**
ACTIF DE FONCTIONNEMENT		
Programme d'assurance-santé de l'Ontario (Poste 5)		
Avances et montants récupérables		
Paiements effectués au titre des services et soins fournis par des médecins et autres praticiens	250 000	
Programme des services aux régions insuffisamment desservies	300 000	
Services de sages-femmes	1 000 000	
		1 550 000
		1 550 000
TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME D'ASSURANCE-SANTÉ DE L'ONTARIO		**1 550 000**

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1406					
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				**DIVISION DE LA SANTÉ PUBLIQUE**	
4	783 979 900	(8 675 900)	775 304 000	Santé publique	705 364 363
	783 979 900	**(8 675 900)**	**775 304 000**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR LA DIVISION DE LA SANTÉ PUBLIQUE**	**705 364 363**
ACTIF DE FONCTIONNEMENT					
6	1 000 000		1 000 000	Santé publique	1 000 000
	1 000 000		**1 000 000**	**TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) POUR LA DIVISION DE LA SANTÉ PUBLIQUE**	**1 000 000**

Description du programme :

L'objectif du programme de santé publique est de protéger et d'améliorer la santé et de prévenir l'apparition des maladies et le décès prématuré des Ontariens et Ontariennes à toutes les étapes de la vie. Ce programme illustre la stratégie du ministère d'axer les ressources en santé sur les activités de prévention. Le programme de santé publique établit les normes et protocoles et finance les conseils de santé de l'Ontario. Il comprend le Bureau du médecin hygiéniste en chef, qui a des pouvoirs indépendants et doit présenter son rapport annuel sur la santé publique à l'Assemblée législative de l'Ontario. Dans ce contexte, le mandat de la santé publique englobe toutes les maladies infectieuses, les maladies chroniques et la prévention des blessures, la santé et le développement des enfants ainsi que la santé familiale, communautaire et environnementale – l'accent est mis à tous ces égards sur les déterminants clés de la santé et de la maladie. La nouvelle Agence ontarienne de protection et de promotion de la santé soutiendra la santé publique aux échelons provincial et local. Le programme assume par ailleurs le leadership dans la planification et l'intervention face aux situations d'urgence liées d'une façon ou d'une autre à la santé.

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

DIVISION DE LA SANTÉ PUBLIQUE – CRÉDIT 1406

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Santé publique (Poste 4)		
Traitements et salaires		14 688 943
Avantages sociaux		2 138 318
Transports et communications		942 213
Services		12 608 319
Fournitures et matériel		457 868
Paiements de transfert		
Organismes de santé locaux officiels	334 130 602	
Épidémies	126 206 902	
Prévention de la tuberculose	3 562 507	
Lutte contre les maladies transmissibles sexuellement	2 577 348	
Association pour la santé publique	296 800	
Prévention des infections	18 694 165	
Programme ontarien de dépistage du cancer du sein	61 621 778	
Agence ontarienne de protection et de promotion de la santé	127 438 600	
		674 528 702
		705 364 363
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR LA DIVISION DE LA SANTÉ PUBLIQUE		**705 364 363**
ACTIF DE FONCTIONNEMENT		
Santé publique (Poste 6)		
Avances et montants récupérables		
Organismes locaux officiels responsables de la santé		1 000 000
		1 000 000
TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) POUR LA DIVISION DE LA SANTÉ PUBLIQUE		**1 000 000**

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	par le Conseil	Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1411				**PROGRAMME DES RÉSEAUX LOCAUX D'INTÉGRATION DES SERVICES DE SANTÉ ET FOURNISSEURS DE SERVICES DE SANTÉ S'Y RATTACHANT**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	21 545 112 600	1 316 986 000	22 862 098 600	Réseaux locaux d'intégration des services de santé et fournisseurs de services de santé s'y rattachant	22 841 317 651
	21 545 112 600	**1 316 986 000**	**22 862 098 600**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES RÉSEAUX LOCAUX D'INTÉGRATION DES SERVICES DE SANTÉ ET FOURNISSEURS DE SERVICES DE SANTÉ S'Y RATTACHANT**	**22 841 317 651**
ACTIF DE FONCTIONNEMENT					
2	64 147 600		64 147 600	Réseaux locaux d'intégration des services de santé et fournisseurs de services de santé s'y rattachant	64 147 460
	64 147 600		**64 147 600**	**TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES RÉSEAUX LOCAUX D'INTÉGRATION DES SERVICES DE SANTÉ ET FOURNISSEURS DE SERVICES DE SANTÉ S'Y RATTACHANT**	**64 147 460**

Description du programme:

En tant que protecteur de l'intégrité et de la viabilité à long terme du système de soins de santé de l'Ontario, le ministère collabore avec 14 réseaux locaux d'intégration des services de santé (RLISS) afin de promouvoir un système de soins de santé intégré, coordonné, axé sur les patients et inspiré par des valeurs. Le ministère se charge de l'orientation et des conseils stratégiques et les RLISS sont responsables de la planification, de l'intégration et du financement des fournisseurs de services de santé dans leurs systèmes de santé locaux. Les RLISS exercent leurs pouvoirs en vertu de la *Loi de 2006 sur l'intégration du système de santé local*. Des responsabilités supplémentaires et des attentes en matière de rendement sont définies dans le protocole d'entente et l'entente de responsabilité conclus avec le ministère de la Santé et des Soins de longue durée. Ces réseaux ont la souplesse nécessaire pour répondre aux priorités et aux besoins locaux uniques en matière de santé par la gestion des services offerts par les hôpitaux publics, les hôpitaux psychiatriques spécialisés, les centres d'accès aux soins communautaires, les foyers de soins de longue durée, les centres de santé communautaire, les services communautaires de soutien, les services communautaires aux victimes de traumatismes crâniens, les logements avec services de soutien et les organismes de toxicomanie et de santé mentale. Associé aux RLISS, le ministère veille à la prestation d'un système de santé accessible, sensible aux besoins de la collectivité et de haute qualité pour toute la population ontarienne.

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

PROGRAMME DES RÉSEAUX LOCAUX D'INTÉGRATION DES SERVICES DE SANTÉ ET FOURNISSEURS DE SERVICES DE SANTÉ S'Y RATTACHANT – CRÉDIT 1411

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Réseaux locaux d'intégration des services de santé et fournisseurs de services de santé s'y rattachant (Poste 1)		
Paiements de transfert		
Érié St-Clair	1 008 966 010	
Sud-Ouest	2 091 072 541	
Waterloo Wellington	921 709 404	
Hamilton Niagara Haldimand Brant	2 595 873 988	
Centre-Ouest	761 776 403	
Mississauga Halton	1 250 824 186	
Centre-Toronto	4 354 598 387	
Centre	1 759 041 284	
Centre-Est	2 045 351 463	
Sud-Est	1 021 367 420	
Champlain	2 372 309 289	
Simcoe-Nord Muskoka	740 220 018	
Nord-Est	1 329 464 494	
Nord-Ouest	588 742 764	
		22 841 317 651
		22 841 317 651
Érié St. Clair		
Paiements de transfert		
Fonctionnement des hôpitaux	640 239 184	
Subventions versées en compensation des taxes municipales – hôpitaux publics	163 650	
Foyers de soins de longue durée	168 076 611	
Centres d'accès aux soins communautaires	111 133 672	
Services communautaires de soutien	15 968 520	
Logement avec services de soutien	5 604 306	
Centres de santé communautaire	23 374 667	
Services communautaires de santé mentale	29 277 146	
Programme de lutte contre les dépendances	8 156 891	
Traumatismes crâniens	1 421 096	
RLISS – Fonctionnement	5 550 267	
		1 008 966 010
Sud-Ouest		
Paiements de transfert		
Fonctionnement des hôpitaux	1 519 562 375	
Subventions versées en compensation des taxes municipales – hôpitaux publics	451 500	
Foyers de soins de longue durée	274 901 057	
Centres d'accès aux soins communautaires	170 301 169	
Services communautaires de soutien	30 147 606	
Logement avec services de soutien	16 619 916	
Centres de santé communautaire	12 311 118	
Services communautaires de santé mentale	48 358 536	
Programme de lutte contre les dépendances	7 791 508	
Traumatismes crâniens	4 295 520	
RLISS – Fonctionnement	6 332 236	
		2 091 072 541
Waterloo Wellington		
Paiements de transfert		
Fonctionnement des hôpitaux	561 366 234	
Subventions versées en compensation des taxes municipales – hôpitaux publics	159 225	
Foyers de soins de longue durée	146 919 259	
Centres d'accès aux soins communautaires	100 926 236	
Services communautaires de soutien	14 746 340	
Logement avec services de soutien	6 237 398	
Centres de santé communautaire	16 431 119	
Services communautaires de santé mentale	28 356 693	
Programme de lutte contre les dépendances	8 777 009	
Services d'hôpitaux psychiatriques spécialisés	30 209 100	
Traumatismes crâniens	2 231 402	
RLISS – Fonctionnement	5 349 389	
		921 709 404

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

PROGRAMME DES RÉSEAUX LOCAUX D'INTÉGRATION DES SERVICES DE SANTÉ ET FOURNISSEURS DE SERVICES DE SANTÉ S'Y RATTACHANT – CRÉDIT 1411

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

	$	$
Hamilton Niagara Haldimand Brant		
Paiements de transfert		
Fonctionnement des hôpitaux	1 778 355 426	
Subventions versées en compensation des taxes municipales – hôpitaux publics	458 100	
Foyers de soins de longue durée	409 250 837	
Centres d'accès aux soins communautaires	248 064 094	
Services communautaires de soutien	40 601 676	
Logement avec services de soutien	24 139 132	
Centres de santé communautaire	20 833 484	
Services communautaires de santé mentale	47 461 098	
Programme de lutte contre les dépendances	13 457 706	
Traumatismes crâniens	6 263 969	
RLISS – Fonctionnement	6 988 466	
		2 595 873 988
Centre-Ouest		
Paiements de transfert		
Fonctionnement des hôpitaux	481 890 110	
Subventions versées en compensation des taxes municipales – hôpitaux publics	99 450	
Foyers de soins de longue durée	139 517 555	
Centres d'accès aux soins communautaires	81 153 292	
Services communautaires de soutien	8 788 645	
Logement avec services de soutien	5 445 343	
Centres de santé communautaire	7 201 447	
Services communautaires de santé mentale	28 293 590	
Programme de lutte contre les dépendances	3 680 781	
RLISS – Fonctionnement	5 706 190	
		761 776 403
Mississauga Halton		
Paiements de transfert		
Fonctionnement des hôpitaux	861 438 201	
Subventions versées en compensation des taxes municipales – hôpitaux publics	149 100	
Foyers de soins de longue durée	169 667 521	
Centres d'accès aux soins communautaires	126 086 874	
Services communautaires de soutien	23 998 334	
Logement avec services de soutien	27 350 985	
Services communautaires de santé mentale	26 299 924	
Programme de lutte contre les dépendances	4 220 199	
Traumatismes crâniens	5 615 755	
RLISS – Fonctionnement	5 997 293	
		1 250 824 186
Centre-Toronto		
Paiements de transfert		
Fonctionnement des hôpitaux	3 389 881 051	
Subventions versées en compensation des taxes municipales – hôpitaux publics	743 250	
Foyers de soins de longue durée	235 766 820	
Centres d'accès aux soins communautaires	205 621 957	
Services communautaires de soutien	42 226 306	
Logement avec services de soutien	43 290 752	
Centres de santé communautaire	76 259 038	
Services communautaires de santé mentale	92 819 190	
Programme de lutte contre les dépendances	24 197 804	
Services d'hôpitaux psychiatriques spécialisés	234 745 900	
Subventions versées en compensation des taxes municipales – hôpitaux psychiatriques	44 550	
Traumatismes crâniens	1 706 370	
RLISS – Fonctionnement	7 295 399	
		4 354 598 387

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

PROGRAMME DES RÉSEAUX LOCAUX D'INTÉGRATION DES SERVICES DE SANTÉ ET FOURNISSEURS DE SERVICES DE SANTÉ S'Y RATTACHANT – CRÉDIT 1411

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

	$	$
Centre		
Paiements de transfert		
Fonctionnement des hôpitaux	1 101 932 499	
Subventions versées en compensation des taxes municipales – hôpitaux publics	251 925	
Foyers de soins de longue durée	294 891 115	
Centres d'accès aux soins communautaires	214 072 634	
Services communautaires de soutien	39 341 849	
Logement avec services de soutien	20 620 409	
Centres de santé communautaire	7 611 937	
Services communautaires de santé mentale	61 146 421	
Programme de lutte contre les dépendances	4 602 078	
Traumatismes crâniens	9 285 752	
RLISS – Fonctionnement	5 284 665	
		1 759 041 284
Centre-Est		
Paiements de transfert		
Fonctionnement des hôpitaux	1 206 183 380	
Subventions versées en compensation des taxes municipales – hôpitaux publics	286 275	
Foyers de soins de longue durée	387 840 154	
Centres d'accès aux soins communautaires	217 505 556	
Services communautaires de soutien	29 881 514	
Logement avec services de soutien	13 675 055	
Centres de santé communautaire	19 844 961	
Services communautaires de santé mentale	44 776 673	
Programme de lutte contre les dépendances	9 393 205	
Services d'hôpitaux psychiatriques spécialisés	108 726 800	
Subventions versées en compensation des taxes municipales – hôpitaux psychiatriques	24 600	
Traumatismes crâniens	1 428 560	
RLISS – Fonctionnement	5 784 730	
		2 045 351 463
Sud-Est		
Paiements de transfert		
Fonctionnement des hôpitaux	675 247 300	
Subventions versées en compensation des taxes municipales – hôpitaux publics	190 725	
Foyers de soins de longue durée	156 350 147	
Centres d'accès aux soins communautaires	96 885 555	
Services communautaires de soutien	23 973 906	
Logement avec services de soutien	2 003 991	
Centres de santé communautaire	18 332 960	
Services communautaires de santé mentale	31 559 830	
Programme de lutte contre les dépendances	6 234 338	
Traumatismes crâniens	3 436 399	
RLISS – Fonctionnement	7 152 269	
		1 021 367 420
Champlain		
Paiements de transfert		
Fonctionnement des hôpitaux	1 587 744 527	
Subventions versées en compensation des taxes municipales – hôpitaux Publics	355 650	
Foyers de soins de longue durée	300 407 384	
Centres d'accès aux soins communautaires	178 160 210	
Services communautaires de soutien	34 488 180	
Logement avec services de soutien	7 953 568	
Centres de santé communautaire	50 148 192	
Services communautaires de santé mentale	62 185 509	
Programme de lutte contre les dépendances	19 122 970	
Services d'hôpitaux psychiatriques spécialisés	122 430 317	
Subventions versées en compensation des taxes municipales – hôpitaux psychiatriques	28 425	
Traumatismes crâniens	1 875 348	
RLISS – Fonctionnement	7 409 009	
		2 372 309 289

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

PROGRAMME DES RÉSEAUX LOCAUX D'INTÉGRATION DES SERVICES DE SANTÉ ET FOURNISSEURS DE SERVICES DE SANTÉ S'Y RATTACHANT – CRÉDIT 1411

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

	$	$
Simcoe-Nord Muskoka		
Paiements de transfert		
Fonctionnement des hôpitaux	383 631 683	
Subventions versées en compensation des taxes municipales – hôpitaux publics	77 625	
Foyers de soins de longue durée	117 495 899	
Centres d'accès aux soins communautaires	76 378 367	
Services communautaires de soutien	11 743 022	
Logement avec services de soutien	5 668 756	
Centres de santé communautaire	7 532 624	
Services communautaires de santé mentale	22 460 007	
Programme de lutte contre les dépendances	3 910 662	
Services d'hôpitaux psychiatriques spécialisés	104 218 594	
Subventions versées en compensation des taxes municipales – hôpitaux psychiatriques	23 400	
Traumatismes crâniens	1 145 214	
RLISS – Fonctionnement	5 934 165	
		740 220 018
Nord-Est		
Paiements de transfert		
Fonctionnement des hôpitaux	856 297 121	
Subventions versées en compensation des taxes municipales – hôpitaux publics	211 950	
Foyers de soins de longue durée	181 323 879	
Centres d'accès aux soins communautaires	106 197 563	
Services communautaires de soutien	24 887 767	
Logement avec services de soutien	11 094 549	
Centres de santé communautaire	15 660 728	
Services communautaires de santé mentale	49 337 587	
Programme de lutte contre les dépendances	20 312 117	
Services d'hôpitaux psychiatriques spécialisés	55 448 895	
Subventions versées en compensation des taxes municipales – hôpitaux psychiatriques	20 025	
Traumatismes crâniens	2 170 491	
RLISS – Fonctionnement	6 501 822	
		1 329 464 494
Nord-Ouest		
Paiements de transfert		
Fonctionnement des hôpitaux	408 182 869	
Subventions versées en compensation des taxes municipales – hôpitaux publics	104 250	
Foyers de soins de longue durée	63 020 355	
Centres d'accès aux soins communautaires	39 768 960	
Services communautaires de soutien	12 704 641	
Logement avec services de soutien	6 495 038	
Centres de santé communautaire	8 030 453	
Services communautaires de santé mentale	30 145 149	
Programme de lutte contre les dépendances	12 127 697	
Traumatismes crâniens	1 790 490	
RLISS – Fonctionnement	6 372 862	
		588 742 764
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES RÉSEAUX LOCAUX D'INTÉGRATION DES SERVICES DE SANTÉ ET FOURNISSEURS DE SERVICES DE SANTÉ S'Y RATTACHANT		**22 841 317 651**

ACTIF DE FONCTIONNEMENT

Réseaux locaux d'intégration des services de santé et fournisseurs de services de santé s'y rattachant (Poste 2)

Paiements de transfert		
Érié St-Clair	2 908 600	
Sud-Ouest	5 371 400	
Waterloo Wellington	2 269 697	
Hamilton Niagara Haldimand Brant	6 983 463	
Centre-Ouest	3 306 900	
Mississauga Halton	3 005 800	
Centre-Toronto	10 612 400	
Centre	4 502 600	
Centre-Est	7 255 900	
Sud-Est	3 921 600	
Champlain	6 655 300	
Simcoe-Nord Muskoka	1 836 700	
Nord-Est	3 610 000	
Nord-Ouest	1 907 100	
		64 147 460
		64 147 460

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

PROGRAMME DES RÉSEAUX LOCAUX D'INTÉGRATION DES SERVICES DE SANTÉ ET FOURNISSEURS DE SERVICES DE SANTÉ S'Y RATTACHANT – CRÉDIT 1411

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

	$	$
Érié St. Clair		
Paiements de transfert		
Fonctionnement des hôpitaux	1 011 800	
Foyers de soins de longue durée	1 140 000	
Services communautaires de soutien	116 900	
Logement avec services de soutien	29 000	
Centres de santé communautaire	206 100	
Services communautaires de santé mentale	392 100	
Programme de lutte contre les dépendances	12 700	
		2 908 600
Sud-Ouest		
Paiements de transfert		
Fonctionnement des hôpitaux	2 460 300	
Foyers de soins de longue durée	1 790 000	
Centres d'accès aux soins communautaires	93 800	
Services communautaires de soutien	509 900	
Centres de santé communautaire	107 500	
Services communautaires de santé mentale	367 300	
Programme de lutte contre les dépendances	42 600	
		5 371 400
Waterloo Wellington		
Paiements de transfert		
Fonctionnement des hôpitaux	879 500	
Foyers de soins de longue durée	979 997	
Centres d'accès aux soins communautaires	97 800	
Services communautaires de soutien	20 800	
Logement avec services de soutien	3 800	
Centres de santé communautaire	198 200	
Services communautaires de santé mentale	63 300	
Programme de lutte contre les dépendances	26 300	
		2 269 697
Hamilton Niagara Haldimand Brant		
Paiements de transfert		
Fonctionnement des hôpitaux	2 839 000	
Foyers de soins de longue durée	2 759 963	
Centres d'accès aux soins communautaires	77 000	
Services communautaires de soutien	608 900	
Logement avec services de soutien	39 800	
Centres de santé communautaire	146 000	
Services communautaires de santé mentale	295 700	
Programme de lutte contre les dépendances	51 200	
Traumatismes crâniens	165 900	
		6 983 463
Centre-Ouest		
Paiements de transfert		
Fonctionnement des hôpitaux	616 800	
Foyers de soins de longue durée	1 000 000	
Centres d'accès aux soins communautaires	330 200	
Centres de santé communautaire	40 500	
Services communautaires de santé mentale	1 316 700	
Programme de lutte contre les dépendances	2 700	
		3 306 900
Mississauga Halton		
Paiements de transfert		
Fonctionnement des hôpitaux	1 274 100	
Foyers de soins de longue durée	1 200 000	
Centres d'accès aux soins communautaires	44 500	
Services communautaires de soutien	149 300	
Logement avec services de soutien	43 200	
Services communautaires de santé mentale	189 100	
Programme de lutte contre les dépendances	105 600	
		3 005 800

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

PROGRAMME DES RÉSEAUX LOCAUX D'INTÉGRATION DES SERVICES DE SANTÉ ET FOURNISSEURS DE SERVICES DE SANTÉ S'Y RATTACHANT – CRÉDIT 1411

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

	$	$
Centre-Toronto		
Paiements de transfert		
Fonctionnement des hôpitaux	5 487 900	
Foyers de soins de longue durée	1 740 000	
Services communautaires de soutien	274 300	
Logement avec services de soutien	673 900	
Centres de santé communautaire	1 061 300	
Services communautaires de santé mentale	1 072 300	
Programme de lutte contre les dépendances	222 300	
Traumatismes crâniens	80 400	
		10 612 400
Centre		
Paiements de transfert		
Fonctionnement des hôpitaux	1 675 800	
Foyers de soins de longue durée	2 001 000	
Centres d'accès aux soins communautaires	1 000	
Services communautaires de soutien	44 800	
Centres de santé communautaire	54 900	
Services communautaires de santé mentale	719 700	
Programme de lutte contre les dépendances	5 400	
		4 502 600
Centre-Est		
Paiements de transfert		
Fonctionnement des hôpitaux	1 793 900	
Foyers de soins de longue durée	2 600 000	
Centres d'accès aux soins communautaires	7 500	
Services communautaires de soutien	141 400	
Centres de santé communautaire	124 800	
Services communautaires de santé mentale	2 583 400	
Programme de lutte contre les dépendances	4 900	
		7 255 900
Sud-Est		
Paiements de transfert		
Fonctionnement des hôpitaux	1 040 500	
Foyers de soins de longue durée	1 000 000	
Centres d'accès aux soins communautaires	48 200	
Services communautaires de soutien	58 400	
Centres de santé communautaire	181 800	
Services communautaires de santé mentale	1 523 900	
Programme de lutte contre les dépendances	68 800	
		3 921 600
Champlain		
Paiements de transfert		
Fonctionnement des hôpitaux	2 427 400	
Foyers de soins de longue durée	1 900 000	
Services communautaires de soutien	245 500	
Centres de santé communautaire	595 600	
Services communautaires de santé mentale	1 438 400	
Programme de lutte contre les dépendances	48 400	
		6 655 300
Simcoe-Nord Muskoka		
Paiements de transfert		
Fonctionnement des hôpitaux	597 400	
Foyers de soins de longue durée	710 000	
Services communautaires de soutien	338 400	
Centres de santé communautaire	56 800	
Services communautaires de santé mentale	134 100	
		1 836 700

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

PROGRAMME DES RÉSEAUX LOCAUX D'INTÉGRATION DES SERVICES DE SANTÉ ET FOURNISSEURS DE SERVICES DE SANTÉ S'Y RATTACHANT – CRÉDIT 1411

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

	$	$
Nord-Est		
Paiements de transfert		
Fonctionnement des hôpitaux ...	1 239 400	
Foyers de soins de longue durée	1 200 000	
Services communautaires de soutien	302 700	
Logement avec services de soutien	3 800	
Centres de santé communautaire.....	126 300	
Services communautaires de santé mentale	609 500	
Programme de lutte contre les dépendances.....	128 300	
		3 610 000
Nord-Ouest		
Paiements de transfert		
Fonctionnement des hôpitaux ...	656 200	
Foyers de soins de longue durée	410 000	
Services communautaires de soutien	155 500	
Centres de santé communautaire.....	100 200	
Services communautaires de santé mentale	494 500	
Programme de lutte contre les dépendances.....	90 700	
		1 907 100
TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES RÉSEAUX LOCAUX D'INTÉGRATION DES SERVICES DE SANTÉ ET FOURNISSEURS DE SERVICES DE SANTÉ S'Y RATTACHANT.....		**64 147 460**

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1412					
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				**PROGRAMMES PROVINCIAUX ET INTENDANCE**	
1	3 457 948 000	(1 320 829 500)	2 137 118 500	Programmes provinciaux	1 878 398 497
2	740 791 200		740 791 200	Services de santé d'urgence	737 550 158
4	85 422 800	(3 442 300)	81 980 500	Intendance	69 185 756
L	301 000		301 000	Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*	0
	4 284 463 000	**(1 324 271 800)**	**2 960 191 200**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR LES PROGRAMMES PROVINCIAUX ET INTENDANCE**	**2 685 134 411**
ACTIF DE FONCTIONNEMENT					
5	5 876 400		5 876 400	Programmes provinciaux et intendance	5 762 739
	5 876 400		**5 876 400**	**TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) POUR LES PROGRAMMES PROVINCIAUX ET INTENDANCE**	**5 762 739**

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1412					
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				**PROGRAMMES PROVINCIAUX ET INTENDANCE**	
6	1 000		1 000	Programmes provinciaux et intendance	0
L	45 000		45 000	Amortissement - *Loi sur l'administration financière*	37 295
	46 000		**46 000**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) POUR LES PROGRAMMES PROVINCIAUX ET INTENDANCE**	**37 295**
ACTIF D'IMMOBILISATIONS					
7	210 000		210 000	Programmes provinciaux et intendance	201 832
	210 000		**210 000**	**TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) POUR LES PROGRAMMES PROVINCIAUX ET INTENDANCE**	**201 832**

Description du programme :

Ce crédit englobe les programmes provinciaux, les services de santé d'urgence et l'intendance. Il est responsable de la reddition des comptes à l'égard des paiements de transfert, de l'élaboration des politiques opérationnelles, de la planification et du financement d'un large éventail de programmes spécialisés. Parmi ces programmes de paiements de transfert, mentionnons Action Cancer Ontario, les services communautaires et prioritaires, le fonctionnement des établissements connexes, les programmes de lutte contre le VIH/sida et l'hépatite C et les programmes de gestion des maladies chroniques. De plus, le programme verse la part de financement de l'Ontario à la Société canadienne du sang et soutient une stratégie de gestion de l'utilisation du sang pour l'Ontario.

Outre les activités liées aux paiements de transfert, les programmes provinciaux et l'intendance comprennent aussi les dépenses de fonctionnement directes (DFD) correspondant à la gestion et à la prestation des paiements de transfert à l'intérieur du crédit ainsi qu'à l'administration de la supervision (l'intendance) des réseaux locaux d'intégration des services de santé.

Les services de santé d'urgence garantissent l'existence d'un système équilibré et intégré de services de santé d'urgence partout en Ontario. Le système actuel se compose d'une série de programmes et services inter reliés, y compris les services d'ambulance terrestre contractuels ou exploités au niveau municipal, l'organisme à but non lucratif d'ambulance aérienne appelé ORNGE, et les services de répartition d'ambulances.

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

PROGRAMMES PROVINCIAUX ET INTENDANCE – CRÉDIT 1412

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Programmes provinciaux (Poste 1)		
Paiements de transfert		
Fonctionnement des établissements connexes	45 862 965	
Action Cancer Ontario	504 918 100	
Société canadienne du sang	476 838 000	
Gestion des maladies chroniques	92 559 018	
Programmes de lutte contre le sida et l'hépatite C	47 539 821	
Fondation ontarienne de la santé mentale	432 200	
Services communautaires et prioritaires	710 248 393	
		1 878 398 497
		1 878 398 497
Services de santé d'urgence (Poste 2)		
Traitements et salaires		39 680 979
Avantages sociaux		6 705 675
Transports et communications		2 259 679
Services		10 621 125
Fournitures et matériel		2 290 982
Paiements de transfert		
Paiements pour les services d'ambulance et services d'urgence connexes – Services d'ambulance municipaux	485 239 206	
Paiements pour les services d'ambulance et services d'urgence connexes – Autres services d'ambulance et services d'urgence connexes	54 881 204	
Ambulances aériennes	135 871 308	
		675 991 718
		737 550 158
Intendance (Poste 4)		
Traitements et salaires		41 398 383
Avantages sociaux		5 940 879
Transports et communications		2 229 204
Services		18 983 601
Fournitures et matériel		633 689
		69 185 756
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR LES PROGRAMMES PROVINCIAUX ET INTENDANCE		**2 685 134 411**

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

PROGRAMMES PROVINCIAUX ET INTENDANCE – CRÉDIT 1412

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

	$	$
ACTIF DE FONCTIONNEMENT		
Programmes provinciaux et intendance (Poste 5)		
Avances et montants récupérables		
Gestion des maladies chroniques	550 000	
Programme de lutte contre le sida et l'hépatite C	175 000	
Services communautaires et prioritaires	4 683 400	
Paiements pour les services d'ambulance et services d'urgence connexes : autres services d'ambulance et services d'urgence connexes	354 339	
		5 762 739
		5 762 739
TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) POUR LES PROGRAMMES PROVINCIAUX ET INTENDANCE		**5 762 739**

	$
CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
Crédits législatifs	
Autres opérations	
Amortissement – *Loi sur l'administration financière*	37 295
	37 295
TOTAL (CHARGES IMMOBILISATIONS) POUR LES PROGRAMMES PROVINCIAUX ET INTENDANCE	**37 295**
ACTIF D'IMMOBILISATIONS	
Programmes provinciaux et intendance (Poste 7)	
Parc automobile et flotte de bateaux	201 832
	201 832
TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) POUR LES PROGRAMMES PROVINCIAUX ET INTENDANCE	**201 832**

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés – Prévisions	Crédits autorisés – par le Conseil	Crédits autorisés – Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1413					
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DE SYSTÈMES INFORMATIQUES**	
1	74 772 200	9 330 800	84 103 000	Services de technologie de l'information – Groupement pour les services de santé	83 186 053
2	1 000		1 000	Services pour les projets de technologie de l'information – ensemble de la fonction publique ontarienne	0
	74 773 200	**9 330 800**	**84 104 000**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE SYSTÈMES INFORMATIQUES**	**83 186 053**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
3	1 000		1 000	Systèmes informatiques	0
L	390 400		390 400	Amortissement - *Loi sur l'administration financière*	407 782
	391 400		**391 400**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DE SYSTÈMES INFORMATIQUES**	**407 782**
ACTIF D'IMMOBILISATIONS					
4	1 764 000	3 641 200	5 402 200	Systèmes informatiques	4 103 517
	1 764 000	**3 641 200**	**5 405 200**	**TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DE SYSTÈMES INFORMATIQUES**	**4 103 517**

Description du programme :

Systèmes informatiques apporte du soutien au ministère de la Santé et des Soins de longue durée et au ministère de la Promotion de la santé pour assurer l'utilisation rationnelle et efficiente des ressources d'ITI afin d'atteindre les objectifs opérationnels visés. Le programme offre une vaste gamme de services stratégiques et opérationnels essentiels à la prestation et au soutien efficaces des programmes de ses ministères clients. De plus, il dirige à l'échelle de la fonction publique de l'Ontario la prestation de services professionnels d'ITI et la promotion de l'excellence en gestion des projets d'ITI.

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

PROGRAMME DE SYSTÈMES INFORMATIQUES – CRÉDIT 1413

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Services de technologie de l'information – Groupement pour les services de santé (Poste 1)	
Traitements et salaires	43 418 288
Avantages sociaux	5 776 526
Transports et communications	2 452 931
Services	27 413 090
Fournitures et matériel	4 815 468
	83 876 303
Moins : Recouvrements	690 250
	83 186 053
Services pour les projets de technologie de l'information – ensemble de la fonction publique ontarienne (Poste 2)	
Traitements et salaires	17 706 353
Avantages sociaux	2 116 153
Transports et communications	150 640
Services	2 460 485
Fournitures et matériel	69 990
	22 503 621
Moins : Recouvrements	22 503 621
	0
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE SYSTÈMES INFORMATIQUES	**83 186 053**

	$
CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
Crédits législatifs	
Autres opérations	
Amortissement – *Loi sur l'administration financière*	407 782
	407 782
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DE SYSTÈMES INFORMATIQUES	**407 782**
ACTIF D'IMMOBILISATIONS	
Systèmes informatiques (Poste 4)	
Matériel de technologie de l'information	4 103 517
	4 103 517
TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DE SYSTÈMES INFORMATIQUES	**4 103 517**

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés				Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total		
	$	$	$		$
1407				**PROGRAMME D'IMMOBILISATIONS**	
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				**DANS LE DOMAINE DE LA SANTÉ**	
1	1 591 275 200	16 137 000	1 607 412 200	Immobilisations dans le domaine de la santé.....	1 602 161 199
	1 591 275 200	**16 137 000**	**1 607 412 200**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME D'IMMOBILISATIONS DANS LE DOMAINE DE LA SANTÉ .....**	**1 602 161 199**

Description du programme:

Le programme d'immobilisations dans le domaine de la santé est responsable du processus de planification des immobilisations, de l'élaboration des politiques en matière d'immobilisations et de l'octroi de fonds pour les immobilisations aux établissements de santé, y compris les hôpitaux publics, les centres régionaux de cancérologie et les centres de santé communautaire.

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

PROGRAMME D'IMMOBILISATIONS DANS LE DOMAINE DE LA SANTÉ – CRÉDIT 1407

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

	$	$
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
Immobilisations dans le domaine de la santé (Poste 1)		
Paiements de transfert		
Projets visant les grands hôpitaux	1 380 421 117	
Fonds pour le réaménagement de l'infrastructure du système de santé	56 188 500	
Planification et conception	28 130 649	
Projets visant les petits hôpitaux	43 367 033	
Fonds pour l'équipement médical et diagnostique	29 500 000	
Programme des soins de longue durée	4 812 000	
Programmes de santé communautaire	43 537 000	
Sioux Lookout – contribution fédérale	4 900 000	
Laboratoires de santé publique	1 040 000	
		1 591 896 299
Autres opérations		
Dessaisissement des hôpitaux psychiatriques provinciaux	7 000 000	
Programme d'évaluation de l'état des installations	3 264 900	
		10 264 900
		1 602 161 199
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME D'IMMOBILISATIONS DANS LE DOMAINE DE LA SANTÉ		**1 602 161 199**

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

	2011 $	2010 $
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Accord sur la réadaptation professionnelle des personnes	19 102 870	19 102 870
Electronic Medical Record (EMR) Project	17 646 000	0
Logement en milieu de soutien	6 576 498	6 583 218
Services sociaux dispensés aux Indiens	6 189 829	6 517 844
Projet Sioux Lookout	4 900 000	17 500 000
Entente sur l'accès prioritaire des anciens combattants aux lits d'hôpitaux	4 249 836	4 074 156
Formation clinique	4 215 710	4 686 463
Projet de gouvernance	3 120 010	1 615 826
Politique de santé applicable aux Autochtones	914 741	3 044 096
Programme de soutien au financement du traitement de la toxicomanie	630,430	0
Services de santé en langue française	326 000	200 000
Système national de surveillance du diabète	112 056	423 559
Enquête sur les maladies d'origine alimentaire et gestion	5 400	5 000
Entente concernant l'hépatite C fédérale	0	22 100 000
Accord pour le traitement et la réadaptions des toxicomanes	0	1 805 787
	67 989 380	87 658 819
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Assurance-santé de l'Ontario – Subrogation	21 271 038	18 386 249
Autres – Remboursements	167 848	702 440
	21 438 886	19 088 689
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Services d'avocats – enquêtes	2 934 522	3 114 313
Quote-part des usagers des services d'ambulance	1 990 548	2 441 420
Vérification de la qualité des services des laboratoires	1 011 146	1 198 936
Droits pour effectuer le paiement des réclamations	470 370	471 609
Frais d'administration de la Commission des accidents du travail	400 000	400 000
Octroi de permis aux laboratoires	267 274	340 580
Droits de permis – Centres de prélèvement	242 329	216 822
Droits d'examen – Préposés aux soins médicaux d'urgence	227 465	207 120
Frais de permis pour les ensembles d'établissements de santé mixtes	22 120	21 920
Autres – droits, permis et autorisations	130 332	79 643
	7 696 106	8 492 363
AMENDES ET PÉNALITÉS	27 320	38 905
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	131 742 447	167 668 727
DIVERS		
Pénalités - intérêt	237 497	22 422
Autres	354 204	387 420
	591 701	409 842
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	**229 485 840**	**283 357 345**

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS

EXERCICE 2010 – 2011

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS

SOMMAIRE 2-280
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 2-282
DIVISION DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE 2-284
POLICE PROVINCIALE DE L'ONTARIO 2-288
SERVICES CORRECTIONNELS 2-291
SERVICES TECHNOLOGIQUES POUR LA JUSTICE 2-295
ORGANISMES, CONSEILS ET COMMISSIONS 2-297
PLANIFICATION ET GESTION DES SITUATIONS D'URGENCE 2-299
DIVISION DES POLITIQUES ET DE LA PLANIFICATION STRATÉGIQUE 2-302
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) 2-283, 2-287, 2-289, 2-290, 2-294, 2-296, 2-298, 2-301

ÉTAT DES RECETTES 2-304

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

2009 – 2010 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2010 – 2011 Crédits autorisés	2010 – 2011 Dépenses réelles
$		$	$
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
114 524 747	Administration du ministère	105 761 887	115 459 363
192 707 571	Division de la sécurité publique	201 998 300	199 727 836
923 858 947	Police provinciale de l'Ontario	1 004 757 400	991 281 926
751 696 372	Services correctionnels	767 277 500	765 256 204
58 196 098	Services technologiques pour la justice	60 465 400	60 442 354
4 785 841	Organismes, conseils et commissions	4 658 200	4 360 772
67 715 829	Planification et gestion des situations d'urgence	70 866 400	70 266 894
3 224 182	Division des politiques et de la planification stratégique	3 425 300	3 290 676
2 116 709 587	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE**	**2 219 210 387**	**2 210 086 025**
	ACTIF DE FONCTIONNEMENT		
0	Administration du ministère	2 000	0
0	Division de la sécurité publique	2 000	0
0	Police provinciale de l'Ontario	2 000	0
0	Services correctionnels	2 000	0
0	Services technologiques pour la justice	2 000	0
0	Organismes, conseils et commissions	2 000	0
0	Planification et gestion des situations d'urgence	2 000	0
0	Division des politiques et de la planification stratégique	2 000	0
0	**TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE**	**16 000**	**0**

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

2009 – 2010 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2010 – 2011 Crédits autorisés	2010 – 2011 Dépenses réelles
$		$	$
	CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
2 920 658	Administration du ministère	1 487 400	1 486 250
16 937 815	Division de la sécurité publique	116 129 800	114 845 382
12 761 278	Police provinciale de l'Ontario	48 402 000	46 951 485
66 353 486	Services correctionnels	257 107 200	254 292 821
0	Services technologiques pour la justice	1 000	22 239
1 561	Planification et gestion des situations d'urgence	72 000	63 325
0	Division des politiques et de la planification stratégique	1 000	0
98 974 798	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE**	**423 200 400**	**417 661 502**
	ACTIF D'IMMOBILISATIONS		
0	Administration du ministère	1 000	0
38 969	Division de la sécurité publique	70 000	0
11 416 103	Police provinciale de l'Ontario	22 709 400	7 330 561
1 863 679	Services correctionnels	3 627 000	2 206 036
96 505	Services technologiques pour la justice	1 000	0
218 000	Planification et gestion des situations d'urgence	964 000	906 161
0	Division des politiques et de la planification stratégique	1 000	0
13 633 256	**TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE**	**27 373 400**	**10 442 758**

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
2601 CHARGES DE FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
1	110 344 400	(4 713 700)	105 630 700	Administration du ministère	105 349 703
L	47 841		47 841	Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	49 301
L	32 346		32 346	Traitement versé aux adjoints parlementaires en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	28 406
L	1 000		1 000	Paiements effectués en vertu de la *Loi sur l'administration financière*	9 981 953
L	50 000		50 000	Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*	50 000
	110 475 587	**(4 713 700)**	**105 761 887**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE ...**	**115 459 363**
ACTIF DE FONCTIONNEMENT					
3	2 000		2 000	Administration du ministère	0
	2 000		**2 000**	**TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE ...**	**0**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
2	1 000 000	486 400	1 486 400	Renouvellement des installations	1 486 250
5	1 000	(1 000)	0	Administration du ministère – autres charges liées aux immobilisations	0
L	1 000		1 000	Amortissement – *Loi sur l'administration financière*	0
	1 002 000	**486 400**	**1 487 400**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE ...**	**1 486 250**
ACTIF D'IMMOBILISATIONS					
4	1 000		1 000	Administration du ministère	0
	1 000		**1 000**	**TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE ...**	**0**

Description du programme :

Le programme offre une grande variété de services d'administration générale pour le ministère (ressources humaines, planification financière et opérationnelle, approvisionnement et amélioration opérationnelle, contrôle financier, communications, services juridiques, gestion des installations, etc.) et partage les services liés au secteur de la justice en matière d'accès à l'information, de services en français et de vérification et d'assurance de la qualité.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 2601

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Administration du ministère (Poste 1)		
Traitements et salaires		14 925 310
Avantages sociaux		1 913 391
Transports et communications		716 611
Services		87 393 163
Fournitures et matériel		401 228
		105 349 703
Bureau principal		
Traitements et salaires	2 610 975	
Avantages sociaux	259 927	
Transports et communications	166 497	
Services	103 453	
Fournitures et matériel	19 738	
		3 160 590
Planification et services ministériels		
Traitements et salaires	7 813 602	
Avantages sociaux	1 057 207	
Transports et communications	322 211	
Services	991 197	
Fournitures et matériel	228 854	
		10 413 071
Ressources humaines		
Traitements et salaires	1 872 121	
Avantages sociaux	254 493	
Transports et communications	50 518	
Services	223 742	
Fournitures et matériel	34 644	
		2 435 518
Services de communication		
Traitements et salaires	2 603 721	
Avantages sociaux	341 764	
Transports et communications	78 832	
Services	521 970	
Fournitures et matériel	51 568	
		3 597 855
Services juridiques		
Traitements et salaires	24 891	
Transports et communications	98 553	
Services	4 240 183	
Fournitures et matériel	66 424	
		4 430 051
Locaux – Frais de location		
Services	81 312 618	
		81 312 618
Crédits législatifs		
Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		49 301
Traitement versé aux adjoints parlementaires en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		28 406
		77 707
Crédits législatifs		
Autres opérations		
Paiements effectués en vertu de la *Loi sur l'administration financière*	9 981 953	
Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*	50 000	
		10 031 953
		10 031 953
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE		**115 459 363**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
Renouvellement des installations (Poste 2)		
Services		1 486 250
		1 486 250
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE		**1 486 250**

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés				Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total		
	$	$	$		$
2603					
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				**DIVISION DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE**	
1	906 800	(286 500)	620 300	Division de la sécurité publique – Bureau du sous-ministre adjoint	590 849
2	17 374 200	641 900	18 016 100	Collège de police de l'Ontario	18 011 293
3	6 706 600	(704 900)	6 001 700	Direction des services de soutien aux services policiers	5 860 699
5	157 799 500	(13 603 000)	144 196 500	Direction des relations extérieures	142 162 971
6	6 355 600	(981 900)	5 373 700	Services privés de sécurité et d'enquête	5 315 404
7	25 839 900	1 950 100	27 790 000	Centre des sciences judiciaires	27 786 620
	214 982 600	**(12 984 300)**	**201 998 300**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE LA DIVISION DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE**	**199 727 836**
ACTIF DE FONCTIONNEMENT					
4	2 000		2 000	Division de la sécurité publique	0
	2 000		**2 000**	**TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE LA DIVISION DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE**	**0**

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
2603					
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				**DIVISION DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE**	
9	150 991 200	(34 913 000)	116 078 200	Division de la sécurité publique	114 831 159
L	51 600		51 600	Amortissement – *Loi sur l'administration financière*	14 223
	151 042 800	**(34 913 000)**	**116 129 800**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DE LA DIVISION DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE**	**144 845 382**
ACTIF D'IMMOBILISATIONS					
8	70 000		70 000	Division de la sécurité publique	0
	70 000		**70 000**	**TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DE LA DIVISION DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE**	**0**

Description du programme:

La Division de la sécurité publique travaille avec ses partenaires en matière de services de police afin de promouvoir la sécurité communautaire. Elle a notamment les activités suivantes : formation par l'intermédiaire du Collège de police de l'Ontario; analyse scientifique au Centre des sciences judiciaires; délivrance de permis aux praticiens en matière de services privés de sécurité; élaboration de normes et de lignes directrices; surveillance et inspection des services de police; allocation des subventions pour la prévention du crime; soutien aux opérations axées sur le renseignement; gestion des systèmes provinciaux de nomination et de sélection; mise en œuvre du système de gestion des enquêtes importantes; promotion du bien-être des animaux; représentation de la province dans les négociations relatives aux ententes tripartites sur les services policiers des Premières nations.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS

PROGRAMME DE LA DIVISION DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE – CRÉDIT 2603

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Division de la sécurité publique – Bureau du sous-ministre adjoint (Poste 1)		
Traitements et salaires	456 758	
Avantages sociaux	48 089	
Transports et communications	26 657	
Services	54 222	
Fournitures et matériel	5 123	
	590 849	
Collège de police de l'Ontario (Poste 2)		
Traitements et salaires	8 441 612	
Avantages sociaux	740 312	
Transports et communications	662 719	
Services	6 108 629	
Fournitures et matériel	2 058 021	
	18 011 293	
Direction des services de soutien aux services policiers (Poste 3)		
Traitements et salaires	1 968 852	
Avantages sociaux	271 913	
Transports et communications	183 475	
Services	3 344 340	
Fournitures et matériel	92 119	
	5 860 699	
Direction des relations extérieures (Poste 5)		
Traitements et salaires		3 685 089
Avantages sociaux		467 623
Transports et communications		566 763
Services		5 521 920
Fournitures et matériel		309 599
Paiements de transfert		
Programme de recrutement de 1 000 agents – partenariat pour des collectivités plus sûres	46 570 521	
Subventions pour les services de police communautaire et les programmes de prévention du crime	30 665 949	
Subventions pour les programmes municipaux RIDE	2 339 394	
Subventions diverses – Services policiers	4 091 650	
Subventions pour la création de collectivités sûres et dynamiques	832 085	
Entente fédérale-provinciale sur les services policiers des Premières nations	30 001 309	
Financement des enquêtes municipales sur les crimes haineux et l'extrémisme	249 511	
Ontario Association of Crime Stoppers	200 000	
Subvention pour la sécurité publique	615 000	
Stratégie pour la sécurité dans les écoles – améliorations du financement de l'éducation	1 166 558	
Fond de recrutement de policiers	14 880 000	
		131 611 977
		142 162 971
Services privés de sécurité et d'enquête (Poste 6)		
Traitements et salaires		2 492 984
Avantages sociaux		383 733
Transports et communications		141 911
Services		2 228 052
Fournitures et matériel		68 724
		5 315 404

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS

PROGRAMME DE LA DIVISION DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE – CRÉDIT 2603

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

		$
Centre des sciences judiciaires (Poste 7)		
Traitements et salaires		17 936 701
Avantages sociaux		2 845 147
Transports et communications		588 153
Services		1 833 343
Fournitures et matériel		4 583 276
		27 786 620
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE LA DIVISION DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE		**199 727 836**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
Division de la sécurité publique (Poste 9)		
Services		1 106 795
Paiements de transfert		
Ententes fédérale-provinciale sur les premières nations		2 378 400
Autres opérations		
Investissements dans les immobilisations	1 037 864	
Projets d'infrastructure de grande envergure	110 308 100	
		111 345 964
		114 831 159
Crédits législatifs		
Autres opérations		
Amortissement – *Loi sur l'administration financière*		14 223
		14 223
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DE LA DIVISION DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE		**114 845 382**

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
2604				**POLICE PROVINCIALE DE L'ONTARIO**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	165 809 200	(4 084 400)	161 724 800	Services ministériels et stratégiques	149 229 815
2	7 368 800	(931 600)	6 437 200	Bureau du contrôleur des armes à feu	6 426 007
3	106 066 800	(4 776 500)	101 290 300	Enquêtes et crime organisé	101 059 413
4	710 527 500	(40 631 700)	669 895 800	Services régionaux et circulation	669 798 520
5	63 178 100	2 230 200	65 408 300	Gestion du parc automobile	64 306 092
L	1 000		1 000	Paiements en vertu de la *Loi sur les services policiers*	462 079
	1 052 951 400	**(48 194 000)**	**1 004 757 400**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR LA POLICE PROVINCIALE DE L'ONTARIO**	**991 281 926**
ACTIF DE FONCTIONNEMENT					
6	2 000		2 000	Police provinciale de l'Ontario	0
	2 000		**2 000**	**TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) POUR LA POLICE PROVINCIALE DE L'ONTARIO**	**0**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
8	75 759 900	(29 532 800)	46 227 100	Police provinciale de l'Ontario	44 971 856
L	2 174 900		2 174 900	Amortissement – *Loi sur l'administration financière*	1 979 629
	77 934 800	**(29 532 800)**	**48 402 000**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) POUR LA POLICE PROVINCIALE DE L'ONTARIO**	**46 951 485**
ACTIF D'IMMOBILISATIONS					
7	23 101 400	(392 000)	22 709 400	Police provinciale de l'Ontario	7 330 561
	23 101 400	**(392 000)**	**22 709 400**	**TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) POUR LA POLICE PROVINCIALE DE L'ONTARIO**	**7 330 561**

Description du programme :

Relevant du commissaire de la Police provinciale de l'Ontario, la Police provinciale est responsable de la prestation directe de services de police de première ligne dans des centaines de municipalités et de collectivités des Premières nations de toute la province. La Police provinciale enquête sur les crimes concernant l'ensemble de la province et plusieurs paliers de gouvernement, en particulier des affaires de fraude complexes et des activités criminelles organisées. De plus, elle patrouille sur les routes provinciales et est responsable d'un grand nombre des voies d'eau et des réseaux de sentiers dans la province. La Police provinciale gère des registres provinciaux spécialisés comme le Système d'analyse des liens entre les crimes de violence (SALCV) et le Registre des délinquants sexuels de l'Ontario. Elle se charge de la surveillance de stratégies provinciales comme celles touchant l'exploitation des enfants et la lutte contre les bandes de motards. Conformément à son mandat provincial, la Police provinciale fournit aussi un soutien en matière de services d'urgence, est responsable de la sécurité pour les événements internationaux très médiatisés, et offre des services spécialisés de sécurité et de protection pour le gouvernement de l'Ontario dans toute la province.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS

POLICE PROVINCIALE DE L'ONTARIO – CRÉDIT 2604

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Services ministériels et stratégiques (Poste 1)	
Traitements et salaires	85 283 916
Avantages sociaux	6 504 870
Transports et communications	12 187 358
Services	28 225 828
Fournitures et matériel	18 130 098
	150 332 070
Moins : Recouvrements	1 102 255
	149 229 815
Bureau du contrôleur des armes à feu (Poste 2)	
Traitements et salaires	3 631 325
Avantages sociaux	298 917
Transports et communications	234 626
Services	2 186 732
Fournitures et matériel	74 407
	6 426 007
Enquêtes et crime organisé (Poste 3)	
Traitements et salaires	83 381 365
Avantages sociaux	3 997 365
Transports et communications	4 182 423
Services	9 029 001
Fournitures et matériel	4 293 618
	104 883 772
Moins : Recouvrements	3 824 359
	101 059 413
Services régionaux et circulation (Poste 4)	
Traitements et salaires	551 418 244
Avantages sociaux	86 363 923
Transports et communications	6 872 686
Services	30 556 785
Fournitures et matériel	14 675 783
	689 887 421
Moins : Recouvrements	20 088 901
	669 798 520
Gestion du parc automobile (Poste 5)	
Transports et communications	177 325
Services	18 765 943
Fournitures et matériel	48 681 264
	67 624 532
Moins : Recouvrements	3 318 440
	64 306 092
Crédits législatifs	
Autres opérations	
Paiements en vertu de la *Loi sur les services policiers*	462 079
	462 079
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR LA POLICE PROVINCIALE DE L'ONTARIO	**991 281 926**

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS

POLICE PROVINCIALE DE L'ONTARIO – CRÉDIT 2604

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

	$	$
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
Police provinciale de l'Ontario (Poste 8)		
Services		6 645 089
Autres opérations		
Investissements dans les immobilisations	1 386 267	
Projets d'infrastructure de grande envergure	36 940 500	
		38 326 767
		44 971 856
Crédits législatifs		
Autres opérations		
Amortissement – *Loi sur l'administration financière*		1 979 629
		1 979 629
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) POUR LA POLICE PROVINCIALE DE L'ONTARIO		**46 951 485**
ACTIF D'IMMOBILISATIONS		
Police provinciale de l'Ontario (Poste 7)		
Matériel de technologie de l'information		373 561
Parc automobile et flotte de bateaux		6 957 000
		7 330 561
TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) POUR LA POLICE PROVINCIALE DE L'ONTARIO		**7 330 561**

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
2605				**PROGRAMME DES SERVICES CORRECTIONNELS**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	28 097 400	(3 083 000)	25 014 400	Administration du programme	24 661 566
2	7 335 000	(935 700)	6 399 300	Formation du personnel	6 226 238
3	611 373 300	12 288 100	623 661 400	Services en établissement	622 348 200
4	114 529 900	(2 327 500)	112 202 400	Services communautaires	112 020 200
	761 335 600	**5 941 900**	**767 277 500**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES SERVICES CORRECTIONNELS**	**765 256 204**
ACTIF DE FONCTIONNEMENT					
7	2 000		2 000	Services correctionnels	0
	2 000		**2 000**	**TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES SERVICES CORRECTIONNELS**	**0**

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés – Prévisions	Crédits autorisés – par le Conseil	Crédits autorisés – Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
2605				**PROGRAMME DES SERVICES CORRECTIONNELS**	
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
6	191 220 200	64 565 200	255 785 400	Établissements correctionnels	253 903 386
10	1 000	(1 000)	0	Services en établissement – autres charges liées aux immobilisations	0
11	1 000	(1 000)	0	Services communautaires – autres charges liées aux immobilisations	0
L	938 600		938 600	Amortissement – Services en établissement – *Loi sur l'administration financière*	200 217
L	383 200		383 200	Amortissement – Services communautaires – *Loi sur l'administration financière*	189 218
	192 544 000	**64 563 200**	**257 107 200**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DES SERVICES CORRECTIONNELS**	**254 292 821**
ACTIF D'IMMOBILISATIONS					
8	3 227 000		3 227 000	Services en établissement	1 970 221
9	400 000		400 000	Services communautaires	235 815
	3 627 000		**3 627 000**	**TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DES SERVICES CORRECTIONNELS**	**2 206 036**

Description du programme:

Cette division, qui relève du sous-ministre des Services correctionnels, procure des services de garde et se charge de la supervision, de l'application de la loi et des programmes en milieu communautaire pour les contrevenants adultes, assurant ainsi la protection de la population tout en encourageant la réadaptation des contrevenants. Une vaste gamme de services et de programmes est offerte : services éducatifs et traitements spécialisés, administration des prisons, des centres de détention, des centres correctionnels, des services de probation et de libération conditionnelle, etc. Les services correctionnels sont axés sur des évaluations complètes des risques et des besoins, intégrées à des plans de gestion de cas incluant des interventions crimogéniques.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS

PROGRAMME DES SERVICES CORRECTIONNELS – CRÉDIT 2605

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Administration du programme (Poste 1)		
Traitements et salaires		17 088 212
Avantages sociaux		2 114 502
Transports et communications		1 119 896
Services		3 901 814
Fournitures et matériel		437 142
		24 661 566
Administration du programme		
Traitements et salaires	14 014 355	
Avantages sociaux	1 727 276	
Transports et communications	857 036	
Services	1 373 679	
Fournitures et matériel	218 784	
		18 191 130
Efficacité organisationnelle		
Traitements et salaires	3 073 857	
Avantages sociaux	387 226	
Transports et communications	262 860	
Services	2 528 135	
Fournitures et matériel	218 358	
		6 470 436
Formation du personnel (Poste 2)		
Traitements et salaires		3 851 656
Avantages sociaux		558 667
Transports et communications		281 928
Services		1 058 638
Fournitures et matériel		475 349
		6 226 238
Services en établissement (Poste 3)		
Traitements et salaires		430 728 775
Avantages sociaux		66 733 052
Transports et communications		5 900 266
Services		57 080 752
Fournitures et matériel		63 216 573
Paiements de transfert		
Subventions tenant lieu d'impôt aux municipalités	684 974	
Allocation exceptionnelle aux détenus atteints d'un handicap permanent	19 463	
Programme de sensibilisation à la violence	84 391	
Programmes de réadaptation des délinquants	2 122 418	
Programmes de travail communautaire	859 244	
		3 770 490
		627 429 908
Moins : Recouvrements		5 081 708
		622 348 200
Services communautaires (Poste 4)		
Traitements et salaires		79 104 779
Avantages sociaux		13 620 445
Transports et communications		2 450 412
Services		8 367 068
Fournitures et matériel		1 097 116
Paiements de transfert		
Services à la clientèle en résidences communautaires ou résidences externes		7 380 380
		112 020 200
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES SERVICES CORRECTIONNELS		**765 256 204**

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS

PROGRAMME DES SERVICES CORRECTIONNELS – CRÉDIT 2605

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

	$	$
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
Établissements correctionnels (Poste 6)		
Services		11 413 847
Autres opérations		
Investissements dans les immobilisations	3 892 339	
Projets d'infrastructure de grande envergure	238 597 200	
		242 489 539
		253 903 386
Crédits législatifs		
Autres opérations		
Amortissement – Services en établissement – *Loi sur l'administration financière*		200 217
		200 217
Crédits législatifs		
Autres opérations		
Amortissement – Services communautaires – *Loi sur l'administration financière*		189 218
		189 218
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DES SERVICES CORRECTIONNELS		**254 292 821**

	$
ACTIF D'IMMOBILISATIONS	
Services en établissement (Poste 8)	
Parc automobile et flotte de bateaux	1 968 584
Matériel de technologie de l'information	1 637
	1 970 221
Services communautaires (Poste 9)	
Parc automobile et flotte de bateaux	224 926
Matériel de technologie de l'information	10 889
	235 815
TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DES SERVICES CORRECTIONNELS	**2 206 036**

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
2606 CHARGES DE FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DES SERVICES TECHNOLOGIQUES POUR LA JUSTICE**	
1	57 959 200	2 506 200	60 465 400	Services technologiques pour la justice	60 442 354
	57 959 200	**2 506 200**	**60 465 400**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES SERVICES TECHNOLOGIQUES POUR LA JUSTICE .....**	**60 442 354**
ACTIF DE FONCTIONNEMENT					
3	2 000		2 000	Services technologiques pour la justice	0
	2 000		**2 000**	**TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES SERVICES TECHNOLOGIQUES POUR LA JUSTICE .....**	**0**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
5	1 000	(1 000)	0	Services technologiques pour la justice – autres charges liées aux immobilisations.....	0
L	1 000		1 000	Amortissement – *Loi sur l'administration financière*...	22 239
	2 000	**(1 000)**	**1 000**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DES SERVICES TECHNOLOGIQUES POUR LA JUSTICE .....**	**22 239**
ACTIF D'IMMOBILISATIONS					
4	1 000		1 000	Services technologiques pour la justice	0
	1 000		**1 000**	**TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DES SERVICES TECHNOLOGIQUES POUR LA JUSTICE .....**	**0**

Description du programme :

Le Groupement de l'information et de la technologie de l'information pour la justice a pour mandat de fournir des services technologiques fiables et rentables conformes au plan stratégique général pour l'information et la technologie de l'information, et qui exécutent et soutiennent les priorités et les objectifs opérationnels dans tous les ministères du secteur de la justice. Un soutien essentiel est offert relativement aux solutions technologiques, à la planification et la gestion de l'information, à la gestion des services, à la sécurité et à la gestion des projets.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS

PROGRAMME DES SERVICES TECHNOLOGIQUES POUR LA JUSTICE – CRÉDIT 2606

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

	$	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Services technologiques pour la justice (Poste 1)		
Traitements et salaires	29 884 715	
Avantages sociaux	4 023 644	
Transports et communications	3 482 130	
Services	24 156 358	
Fournitures et matériel	458 207	
	62 005 054	
Moins : Recouvrements	1 562 700	
	60 442 354	
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES SERVICES TECHNOLOGIQUES POUR LA JUSTICE		**60 442 354**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
Crédits législatifs		
Autres opérations		
Amortissement, *Loi sur l'administration financière*	22 239	
	22 239	
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DES SERVICES TECHNOLOGIQUES POUR LA JUSTICE		**22 239**

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
2607				**PROGRAMME DES ORGANISMES, CONSEILS ET COMMISSIONS**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	4 964 000	(306 800)	4 657 200	Organismes, conseils et commissions	4 272 913
L	1 000		1 000	Audiences tenues en vertu de la *Loi sur les services policiers*	87 859
	4 965 000	**(306 800)**	**4 658 200**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES ORGANISMES, CONSEILS ET COMMISSIONS**	**4 360 772**
ACTIF DE FONCTIONNEMENT					
2	2 000		2 000	Organismes, conseils et commissions	0
	2 000		**2 000**	**TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES ORGANISMES, CONSEILS ET COMMISSIONS**	**0**

Description du programme:

Ce programme assure le fonctionnement des organismes relevant du ministère, en particulier la Commission ontarienne des libérations conditionnelles, la Commission civile de l'Ontario sur la police, la Commission d'arbitrage de la police de l'Ontario et le Conseil de surveillance des enquêtes sur les décès.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS

PROGRAMME DES ORGANISMES, CONSEILS ET COMMISSIONS – CRÉDIT 2607

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Organismes, conseils et commissions (Poste 1)		
Traitements et salaires		2 448 603
Avantages sociaux		328 984
Transports et communications		386 430
Services		1 023 473
Fournitures et matériel		85 423
		4 272 913
Commission ontarienne des libérations conditionnelles		
Traitements et salaires	1 314 587	
Avantages sociaux	209 032	
Transports et communications	275 685	
Services	629 837	
Fournitures et matériel	28 036	
		2 457 177
Commission civile de l'Ontario sur la police		
Traitements et salaires	914 314	
Avantages sociaux	94 771	
Transports et communications	64 627	
Services	174 112	
Fournitures et matériel	43 588	
		1 291 412
Conseil de surveillance des enquêtes sur les décès		
Traitements et salaires	57 766	
Avantages sociaux	6 326	
Transports et communications	3 152	
Services	20 500	
		87 744
Commission d'arbitrage de la police de l'Ontario		
Traitements et salaires	161 936	
Avantages sociaux	18 855	
Transports et communications	42 966	
Services	199 024	
Fournitures et matériel	13 799	
		436 580
Crédits législatifs		
Autres opérations		
Audiences tenues en vertu de la *Loi sur les services policiers*		87 859
		87 859
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES ORGANISMES, CONSEILS ET COMMISSIONS		**4 360 772**

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	par le Conseil	Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
2609 CHARGES DE FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DE LA PLANIFICATION ET GESTION DES SITUATIONS D'URGENCE**	
1	1 308 200	(822 500)	485 700	Commissaire à la sécurité communautaire	444 776
2	9 322 800	642 100	9 964 900	Gestion des situations d'urgence Ontario	9 963 797
4	25 396 900	(362 800)	25 034 100	Bureau du commissaire aux incendies	24 947 657
5	41 489 000	(6 107 300)	35 381 700	Bureau du coroner en chef	34 910 664
	77 516 900	**(6 650 500)**	**70 866 400**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE LA PLANIFICATION ET GESTION DES SITUATIONS D'URGENCE**	**70 266 894**
ACTIF DE FONCTIONNEMENT					
3	2 000		2 000	Planification et gestion des situations d'urgence	0
	2 000		**2 000**	**TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE LA PLANIFICATION ET GESTION DES SITUATIONS D'URGENCE**	**0**

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés – Prévisions	Crédits autorisés – par le Conseil	Crédits autorisés – Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
2609				**PROGRAMME DE LA PLANIFICATION ET GESTION DES SITUATIONS D'URGENCE**	
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
7	1 000	(1 000)	0	Planification et gestion des situations d'urgence – ..... autres charges liées aux immobilisations.....	0
L	72 000		72 000	Amortissement – *Loi sur l'administration financière*...	63 325
	73 000	**(1 000)**	**72 000**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DE LA PLANIFICATION ET GESTION DES SITUATIONS D'URGENCE .....**	**63 325**
ACTIF D'IMMOBILISATIONS					
6	572 000	392 000	964 000	Planification et gestion des situations d'urgence	906 161
	572 000	**392 000**	**964 000**	**TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DE LA PLANIFICATION ET GESTION DES SITUATIONS D'URGENCE.....**	**906 161**

Description du programme:

Cette section, qui relève du sous-ministre de la Sécurité communautaire, rassemble les ressources et les services consacrés à la sûreté et la sécurité publiques de la population ontarienne. Pour ce faire, elle s'appuie sur les efforts du Bureau du coroner, du Bureau du commissaire des incendies et de Gestion des situations d'urgence Ontario. Toutes les activités visent la détection rapide des problèmes et leur résolution par des initiatives efficaces d'atténuation, de prévention, de préparation, de réponse, de rétablissement, à caractère scientifique, d'enquête, de continuité des opérations et d'éducation du public. La section s'attache à être un chef de file dans les efforts déployés pour assurer la sûreté et la sécurité dans toutes les collectivités diverses de l'Ontario, aidant ainsi le gouvernement à atteindre sa priorité de créer des communautés plus fortes et plus sûres.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS

PROGRAMME DE LA PLANIFICATION ET GESTION DES SITUATIONS D'URGENCE – CRÉDIT 2609

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Commissaire à la sécurité communautaire (Poste 1)	
Traitements et salaires	341 305
Avantages sociaux	31 113
Transports et communications	28 684
Services	33 847
Fournitures et matériel	9 827
	444 776
Gestion des situations d'urgence Ontario (Poste 2)	
Traitements et salaires	6 339 696
Avantages sociaux	914 130
Transports et communications	583 502
Services	1 830 302
Fournitures et matériel	296 167
	9 963 797
Bureau du commissaire aux incendies (Poste 4)	
Traitements et salaires	16 155 947
Avantages sociaux	2 572 272
Transports et communications	1 184 398
Services	2 580 314
Fournitures et matériel	1 854 726
Paiements de transfert	
Subventions pour la sécurité-incendie	600 000
	24 947 657
Bureau du coroner en chef (Poste 5)	
Traitements et salaires	10 026 253
Avantages sociaux	1 008 710
Transports et communications	411 678
Services	20 316 465
Fournitures et matériel	1 277 558
Paiements de transfert	
Subventions pour les services judiciaires	1 870 000
	34 910 664
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE LA PLANIFICATION ET GESTION DES SITUATIONS D'URGENCE	**70 266 894**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
Crédits législatifs	
Autres opérations	
Amortissement – *Loi sur l'administration financière*	63 325
	63 325
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DE LA PLANIFICATION ET GESTION DES SITUATIONS D'URGENCE	**63 325**
ACTIF D'IMMOBILISATIONS	
Planification et gestion des situations d'urgence (Poste 6)	
Parc automobile et flotte de bateaux	906 161
	906 161
TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DE LA PLANIFICATION ET GESTION DES SITUATIONS D'URGENCE	**906 161**

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés – Prévisions	Crédits autorisés – par le Conseil	Crédits autorisés – Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
2610				**DIVISION DES POLITIQUES ET DE LA PLANIFICATION STRATÉGIQUE**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	4 055 700	(630 400)	3 425 300	Division des politiques et de la planification stratégique	3 290 676
	4 055 700	**(630 400)**	**3 425 300**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR LA DIVISION DES POLITIQUES ET DE LA PLANIFICATION STRATÉGIQUE**	**3 290 676**
ACTIF DE FONCTIONNEMENT					
2	2 000		2 000	Division des politiques et de la planification stratégique	0
	2 000		**2 000**	**TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) POUR LA DIVISION DES POLITIQUES ET DE LA PLANIFICATION STRATÉGIQUE**	**0**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
4	1 000	(1 000)	0	Division des politiques et de la planification stratégique – autres charges liées aux immobilisations	0
L	1 000		1 000	Amortissement – *Loi sur l'administration financière*	0
	2 000	**(1 000)**	**1 000**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) POUR LA DIVISION DES POLITIQUES ET DE LA PLANIFICATION STRATÉGIQUE**	**0**
ACTIF D'IMMOBILISATIONS					
3	1 000		1 000	Division des politiques et de la planification stratégique	0
	1 000		**1 000**	**TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) POUR LA DIVISION DES POLITIQUES ET DE LA PLANIFICATION STRATÉGIQUE**	**0**

Description du programme :

Relevant du sous-ministre de la Sécurité communautaire et du sous-ministre des Services correctionnels, cette division chargée des services ministériels est responsable de diriger diverses fonctions œuvrant à l'échelle du ministère, comme les efforts d'élaboration de lois et de politiques à l'appui des activités du ministère en matière de services policiers et correctionnels, de sécurité publique et de gestion des urgences. Dans ce contexte, la Division coordonne également les politiques régissant les affaires autochtones au nom du ministère. De plus, elle est responsable de la planification stratégique ministérielle, de la gestion de projet, de la recherche et de l'évaluation relatives aux politiques, de l'élaboration et du suivi des mesures du rendement et de la coordination des activités ministérielles fédérales-provinciales-territoriales.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS

DIVISION DES POLITIQUES ET DE LA PLANIFICATION STRATÉGIQUE – CRÉDIT 2610

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Division des politiques et de la planification stratégique (Poste 1)	
Traitements et salaires	2 370 754
Avantages sociaux	372 171
Transports et communications	56 864
Services	457 304
Fournitures et matériel	33 583
	3 290 676
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR LA DIVISION DES POLITIQUES ET DE LA PLANIFICATION STRATÉGIQUE	**3 290 676**

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

	2011 $	2010 $
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Recouvrements	43 375 455	16 454 844
Entente sur la surveillance des immigrants	16 275 401	14 189 875
Contrôle des armes à feu	6 150 373	5 728 777
Entente de placement dans un établissement pénitencier	5 775 955	5 009 835
Entente relative aux services de biologie – SCF	5 727 953	2 277 953
Les services policiers des Premières nations	4 922 564	4 525 284
Programme conjoint de protection civile	685 512	15 220
Planification des mesures d'urgence pour les communautés autochtones	11 267	55 300
	82 924 480	48 257 088
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Maintien de l'ordre dans les municipalités	245 021 293	231 084 196
Remaniement des services locaux	82 190 571	85 400 589
Acquittement – Compte Bell	4 823 050	2 094 039
Coopérative d'automatisation des services de police provinciaux et municipaux de l'Ontario	2 255 819	2 181 957
Ontario Hydro (au titre du programme nucléaire)	750 000	750 000
Casino Rama	100 000	200 000
Autres	4 607 973	1 541 000
	339 748 706	323 251 833
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Droits, permis et autorisations	15 927 523	19 733 852
Frais pour chèques refusés	630	656
	15 928 153	19 734 508
AMENDES ET PÉNALITÉS	153	15 935
VENTES ET LOCATIONS		
Les Industries Trilcor	272 201	436 436
Ventes et locations	236 320	299 847
	508 521	736 283
REDEVANCES		
Systèmes de sélection d'agents – Association des chefs de police de l'Ontario	346 166	558 665
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	2 610 892	6 259 495
DIVERS	4 514 557	3 536 053
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	**446 581 628**	**402 349 860**

MINISTÈRE DES SERVICES À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE

EXERCICE 2010 – 2011

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS

SOMMAIRE 2-306

ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 2-307

SERVICES À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE 2-309

INFRASTRUCTURE 2-313

DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) 2-308, 2-312

ÉTAT DES RECETTES 2-315

MINISTÈRE DES SERVICES À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

2009 – 2010 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2010 – 2011 Crédits autorisés	2010 – 2011 Dépenses réelles
$		$	$
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
11 295 351	Administration du ministère	12 540 214	11 977 482
3 659 821 212	Services à l'enfance et à la jeunesse	3 918 303 900	3 907 190 802
3 671 116 563	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE**	**3 930 844 114**	**3 919 168 284**
	ACTIF DE FONCTIONNEMENT		
0	Services à l'enfance et à la jeunesse	2 100 000	66 000
0	**TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE**	**2 100 000**	**66 000**
	CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
44 584	Services à l'enfance et à la jeunesse	190 300	66 403
14 532 513	Infrastructure	14 467 000	14 397 316
14 577 097	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE**	**14 657 300**	**14 463 719**
	ACTIF D'IMMOBILISATIONS		
368 107	Services à l'enfance et à la jeunesse	2 269 000	143 683
368 107	**TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE**	**2 269 000**	**143 683**

MINISTÈRE DES SERVICES À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	par le Conseil	Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
3701 CHARGES DE FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
1	13 206 000	(729 800)	12 476 200	Administration du ministère	11 916 308
L	47 841		47 841	Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	49 301
L	16 173		16 173	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	11 873
	13 270 014	**(729 800)**	**12 540 214**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	**11 977 482**

Description du programme :

Appuyer l'élaboration et la mise en œuvre des programmes et des politiques prioritaires du ministère en offrant à la haute direction, aux bureaux du ministère et au personnel sur le terrain de l'orientation concernant les politiques et les programmes, des conseils stratégiques en gestion des ressources et des finances, du soutien relatif aux recherches et aux données et des services d'aide administrative et opérationnelle.

MINISTÈRE DES SERVICES À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 3701

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Administration du ministère (Poste 1)		
Traitements et salaires		6 685 077
Avantages sociaux		918 721
Transports et communications		282 866
Services		3 889 267
Fournitures et matériel		140 377
		11 916 308
Bureau de la direction (Bureau du ministre, Bureau du sous-ministre)		
Traitements et salaires	1 673 648	
Avantages sociaux	212 294	
Transports et communications	111 670	
Services	126 774	
Fournitures et matériel	21 550	
		2 145 936
Services opérationnels		
Traitements et salaires	3 439 438	
Avantages sociaux	453 786	
Transports et communications	105 988	
Services	390 411	
Fournitures et matériel	81 257	
		4 470 880
Services juridiques		
Transports et communications	13 800	
Services	2 850 467	
Fournitures et matériel	8 500	
		2 872 767
Communications et marketing		
Traitements et salaires	1 066 900	
Avantages sociaux	133 979	
Transports et communications	40 908	
Services	155 052	
Fournitures et matériel	29 070	
		1 425 909
Ressources humaines		
Traitements et salaires	505 091	
Avantages sociaux	118 662	
Transports et communications	10 500	
Services	13 088	
		647 341
Services de vérification		
Services	353 475	
		353 475
Crédits législatifs		
Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		49 301
Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		11 873
		61 174
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE		**11 977 482**

MINISTÈRE DES SERVICES À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	par le Conseil	Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
3702				**PROGRAMME DES SERVICES À**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				**L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE**	
3	1 154 457 600	(852 576 100)	301 881 500	Apprentissage et développement des jeunes enfants.....	298 396 509
7	2 348 024 300	59 057 900	2 407 082 200	Enfants et jeunes à risque	2 400 729 921
5	301 868 500	(27 327 100)	274 541 400	Services spécialisés.....	273 265 572
8	926 098 800	8 700 000	934 798 800	Prestation ontarienne pour enfants.....	934 798 800
	4 730 449 200	**(812 145 300)**	**3 918 303 900**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES SERVICES À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE .....**	**3 907 190 802**
ACTIF DE FONCTIONNEMENT					
6	2 100 000		2 100 000	Services à l'enfance et à la jeunesse	66 000
	2 100 000		**2 100 000**	**TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES SERVICES À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE .....**	**66 000**

MINISTÈRE DES SERVICES À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
3702				**PROGRAMME DES SERVICES À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE**	
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
9	2 000		2 000	Services à l'enfance et à la jeunesse	0
L	188 300		188 300	Amortissement – *Loi sur l'administration financière*...	66 403
	190 300		**190 300**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DES SERVICES À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE .....**	**66 403**
ACTIF D'IMMOBILISATIONS					
10	2 269 000		2 269 000	Services à l'enfance et à la jeunesse	143 683
	2 269 000		**2 269 000**	**TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DES SERVICES À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE .....**	**143 683**

Description du programme:

Les programmes offerts par les Services à l'enfance et à la jeunesse comprennent le programme Apprentissage et développement des jeunes enfants, le programme des enfants et jeunes à risque, les Services spécialisés et la Prestation ontarienne pour enfants. Le programme Apprentissage des jeunes enfants englobe les services de garde d'enfants et les communautés de démonstration de Meilleur départ; Santé et développement des enfants soutient les services d'identification et d'intervention précoces comme le Programme de services de rééducation de la parole et du langage pour les enfants d'âge préscolaire, le programme Bébés en santé, enfants en santé, et les programmes d'aide aux collectivités et aux familles. Le programme des enfants et jeunes à risque comprend la protection de l'enfance, les programmes et services communautaires et en établissement, la santé mentale des enfants et des jeunes, les services aux enfants et jeunes autochtones, les services aux jeunes des quartiers aux besoins élevés (y compris les services d'emploi et de liaison), ainsi que les services de justice pour les jeunes qui sont en conflit avec la loi ou risquent de le devenir. Les Services spécialisés regroupent les services aux enfants autistes, les services de réadaptation pour enfants ainsi que les programmes de services de relève accrus et hors domicile. La Prestation ontarienne pour enfants est une aide financière accordée en fonction du revenu aux familles à faible revenu ayant des enfants de moins de 18 ans, que les membres de ces familles travaillent ou pas. La Subvention équivalant à la Prestation ontarienne pour enfants est versée aux sociétés d'aide à l'enfance relativement à des enfants et des jeunes pris en charge afin de leur fournir un accès accru à des économies et à des possibilités sociales, éducatives et récréatives de manière à les préparer à la fin de la prise en charge.

* Les responsabilités relatives aux politiques et aux programmes de garde d'enfants ont été transférées au ministère de l'Éducation afin de faciliter la transition des enfants du système de garde d'enfants au système d'éducation. Les charges liées à la garde d'enfants ont été redressées pour qu'elles se rattachent au ministère de l'Éducation.

MINISTÈRE DES SERVICES À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE

PROGRAMME DES SERVICES À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE – CRÉDIT 3702

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Apprentissage et développement des jeunes enfants (Poste 3)		
Traitements et salaires		13 393 531
Avantages sociaux		1 986 114
Transports et communications		849 628
Services		2 256 720
Fournitures et matériel		204 137
Paiements de transfert		
Services de garde d'enfants et apprentissage des jeunes enfants	12 498 926	
Bébés en santé, enfants en santé	86 392 899	
Soutien communautaire pour le développement de la petite enfance	180 814 554	
		279 706 379
		298 396 509
Enfants et jeunes à risque (Poste 7)		
Traitements et salaires		186 959 656
Avantages sociaux		31 835 624
Transports et communications		5 104 521
Services		53 423 355
Fournitures et matériel		8 561 470
Paiements de transfert		
Services de protection de l'enfance	1 456 678 774	
Fonds de renouvellement des services de protection de l'enfance	29 997 069	
Santé mentale des enfants et des jeunes	456 439 058	
Services de justice pour la jeunesse	172 204 145	
Services de justice pour la jeunesse – Paiements tenant lieu d'impôt aux municipalités	37 725	
		2 115 356 771
		2 401 241 397
Moins : Recouvrements		511 476
		2 400 729 921

	$	$	$
Services de protection de l'enfance			
Traitements et salaires		12 236 176	
Avantages sociaux		1 609 224	
Transports et communications		1 217 084	
Services		6 571 198	
Fournitures et matériel		213 604	
Paiements de transfert			
Services de protection de l'enfance	1 456 678 774		
Fonds de renouvellement des services de protection de l'enfance	29 997 069		
		1 486 675 843	
		1 508 523 129	
Moins : Recouvrements		511 476	
			1 508 011 653
Santé mentale des enfants et des jeunes			
Traitements et salaires		48 292 373	
Avantages sociaux		9 099 586	
Transports et communications		670 846	
Services		13 631 473	
Fournitures et matériel		2 280 134	
Paiements de transfert			
Santé mentale des enfants et des jeunes		456 439 058	
			530 413 470
Services de justice pour la jeunesse			
Traitements et salaires		126 431 107	
Avantages sociaux		21 126 814	
Transports et communications		3 216 591	
Services		33 220 684	
Fournitures et matériel		6 067 732	
Paiements de transfert			
Services de justice pour la jeunesse	172 204 145		
Services de justice pour la jeunesse – Paiements tenant lieu d'impôt aux municipalités	37 725		
		172 241 870	
			362 304 798

MINISTÈRE DES SERVICES À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE

PROGRAMME DES SERVICES À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE – CRÉDIT 3702

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

	$	$
Services spécialisés (Poste 5)		
Traitements et salaires		3 179 800
Avantages sociaux		404 623
Transports et communications		45 913
Services		281 502
Fournitures et matériel		4 472
Paiements de transfert		
Services de traitement et de réadaptation pour enfants	112 222 036	
Autisme	157 127 226	
		269 349 262
		273 265 572
Services de traitement et de réadaptation pour enfants		
Paiements de transfert		
Services de traitement et de réadaptation pour enfants	112 222 036	
		112 222 036
Autisme		
Traitements et salaires	3 179 800	
Avantages sociaux	404 623	
Transports et communications	45 913	
Services	281 502	
Fournitures et matériel	4 472	
Paiements de transfert		
Autisme	157 127 226	
		161 043 536
Prestation ontarienne pour enfants (Poste 8)		
Paiements de transfert		
Prestation ontarienne pour enfants	918 999 999	
Subvention équivalent à la Prestation ontarienne pour enfants	15 798 801	
		934 798 800
		934 798 800
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES SERVICES À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE		**3 907 190 802**

	$
ACTIF DE FONCTIONNEMENT	
Services à l'enfance et à la jeunesse (Poste 6)	
Avances et montants récupérables	
Soutien communautaire pour le développement de la petite enfance	66 000
	66 000
TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES SERVICES À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE	**66 000**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
Crédits législatifs	
Autres opérations	
Amortissement – *Loi sur l'administration financière*	66 403
	66 403
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DES SERVICES À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE	**66 403**
ACTIF D'IMMOBILISATIONS	
Services à l'enfance et à la jeunesse (Poste 10)	
Logiciels d'application de gestion	2 870 897
Parc automobile et flotte de bateaux	143 683
	3 014 580
Moins : Recouvrements	2 870 897
	143 683
TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DES SERVICES À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE	**143 683**

MINISTÈRE DES SERVICES À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
3703				**PROGRAMME D'INFRASTRUCTURE**	
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
1	15 507 000	(1 040 000)	14 467 000	Services à l'enfance et à la jeunesse – immobilisations	14 397 316
	15 507 000	**(1 040 000)**	**14 467 000**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME D'INFRASTRUCTURE .**	**14 397 316**

Description du programme :

Le financement de l'infrastructure est destiné aux installations exploitées directement et aux organismes bénéficiant de paiements de transfert pour l'acquisition, la construction, la rénovation et la remise à neuf d'immobilisations afin de faciliter la prestation efficace des programmes du ministère.

MINISTÈRE DES SERVICES À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE

PROGRAMME D'INFRASTRUCTURE – CRÉDIT 3703

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

	$	$
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
Services à l'enfance et à la jeunesse – immobilisations (Poste 1)		
Paiements de transfert		
Renouvellement des installations des partenaires	6 986 278	
Subventions d'immobilisations	2 762 025	
Cessions immobilières	600 000	
		10 348 303
Autres opérations		
Investissements dans les immobilisations		4 049 013
		14 397 316
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME D'INFRASTRUCTURE		**14 397 316**

MINISTÈRE DES SERVICES À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

	2011 $	2010 $
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Accord sur les services d'aide sociale aux Indiens	116 198 567	115 752 684
Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents	64 908 755	66 083 492
Langue française	99 500	127 300
Autres	377 462	12 698
	181 584 284	181 976 174
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Permis – Garderies	57 533	58 007
Adoption internationale	28 800	36 003
Maison pour groupe d'enfants	16 995	14 255
Droits d'adoption	4 400	5 400
Autres	1 345	1 452
	109 073	115 117
VENTES ET LOCATIONS		
Autres ventes générales	3 367	5 907
	3 367	5 907
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Subventions de fonctionnement	9 899 683	13 398 360
Frais de fonctionnement	228 902	1 585 625
Subventions	243 741	236 343
	10 372 326	15 220 328
DIVERS		
Intérêts bancaires – non précisés	5 344	5 387
Indemnités de service judiciaire et de témoin – non précisés	349	9 495
Autres	1 353	3 639
	7 046	18 521
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	**192 076 096**	**197 336 047**

MINISTÈRE DES SERVICES AUX CONSOMMATEURS

EXERCICE 2010 – 2011

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS

SOMMAIRE 2-318

SERVICES AUX CONSOMMATEURS 2-319

DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) 2-320

ÉTAT DES RECETTES 2-321

MINISTÈRE DES SERVICES AUX CONSOMMATEURS

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

2009 – 2010 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2010 – 2011 Crédits autorisés	2010 – 2011 Dépenses réelles
$		$	$
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
56 917 753	Services aux consommateurs	59 822 914	56 336 196
56 917 753	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE**	**59 822 914**	**56 336 196**
	ACTIF DE FONCTIONNEMENT		
0	Services aux consommateurs	1 000	0
0	**TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE**	**1 000**	**0**
	CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
0	Services aux consommateurs	131 000	38 279
0	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE**	**131 000**	**38 279**
	ACTIF D'IMMOBILISATIONS		
168 205	Services aux consommateurs	652 000	646 254
168 205	**TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE**	**652 000**	**646 254**

MINISTÈRE DES SERVICES AUX CONSOMMATEURS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	par le Conseil	Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
3101				**PROGRAMME DES SERVICES AUX CONSOMMATEURS**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
6	59 756 900		59 756 900	Services aux consommateurs	56 270 228
L	47 841		47 841	Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	49 301
L	16 173		16 173	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	16 667
L	2 000		2 000	Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*	0
	59 822 914		**59 822 914**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES SERVICES AUX CONSOMMATEURS**	**56 336 196**
ACTIF DE FONCTIONNEMENT					
2	1 000		1 000	Services aux consommateurs	0
	1 000		**1 000**	**TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES SERVICES AUX CONSOMMATEURS**	**0**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
3	2 000		2 000	Services aux consommateurs	0
L	129 000		129 000	Amortissement – *Loi sur l'administration financière*	38 279
	131 000		**131 000**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DES SERVICES AUX CONSOMMATEURS**	**38 279**
ACTIF D'IMMOBILISATIONS					
4	652 000		652 000	Services aux consommateurs	646 254
	652 000		**652 000**	**TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DES SERVICES AUX CONSOMMATEURS**	**646 254**

Description du programme :

Ce programme soutient la protection des consommateurs et la sécurité publique en Ontario de la manière suivante : veiller à la mise en place de stratégies efficaces de promotion de la conformité; moderniser le cadre réglementaire pour les entreprises et la protection des consommateurs; assurer la surveillance afin de veiller à l'efficacité de la gouvernance, de la responsabilité et de la gestion des relations relativement à la Commission des alcools et des jeux de l'Ontario, et préserver un cadre réglementaire et juridique moderne qui protège la population ontarienne, inspire confiance et stimule la croissance économique.

MINISTÈRE DES SERVICES AUX CONSOMMATEURS

PROGRAMME DES SERVICES AUX CONSOMMATEURS – CRÉDIT 3101

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Services aux consommateurs (Poste 6)		
Traitements et salaires		53 061 429
Avantages sociaux		8 326 511
Transports et communications		2 607 122
Services		14 496 443
Fournitures et matériel		1 525 398
Paiements de transfert		
Subventions pour les services aux consommateurs		681 000
		80 697 903
Moins : Recouvrements		24 427 675
		56 270 228
Administration du ministère		
Traitements et salaires	2 299 369	
Avantages sociaux	304 787	
Transports et communications	100 606	
Services	3 030 710	
Fournitures et matériel	84 242	
		5 819 714
Services aux consommateurs		
Traitements et salaires	7 882 315	
Avantages sociaux	1 081 527	
Transports et communications	440 099	
Services	2 614 522	
Fournitures et matériel	122 571	
Paiements de transfert		
Subventions pour les services aux consommateurs	681 000	
	12 822 034	
Moins : Recouvrements	338 562	
		12 483 472
Commission des alcools et des jeux de l'Ontario		
Traitements et salaires	42 879 745	
Avantages sociaux	6 940 197	
Transports et communications	2 066 417	
Services	8 851 211	
Fournitures et matériel	1 318 585	
	62 056 155	
Moins : Recouvrements	24 089 113	
		37 967 042

	$
Crédits législatifs	
Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	49 301
Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	16 667
	65 968
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES SERVICES AUX CONSOMMATEURS	**56 336 196**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
Crédits législatifs	
Autres opérations	
Amortissement – *Loi sur l'administration financière*	38 279
	38 279
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DES SERVICES AUX CONSOMMATEURS	**38 279**
ACTIF D'IMMOBILISATIONS	
Services aux consommateurs (Poste 4)	
Matériel de technologie de l'information	646 254
	646 254
TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DES SERVICES AUX CONSOMMATEURS	**646 254**

MINISTÈRE DES SERVICES AUX CONSOMMATEURS

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

	2011 $	2010 $
RECETTES FISCALES		
Impôts – Athlétique Commission	7 567	6 776
	7 567	6 776
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Brasseurs – Provinciaux (droits et prélèvements)	167 781 239	439 440 955
Jeux – Droits du programme provincial des billets à fenêtres	8 975 374	15 502 298
Jeux – Droits d'inscription	6 804 199	6 620 648
Jeux – Licences des loterie	6 151 425	9 039 587
Établissements de fabrication du vin (droits et prélèvements)	3 762 650	11 738 482
Loi sur les cinémas	3 413 134	3 330 798
Permis pour occasions spéciales	3 233 188	3 223 811
Permis – Permis de vente pour trois ans	2 588 178	2 496 979
Permis – Permis de vente pour deux ans	1 389 637	1 291 656
Droits de cession de permis	1 349 289	1 383 845
Loi sur les cimetières	874 150	866 250
Loi de 2008 concernant les prêts sur salaire	866 193	772 168
Loi sur les agences de recouvrement	718 680	776 409
Paiements des organismes d'application	330 745	1 376 808
Permis – Permis de vente pour une occasion unique	305 831	321 425
Permis – Vineries ontariennes	180 460	198 870
Permis – Brasseurs provinciaux	85 050	78 700
Loi sur le contrôle des sports	24 550	17 150
Loi sur les huissiers	17 250	11 590
Loi sur les renseignements concernant la consommateur	16 240	12 725
Permis – Fabricants de spiritueux	15 120	25 200
Droits d'enregistrement – Agents/Représentants	11 790	12 540
Fabrication – Pubs de brassage (droits et prélèvements)	7 686	23 105
Loi sur l'administration financière (frais pour chèques refusés)	3 030	2 635
Loi sur les distributeurs de livres brochés et de périodiques	1 900	2 090
	208 906 988	498 566 724
AMENDES ET PÉNALITÉS		
Droits – entrepreneurs de pompes funèbres	0	10 343
	0	10 343
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Recouvrements de dépenses des années – Services et locations	624 943	770 685
	624 943	770 685
DIVERS		
Autres	3 191	4 985
	3 191	4 985
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	**209 542 689**	**499 359 513**

MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX

EXERCICE 2010 – 2011

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS

SOMMAIRE 2-324

ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 2-325

AVANTAGES SOCIAUX ET PRESTATIONS DE RETRAITE (PART PRISE EN CHARGE PAR L'EMPLOYEUR) 2-328

DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES 2-330

SERVICES OPÉRATIONNELS DE LA FPO 2-332

ORGANISMES, CONSEILS, COMMISSIONS ET TRIBUNAUX 2-336

SERVICEONTARIO 2-338

DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) 2-327, 2-329, 2-334, 2-335, 2-339

ÉTAT DES RECETTES 2-340

MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

2009 – 2010 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2010 – 2011 Crédits autorisés	2010 – 2011 Dépenses réelles
$		$	$
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
35 660 105	Administration du ministère	55 208 014	40 428 133
1 164 801 970	Avantages sociaux et prestations de retraite (part prise en charge par l'employeur)	1 542 908 400	1 376 890 912
121 436 153	Direction des ressources humaines	127 094 100	124 905 747
305 057 161	Services opérationnels de la FPO	334 668 600	324 770 405
3 322 037	Organismes, conseils, commissions et tribunaux	4 691 800	4 259 204
271 899 271	ServiceOntario	287 856 700	281 246 773
1 902 176 697	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE**	**2 352 427 614**	**2 152 501 174**
	ACTIF DE FONCTIONNEMENT		
8 820 555	Services opérationnels de la FPO	14 774 000	11 539 364
8 820 555	**TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE**	**14 774 000**	**11 539 364**
	CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
1 279 990	Administration du ministère	1 326 300	1 322 215
358 217	Direction des ressources humaines	0	0
188 129 279	Services opérationnels de la FPO	27 147 800	23 680 455
7 122 598	ServiceOntario	5 595 400	5 015 583
196 890 084	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE**	**34 069 500**	**30 018 253**
	ACTIF D'IMMOBILISATIONS		
0	Administration du ministère	1 000	0
102 373 994	Services opérationnels de la FPO	206 047 500	121 637 806
3 315 511	ServiceOntario	11 653 900	7 525 855
105 689 505	**TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE**	**217 702 400**	**129 163 661**

MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1801 CHARGES DE FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
1	62 656 100	(18 839 400)	43 816 700	Administration du ministère	29 035 845
5	10 976 600	349 700	11 326 300	Groupement de la prestation des services gouvernementaux	11 312 424
L	1 000		1 000	Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*	0
L	47 841		47 841	Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	49 301
L	0		0	Ministre sans salaire de portefeuille, *Loi sur le Conseil exécutif*	13 896
L	16 173		16 173	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	16 667
	73 697 714	**(18 489 700)**	**55 208 014**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE ...**	**40 428 133**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
4	1 325 300		1 325 300	Administration du ministère	1 322 215
L	1 000		1 000	Amortissement – *Loi sur l'administration financière* ...	0
	1 326 300		**1 326 300**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE ...**	**1 322 215**
ACTIF D'IMMOBILISATIONS					
6	1 000		1 000	Administration du ministère	0
	1 000		**1 000**	**TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE ...**	**0**

Description du programme:

Le programme d'administration du ministère assure les services administratifs et de soutien qui aident le ministère à réaliser des résultats conformes aux objectifs et priorités budgétaires du gouvernement. Ses fonctions comprennent la gestion financière, les ressources humaines, la gestion des locaux et des installations, l'information et la technologie de l'information (ITI), les services juridiques, les communications, la planification et la surveillance des résultats. Le programme aide et soutient les programmes du ministère dans l'atteinte de leurs objectifs opérationnels.

MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 1801

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Administration du ministère (Poste 1)		
Traitements et salaires		13 832 492
Avantages sociaux		1 718 458
Transports et communications		457 655
Services		12 701 658
Fournitures et matériel		325 582
		29 035 845
Bureau principal		
Traitements et salaires	1 738 272	
Avantages sociaux	183 360	
Transports et communications	71 597	
Services	174 718	
Fournitures et matériel	22 940	
		2 190 887
Services financiers et administratifs		
Traitements et salaires	7 593 551	
Avantages sociaux	936 922	
Transports et communications	154 346	
Services	2 097 745	
Fournitures et matériel	47 999	
		10 830 563
Services juridiques		
Traitements et salaires	2 279	
Avantages sociaux	148	
Transports et communications	142 211	
Services	8 080 346	
Fournitures et matériel	142 059	
		8 367 043
Services de vérification		
Services	1 454 894	
		1 454 894
Services de communication		
Traitements et salaires	3 066 749	
Avantages sociaux	405 916	
Transports et communications	54 478	
Services	646 548	
Fournitures et matériel	103 951	
		4 277 642
Ressources humaines		
Traitements et salaires	1 431 641	
Avantages sociaux	192 112	
Transports et communications	35 023	
Services	247 407	
Fournitures et matériel	8 633	
		1 914 816
Groupement de la prestation de services gouvernementaux (Poste 5)		
Traitements et salaires		29 050 248
Avantages sociaux		3 582 829
Transports et communications		2 325 745
Services		105 297 576
Fournitures et matériel		372 452
		140 628 850
Moins : Recouvrements		129 316 426
		11 312 424

MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 1801

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

	$
Crédits législatifs	
Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	49 301
Ministre sans salaire de portefeuille, *Loi sur le Conseil exécutif*	13 896
Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	16 667
	79 864
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	**40 428 133**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
Administration du ministère (Poste 4)	
Transports et communications	3 083
Services	1 226 277
Fournitures et matériel	92 855
	1 322 215
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	**1 322 215**

MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés				Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total		
	$	$	$		$
1807				**PROGRAMME DES AVANTAGES SOCIAUX ET PRESTATIONS DE RETRAITE (PART PRISE EN CHARGE PAR L'EMPLOYEUR)**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	662 312 600	152 223 000	814 535 600	Avantages sociaux et prestations de retraite (part prise en charge par l'employeur).....	792 944 221
L	728 372 800		728 372 800	Redressements actuariels et obligations de l'exercice précédent *Loi sur l'administration financière*.....	583 946 691
	1 390 685 400	**152 223 000**	**1 542 908 400**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES AVANTAGES SOCIAUX ET PRESTATIONS DE RETRAITE (PART PRISE EN CHARGE PAR L'EMPLOYEUR).....**	**1 376 890 912**

Description du programme :

Le programme des avantages sociaux et prestations de retraite (la part des avantages sociaux reliée à la paie des fonctionnaires qui est prise en charge par la province) est centralisé au sein du ministère des Services gouvernementaux. RHOntario est le promoteur du régime et fournit l'orientation stratégique, tandis que les Services communs de l'Ontario se chargent du traitement transactionnel. Le programme contribue à faire de la fonction publique de l'Ontario un employeur de premier choix.

MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX

PROGRAMME DES AVANTAGES SOCIAUX ET PRESTATIONS DE RETRAITE (PART PRISE EN CHARGE PAR L'EMPLOYEUR) – CRÉDIT 1807

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Avantages sociaux et prestations de retraite (part prise en charge par l'employeur) (Poste 1)		
Avantages sociaux		
Indemnités légales de cessation d'emploi	49 189 161	
Comptes des avantages Sociaux supplémentaires des fonctionnaires	4 170 413	
Régime de retraite du Syndicat des employés de la fonction publique de l'Ontario	186 863 410	
Régime de retraite des fonctionnaires	383 281 462	
Fonds de prestations des juges provinciaux	28 026 586	
Régime de pensions du Canada	152 806 577	
Assurance-emploi	66 017 800	
Assurance-vie collective	9 140 876	
Protection du revenu à long terme	84 134 293	
Impôt-santé des employeurs	103 937 261	
Régime d'assurance complémentaire maladie et hospitalisation	142 247 257	
Régime de soins dentaires	58 462 856	
Prestations aux employés retraités	146 142 158	
Régime de retraite complémentaire des juges de paix	21 468	
Avantages sociaux – Association de la Police provinciale de l'Ontario	42 255 949	
Autres avantages sociaux	518 581	
		1 457 216 108
		1 457 216 108
Moins : Recouvrements		664 271 887
		792 944 221

	$	$
Crédits législatifs Redressements actuariels et obligations de l'exercice précédent, *Loi sur l'administration financière*		
Avantages sociaux		
Indemnités légales de cessation d'emploi	64 649 531	
Absences et congés rémunérés	(33 266 026)	
Indemnisation des travailleurs (CSPAAT)	30 680 810	
Comptes des avantages Sociaux supplémentaires des fonctionnaires *	(587 063)	
Régime de retraite du Syndicat des employés de la fonction publique de l'Ontario *	(29 977 575)	
Régime de retraite des fonctionnaires	225 363 390	
Fonds de prestations des juges provinciaux	1 141 022	
Assurance-vie collective *	(30 799 916)	
Protection du revenu à long terme	2 300 000	
Prestations aux employés retraités	309 442 518	
Autres avantages sociaux	44 200 000	
Régime de retraite complémentaire des juges de paix	800 000	
		583 946 691
		583 946 691
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES AVANTAGES SOCIAUX ET PRESTATIONS DE RETRAITE (PART PRISE EN CHARGE PAR L'EMPLOYEUR)		**1 376 890 912**

* Les crédits découlent du rajustement de fin d'année en raison d'une nouvelle évaluation actuarielle, indiquant une augmentation plus faible de la dette non provisionnée que ce qui avait été prévu auparavant.

MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés – Prévisions	Crédits autorisés – par le Conseil	Crédits autorisés – Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1808				**PROGRAMME DE LA DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
8	127 039 600	(6 666 400)	120 373 200	RHOntario	118 998 733
9	1 000		1 000	Services centralisés de la FPO – versement des primes de la CSPAAT	0
10	4 281 500		4 281 500	Bureau de la diversité	4 047 157
11	2 438 400		2 438 400	Secrétariat des relations de travail	1 859 857
	133 760 500	**(6 666 400)**	**127 094 100**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE LA DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES**	**124 905 747**

Description du programme:

La Direction des ressources humaines soutient l'engagement du gouvernement d'être un chef de file mondial souple et novateur en service à la clientèle en le dotant d'un effectif qualifié et novateur. Tous les programmes axés sur la prestation de services de RH concentrent leurs efforts sur le soutien à la FPO pour qu'elle devienne un employeur de choix - une institution capable d'attirer et de conserver des employés compétents et qui a une main-d'œuvre diverse en mesure de réaliser les priorités gouvernementales pour la population de l'Ontario.

RHOntario est chargé d'établir et de préserver la main-d'œuvre qualifiée nécessaire pour offrir des services publics modernes et efficaces et pour renforcer les capacités afin que le gouvernement puisse se centrer sur ces priorités et les réaliser. Pour y parvenir, elle fournit des services intégrés de RH et de réorganisation des activités à l'appui des objectifs opérationnels des ministères, et élabore et met en œuvre les politiques et stratégies qui font de la fonction publique de l'Ontario (FPO) un employeur de premier choix. Le programme coordonne aussi les services de sécurité interne et la planification et la gestion des situations d'urgence pour le compte de la FPO.

Le Bureau de la diversité soutient la vision de la FPO, à savoir être une organisation inclusive, diverse, équitable et accessible, assurant un excellent service public et aidant tous ceux et celles qui en font partie à réaliser leur plein potentiel. Le Bureau sert de centre d'excellence à l'échelle du gouvernement et fournit aux ministères des programmes et des services stratégiques pour l'ensemble de la FPO. Elle conseille aussi les ministères sur les répercussions des politiques, des programmes, des communications, du développement organisationnel et de la gestion du changement en matière de diversité.

Le Secrétariat des relations de travail, qui vient d'être créé, aura la capacité d'analyser les facteurs internes et externes qui influent sur les résultats des négociations collectives afin d'établir des stratégies globales et d'offrir des conseils et des avis concernant la négociation collective. Il assurera également la surveillance et la prestation de conseils stratégiques sur les négociations collectives au sein de la fonction publique de l'Ontario et du secteur parapublic.

MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX

PROGRAMME DE LA DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES – CRÉDIT 1808

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
RHOntario (Poste 8)		
Traitements et salaires		68 476 712
Avantages sociaux		8 915 642
Transports et communications		1 863 842
Services		28 651 899
Fournitures et matériel		868 095
Paiements de transfert		
Subventions pour l'Institut d'administration publique du Canada		100 000
Autre opérations		
Autres	849 612	
Emplois d'été	112 504 312	
		13 353 924
		122 230 114
Moins : Recouvrements		3 231 381
		118 998 733
Services centralisés de la FPO – versement des primes de la CSPAAT (Poste 9)		
Services		34 412 059
		34 412 059
Moins : Recouvrements		34 412 059
		0
Bureau de la diversité (Poste 10)		
Traitements et salaires		2 778 816
Avantages sociaux		444 444
Transports et communications		64 512
Services		709 343
Fournitures et matériel		50 042
		4 047 157
Secrétariat des relations de travail (Poste 11)		
Traitements et salaires		956 220
Avantages sociaux		103 902
Transports et communications		37 984
Services		721 550
Fournitures et matériel		40 201
		1 859 857
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE LA DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES		**124 905 747**

MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés – Prévisions	Crédits autorisés – par le Conseil	Crédits autorisés – Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1811				**PROGRAMME DES SERVICES OPÉRATIONNELS DE LA FPO**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	141 523 200	2 445 600	143 968 800	Information et technologie de l'information du gouvernement	136 764 938
5	169 323 200	(3 575 200)	165 748 000	Services communs de l'Ontario	165 747 619
7	17 369 900	(1 654 500)	15 715 400	Archives publiques de l'Ontario	15 674 208
11	1 684 500	51 900	1 736 400	Bureau d'écologisation de la fonction publique de l'Ontario	1 723 597
L	7 500 000		7 500 000	Paiements versés à des agences de recouvrement du secteur privé en vertu de la *Loi sur l'administration financière*	4 860 043
	337 400 800	**(2 732 200)**	**334 668 600**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES SERVICES OPÉRATIONNELS DE LA FPO**	**324 770 405**
ACTIF DE FONCTIONNEMENT					
2	11 000 000		11 000 000	Information et technologie de l'information du gouvernement	7 828 689
6	1 000	3 773 400	3 774 400	Services opérationnels	3 710 675
	11 001 000	**3 773 400**	**14 774 000**	**TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES SERVICES OPÉRATIONNELS DE LA FPO**	**11 539 364**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
3	11 892 500	6 518 800	18 411 300	Information et technologie de l'information du gouvernement	18 280 386
12	2 000		2 000	Services communs de l'Ontario	0
8	4 096 400		4 096 400	Archives publiques de l'Ontario	3 908 136
L	3 298 100		3 298 100	Amortissement – Information et technologie de l'information du gouvernement, *Loi sur l'administration financière*	360 992
L	1 340 000		1 340 000	Amortissement – Services communs de l'Ontario, *Loi sur l'administration financière*	1 130 941
	20 629 000	**6 518 800 ***	**27 147 800**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DES SERVICES OPÉRATIONNELS DE LA FPO**	**23 680 455**

MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	par le Conseil	Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1811				**PROGRAMME DES SERVICES**	
ACTIF D'IMMOBILISATIONS				**OPÉRATIONNELS DE LA FPO**	
13	186 278 600	4 293 000	190 571 600	Information et technologie de l'information du gouvernement	106 163 354
14	12 759 700	2 716 200	15 475 900	Services communs de l'Ontario	15 474 452
	199 038 300	**7 009 200**	**206 047 500**	**TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DES SERVICES OPÉRATIONNELS DE LA FPO**	**121 637 806**

Description du programme :

Le Programme des services opérationnels de la FPO est chargé d'améliorer la prestation des services internes et externes du gouvernement afin de répondre aux besoins des Ontariens et des Ontariennes et de la FPO. Tous les programmes de prestation des services s'attachent à optimiser et améliorer les services gouvernementaux.

Le Programme d'information et de technologie de l'information du gouvernement assume le leadership visant à optimiser la gestion de l'information et la technologie de l'information au sein du gouvernement. Cela comprend les politiques, la mise en œuvre de l'infrastructure commune, la gouvernance et la responsabilité ainsi que la prestation des services communs à l'échelle de la FPO, tels que le traitement informatique et les installations de réseaux.

Les Services communs de l'Ontario fournissent à l'échelle du gouvernement des services de soutien aux employés et aux programmes de la FPO. Cela inclut le traitement des opérations financières et les recouvrements, la gestion de la chaîne d'approvisionnement, l'assurance et la gestion des risques, la gestion et le traitement de la paie et l'administration des avantages sociaux.

Les Archives publiques de l'Ontario recueillent, gèrent et préservent les documents de la province et encouragent le public à consulter les documents historiques de l'Ontario. Elles assurent la gestion responsable de la collection d'œuvres d'art du gouvernement et soutiennent de bonnes pratiques de conservation des documents au gouvernement.

Le Bureau d'écologisation de la fonction publique de l'Ontario assure le leadership stratégique des efforts des ministères pour l'écologisation et l'intendance environnementale des activités gouvernementales. Il a pour mandat de veiller à ce que des plans d'action soient en place pour réduire l'empreinte carbone du gouvernement et pour faciliter l'établissement de pratiques opérationnelles durables et d'une culture organisationnelle sensible aux préoccupations environnementales et axée sur leur règlement.

* Inclut une ordonnance de 6 518 800 $ rendue par le Conseil du Trésor après la fin de l'exercice, autorisée par le Conseil du Trésor le 16 juin 2011 et appliquée rétroactivement à l'exercice 2010-2011 pour Grands projets d'infrastructure.

MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX

PROGRAMME DES SERVICES OPÉRATIONNELS DE LA FPO – CRÉDIT 1811

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Information et technologie de l'information du gouvernement (Poste 1)		
Traitements et salaires		139 384 788
Avantages sociaux		18 246 561
Transports et communications		61 870 896
Services		252 470 996
Fournitures et matériel		28 004 303
		499 977 544
Moins : Recouvrements		363 212 606
		136 764 938
Services communs de l'Ontario (Poste 5)		
Traitements et salaires		85 201 613
Avantages sociaux		13 230 674
Transports et communications		7 794 129
Services		83 287 726
Fournitures et matériel		1 204 571
		190 718 713
Moins : Recouvrements		24 971 094
		165 747 619
Services opérationnels		
Traitements et salaires	84 430 432	
Avantages sociaux	13 134 822	
Transports et communications	7 779 830	
Services	64 813 185	
Fournitures et matériel	1 197 754	
	171 356 023	
Moins : Recouvrements	23 536 513	
		147 819 510
Programme de responsabilité civile – dossiers généraux et circulation routière		
Traitements et salaires	771 181	
Avantages sociaux	95 852	
Transports et communications	14 299	
Services	18 474 541	
Fournitures et matériel	6 817	
	19 362 690	
Moins : Recouvrements	1 434 581	
		17 928 109
Archives publiques de l'Ontario (Poste 7)		
Traitements et salaires		6 943 784
Avantages sociaux		1 018 854
Transports et communications		702 433
Services		11 511 288
Fournitures et matériel		355 968
Paiements de transfert		
Subventions à l'appui des Archives publiques de l'Ontario		45 700
		20 578 027
Moins : Recouvrements		4 903 819
		15 674 208
Bureau d'écologisation de la fonction publique de l'Ontario (Poste 11)		
Traitements et salaires		1 176 162
Avantages sociaux		130 778
Transports et communications		16 125
Services		345 020
Fournitures et matériel		55 512
		1 723 597
Crédits législatifs		
Services		
Paiements versés à des agences de recouvrement du secteur privé en vertu de la *Loi sur l'administration financière*		4 860 043
		4 860 043
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES SERVICES OPÉRATIONNELS DE LA FPO		**324 770 405**

MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX

PROGRAMME DES SERVICES OPÉRATIONNELS DE LA FPO – CRÉDIT 1811

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

	$	$
ACTIF DE FONCTIONNEMENT		
Information et technologie de l'information du gouvernement (Poste 2)		
Dépôts et charges payées d'avance	7 828 689	
	7 828 689	
Services opérationnels (Poste 6)		
Dépôts et charges payées d'avance	3 710 675	
	3 710 675	
TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES SERVICES OPÉRATIONNELS DE LA FPO	**11 539 364**	
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
Information et technologie de l'information du gouvernement (Poste 3)		
Services	11 361 568	
Autres opérations		
Projets d'infrastructure de grande envergure	6 918 818	
	18 280 386	
Archives publiques de l'Ontario (Poste 8)		
Services	3 908 136	
	3 908 136	
Crédits législatifs		
Autres opérations		
Amortissement – Information et technologie de l'information du gouvernement, *Loi sur l'administration financière*		20 170 796
		20 170 796
Moins : Recouvrements		19 809 804
		360 992
Crédits législatifs		
Autres opérations		
Amortissement – Services communs de l'Ontario, *Loi sur l'administration financière*		1 130 941
		1 130 941
TOTAL (CHARGE D'IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DES SERVICES OPÉRATIONNELS DE LA FPO		**23 680 455**
ACTIF D'IMMOBILISATIONS		
Information et technologie de l'information du gouvernement (Poste 13)		
Matériel de technologie de l'information		55 112 260
Logiciels d'application de gestion		51 051 094
		106 163 354
Services communs de l'Ontario (Poste 14)		
Logiciels d'application de gestion		15 474 452
		15 474 452
TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DES SERVICES OPÉRATIONNELS DE LA FPO		**121 637 806**

MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1812 CHARGES DE FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DES ORGANISMES, CONSEILS, COMMISSIONS ET TRIBUNAUX**	
2	1 850 000		1 850 000	Tribunal d'appel en matière de permis	1 599 162
4	1 245 800	564 400	1 810 200	Commission de révision de la publicité	1 763 519
5	1 031 600		1 031 600	Bureau du commissaire aux conflits d'intérêts	896 523
	4 127 400	**564 400**	**4 691 800**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES ORGANISMES, CONSEILS, COMMISSIONS ET TRIBUNAUX**	**4 259 204**

Description du programme:

Une variété d'organismes, de conseils et de commissions associés au MSG assure la surveillance afin de veiller à l'efficacité de la gouvernance, de la responsabilité et de la gestion des relations :

Le Tribunal d'appel en matière de permis entend les appels concernant des demandes d'indemnisation et des activités de délivrance de permis en vertu des lois administrées par divers ministères.

La Commission de révision de la publicité est désignée comme un service central obligatoire pour l'achat de publicité, les relations avec le public et les médias et les services de communications créatives au nom de la FPO. Cela contribue à garantir que les ministères et les organismes gouvernementaux acquièrent ces services de manière équitable, ouverte, transparente et accessible aux fournisseurs qualifiés.

Le commissaire aux conflits d'intérêts a des responsabilités vis-à-vis de certaines questions touchant les conflits d'intérêts et l'activité politique lorsqu'elles concernent des employés des ministères et des organismes publics ou des personnes nommées aux organismes publics. Le commissaire traite les demandes de conseils ou de décision reçues de sous-ministres, de présidents d'organismes publics et d'autres personnes désignées relativement à des questions précises touchant les conflits d'intérêts et l'activité politique.

MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX

PROGRAMME DES ORGANISMES, CONSEILS, COMMISSIONS ET TRIBUNAUX – CRÉDIT 1812

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Tribunal d'appel en matière de permis (Poste 2)	
Traitements et salaires	972 951
Avantages sociaux	113 262
Transports et communications	64 753
Services	802 312
Fournitures et matériel	18 057
	1 971 335
Moins : Recouvrements	372 173
	1 599 162
Commission de révision de la publicité (Poste 4)	
Traitements et salaires	549 319
Avantages sociaux	50 047
Transports et communications	18 565
Services	1 132 199
Fournitures et matériel	13 389
	1 763 519
Bureau du commissaire aux conflits d'intérêts (Poste 5)	
Traitements et salaires	559 615
Avantages sociaux	49 892
Transports et communications	12 607
Services	269 446
Fournitures et matériel	4 963
	896 523
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES ORGANISMES, CONSEILS, COMMISSIONS ET TRIBUNAUX	**4 259 204**

MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	par le Conseil	Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1814				**PROGRAMME SERVICEONTARIO**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	269 911 900	12 627 800	282 539 700	ServiceOntario	281 184 414
L	15 000		15 000	Contribution de la Couronne au Régime de retraite des juges, *Loi sur l'enregistrement des actes*	0
L	5 001 000		5 001 000	Demandes d'indemnisation adressées à la Caisse d'assurance des droits immobiliers, *Loi sur l'enregistrement des droits immobiliers*	0
L	301 000		301 000	Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*	62 359
	275 228 900	**12 627 800**	**287 856 700**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME SERVICEONTARIO**	**281 246 773**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
2	4 801 000		4 801 000	ServiceOntario	4 798 272
L	794 400		794 400	Amortissement – *Loi sur l'administration financière*	217 311
	5 595 400		**5 595 400**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME SERVICEONTARIO**	**5 015 583**
ACTIF D'IMMOBILISATIONS					
3	16 280 100	(4 626 200)	11 653 900	ServiceOntario	7 525 855
	16 280 100	**(4 626 200)**	**11 653 900**	**TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME SERVICEONTARIO**	**7 525 855**

Description du programme:

ServiceOntario est la voie d'accès aux services du gouvernement pour la prestation aux particuliers et aux entreprises de services d'information et transactionnels réguliers. ServiceOntario « facilite » pour les Ontariens et les Ontariennes l'obtention de services gouvernementaux en offrant du soutien en personne, au guichet ou depuis un kiosque, par la poste, par téléphone ou en ligne.

ServiceOntario modernise son réseau de prestation de services afin d'améliorer l'accès au service et la qualité du service et de réduire les temps d'attente. Il intègre les services et regroupe les emplacements de manière à ce que les Ontariens et les Ontariennes puissent faire obtenir des services de délivrance de permis, d'immatriculation et d'enregistrement.

MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX

PROGRAMME SERVICEONTARIO – CRÉDIT 1814

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
ServiceOntario (Poste 1)		
Traitements et salaires	129 026 940	
Avantages sociaux	22 008 208	
Transports et communications	14 277 811	
Services	117 663 560	
Fournitures et matériel	12 150 267	
	295 126 786	
Moins : Recouvrements	13 942 372	
	281 184 414	
Crédits législatifs		
Autres opérations		
Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*	62 359	
	62 359	
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME SERVICEONTARIO	**281 246 773**	
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
ServiceOntario (Poste 2)		
Services		4 798 272
		4 798 272
Crédits législatifs		
Autres opérations		
Amortissement – *Loi sur l'administration financière*		217 311
		217 311
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME SERVICEONTARIO		**5 015 583**
ACTIF D'IMMOBILISATIONS		
ServiceOntario (Poste 3)		
Logiciels d'application de gestion		7 525 855
		7 525 855
TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME SERVICEONTARIO		**7 525 855**

MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

	2011 $	2010 $
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Subvention afférente à des travaux statistiques	113 224	133 038
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Loi sur les sûretés mobilières	38 527 713	40 887 795
Constitutions en société	24 448 689	21 509 519
Loi sur les statistiques de l'état civil	18 397 903	19 761 506
Enregistrement de noms commerciaux	9 685 380	9 296 465
Recherches, certificats et hypothèques	3 046 707	4 654 371
Loi sur le mariage	2 911 505	2 903 092
Loi sur le changement de nom	1 593 001	1 357 085
Sociétés en nom collectif	461 927	384 170
Loi sur l'enregistrement des droits immobiliers	242 623	1 716 541
En dehors de la province	117 786	91 858
Commission d'appel des enregistrements commerciaux	61 335	60 300
Loi sur l'administration financière (frais pour chèques refusés)	32 653	61,310
Déclarations annuelles obligatoires	12 410	9 530
Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie	6 379	12 968
Autres	1 102 733	1 034 262
	100 648 744	103 740 772
VENTES ET LOCATIONS		
Ventes et locations – Autres	156 425	137 990
Publications Ontario – ventes	92 233	91 788
	248 658	229 778
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Autres	21 792 496	9 910 297
	21 792 496	9 910 297
DIVERS		
Intérêt	1 571	1 987
Autres	3 611 531	25 848 945
	3 613 102	25 850 932
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	**126 416 224**	**139 134 817**

MINISTÈRE DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

EXERCICE 2010 – 2011

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS

SOMMAIRE 2-342

ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 2-343

SERVICES AUX ADULTES 2-345

DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) 2-344, 2-348

ÉTAT DES RECETTES 2-349

MINISTÈRE DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

2009 – 2010 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2010 – 2011 Crédits autorisés	2010 – 2011 Dépenses réelles
$		$	$
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
34 655 915	Administration du ministère	39 927 014	38 451 668
8 587 355 934	Services aux adultes	9 199 046 400	9 094 452 172
8 622 011 849	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE**	**9 238 973 414**	**9 132 903 840**
	ACTIF DE FONCTIONNEMENT		
27 478 200	Services aux adultes	22 098 800	22 094 800
27 478 200	**TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE**	**22 098 800**	**22 094 800**
	CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
25 179 562	Services aux adultes	41 574 400	40 579 630
25 179 562	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE**	**41 574 400**	**40 579 630**
	ACTIF D'IMMOBILISATIONS		
10 466 546	Services aux adultes	16 049 600	14 954 011
10 466 546	**TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE**	**16 049 600**	**14 954 011**

MINISTÈRE DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés Prévisions	par le Conseil	Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
701				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				**DU MINISTÈRE**	
1	39 863 000		39 863 000	Administration du ministère	38 390 449
L	47 841		47 841	Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	49 301
L	16 173		16 173	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	11 918
	39 927 014		**39 927 014**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	**38 451 668**

Description du programme :

Le programme fournit au ministère des conseils de planification stratégique des activités et des services de gestion opérationnelle afin d'aider les cadres à prendre leurs décisions. Comme ils font partie de la fonction publique de l'Ontario, les services de soutien des activités du ministère reprennent et renforcent les politiques et activités générales du gouvernement. Le ministère collabore avec le ministère des Services à l'enfance et à la jeunesse afin d'assurer une prestation de services efficace et efficiente.

MINISTÈRE DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 701

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Administration du ministère (Poste 1)		
Traitements et salaires		19 268 434
Avantages sociaux		2 877 380
Transports et communications		772 770
Services		14 957 858
Fournitures et matériel		514 007
		38 390 449
Bureau de la direction		
Traitements et salaires	1 597 066	
Avantages sociaux	196 529	
Transports et communications	89 841	
Services	85 678	
Fournitures et matériel	13 260	
		1 982 374
Soutien aux activités		
Traitements et salaires	6 142 869	
Avantages sociaux	874 457	
Transports et communications	267 508	
Services	1 466 699	
Fournitures et matériel	128 192	
		8 879 725
Ressources humaines		
Traitements et salaires	1 811 587	
Avantages sociaux	496 728	
Transports et communications	51 839	
Services	132 407	
Fournitures et matériel	27 514	
		2 520 075
Services de communication		
Traitements et salaires	1 551 387	
Avantages sociaux	262 182	
Transports et communications	58 996	
Services	451 223	
Fournitures et matériel	62 005	
		2 385 793
Services juridiques		
Traitements et salaires	21 453	
Avantages sociaux	2 127	
Transports et communications	62 381	
Services	3 768 277	
Fournitures et matériel	83 801	
		3 938 039
Services de vérification		
Services	815 135	
		815 135
Services informatiques		
Traitements et salaires	8 144 072	
Avantages sociaux	1 045 357	
Transports et communications	242 205	
Services	8 238 439	
Fournitures et matériel	199 235	
		17 869 308
Crédits législatifs		
Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		49 301
Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		11 918
		61 219
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE		**38 451 668**

MINISTÈRE DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
702				**PROGRAMME DES SERVICES AUX ADULTES**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
3	7 176 486 100		7 176 486 100	Soutien financier et soutien à l'emploi	7 089 748 792
4	278 056 800		278 056 800	Services sociaux aux adultes	271 524 077
6	1 658 400 800	(175 000)	1 658 225 800	Services aux adultes et aux enfants ayant une déficience intellectuelle	1 658 224 761
7	49 177 300		49 177 300	Bureau des obligations familiales	42 414 177
10	16 468 100		16 468 100	Direction générale de l'accessibilité pour l'Ontario	12 244 031
L	20 632 300		20 632 300	Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*	20 296 334
	9 199 221 400	**(175 000)**	**9 199 046 400**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES SERVICES AUX ADULTES**	**9 094 452 172**
ACTIF DE FONCTIONNEMENT					
9	22 098 800		22 098 800	Services aux adultes	22 094 800
	22 098 800		**22 098 800**	**TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES SERVICES AUX ADULTES**	**22 094 800**

MINISTÈRE DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
702				**PROGRAMME DES SERVICES AUX ADULTES**	
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
8	41 465 400		41 465 400	Services aux adultes	40 540 823
L	109 000		109 000	Amortissement – *Loi sur l'administration financière*	38 807
	41 574 400		**41 574 400**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DES SERVICES AUX ADULTES**	**40 579 630**
ACTIF D'IMMOBILISATIONS					
11	4 051 300	(800 000)	3 251 300	Services aux adultes	3 166 261
12	11 998 300	800 000	12 798 300	Bureau des obligations familiales	11 787 750
	16 049 600		**16 049 600**	**TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DES SERVICES AUX ADULTES**	**14 954 011**

Description du programme:

Le programme offre aux plus démunis des services communautaires efficaces et responsables, de la façon la plus équitable possible. Les Ontariens et Ontariennes dans le besoin, les personnes handicapées notamment, peuvent accéder à des soutiens du revenu et de l'emploi qui les aident à progresser vers l'autonomie. Le Bureau des obligations familiales est un programme neutre d'application de la loi qui travaille avec les personnes qui versent une pension alimentaire et celles qui en touchent une en vue de l'exécution des obligations alimentaires envers la famille. Les services communautaires pour adultes apportent leur appui aux familles et aux collectivités afin d'aider les adultes vulnérables. 'Ils desservent notamment les personnes ayant des déficiences intellectuelles et d'autres besoins particuliers, les femmes victimes de violence familiale et les Autochtones (par l'entremise de la Stratégie de ressourcement pour le mieux-être des Autochtones). La Direction générale de l'accessibilité pour l'Ontario veille au respect des exigences de la *Loi de 2005 sur l'accessibilité pour les personnes handicapées de l'Ontario* et de la *Loi de 2001 sur les personnes handicapées de l'Ontario* en vue de parvenir pour la population ontarienne à l'accessibilité par l'élaboration et l'application de normes connexes, de moyens d'orientation et d'information du public, d'outils et de ressources pour la planification de l'accessibilité et l'établissement de programmes connexes.

MINISTÈRE DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

PROGRAMME DES SERVICES AUX ADULTES – CRÉDIT 702

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

	$	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
Soutien financier et soutien à l'emploi (Poste 3)			
Traitements et salaires			157 884 305
Avantages sociaux			25 792 560
Transports et communications			11 238 303
Services			63 269 176
Fournitures et matériel			5 375 505
Paiements de transfert			
Programme ontarien de soutien aux personnes handicapées – Soutien financier	3 535 808 844		
Programme ontarien de soutien aux personnes handicapées – Soutien à l'emploi	41 500 763		
Programme Ontario au travail – Soutien financier	2 241 665 324		
Programme Ontario au travail – Soutien à l'emploi	189 224 575		
Programme de médicaments de l'Ontario	824 876 203		
		6 833 075 709	
		7 096 635 558	
Moins : Recouvrements		6 886 766	
		7 089 748 792	
Soutien financier et soutien à l'emploi			
Traitements et salaires		152 696 579	
Avantages sociaux		25 183 046	
Transports et communications		10 756 297	
Services		62 168 157	
Fournitures et matériel		5 291 937	
Paiements de transfert			
Programme ontarien de soutien aux personnes handicapées – Soutien financier	3 535 808 844		
Programme ontarien de soutien aux personnes handicapées – Soutien à l'emploi	41 500 763		
Programme Ontario au travail – Soutien financier	2 241 665 324		
Programme Ontario au travail – Soutien à l'emploi	189 224 575		
Programme de médicaments de l'Ontario	824 876 203		
		6 833 075 709	
		7 089 171 725	
Moins : Recouvrements		6 886 766	
			7 082 284 959
Tribunal de l'aide sociale			
Traitements et salaires		5 187 726	
Avantages sociaux		609 514	
Transports et communications		482 006	
Services		1 101 019	
Fournitures et matériel		83 568	
			7 463 833
Services sociaux aux adultes (Poste 4)			
Traitements et salaires			5 178 414
Avantages sociaux			697 604
Transports et communications			302 255
Services			607 077
Fournitures et matériel			53 884
Paiements de transfert			
Violence faite aux femmes	143 202 367		
Aide à l'intégration communautaire	102 801 016		
Stratégie de ressourcement pour le mieux-être des Autochtones	18 681 460		
			264 684 843
			271 524 077
Services aux adultes et aux enfants ayant une déficience intellectuelle (Poste 6)			
Traitements et salaires			21 798 683
Avantages sociaux			7 254 172
Transports et communications			758 211
Services			4 601 355
Fournitures et matériel			224 424
Paiements de transfert			
Services en établissement	1 052 144 294		
Services de soutien	571 443 622		
			1 623 587 916
			1 658 224 761
Bureau des obligations familiales (Poste 7)			
Traitements et salaires			27 476 549
Avantages sociaux			4 372 858
Transports et communications			2 051 358
Services			11 091 026
Fournitures et matériel			454 802
			45 446 593
Moins : Recouvrements			3 032 416
			42 414 177

MINISTÈRE DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

PROGRAMME DES SERVICES AUX ADULTES – CRÉDIT 702

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

	$	$
Direction générale de l'accessibilité pour l'Ontario (Poste 10)		
Traitements et salaires	4 978 728	
Avantages sociaux	649 086	
Transports et communications	155 617	
Services	4 301 905	
Fournitures et matériel	160 096	
Paiements de transfert		
Partenariats stratégiques pour l'accessibilité	1 998 599	
	12 244 031	
Crédits législatifs		
Autres opérations		
Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*	20 296 334	
	20 296 334	
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES SERVICES AUX ADULTES		**9 094 452 172**
ACTIF DE FONCTIONNEMENT		
Services aux adultes (Poste 9)		
Avances et montants récupérables		
Programme ontarien de soutien aux personnes handicapées – Aide financière	22 094 800	
	22 094 800	
TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES SERVICES AUX ADULTES		**22 094 800**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
Services aux adultes (Poste 8)		
Paiements de transfert		
Subventions d'immobilisations	13 801 462	
Renouvellement des installations des partenaires	22 784 467	
		36 585 929
Autres opérations		
Investissements dans les immobilisations		3 954 894
		40 540 823
Crédits législatifs		
Autres opérations		
Amortissement – *Loi sur l'administration financière*		38 807
		38 807
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DES SERVICES AUX ADULTES		**40 579 630**
ACTIF D'IMMOBILISATIONS		
Services aux adultes (Poste 11)		
Logiciels d'application de gestion		30 783 252
Parc automobile et flotte de bateaux		49 314
		30 832 566
Moins : Recouvrements		27 666 305
		3 166 261
Bureau des obligations familiales (Poste 12)		
Logiciels d'application de gestion		11 787 750
		11 787 750
TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DES SERVICES AUX ADULTES		**14 954 011**

MINISTÈRE DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

	2011 $	2010 $
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Accord sur les services d'aide sociale aux Indiens	84 162 168	90 192 734
Entente sur le marché du travail pour les personnes handicapées	38 205 738	38 205 738
Logement en milieu de soutien	2 415 899	2 418 798
Gouvernement/Canada – Fonds pour initiative familiale	1 013 704	1 028 859
Langue française	65 000	48 500
	125 862 509	131 894 629
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Remaniement des services locaux	236 457 828	587 088 602
Cas attribués (BOF) – POSPH	12 909 919	12 356 408
	249 367 747	599 445 010
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Frais d'administration – FRO	1 758 500	1 690 733
FOI – Droits	30 404	27 909
Frais pour chèques refusés	20 435	21 875
	1 809 339	1 740 517
VENTES ET LOCATIONS		
Autres – ventes – générales	5	120
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Subventions de fonctionnement	8 985 382	24 878 841
Frais de fonctionnement	1 371 049	688 322
Subventions	810 508	298 557
	11 166 939	25 865 720
DIVERS		
Comptes de subrogation	1 917 052	2 660 804
Pénalités – intérêt	4 906	4 783
Intérêts bancaires	20	612
Indemnités de service judiciaire et de témoin	40	161
Autres	45 130	149 030
	1 967 148	2 815 390
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	**390 173 687**	**761 761 386**

MINISTÈRE DU TOURISME ET DE LA CULTURE

EXERCICE 2010 – 2011

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS

- SOMMAIRE 2-352
- ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 2-353
- TOURISME 2-355
- IMMOBILISATIONS TOURISTIQUES ET CULTURELLES 2-357
- CULTURE 2-359
- FONDATION TRILLIUM DE L'ONTARIO 2-361
- SECRÉTARIAT AUX AFFAIRES DES PERSONNES ÂGÉES DE L'ONTARIO 2-363
- DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) 2-354

ÉTAT DES RECETTES 2-365

MINISTÈRE DU TOURISME ET DE LA CULTURE

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

2009 – 2010 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2010 – 2011 Crédits autorisés	2010 – 2011 Dépenses réelles
$		$	$
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
7 262 605	Administration du ministère	5 997 728	5 695 623
123 678 587	Tourisme	183 745 800	176 835 229
274 633 205	Culture	246 909 400	246 647 842
120 000 000	Fondation Trillium de l'Ontario	120 001 000	120 000 000
3 679 748	Secrétariat aux affaires des personnes âgées de l'Ontario	5 243 500	5 240 306
529 254 145	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE**	**561 897 428**	**554 419 000**
	CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
0	Administration du ministère	4 000	0
0	Tourisme	2 000	0
42 554 414	Immobilisations touristiques et culturelles	85 742 400	71 510 952
0	Culture	2 000	0
42 554 414	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE**	**85 750 400**	**71 510 952**
	ACTIF D'IMMOBILISATIONS		
0	Administration du ministère	2 000	0
0	Tourisme	1 000	0
0	Culture	1 000	0
0	**TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE**	**4 000**	**0**

MINISTÈRE DU TOURISME ET DE LA CULTURE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
3801				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				**DU MINISTÈRE**	
1	7 295 900	(1 426 200)	5 869 700	Administration du ministère	5 574 342
L	95 682		95 682	Traitement versé aux ministres en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	67 988
L	32 346		32 346	Traitement versé aux adjoints parlementaires en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	53 293
	7 423 928	**(1 426 200)**	**5 997 728**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE ...**	**5 695 623**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
3	2 000		2 000	Administration du ministère	0
L	2 000		2 000	Amortissement – *Loi sur l'administration financière*	0
	4 000		**4 000**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE ...**	**0**
ACTIF D'IMMOBILISATIONS					
2	2 000		2 000	Administration du ministère	0
	2 000		**2 000**	**TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE ...**	**0**

Description du programme :

Le programme d'administration du ministère comprend les Bureaux des ministres, les Bureaux des adjoints parlementaires, le Bureau du sous-ministre et la Direction des communications. Le programme assure l'orientation et la direction générale du ministère et il est aussi responsable de l'administration interne.

MINISTÈRE DU TOURISME ET DE LA CULTURE

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 3801

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Administration du ministère (Poste 1)		
Traitements et salaires		3 929 393
Avantages sociaux		499 724
Transports et communications		124 055
Services		924 333
Fournitures et matériel		96 837
		5 574 342
Bureau principal		
Traitements et salaires	1 847 545	
Avantages sociaux	233 730	
Transports et communications	91 007	
Services	414 971	
Fournitures et matériel	53 047	
		2 640 300
Services de communication		
Traitements et salaires	2 081 848	
Avantages sociaux	265 994	
Transports et communications	33 048	
Services	509 362	
Fournitures et matériel	43 790	
		2 934 042
Crédits législatifs		
Traitement versé aux ministres en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		67 988
Traitement versé aux adjoints parlementaires en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		53 293
		121 281
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE		**5 695 623**

MINISTÈRE DU TOURISME ET DE LA CULTURE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	par le Conseil	Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
3802				**PROGRAMME DU TOURISME**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	174 608 600	9 137 200	183 745 800	Tourisme	176 835 229
	174 608 600	**9 137 200**	**183 745 800**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DU TOURISME**	**176 835 229**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
3	1 000		1 000	Tourisme	0
L	1 000		1 000	Amortissement – *Loi sur l'administration financière*	0
	2 000		**2 000**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DU TOURISME**	**0**
ACTIF D'IMMOBILISATIONS					
2	1 000		1 000	Tourisme	0
	1 000		**1 000**	**TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DU TOURISME**	**0**

Description du programme:

Le Programme du tourisme a pour objectif d'appuyer et de stimuler l'industrie touristique de l'Ontario, ce qui soutient directement la priorité centrale du gouvernement Une société forte, une économie forte.

Le ministère travaille en collaboration avec les associations et entreprises touristiques pour développer et renforcer l'industrie touristique de la province et pour promouvoir l'Ontario dans le monde entier comme destination de choix offrant des activités toute l'année. Le Programme collabore avec les intervenants pour offrir des destinations et expériences touristiques originales, soutient les festivals et autres manifestations dans toute la province, définit les possibilités de développement touristique et offre des renseignements stratégiques afin que les intervenants du secteur touristique demeurent bien informés sur les tendances, les enjeux et les attentes des visiteurs.

Le ministère supervise les activités et les responsabilités de huit attractions et organismes qui favorisent le tourisme, la croissance économique et la création d'emplois. Les attractions et les organismes à vocation touristique du ministère sont les intendants des lieux historiques, des espaces verts et des parcs dans les régions de tout l'Ontario, et offrent une large gamme de programmes d'éducation, de loisirs, de culture et de divertissement à l'intention des résidents et des visiteurs.

MINISTÈRE DU TOURISME ET DE LA CULTURE

PROGRAMME DU TOURISME – CRÉDIT 3802

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Tourisme (Poste 1)		
Traitements et salaires		10 855 872
Avantages sociaux		1 449 545
Transports et communications		515 616
Services		7 618 399
Fournitures et matériel		1 193 774
Paiements de transfert		
Subventions à l'appui du développement des investissements touristiques	22 103 025	
Subventions à l'appui du Programme de sollicitation et de soutien pour les événements et les festivals	16 213 167	
Subventions pour les régions touristiques	63 402 261	
Société du Partenariat ontarien de marketing touristique	42 330 723	
Société d'exploitation de la Place Ontario	5 000 000	
Commission des parcs du Saint-Laurent	7 714 400	
		156 763 576
		178 396 782
Moins: Recouvrements		1 561 553
		176 835 229
Politiques et développement du tourisme		
Traitements et salaires	4 803 221	
Avantages sociaux	477 600	
Transports et communications	283 481	
Services	2 302 699	
Fournitures et matériel	291 283	
Paiements de transfert		
Subventions à l'appui du développement des investissements touristiques	22 103 025	
Subventions à l'appui du Programme de sollicitation et de soutien pour les événements et les festivals	16 213 167	
Subventions pour les régions touristiques	63 402 261	
	109 876 737	
Moins : Recouvrements	1 561 553	
		108 315 184
Marketing touristique		
Paiements de transfert		
Société du Partenariat ontarien de marketing touristique	42 330 723	
		42 330 723
Planification et activités touristiques		
Traitements et salaires	6 052 651	
Avantages sociaux	971 945	
Transports et communications	232 135	
Services	5 315 700	
Fournitures et matériel	902 491	
Paiements de transfert		
Société d'exploitation de la Place Ontario	5 000 000	
Commission des parcs du Saint-Laurent	7 714 400	
	12 714 400	
		26 189 322
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DU TOURISME		**176 835 229**

MINISTÈRE DU TOURISME ET DE LA CULTURE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
3804				**PROGRAMME D'IMMOBILISATIONS**	
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				**TOURISTIQUES ET CULTURELLES**	
1	42 375 000	43 367 400	85 742 400	Immobilisations touristiques et culturelles	71 510 952
	42 375 000	**43 367 400**	**85 742 400**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME D'IMMOBILISATIONS TOURISTIQUES ET CULTURELLES.....**	**71 510 952**

Description du programme:

Le Programme d'immobilisations touristiques veille à la préservation et à la promotion des fonds investis par l'Ontario dans l'infrastructure touristique et culturelle.

Le ministère participe actuellement à l'exécution du programme d'Infrastructures de loisirs Canada (ILC) en Ontario - un programme fédéral-provincial-municipal doté d'un budget de 390 millions de dollars qui vise à stimuler l'économie de manière ciblée et opportune par des investissements dans l'infrastructure récréative existante. Le programme d'ILC devrait prendre fin d'ici le 31 mars 2011 et l'entente fédérale-provinciale le régissant devrait parvenir à son terme au plus tard le 30 juin 2011.

Le ministère finance la réparation et la réfection des immobilisations de 13 de ses 21 attractions et organismes culturels et touristiques. Ce financement permet aux organismes et attractions relevant du ministère d'entreprendre des réparations et des réfections de l'infrastructure existante (rénovations, aménagements requis par le Code du bâtiment, améliorations liées à la santé et la sécurité, conformité aux lois et règlements) afin de les aider à demeurer concurrentielles et à enrichir l'expérience vécue par les visiteurs.

Le ministère gère également les engagements pris en matière de développement de l'infrastructure culturelle dans le cadre du programme Partenaires pour les sports, la culture et le tourisme - une initiative provinciale consacrée à l'infrastructure dotée d'un budget de 300 millions de dollars.

MINISTÈRE DU TOURISME ET DE LA CULTURE

PROGRAMME D'IMMOBILISATIONS TOURISTIQUES ET CULTURELLES – CRÉDIT 3804

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

	$	$
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
Immobilisations touristiques et culturelles (Poste 1)		
Services		6 472 363
Fournitures et matériel		586 826
Paiements de transfert		
Partenaires pour les sports, la culture et le tourisme	153 060	
Partenaires pour les sports, la culture et le tourisme – contribution au Programme d'infrastructures Canada-Ontario	95 920	
Réparations et rénovations des organismes touristiques	8 072 000	
Réparations et rénovations des organismes culturels	8 205 000	
Subventions pour le tourisme	27 621 800	
Subventions pour le tourisme – contribution fédérale	6 121 800	
Subventions pour la culture	9 166 092	
Subventions pour la culture – contribution fédérale	5 016 091	
		64 451 763
		71 510 952
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME D'IMMOBILISATIONS TOURISTIQUES ET CULTURELLES		**71 510 952**

MINISTÈRE DU TOURISME ET DE LA CULTURE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	par le Conseil	Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
3805				**PROGRAMME DE LA CULTURE**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	238 983 200	7 926 200	246 909 400	Culture	246 647 842
	238 983 200	**7 926 200**	**246 909 400**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE LA CULTURE**	**246 647 842**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
3	1 000		1 000	Programme de la culture	0
L	1 000		1 000	Amortissement – *Loi sur l'administration financière*	0
	2 000		**2 000**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DE LA CULTURE**	**0**
ACTIF D'IMMOBILISATIONS					
2	1 000		1 000	Programme de la culture	0
	1 000		**1 000**	**TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DE LA CULTURE**	**0**

Description du programme :

Le programme de la culture encourage et soutient l'industrie des arts et de la culture, protège le patrimoine de l'Ontario, veille au développement du réseau de bibliothèques publiques et aide les organismes culturels afin d'optimiser leur contribution au bien-être social, culturel et économique de l'Ontario.

MINISTÈRE DU TOURISME ET DE LA CULTURE

PROGRAMME DE LA CULTURE – CRÉDIT 3805

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Culture (Poste 1)		
Traitements et salaires		8 605 440
Avantages sociaux		1 171 853
Transports et communications		234 203
Services		2 608 257
Fournitures et matériel		117 034
Paiements de transfert		
Soutien au secteur d'arts	19 675 886	
Soutien au secteur du patrimoine	7 776 693	
Soutien au secteur des bibliothèques	24 453 937	
Soutien aux organismes culturels	2 048 500	
Musée des beaux-arts de l'Ontario	21 182 500	
Collection McMichael d'art canadien	3 225 800	
Conseil des arts de l'Ontario	59 987 400	
Société de développement de l'industrie des médias de l'Ontario	19 750 300	
Fonds du patrimoine ontarien	4 116 150	
Centre des sciences de l'Ontario	19 383 100	
Jardins botaniques royaux	3 798 500	
Musée royal de l'Ontario	30 597 800	
Science Nord	6 776 300	
Services des bibliothèques de l'Ontario – Sud	5 063 100	
Services des bibliothèques de l'Ontario – Nord	1 691 171	
Soutien aux communautés culturelles	1 494 530	
Soutien au secteur des industries culturelles	2 889 388	
		233 911 055
		246 647 842
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE LA CULTURE		**246 647 842**

MINISTÈRE DU TOURISME ET DE LA CULTURE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	par le Conseil	Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
3806				**PROGRAMME DE LA FONDATION**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				**TRILLIUM DE L'ONTARIO**	
1	120 001 000		120 001 000	Fondation Trillium de l'Ontario	120 000 000
	120 001 000		**120 001 000**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE LA FONDATION TRILLIUM DE L'ONTARIO.....**	**120 000 000**

Description du programme :

La Fondation Trillium de l'Ontario est l'une des plus importantes fondations subventionnaires de bienfaisance au Canada. Elle aide à bâtir des communautés saines et dynamiques par un soutien financier aux organismes de bienfaisance à but non lucratif dans les domaines des arts et de la culture, des sports et des loisirs, de l'environnement et des services humains et sociaux.

MINISTÈRE DU TOURISME ET DE LA CULTURE

PROGRAMME DE LA FONDATION TRILLIUM DE L'ONTARIO – CRÉDIT 3806

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Fondation Trillium de l'Ontario (Poste 1)	
Paiements de transfert	
Fondation Trillium de l'Ontario	120 000 000
	120 000 000
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE LA FONDATION TRILLIUM DE L'ONTARIO	**120 000 000**

MINISTÈRE DU TOURISME ET DE LA CULTURE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés Prévisions	par le Conseil	Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
3807				**PROGRAMME DU SECRÉTARIAT AUX AFFAIRES DES PERSONNES ÂGÉES DE L'ONTARIO**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	7 815 000	(2 571 500)	5 243 500	Secrétariat aux affaires des personnes âgées de l'Ontario	5 240 306
	7 815 000	**(2 571 500)**	**5 243 500**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DU SECRÉTARIAT AUX AFFAIRES DES PERSONNES ÂGÉES DE L'ONTARIO**	**5 240 306**

Description du programme :

Le Secrétariat aux affaires des personnes âgées de l'Ontario entreprend et appuie les initiatives en matière de politique qui améliorent la qualité de vie des personnes âgées de l'Ontario et les campagnes d'éducation du public se rapportant ou s'adressant à ce groupe.

MINISTÈRE DU TOURISME ET DE LA CULTURE

PROGRAMME DU SECRÉTARIAT AUX AFFAIRES DES PERSONNES ÂGÉES DE L'ONTARIO – CRÉDIT 3807

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Secrétariat aux affaires des personnes âgées de l'Ontario (Poste 1)	
Traitements et salaires	2 318 522
Avantages sociaux	263 623
Transports et communications	62 705
Services	950 741
Fournitures et matériel	28 590
Paiements de transfert	
Initiatives du Secrétariat aux affaires des personnes âgées	1 616 125
	5 240 306
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DU SECRÉTARIAT AUX AFFAIRES DES PERSONNES ÂGÉES DE L'ONTARIO	**5 240 306**

MINISTÈRE DU TOURISME ET DE LA CULTURE

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

	2011 $	2010 $
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Programme d'infrastructures Canada-Ontario – quote-part du gouvernement fédéral	11 233 810	174 546
Initiative des endroits historiques*	(12 168)	465 866
	11 221 642	640 412
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES	94	0
	94	0
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Parcs historiques de la Huronia	600 674	661 140
Vieux Fort William	463 808	466 785
Jeux olympiques de 2010 à Vancouver	403 073	7 353
Autres	1 150	2 061
	1 468 705	1 137 339
VENTES ET LOCATIONS		
Vieux Fort William	36 484	37 763
	36 484	37 763
REDEVANCES	0	40
	0	40
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	641 428	73 131
	641 428	73 131
DIVERS		
Autres revenus non déterminés	42	1 037
	42	1 037
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	**13 368 395**	**1 889 722**

* Pour redresser les chiffres surévalués de 2009-2010 de l'Initiative des endroits historiques.

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

EXERCICE 2010 – 2011

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS

SOMMAIRE 2-368
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 2-369
POLITIQUES ET PLANIFICATION 2-372
SÉCURITÉ DES USAGERS DE LA ROUTE 2-374
GESTION DES ROUTES PROVINCIALES 2-377
GROUPEMENT DE L'ÉCONOMIE ET DES TRANSPORTS 2-381
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) 2-370, 2-371, 2-376, 2-379, 2-380

ÉTAT DES RECETTES 2-383

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

2009 – 2010 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2010 – 2011 Crédits autorisés	2010 – 2011 Dépenses réelles
$		$	$
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
40 259 751	Administration du ministère	44 141 314	42 846 634
402 258 816	Politiques et planification	452 851 400	435 442 670
106 735 939	Sécurité des usagers de la route	105 840 200	102 255 065
391 178 681	Gestion des routes provinciales	393 283 800	391 295 641
71 538 006	Groupement de l'économie et des transports	72 685 000	70 690 855
1 011 971 193	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE**	**1 068 801 714**	**1 042 530 865**
	ACTIF DE FONCTIONNEMENT		
0	Administration du ministère	1 000	0
0	Politiques et planification	1 000	0
0	Sécurité des usagers de la route	1 000	0
0	Gestion des routes provinciales	1 000	0
0	Groupement de l'économie et des transports	1 000	0
0	**TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE**	**5 000**	**0**
	CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
493 204	Administration du ministère	2 858 700	2 867 622
1 304 773 664	Politiques et planification	1 372 087 700	1 362 435 217
0	Sécurité des usagers de la route	1 000	0
555 924 974	Gestion des routes provinciales	608 737 900	566 190 376
1 861 191 842	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE**	**1 983 685 300**	**1 931 493 215**
	ACTIF D'IMMOBILISATIONS		
9 672 850	Administration du ministère	9 000 000	8 994 540
0	Sécurité des usagers de la route	5 038 800	3 888 075
1 727 515 267	Gestion des routes provinciales	2 213 782 200	1 942 584 907
1 737 188 117	**TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE**	**2 327 821 000**	**1 955 467 522**

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	par le Conseil	Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
2701 CHARGES DE FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
1	44 318 300	(242 000)	44 076 300	Soutien opérationnel	42 785 415
L	47 841		47 841	Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	49 301
L	16 173		16 173	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	11 918
L	1 000		1 000	Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*	0
	44 383 314	**(242 000)**	**44 141 314**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE ...**	**42 846 634**
ACTIF DE FONCTIONNEMENT					
2	1 000		1 000	Soutien opérationnel	0
	1 000		**1 000**	**TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE ...**	**0**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
4	1 200 000	200 000	1 400 000	Administration du ministère	1 369 930
L	1 458 700		1 458 700	Amortissement – *Loi sur l'administration financière*	1 497 692
	2 658 700	**200 000**	**2 858 700**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE ...**	**2 867 622**
ACTIF D'IMMOBILISATIONS					
3	4 000 000	5 000 000	9 000 000	Administration du ministère	8 994 540
	4 000 000	**5 000 000**	**9 000 000**	**TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE ...**	**8 994 540**

Description du programme :

Le Programme d'administration du ministère offre son leadership et ses conseils en matière de planification des ressources, de gestion, de contrôle financier, d'approvisionnement, de service à la clientèle et de planification de l'accessibilité, de gestion des situations d'urgence et pour d'autres fonctions ministérielles.

Du soutien est offert aux différents secteurs de programmes par le personnel des directions suivantes : Finances, Communications, Installations et services opérationnels, Gestion stratégique des ressources humaines, Vérification interne et Services juridiques. Les Ressources humaines, la Vérification interne et les Services juridiques conservent leur leadership stratégique tout en continuant de rendre des comptes au Centre de développement du leadership et de gestion des ressources humaines, au ministère des Finances et au ministère du Procureur général, respectivement, mais leurs coûts de fonctionnement sont pris en charge par le ministère des Transports.

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 2701

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Soutien opérationnel (Poste 1)		
Traitements et salaires		14 965 587
Avantages sociaux		1 952 486
Transports et communications		620 854
Services		31 030 656
Fournitures et matériel		7 307 253
		55 876 836
Moins : Recouvrements		13 091 421
		42 785 415
Bureau principal		
Traitements et salaires	1 479 468	
Avantages sociaux	154 320	
Transports et communications	58 479	
Services	30 896	
Fournitures et matériel	15 652	
		1 738 815
Services financiers et administratifs		
Traitements et salaires	3 902 273	
Avantages sociaux	474 196	
Transports et communications	119 778	
Services	993 522	
Fournitures et matériel	11 417	
		5 501 186
Installations et services opérationnels		
Traitements et salaires	4 176 326	
Avantages sociaux	588 409	
Transports et communications	312 522	
Services	24 682 465	
Fournitures et matériel	7 161 399	
	36 921 121	
Moins : Recouvrements	13 091 421	
		23 829 700
Services de communication		
Traitements et salaires	3 249 656	
Avantages sociaux	477 012	
Transports et communications	50 605	
Services	1 189 621	
Fournitures et matériel	20 144	
		4 987 038
Ressources humaines		
Traitements et salaires	2 157 864	
Avantages sociaux	258 549	
Transports et communications	43 487	
Services	149 740	
Fournitures et matériel	36 084	
		2 645 724
Services de vérification		
Services	1 563 898	
		1 563 898
Services juridiques		
Transports et communications	35 983	
Services	2 420 514	
Fournitures et matériel	62 557	
		2 519 054
Crédits législatifs		
Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		49 301
Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		11 918
		61 219
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE...		**42 846 634**

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 2701

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

	$
CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
Administration du ministère (Poste 4)	
Services	1 369 930
	1 369 930
Crédits législatifs	
Autres opérations	
Amortissement – *Loi sur l'administration financière*	1 497 692
	1 497 692
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	**2 867 622**
ACTIF D'IMMOBILISATIONS	
Administration du ministère (Poste 3)	
Parc automobile et flotte de bateaux	8 994 540
	8 994 540
TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	**8 994 540**

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
2702 CHARGES DE FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DES POLITIQUES ET PLANIFICATION**	
1	32 155 500	(400 000)	31 755 500	Politiques et planification	24 994 567
2	421 094 900		421 094 900	Transports urbains et régionaux	410 448 103
L	1 000		1 000	Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*	0
	453 251 400	**(400 000)**	**452 851 400**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES POLITIQUES ET PLANIFICATION**	**435 442 670**
ACTIF DE FONCTIONNEMENT					
4	1 000		1 000	Transports urbains et régionaux	0
	1 000		**1 000**	**TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES POLITIQUES ET PLANIFICATION**	**0**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
3	1 352 887 700	19 200 000	1 372 087 700	Transports urbains et régionaux	1 362 435 217
	1 352 887 700	**19 200 000**	**1 372 087 700**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DES POLITIQUES ET PLANIFICATION**	**1 362 435 217**

Description du programme:

Le Programme des politiques et de la planification est chargé d'établir et de défendre les intérêts stratégiques à long terme de l'Ontario en matière de transport. Sa principale priorité est de planifier et de promouvoir un réseau de transport multimodal efficient et durable dans toute la province.

En consultation avec les principaux partenaires fédéraux et municipaux, le programme se charge de l'élaboration des politiques relatives au transport multimodal et de la planification des transports à long terme pour faire en sorte que tous les éléments du réseau (aérien, ferroviaire, routier, maritime et transports en commun) fonctionnent efficacement ensemble.

Le programme fournit des fonds pour soutenir un réseau de transport multimodal et pour faciliter l'atteinte des objectifs provinciaux liés au changement climatique pour ce qui a trait aux transports. Il est responsable de gérer les relations de la province avec les organismes de la Couronne comptables devant le ministre des Transports, comme Metrolinx, qui inclut le Réseau GO.

De plus, la Division s'attache à faire avancer les priorités et les intérêts de l'Ontario en matière de transport en travaillant avec le gouvernement fédéral et d'autres provinces dans des domaines essentiels d'intérêt commun.

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

PROGRAMME DES POLITIQUES ET PLANIFICATION – CRÉDIT 2702

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Politiques et planification (Poste 1)		
Traitements et salaires		13 039 905
Avantages sociaux		1 655 552
Transports et communications		367 465
Services		9 774 312
Fournitures et matériel		157 333
		24 994 567
Direction des politiques de transport en commun		
Traitements et salaires	2 707 917	
Avantages sociaux	352 790	
Transports et communications	58 323	
Services	975 154	
Fournitures et matériel	35 050	
		4 129 234
Direction des politiques du transport		
Traitements et salaires	3 512 972	
Avantages sociaux	428 006	
Transports et communications	78 813	
Services	887 022	
Fournitures et matériel	53 633	
		4 960 446
Direction des politiques stratégiques et de l'économie des transports		
Traitements et salaires	2 603 470	
Avantages sociaux	297 092	
Transports et communications	65 170	
Services	358 454	
Fournitures et matériel	12 324	
		3 336 510
Direction de la planification des transports		
Traitements et salaires	4 215 546	
Avantages sociaux	577 664	
Transports et communications	165 159	
Services	7 553 682	
Fournitures et matériel	56 326	
		12 568 377
Transports urbains et régionaux (Poste 2)		
Paiements de transfert		
Affectation de la taxe municipale sur l'essence	313 184 085	
Carte de transport en commun de la région du grand Toronto – coûts de fonctionnement	12 698 000	
Programme d'encouragement à l'achat de véhicules électriques	127 500	
Subventions de fonctionnement de Metrolinx	84 438 518	
		410 448 103
		410 448 103
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES POLITIQUES ET PLANIFICATION		**435 442 670**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
Transports urbains et régionaux (Poste 3)		
Paiements de transfert		
Transports en commun		1 362 435 217
		1 362 435 217
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DES POLITIQUES ET PLANIFICATION		**1 362 435 217**

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	par le Conseil	Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
2703 CHARGES DE FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DE LA SÉCURITÉ DES USAGERS DE LA ROUTE**	
1	110 046 800	(4 506 600)	105 540 200	Sécurité des usagers de la route	100 443 163
L	300 000		300 000	Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*	1 811 902
	110 346 800	**(4 506 600)**	**105 840 200**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE LA SÉCURITÉ DES USAGERS DE LA ROUTE**	**102 255 065**
ACTIF DE FONCTIONNEMENT					
2	1 000		1 000	Sécurité des usagers de la route	0
	1 000		**1 000**	**TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE LA SÉCURITÉ DES USAGERS DE LA ROUTE**	**0**

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
2703				**PROGRAMME DE LA SÉCURITÉ**	
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				**DES USAGERS DE LA ROUTE**	
4	1 000		1 000	Sécurité des usagers de la route	0
	1 000		**1 000**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DE LA SÉCURITÉ DES USAGERS DE LA ROUTE**	**0**
ACTIF D'IMMOBILISATIONS					
3	5 038 800		5 038 800	Sécurité des usagers de la route	3 888 075
	5 038 800		**5 038 800**	**TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DE LA SÉCURITÉ DES USAGERS DE LA ROUTE**	**3 888 075**

Description du programme :

Le Programme de la sécurité des usagers de la route élabore et met en œuvre des stratégies destinées à améliorer la sécurité routière et la circulation par l'éducation, l'observation de la loi et la réglementation en matière de conduite et de sécurité des véhicules.

L'Ontario est l'un des territoires de compétence les plus sûrs d'Amérique du Nord. Le programme de la sécurité routière du ministère des Transports collabore activement à des projets (qu'elle dirige également) avec d'autres administrations au Canada et aux États-Unis pour élaborer et promouvoir des pratiques exemplaires et des programmes de sécurité routière. Le programme travaille avec de nombreux partenaires (police, groupes communautaires, organisations de prévention des accidents, secteur privé, etc.) pour réduire le nombre d'accidents mortels et de blessures sur les routes de l'Ontario.

Les principales responsabilités du programme sont les suivantes : établir les normes de sécurité et élaborer les politiques, programmes, lois et règlements visant les usagers de la route, les transporteurs et les véhicules; inspecter, surveiller et faire appliquer ces normes; gérer et exécuter les programmes applicables aux véhicules commerciaux. Il facilite l'exécution de programmes d'autres ministères, p. ex., Air pur Ontario (ministère de l'Environnement).

Le programme encadre la prestation des services par nos partenaires. Il établit des politiques et des normes concernant la délivrance des permis de conduire et l'immatriculation des véhicules et d'autres services fournis par nos administrations et les partenaires du secteur privé.

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

PROGRAMME DE LA SÉCURITÉ DES USAGERS DE LA ROUTE – CRÉDIT 2703

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Sécurité des usagers de la route (Poste 1)	
Traitements et salaires	69 491 372
Avantages sociaux	10 545 242
Transports et communications	2 233 302
Services	44 055 032
Fournitures et matériel	2 178 838
Paiements de transfert	
Subventions pour la sécurité publique	231 747
	128 735 634
Moins : Recouvrements	28 292 471
	100 443 163
Crédits législatifs	
Autres opérations	
Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*	1 811 902
	1 811 902
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE LA SÉCURITÉ DES USAGERS DE LA ROUTE	**102 255 065**

	$
ACTIF D'IMMOBILISATIONS	
Sécurité des usagers de la route (Poste 3)	
Logiciels d'application de gestion	19 850 030
Moins : Recouvrements	15 961 955
	3 888 075
TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DE LA SÉCURITÉ DES USAGERS DE LA ROUTE	**3 888 075**

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	par le Conseil	Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
2704 CHARGES DE FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DE GESTION DES ROUTES PROVINCIALES**	
1	393 282 800		393 282 800	Opérations et entretien	390 756 818
L	1 000		1 000	Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*	538 823
	393 283 800		**393 283 800**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE GESTION DES ROUTES PROVINCIALES**	**391 295 641**
ACTIF DE FONCTIONNEMENT					
5	1 000		1 000	Gestion des routes provinciales	0
	1 000		**1 000**	**TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE GESTION DES ROUTES PROVINCIALES**	**0**

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
2704 CHARGES D'IMMOBILISATIONS				**PROGRAMME DE GESTION DES ROUTES PROVINCIALES**	
2	95 691 300		95 691 300	Génie des transports et construction	56 152 794
4	1 000		1 000	Travaux routiers en cours	0
L	0		0	Dépréciation des actifs, *Loi sur l'administration financière*	2 600 000
L	513 045 600		513 045 600	Amortissement, Génie et construction, *Loi sur l'administration financière*	507 437 582
	608 737 900		**608 737 900**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DE GESTION DES ROUTES PROVINCIALES**	**566 190 376**
ACTIF D'IMMOBILISATIONS					
3	2 213 732 200	100 050 000	2 213 782 200	Infrastructure de transport – actifs	1 942 584 907
	2 213 732 200	**100 050 000**	**2 213 782 200**	**TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DE GESTION DES ROUTES PROVINCIALES**	**1 942 584 907**

Description du programme:

Ce programme supervise la planification, la conception, la construction, l'entretien et l'exploitation du réseau routier de la province, et il élabore des stratégies pour optimiser les résultats des investissements dans l'infrastructure routière.

Le programme gère les activités visant à garantir la sûreté du réseau routier provincial, il permet la circulation des personnes et des marchandises, et il fait la promotion de la durabilité économique, environnementale et sociale. Le programme réalise ces activités en recourant à des ressources internes et à divers partenariats et fournisseurs de services du secteur privé.

De bonnes stratégies d'investissement préservent l'infrastructure routière existante par l'application de principes de gestion des biens, améliorent les couloirs commerciaux menant aux principaux postes frontaliers (en particulier le passage Windsor-Detroit) et intègrent le réseau routier aux autres moyens de transport.

Les activités comprennent notamment les évaluations environnementales, la planification des investissements, le génie, l'acquisition de propriétés, la réfection, la construction de nouveaux aménagements, la surveillance des contrats, l'entretien de routine en été et en hiver (comme le nivellement des accotements, le déneigement et le déverglaçage) pour l'ensemble des routes et des ouvrages d'art de la province. En plus du réseau routier, le programme est responsable des aéroports éloignés dans tout le Nord de l'Ontario, des services de traversiers à divers endroits partout dans la province, des subventions routières visant les Premières nations, de l'apport d'améliorations routières dans les communautés non enregistrées, des centres de services et de la production de la carte routière officielle de l'Ontario.

Le programme élabore aussi des politiques et des directives et fixe les normes d'entretien, de conception, d'utilisation des matériaux, de planification des investissements et de construction pour les routes et les ouvrages d'art.

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

PROGRAMME DE GESTION DES ROUTES PROVINCIALES – CRÉDIT 2704

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

	$	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
Opérations et entretien (Poste 1)			
Traitements et salaires			86 172 213
Avantages sociaux			17 579 035
Transports et communications			5 056 350
Services			262 925 641
Fournitures et matériel			42 010 381
Paiements de transfert			
Paiements tenant lieu d'impôt aux municipalités	1 896 022		
Traversiers municipaux	3 138 363		
Impôts sur les propriétés provinciales louées	1 269 250		
		6 303 635	
			420 047 255
Moins : Recouvrements			29 290 437
			390 756 818
Exploitation et entretien des routes			
Traitements et salaires		83 361 056	
Avantages sociaux		17 187 639	
Transports et communications		4 391 067	
Services		261 844 048	
Fournitures et matériel		40 279 698	
Paiements de transfert			
Paiements tenant lieu d'impôt aux municipalités	1 896 022		
Traversiers municipaux	3 138 363		
Impôts sur les propriétés provinciales louées	1 269 250		
		6 303 635	
		413 367 243	
Moins : Recouvrements		29 163 243	
			384 204 000
Transport aérien dans les régions éloignées			
Traitements et salaires		2 811 157	
Avantages sociaux		391 396	
Transports et communications		665 283	
Services		1 081 493	
Fournitures et matériel		1 730 683	
		6 680 012	
Moins : Recouvrements		127 194	
			6 552 818
Crédits législatifs			
Autres opérations			
Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*			538 823
			538 823
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE GESTION DES ROUTES PROVINCIALES			**391 295 641**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
Génie des transports et construction (Poste 2)			
Traitements et salaires			1 467 347
Avantages sociaux			170 677
Transports et communications			727 936
Services			29 860 954
Fournitures et matériel			2 285 089
Paiements de transfert			
Liaisons interprovinciales de transport – rivière des Outaouais	71 711		
Fonds de transition	18 637 991		
Premières nations	2 931 089		
		21 640 791	
			56 152 794
Paiements de transfert			
Paiements de transfert			
Liaisons interprovinciales de transport – rivière des Outaouais	71 711		
Fonds de transition	18 637 991		
Premières nations	2 931 089		
		21 640 791	
			21 640 791
Transport aérien dans les régions éloignées			
Transports et communications		586 834	
Services		5 440 689	
Fournitures et matériel		2 150 813	
			8 178 336

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

PROGRAMME DE GESTION DES ROUTES PROVINCIALES – CRÉDIT 2704

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

	$	$
Groupe de mise en œuvre des initiatives frontalières de Windsor		
Traitements et salaires	1 467 347	
Avantages sociaux	170 677	
Transports et communications	141 102	
Services	24 420 265	
Fournitures et matériel	134 2765	
		26 333 667
Travaux routiers en cours (Poste 4)		
Traitements et salaires		63 444 878
Avantages sociaux		8 802 333
Transports et communications		1 784 766
Services		19 259 289
Fournitures et matériel		754 239
		94 045 505
Moins : Recouvrements		94 045 505
		0
Travaux routiers en cours		
Traitements et salaires	61 453 003	
Avantages sociaux	8 543 421	
Transports et communications	1 767 900	
Services	19 249 385	
Fournitures et matériel	753 733	
	91 767 442	
Moins : Recouvrements	91 767 442	
		0
Groupe de mise en œuvre des initiatives frontalières de Windsor		
Traitements et salaires	1 991 875	
Avantages sociaux	258 912	
Transports et communications	16 866	
Services	9 904	
Fournitures et matériel	506	
	2 278 063	
Moins : Recouvrements	2 278 063	
		0
Crédits législatifs		
Autres opérations		
Dépréciation des actifs, *Loi sur l'administration financière*		2 600 000
Amortissements, Génie et construction, *Loi sur l'administration financière*		507 437 582
		510 037 582
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DE GESTION DES ROUTES PROVINCIALES		**566 190 376**
ACTIF D'IMMOBILISATIONS		
Infrastructure de transport – actifs (Poste 3)		
Infrastructure des transports		2 673 510 464
Logiciels d'application de gestion		2 802 268
Parc automobile et flotte de bateaux		571 617
		2 676 884 349
Moins : Recouvrements		734 299 442
		1 942 584 907
Infrastructure de transport – actifs		
Infrastructure des transports	2 401 647 608	
Logiciels d'application de gestion	2 802 268	
Parc automobile et flotte de bateaux	571 617	
	2 405 021 493	
Moins : Recouvrements	734 299 442	
		1 670 722 051
Groupe de mise en œuvre des initiatives frontalières de Windsor		
Infrastructure des transports	271 862 856	
		271 862 856
TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DE GESTION DES ROUTES PROVINCIALES		**1 942 584 907**

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	par le Conseil	Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
2705 CHARGES DE FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DU GROUPEMENT DE L'ÉCONOMIE ET DES TRANSPORTS**	
1	71 187 500	1 400 000	72 587 500	Services d'information et de technologie de l'information	70 666 008
3	97 500		97 500	Recouvrement des ministères à vocation économique	24 847
	71 285 000	**1 400 000**	**72 685 000**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DU GROUPEMENT DE L'ÉCONOMIE ET DES TRANSPORTS**	**70 690 855**
ACTIF DE FONCTIONNEMENT					
2	1 000		1 000	Information et technologie de l'information	0
	1 000		**1 000**	**TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DU GROUPEMENT DE L'ÉCONOMIE ET DES TRANSPORTS**	**0**

Description du programme :

Le Groupement de l'économie et des transports offre son leadership relativement à l'utilisation de la technologie de l'information aux ministères suivants : Développement économique et Commerce, Travail, Recherche et Innovation, Services aux consommateurs et Transports.

Le Groupement permet aux ministères de réaliser certains volets de leur planification axée sur les résultats en gérant de façon efficace les ressources en information et technologie de l'information (ITI). De plus, le Groupement planifie les investissements en ITI des ministères et fournit des services de qualité tout en mesurant et en améliorant continuellement son rendement. Pour améliorer la prestation des programmes, générer de nouveaux débouchés et mieux servir ses clients, le Groupement s'attache à moderniser les pratiques, les systèmes et les applications des ministères dans le domaine de l'information.

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

PROGRAMME DU GROUPEMENT DE L'ÉCONOMIE ET DES TRANSPORTS – CRÉDIT 2705

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Services d'information et de technologie de l'information (Poste 1)	
Traitements et salaires	23 923 812
Avantages sociaux	3 010 377
Transports et communications	2 030 160
Services	41 299 433
Fournitures et matériel	402 226
	70 666 008
Recouvrement des ministères à vocation économique (Poste 3)	
Traitements et salaires	2 923 716
Avantages sociaux	399 754
Transports et communications	65 121
Services	10 971 334
Fournitures et matériel	2 850
	14 362 775
Moins : Recouvrements	14 337 928
	24 847
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DU GROUPEMENT DE L'ÉCONOMIE ET DES TRANSPORTS	**70 690 855**

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

	2011 $	2010 $
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Fonds pour l'infrastructure frontalière	30 536 786	7 071 725
Programme stratégique d'infrastructures routières	6 717 065	6 178 986
Fonds Chantiers Canada	2 338 254	0
Validations des véhicules de défense	1 296 178	1 175 276
Code nationale de sécurité	0	545 335
Partenariat du millénaire*	(549 000)	0
Autres	2 741 954	1 233 639
	43 081 237	16 204 961
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES	913	84 551
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Certificat d'immatriculation et droits de transport de véhicules	1 080 399 896	1 057 412 945
Frais pour chèques refusés	228 306	241 353
Autres	4 083 765	4 459 122
	1 084 711 967	1 062 113 420
AMENDES ET PÉNALITÉS		
Indemnités de non–exécution	3 675 305	620 172
VENTES ET LOCATIONS		
Ventes et locations – Fonctionnement	9 134 803	10 262 098
Ventres et locations – Immobilisations	7 494 383	3 333 824
	16 629 186	13 595 922
REDEVANCES	439	4 543
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Recouvrements des cotisations de tierce partie	5 387 490	7 204 630
Recouvrements de dépenses des années précédentes	17 697 978	15 496 939
	23 085 468	22 701 569
DIVERS		
Pénalités – intérêt	299 317	372 660
Autres	186 177	404 188
	485 494	776 848
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	**1 171 670 009**	**1 116 101 986**

* Revenu accumulé provenant du Partenariat du millénaire plus élevé qu'il aurait dû l'être pour l'exercice précédent.

MINISTÈRE DU TRAVAIL

EXERCICE 2010 – 2011

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS

SOMMAIRE 2-386

ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 2-387

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE 2-389

RELATIONS DE TRAVAIL 2-391

SANTÉ ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL 2-393

DROITS ET RESPONSABILITÉS EN MATIÈRE D'EMPLOI 2-395

DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) 2-388, 2-394

ÉTAT DES RECETTES 2-397

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

2009 – 2010 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2010 – 2011 Crédits autorisés	2010 – 2011 Dépenses réelles
$		$	$
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
22 005 946	Administration du ministère	22 653 314	22 190 492
3 685 427	Commission de l'équité salariale	3 727 100	3 582 623
21 366 823	Relations de travail	22 529 800	21 923 065
84 383 660	Santé et sécurité au travail	87 882 800	85 166 702
33 337 251	Droits et responsabilités en matière d'emploi	39 562 100	39 031 685
164 779 107	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE**	**176 355 114**	**171 894 567**
	CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
0	Administration du ministère	2 000	0
7 360	Santé et sécurité au travail	209 600	34 752
7 360	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE**	**211 600**	**34 752**
	ACTIF D'IMMOBILISATIONS		
0	Administration du ministère	1 000	0
136 652	Santé et sécurité au travail	2 686 500	2 217 178
136 652	**TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE**	**2 687 500**	**2 217 178**

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	par le Conseil	Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1601 CHARGES DE FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
1	22 798 800	(210 500)	22 588 300	Administration du ministère	22 124 201
L	47 841		47 841	Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	49 301
L	16 173		16 173	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	16 667
L	1 000		1 000	Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*	323
	22 863 814	**(210 500)**	**22 653 314**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE ...**	**22 190 492**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
3	1 000		1 000	Administration du ministère	0
L	1 000		1 000	Amortissement – *Loi sur l'administration financière*	0
	2 000		**2 000**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE ...**	**0**
ACTIF D'IMMOBILISATIONS					
2	1 000		1 000	Administration du ministère	0
	1 000		**1 000**	**TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE ...**	**0**

Description du programme:

Ce programme coordonne les processus de prise de décisions du ministère et fournit les services techniques et professionnels nécessaires à la conception, la mise en œuvre et la prestation efficace des programmes du ministère. Il comprend le Bureau du ministre, le Bureau de l'adjoint parlementaire et le Bureau du sous-ministre.

MINISTÈRE DU TRAVAIL

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 1601

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Administration du ministère (Poste 1)		
Traitements et salaires		8 233 690
Avantages sociaux		1 055 880
Transports et communications		544 188
Services		11 929 365
Fournitures et matériel		361 078
		22 124 201
Bureau principal		
Traitements et salaires	2 787 762	
Avantages sociaux	347 918	
Transports et communications	79 797	
Services	1 582 007	
Fournitures et matériel	20 167	
		4 817 651
Services financiers et administratifs		
Traitements et salaires	1 765 751	
Avantages sociaux	220 252	
Transports et communications	41 963	
Services	542 946	
Fournitures et matériel	153 309	
		2 724 221
Direction de l'efficacité organisationnelle		
Traitements et salaires	945 008	
Avantages sociaux	119 363	
Transports et communications	19 622	
Services	320 992	
Fournitures et matériel	26 449	
		1 431 434
Services de communication		
Traitements et salaires	2 735 169	
Avantages sociaux	368 347	
Transports et communications	76 374	
Services	417 522	
Fournitures et matériel	82 011	
		3 679 423
Services juridiques		
Transports et communications	326 432	
Services	6 843 363	
Fournitures et matériel	79 142	
		7 248 937
Services de vérification		
Services	252 100	
		252 100
Systèmes informatiques		
Services	1 970 435	
		1 970 435
Crédits législatifs		
Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		49 301
Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		16 667
Autre opérations		
Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*		323
		66 291
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE		**22 190 492**

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	par le Conseil	Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1602				**PROGRAMME DE LA COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	3 568 000	(455 000)	3 113 000	Bureau de l'équité salariale	3 000 884
2	779 100	(165 000)	614 100	Tribunal de l'équité salariale	581 739
	4 347 100	**(620 000)**	**3 727 100**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE LA COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE**	**3 582 623**

Description du programme :

Le mandat du Bureau de l'équité salariale (BES) consiste à administrer et à appliquer la *Loi sur l'équité salariale* de l'Ontario, dont l'objet est d'éliminer la discrimination sexuelle systémique en matière de rémunération salariale pour le travail essentiellement accompli par les femmes. Afin de mener à bien son mandat, le Bureau sensibilise et conseille les employeurs, employés et agents de négociation des secteurs public et privé pour les aider à mettre en place et à maintenir un système d'équité salariale sur leurs lieux de travail. Par ailleurs, le Bureau enquête sur les plaintes, surveille l'observation de la *loi sur les lieux de travail*, cherche à régler les différends liés à l'équité salariale opposant les parties et émet des ordonnances exécutoires, au besoin.

Le Tribunal de l'équité salariale, un tribunal administratif tripartite quasi-judiciaire, statue sur les litiges tombant sous le coup de la *Loi sur l'équité salariale*.

MINISTÈRE DU TRAVAIL

PROGRAMME DE LA COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE – CRÉDIT 1602

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Bureau de l'équité salariale (Poste 1)	
Traitements et salaires	2 283 380
Avantages sociaux	255 199
Transports et communications	77 169
Services	363 615
Fournitures et matériel	21 521
	3 000 884
Tribunal de l'équité salariale (Poste 2)	
Traitements et salaires	486 560
Avantages sociaux	43 781
Transports et communications	11 236
Services	40 042
Fournitures et matériel	120
	581 739
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE LA COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE	**3 582 623**

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	par le Conseil	Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1603				**PROGRAMME DES RELATIONS DE TRAVAIL**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	12 964 100	(325 200)	12 638 900	Commission des relations de travail de l'Ontario	12 296 109
2	1 485 000		1 485 000	Commission de règlement des griefs	1 264 140
3	8 405 900		8 405 900	Services de règlement des différends.....	8 362 816
	22 855 000	**(325 200)**	**22 529 800**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES RELATIONS DE TRAVAIL.....**	**21 923 065**

Description du programme:

Le rôle des Relations de travail est de promouvoir un climat propice à des relations de travail stables et des rapports harmonieux sur les lieux de travail de la province.

La Commission des relations de travail de l'Ontario (CRTO) est un tribunal quasi-judiciaire indépendant qui assure, conformément à plusieurs lois de l'Ontario, la médiation et l'arbitrage de diverses questions touchant l'emploi et les relations de travail, notamment les appels de décisions rendues par les agents des normes d'emploi et les inspecteurs de la santé et sécurité au travail.

La Commission de règlement des griefs des employés de la Couronne (CRGEC) est un tribunal quasi-judiciaire indépendant qui assure la médiation et l'arbitrage des conflits de travail mettant en cause des employés de la Couronne de l'Ontario. Cette commission fournit également des services financiers et administratifs à la Commission des griefs de la fonction publique, un organisme du ministère des Services gouvernementaux.

Les Services de règlement des différends fournissent une aide neutre et indépendante aux syndicats et aux employeurs en leur offrant des services de conciliation et de médiation en matière de conventions collectives, en nommant des arbitres et en fournissant des renseignements sur les négociations collectives.

MINISTÈRE DU TRAVAIL

PROGRAMME DES RELATIONS DE TRAVAIL – CRÉDIT 1603

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Commission des relations de travail de l'Ontario (Poste 1)	
Traitements et salaires	8 093 990
Avantages sociaux	1 007 008
Transports et communications	462 757
Services	2 642 081
Fournitures et matériel	90 273
	12 296 109
Commission de règlement des griefs (Poste 2)	
Traitements et salaires	406 629
Avantages sociaux	54 822
Transports et communications	137 472
Services	1 711 341
Fournitures et matériel	8 538
	2 318 802
Moins : Recouvrements	1 054 662
	1 264 140
Services de règlement des différends (Poste 3)	
Traitements et salaires	5 718 030
Avantages sociaux	681 769
Transports et communications	588 558
Services	1 525 536
Fournitures et matériel	49 391
	8 563 284
Moins : Recouvrements	200 468
	8 362 816
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES RELATIONS DE TRAVAIL	**21 923 065**

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	par le Conseil	Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1604				**PROGRAMME DE SANTÉ ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	87 879 800		87 879 800	Santé et sécurité au travail	85 166 402
2	1 000		1 000	Administration du Programme de consultation portant sur la sécurité professionnelle et l'assurance contre les accidents du travail	100
3	1 000		1 000	Bureau des conseillers des travailleurs	100
4	1 000		1 000	Bureau des conseillers des employeurs	100
	87 882 800		**87 882 800**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE SANTÉ ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL**	**85 166 702**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
6	1 000		1 000	Santé et sécurité au travail	0
L	208 600		208 600	Amortissement – *Loi sur l'administration financière*	34 752
	209 600		**209 600**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DE SANTÉ ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL**	**34 752**
ACTIF D'IMMOBILISATIONS					
5	2 686 500		2 686 500	Santé et sécurité au travail	2 217 178
	2 686 500		**2 686 500**	**TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DE SANTÉ ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL**	**2 217 178**

Description du programme :

Le programme de santé et sécurité au travail a pour principal rôle d'élaborer, de communiquer et de faire appliquer les lois et règlements en matière de santé et sécurité au travail afin de réduire ou d'éliminer les blessures ou maladies liées au lieu de travail.

Le programme veille au respect de la *Loi sur la santé et la sécurité au travail* (la Loi) et aide les parties à créer des lieux de travail sains et sécuritaires. Par l'administration et l'application de la Loi et de ses règlements, le programme encourage les employeurs et les travailleurs à identifier et prévenir ensemble les dangers pour la santé et la sécurité.

Le Bureau des conseillers des travailleurs offre des services de consultation, de représentation et d'éducation aux travailleurs non syndiqués victimes d'accident et aux survivants, et il les représente devant la Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail et le Tribunal d'appel de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail.

Le Bureau des conseillers des employeurs offre des services de consultation et d'éducation à tous les employeurs ontariens ainsi que des services de représentation, principalement aux petites entreprises ayant moins de 100 employés, concernant des affaires liées à la sécurité professionnelle et à l'assurance devant la Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail et le Tribunal d'appel de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail.

MINISTÈRE DU TRAVAIL

PROGRAMME DE SANTÉ ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL – CRÉDIT 1604

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Santé et sécurité au travail (Poste 1)		
Traitements et salaires	57 946 416	
Avantages sociaux	8 419 942	
Transports et communications	4 231 434	
Services	12 595 606	
Fournitures et matériel	1 933 004	
Paiements de transfert		
Subventions à l'Institut de radioprotection du Canada	40 000	
	85 166 402	
Administration du Programme de consultation portant sur la sécurité professionnelle et l'assurance contre les accidents du travail (Poste 2)		
Traitements et salaires	505 200	
Avantages sociaux	75 900	
Transports et communications	8 200	
Services	5 600	
Fournitures et matériel	10 400	
	605 300	
Moins : Recouvrements	605 200	
	100	
Bureau des conseillers des travailleurs (Poste 3)		
Traitements et salaires	7 334 576	
Avantages sociaux	1 897 525	
Transports et communications	310 561	
Services	1 335 282	
Fournitures et matériel	94 701	
	10 972 645	
Moins : Recouvrements	10 972 545	
	100	
Bureau des conseillers des employeurs (Poste 4)		
Traitements et salaires	2 293 531	
Avantages sociaux	522 162	
Transports et communications	121 463	
Services	284 873	
Fournitures et matériel	52 778	
	3 274 807	
Moins : Recouvrements	3 274 707	
	100	
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE SANTÉ ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL		**85 166 702**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
Crédits législatifs		
Autres opérations		
Amortissement – *Loi sur l'administration financière*	34 752	
	34 752	
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DE SANTÉ ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL		**34 752**
ACTIF D'IMMOBILISATIONS		
Santé et sécurité au travail (Poste 5)		
Parc automobile et flotte de bateaux	2 217 178	
	2 217 178	
TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DE SANTÉ ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL		**2 217 178**

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1605				**PROGRAMME DES DROITS ET**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				**RESPONSABILITÉS EN MATIÈRE D'EMPLOI**	
1	38 406 400	1 155 700	39 562 100	Normes d'emploi	39 031 685
	38 406 400	**1 155 700**	**39 562 100**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES DROITS ET RESPONSABILITÉS EN MATIÈRE D'EMPLOI**	**39 031 685**

Description du programme:

Le Programme des droits et responsabilités en matière d'emploi assure l'administration et l'application de la *Loi de 2000 sur les normes d'emploi* et de ses règlements.

Le programme assure la protection des travailleurs de l'Ontario grâce à l'instauration de normes minimales d'emploi régissant les salaires et les conditions de travail. Il assure le respect de ces normes au moyen d'inspections, d'enquêtes et de mesures d'application et encourage l'autonomie par des initiatives de prévention.

MINISTÈRE DU TRAVAIL

PROGRAMME DES DROITS ET RESPONSABILITÉS EN MATIÈRE D'EMPLOI – CRÉDIT 1605

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Normes d'emploi (Poste 1)	
Traitements et salaires	23 716 457
Avantages sociaux	3 536 032
Transports et communications	1 562 402
Services	10 001 372
Fournitures et matériel	262 142
	39 078 405
Moins : Recouvrements	46 720
	39 031 685
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES DROITS ET RESPONSABILITÉS EN MATIÈRE D'EMPLOI	**39 031 685**

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011

	2011 $	2010 $
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Entente relative aux travailleurs du secteur nucléaire	13 671	12 055
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Loi sur la santé et la sécurité au travail	92 242 364	91 782 282
Part des coûts de la Commission de règlement des griefs assumée par le SEFPO	1 097 523	1 189 813
Part des coûts de la Commission de règlement des griefs assumée par l'employeur	188 165	214 003
Programme de protection des salaires des employés	6 591	7 011
Autres	0	43 225
	93 534 643	93 236 334
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Laboratoire de manipulation de matériaux	436 370	336 680
Demande de renseignements – *Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée.*	11 207	5 923
Droits liés à l'application de la *Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée.*	3 685	3 016
Programme de perfectionnement des arbitres	509	351
Frais pour chèques refusés	0	35
	451 771	346 005
AMENDES ET PÉNALITÉS		
Loi sur les normes d'emploi	393 889	247 291
Amendes et pénalités – Amendes administratives	337 675	0
Pénalité monétaire	19 914	23 929
	751 478	271 220
VENTES ET LOCATIONS		
Abonnements	28 049	29 192
Publications, imprimés, photocopies etc.	26 158	26 494
	54 207	55 686
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	125	1 473
DIVERS		
Audiences de grief dans l'industrie de la construction	470 625	509 700
Amortissement des apports en capital reportés – CSPAAT	34 752	0
Intérêts bancaires	2 775	5 913
Autres	163 025	164 019
	671 177	679 632
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	**95 477 072**	**94 602 405**

Section 3

Annexes – Dette

TITRES ÉMIS

Pour l'exercice terminé le 31 mars 2011

La présente annexe contient des renseignements sur les opérations d'emprunt effectuées pendant l'exercice qui ont eu pour effet d'augmenter l'encours de la dette de la province. On trouvera aux pages 3-14 à 3-45 le solde enregistré à la fin de l'exercice pour les comptes de passif, ainsi que des renseignements complémentaires.

Série	Taux d'intérêt	Date d'échéance	Valeur nominale
	%		$
PAYABLE AU CANADA EN DOLLARS CANADIENS			
DETTE CONTRACTÉE HORS DES MARCHÉS PUBLICS			
Office d'investissement du régime de pensions du Canada :			
CPP788	4,74	5 avril 2040	188 605 000
CPP789	4,86	3 mai 2040	267 561 000
CPP790	4,82	10 mai 2040	1 344 000
CPP791	4,64	7 juin 2040	65 000 000
CPP792	4,62	5 juillet 2040	167 573 000
CPP793	4,57	12 juillet 2040	215 000
CPP794	4,66	3 août 2040	8 862 000
CPP795	4,54	10 août 2040	703 000
CPP796	4,20	2 novembre 2040	60 919 000
CPP797	4,27	9 novembre 2040	2 308 000
CPP798	4,38	6 décembre 2040	35 937 000
CPP799	4,45	10 décembre 2040	586 000
AUGMENTATION DE L'EMPRUNT - OFFICE D'INVESTISSEMENT DU RÉGIME DE PENSIONS DU CANADA			799 613 000

TITRES ÉMIS – Suite

Pour l'exercice terminé le 31 mars 2011

Série	Taux d'intérêt	Date d'échéance	Valeur nominale
	%		$
PAYABLE AU CANADA EN DOLLARS CANADIENS - Suite			
DETTE CONTRACTÉE HORS DES MARCHÉS PUBLICS - Suite			
Société ontarienne de gestion des fonds des investisseurs immigrants :			
OIIC130	Zéro	23 avril 2015	23 533 796
OIIC131	Zéro	22 mai 2015	18 672 153
OIIC132	Zéro	23 juin 2015	27 318 977
OIIC133	Zéro	24 juillet 2015	37 573 422
OIIC134	Zéro	24 août 2015	37 886 696
OIIC135	Zéro	23 septembre 2015	28 901 964
OIIC136	Zéro	26 octobre 2015	27 726 614
OIIC137	Zéro	23 novembre 2015	17 159 031
OIIC138	Zéro	23 décembre 2015	11 289 794
			230 062 447
		Escompte sur de nouveaux titres	(29 960 351)
		Escompte amorti pour l'exercice terminé le 31 mars 2011	36 524 045
			236 626 141
		AUGMENTATION DE L'EMPRUNT EN DOLLARS CANADIENS HORS DES MARCHÉS PUBLICS	1 036 239 141

TITRES ÉMIS – Suite

Pour l'exercice terminé le 31 mars 2011

Série	Taux d'intérêt	Date d'échéance	Valeur nominale
	%		$

PAYABLE AU CANADA EN DOLLARS CANADIENS – Suite

DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS

DMTN202	1,90	16 avril 2012	151 000 000
DMTN203	TCAB 3M + 0,18	15 mai 2015	40 000 000
DMTN201	3,15	8 septembre 2015	1 400 000 000
DMTN205	TCAB 3M + 0,23	5 octobre 2015	1 121 000 000
DMTN208	3,20	8 septembre 2016	807 000 000
DMTN200	4,20	2 juin 2020	6 525 000 000
DMTN207	4,00	2 juin 2021	1 500 000 000
DMTN206	5,20	2 juin 2031	133 300 000
NF	5,20	2 juin 2031	500 000 000
DMTN182	4,60	2 juin 2039	3 600 000 000
DMTN204	4,65	2 juin 2041	6 000 000 000
DMTN185	4,60	2 juin 2054	20 000 000
Obligations d'épargne de l'Ontario	Divers	21 juin 2013 - 21 juin 2020	1 140 388 800
AUGMENTATION DE L'EMPRUNT EN DOLLARS CANADIENS SUR LES MARCHÉS PUBLICS			22 937 688 800
AUGMENTATION DE L'EMPRUNT EN DOLLARS CANADIENS			23 973 927 941

TITRES ÉMIS – Suite

Pour l'exercice terminé le 31 mars 2011

Série	Taux d'intérêt	Date d'échéance	Valeur nominale
	%		$

DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS – Suite

PAYABLE EN AUSTRALIE EN DOLLARS AUSTRALIENS

AUD2	6,25	29 septembre 2020	275 000 000
			275 000 000
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 0,99083 $			272 478 360

PAYABLE EN EUROPE EN EUROS

EMTN107	3,00	28 septembre 2020	1 250 000 000
			1 250 000 000
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 1,34965 $			1 687 066 050

TITRES ÉMIS – Suite

Pour l'exercice terminé le 31 mars 2011

Série	Taux d'intérêt	Date d'échéance	Valeur nominale
	%		$
DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS – Suite			
PAYABLE EN EUROPE EN DOLLARS DE HONG KONG			
EMTN103	HIBOR 3M + 0,04	7 juin 2015	1 550 000 000
			1 550 000 000
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 0,131795 $			204 282 052
PAYABLE EN EUROPE EN YENS JAPONAIS			
EMTN104	0,93	8 juin 2015	95 700 000 000
EMTN105	1,65	8 juin 2020	36 900 000 000
			132 600 000 000
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 0,011384 $			1 509 582 910
PAYABLE EN EUROPE EN COURONNES NORVÉGIENNES			
EMTN102	3,00	14 mai 2013	2 500 000 000
EMTN106	3,25	11 juin 2015	1 100 000 000
EMTN108	3,375	20 janvier 2016	500 000 000
			4 100 000 000
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 0,16700 $			684 715 801

TITRES ÉMIS – Suite

Pour l'exercice terminé le 31 mars 2011

Série	Taux d'intérêt	Date d'échéance	Valeur nominale
	%		$
DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS – Suite			
PAYABLE EN EUROPE EN LIVRES STERLING			
EMTN109	2,00	10 décembre 2013	375 000 000
			375 000 000
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 1,56149 $			585 559 825
PAYABLE EN EUROPE EN FRANCS SUISSES			
EMTN101	2,375	7 mai 2020	400 000 000
			400 000 000
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 0,94090 $			376 360 000

TITRES ÉMIS – Suite

Pour l'exercice terminé le 31 mars 2011

Série	Taux d'intérêt	Date d'échéance	Valeur nominale
	%		$

DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS – Suite

PAYABLE SUR LES MARCHÉS INTERNATIONAUX EN DOLLARS AMÉRICAINS

G49	TIOL 3M + 0,16	7 mai 2013	500 000 000
G53	1,375	27 janvier 2014	3 445 000 000
G50	2,70	16 juin 2015	2 500 000 000
G51	1,875	15 septembre 2015	1 250 000 000
G52	3,15	15 décembre 2017	1 250 000 000
G48	4,40	14 avril 2020	2 000 000 000
			10 945 000 000
		ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 1,01361 $	11 094 005 000

PAYABLE AUX ÉTATS-UNIS EN DOLLARS AMÉRICAINS

Effets de commerce américains	Divers	6 mai 2010 – 3 juin 2011	298 700 000
			298 700 000
		ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 0,51605 $	154 143 104

TITRES ÉMIS – Fin

Pour l'exercice terminé le 31 mars 2011

Série	Taux d'intérêt	Date d'échéance	Valeur nominale
	%		$
DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS – Suite			
AUGMENTATION DE L'EMPRUNT EN DEVISES ÉTRANGÈRES			16 568 193 102
Écarts dus à la conversion en dollars canadiens de la dette contractée en devises étrangères			(324 228 532)
Redressement en fonction de l'Indice des prix à la consommation (IPC) - Obligations à rendement réel			46 284 400
VALEUR DES TITRES ÉMIS AUX FINS DE LA PROVINCE			**40 264 176 911**
Redressement net de consolidation et autres redressements – Autres organismes gouvernementaux			242 761 941
VALEUR DES TITRES ÉMIS AUX FINS DE LA PROVINCE APRÈS REDRESSEMENT NET DE CONSOLIDATION ET AUTRES REDRESSEMENTS			40 506 938 852
Titres émis aux fins de la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario			1 046 660 675
TOTAL – TITRES ÉMIS			**41 553 599 527**

REMBOURSEMENT DE LA DETTE

Pour l'exercice terminé le 31 mars 2011

Série	Taux d'intérêt	Date d'échéance	Valeur nominale
	%		$

PAYABLE AU CANADA EN DOLLARS CANADIENS

DETTE CONTRACTÉE HORS DES MARCHÉS PUBLICS

Société canadienne d'hypothèques et de logement :			
CMHC	5,375 - 8,25	1er avril 2010 – 1er mars 2011	12 533 568
Caisse de retraite des fonctionnaires :			
PSPF	13,33	15 septembre 2010	309 611 833
Caisse de retraite du Syndicat des employés de la fonction publique :			
OPSEU	13,33	15 septembre 2010	147 082 530
Caisse de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario :			
TI	10,11 - 10,32	1er avril 2010 – 1er juin 2010	560 000 000
Société ontarienne de gestion des fonds des investisseurs immigrants :			
OIIC	Zéro	23 avril 2010 – 24 mars 2011	148 111 672
Société ontarienne d'hypothèques et de logement:			
OHC	8,242 - 9,898	4 avril 2010 – 4 décembre 2010	694 880 091
REMBOURSEMENT DE LA DETTE CONTRACTÉE HORS DES MARCHÉS PUBLICS			1 872 219 694

REMBOURSEMENT DE LA DETTE – Suite

Pour l'exercice terminé le 31 mars 2011

Série	Taux d'intérêt	Date d'échéance	Valeur nominale
	%		$
PAYABLE AU CANADA EN DOLLARS CANADIENS – Suite			
DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS			
DMTN144	4,00	19 mai 2010	2 350 000 000
DMTN150	Accélérateur	5 juillet 2010	75 500 000
DMTN46	Zéro	7 juillet 2010	114 781
JA	9,4688	12 juillet 2010	349 326
DMTN190	2,50	20 août 2010	1 525 000 000
DMTN187	TCAB 3M	16 septembre 2010	50 000 000
DMTN186	TCAB 3M - 1,00	17 septembre 2010	1 240 000 000
NK	6,10	19 novembre 2010	1 620 000 000
DMTN141	5,20	29 novembre 2010	137 000 000
DMTN179	TCAB 3M - 0,16	3 décembre 2010	1 933 000 000
DMTN46	Zéro	7 janvier 2011	111 037
JA	9,4688	10 janvier 2011	332 588
Bons du Trésor	Divers	5 mai 2010 - 28 mars 2012	103 050 000
			9 034 457 732

REMBOURSEMENT DE LA DETTE – Suite

Pour l'exercice terminé le 31 mars 2011

Série	Taux d'intérêt	Date d'échéance	Valeur nominale
	%		$
OBLIGATIONS D'ÉPARGNE DE L'ONTARIO			
1995	Divers	1er mars 2000	135 600
1996	Divers	21 juin 2001	267 500
1997	Divers	21 juin 2000 - 21 juin 2004	231 800
1998	Divers	21 juin 2001 - 21 juin 2005	222 100
1999	Divers	21 juin 2002 - 21 juin 2006	148 100
2000	Divers	21 juin 2003 - 21 juin 2007	702 500
2001	Divers	21 juin 2004 - 21 juin 2008	1 252 000
2002	Divers	21 juin 2005 - 21 juin 2009	1 143 800
2003	Divers	21 juin 2006 - 21 juin 2010	60 587 300
2004	Divers	21 juin 2007 - 21 juin 2011	5 612 200
2005	Divers	21 juin 2008 - 21 juin 2011	77 327 200
2006	Divers	21 juin 2009 - 21 juin 2011	28 095 600
2007	Divers	21 juin 2010 - 21 juin 2012	286 947 100
2008	Divers	21 juin 2011 - 21 juin 2013	62 108 700
2009	Divers	21 juin 2011 - 21 juin 2014	96 974 000
2010	Divers	21 juin 2011 - 21 juin 2020	335 934 700
			957 690 200
PAYABLE EN EUROPE EN DOLLARS CANADIENS			
EMTN74	4,00	1er décembre 2010	200 000 000
			200 000 000
TOTAL - REMBOURSEMENT DE LA DETTE EN DOLLARS CANADIENS			12 064 367 626

REMBOURSEMENT DE LA DETTE – Suite

Pour l'exercice terminé le 31 mars 2011

Série	Taux d'intérêt	Date d'échéance	Valeur nominale
	%		$
PAYABLE EN EUROPE EN DOLLARS NÉO-ZÉLANDAIS			
EMTN72	6,375	12 octobre 2010	250 000 000
			250 000 000
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 0,79730 $			199 325 000
PAYABLE EN EUROPE EN DOLLARS AMÉRICAINS			
EMTN86	TIOL 3M + 0,60	8 novembre 2010	100 000 000
			100 000 000
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 1,19150 $			119 150 000
PAYABLE SUR LES MARCHÉS INTERNATIONAUX EN DOLLARS AMÉRICAINS			
PS	3,125	8 septembre 2010	1 500 000 000
PP	2,75	22 février 2011	1 500 000 000
			3 000 000 000
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 1,08231 $			3 246 924 991

REMBOURSEMENT DE LA DETTE – Fin

Pour l'exercice terminé le 31 mars 2011

Série	Taux d'intérêt	Date d'échéance	Valeur nominale
	%		$
TOTAL – REMBOURSEMENT DE LA DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS EN DEVISES ÉTRANGÈRES			3 565 399 991
Contribution au fonds d'amortissement du trust des conseils scolaires			18 002 264
REMBOURSEMENT DE LA DETTE CONTRACTÉE AUX FINS DE LA PROVINCE			**15 647 769 881**
Redressement net de consolidation et autres redressements – Autres organismes gouvernementaux			2 963 768
REMBOURSEMENT DE LA DETTE CONTRACTÉE AUX FINS DE LA PROVINCE APRÈS REDRESSEMENT NET DE CONSOLIDATION ET AUTRES REDRESSEMENTS			15 650 733 649
Remboursement de la dette contractée aux fins de la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario			1 284 370 667
TOTAL – REMBOURSEMENT DE LA DETTE			**16 935 104 316**

SOMMAIRE DE L'ENCOURS DE LA DETTE

Au 31 mars 2011

	2011 $	2010 $
Dette contractée aux fins de la province :		
Caisse de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario	1 205 000 000	1 765 000 000
Office d'investissement du régime de pensions du Canada	9 835 975 000	9 036 362 000
Caisse de retraite des fonctionnaires	1 403 210 096	1 712 821 929
Caisse de retraite du Syndicat des employés de la fonction publique	666 601 431	813 683 960
Société ontarienne de gestion des fonds des investisseurs immigrants	1 029 749 641	941 235 172
Société ontarienne d'hypothèques et de logement	39 943 267	734 823 358
Société canadienne d'hypothèques et de logement	122 442 500	134 976 069
TOTAL - DETTE CONTRACTÉE HORS DES MARCHÉS PUBLICS	**14 302 921 935**	**15 138 902 488**
Investisseurs publics	173 023 926 393	147 884 883 687
Obligations d'épargne de l'Ontario	2 502 642 300	2 319 943 700
Bons du Trésor	13 608 079 000	13 711 129 000
Effets de commerce américains	3 241 874 860	3 087 731 756
TOTAL - DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS	**192 376 522 553**	**167 003 688 143**
Dette du trust des conseils scolaires	778 728 409	796 730 673
TOTAL - DETTE CONTRACTÉE AUX FINS DE LA PROVINCE	**207 458 172 897**	**182 939 321 304**
Redressement net de consolidation et autres redressements	1 984 422 578	1 744 624 403
TOTAL - DETTE CONTRACTÉE AUX FINS DE LA PROVINCE APRÈS REDRESSEMENT NET DE CONSOLIDATION ET AUTRES REDRESSEMENTS	**209 442 595 475**	**184 683 945 707**
Dette contractée aux fins de la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario (SFIEO) :		
Office d'investissement du régime de pensions du Canada	230 466 000	230 466 000
Investisseurs publics	17 852 285 874	18 071 778 076
Bons du Trésor	1 169 324 000	1 201 028 000
TOTAL - DETTE CONTRACTÉE AUX FINS DE LA SFIEO	19 252 075 874	19 503 272 076
Dette directe de la SFIEO	7 934 474 000	7 934 474 000
TOTAL - DETTE DE LA SFIEO	**27 186 549 874**	**27 437 746 076**
TOTAL – DETTE CONSOLIDÉE	**236 629 145 349**	**212 121 691 783**
Dette contractée aux fins d'investissement* :		
Ontario Power Generation Inc.	5 126 000 000	5 126 000 000
Hydro One Inc.	3 759 000 000	3 759 000 000
TOTAL - DETTE CONTRACTÉE AUX FINS D'INVESTISSEMENT	**8 885 000 000**	**8 885 000 000**

*La dette contractée aux fins d'investissement à la suite d'un échange de créances contre actifs entre la province, Ontario Power Generation Inc. et Hydro One Inc. est éliminée au moment de la consolidation.

SOMMAIRE DE L'ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2011

La Caisse de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario est administrée par le Conseil du régime de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario. La Caisse de retraite des fonctionnaires et la Caisse de retraite du Syndicat des employés de la fonction publique de l'Ontario sont administrés respectivement par la Commission du Régime de retraite de l'Ontario et le Fonds en fiducie du Régime de retraite du Syndicat des employés de la fonction publique de l'Ontario. La dette contractée pour ces fonds consiste en débentures non négociables de la province.

L'Office d'investissement du régime de pensions du Canada (OIRPC) investit des fonds dans les valeurs non négociables de la province of Ontario. À compter du 1er juillet 2005, en vertu d'une lettre d'entente accessoire signée par l'OIRPC et la province, l'OIRPC a offert à la province, à l'échéance des débentures détenues au nom du Fonds de placement du Régime de pensions du Canada (FPRPC) et émises avant le 1er janvier 1998, l'option d'émettre de nouvelles débentures de remplacement pour le compte de l'OIRPC assorties d'un terme maximal de 30 ans (terme minimal de 5 ans avec options de renouvellement sans dépasser le terme maximal de 30 ans à compter de la date d'émission de la première débenture de remplacement) à un taux reflétant ceux des marchés financiers au moment du renouvellement.

À l'origine, la Société ontarienne d'hypothèques et de logement (SOHL) avait emprunté des fonds à long terme au Fonds de placement du Régime de pensions du Canada (RPC) pour accorder des prêts hypothécaires à des groupes à but non lucratif dans le cadre du projet « Maisons pour de bon ». À mesure que ces groupes refinancent dans le secteur privé les prêts hypothécaires qui leur sont consentis par la SOHL, cette dernière prête au gouvernement provincial les fonds devenus disponibles en échange de débentures provinciales. Cette dette est éliminée lors de la consolidation des états financiers des Comptes publics de l'Ontario.

La Société ontarienne de gestion des fonds des investisseurs immigrants (SOGFII) est un organisme opérationnel du gouvernement de l'Ontario qui a été constitué en personne morale le 30 avril 1999 en vertu de la *Loi sur les sociétés de développement*. La Société a été créée dans le but de recevoir, pour le compte de la province, les fonds d'investisseurs immigrants dans le cadre du Programme Immigrants Investisseurs (PII) offert par le gouvernement fédéral. L'Office ontarien de financement administre ces fonds en vertu d'une entente de gestion des investissements conclue avec la SOGFII, et investit les fonds reçus du PII dans des obligations de l'Ontario à coupon zéro.

La Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL) a accepté d'acheter des débentures en série émises par la province pour financer une grande partie des coûts liés à la construction des installations d'élimination des déchets appartenant à la province. Le taux d'intérêt de ces débentures est établi en fonction du taux qui, au moment où la Société a accepté de participer au projet, était applicable aux emprunts à long terme contractés par le gouvernement du Canada sur les marchés publics nationaux.

Investisseurs publics : La province de l'Ontario a émis sur les marchés publics des obligations en dollars canadiens, en dollars américains, en yens japonais, en dollars australiens, en euros, en francs suisses, en dollars néo-zélandais, en livres sterling, en dollars de Hong Kong, en couronnes norvégiennes et en rands sud-africains.

Les Obligations d'épargne de l'Ontario (OEO) ont été émises pour la première fois en 1995. Les OEO sont vendues par la province aux résidents de l'Ontario. Elles sont émises une fois par an et peuvent être achetées dans la plupart des institutions financières. Il existe trois types d'obligations : à taux variable, à taux accélérateur et à taux fixe. Toutes les obligations sont offertes avec un choix d'intérêt annuel ou composé. Les obligations à taux variable ne sont rachetables qu'une fois par an, le 21 juin, les obligations à taux accélérateur sont rachetables semestriellement au gré du porteur. Les obligations à taux fixe ne sont rachetables qu'à la date d'échéance.

Des bons du Trésor ne portant pas intérêt, et ayant des dates d'échéance qui peuvent varier jusqu'à trois ans, sont vendus régulièrement par mise en adjudication dans le cadre du programme de financement par bons du Trésor.

SOMMAIRE DE L'ENCOURS DE LA DETTE – Fin

Au 31 mars 2011

Les effets de commerce américains ne portent pas intérêt et ont des dates d'échéance pouvant aller jusqu'à 270 jours.

Une fiducie, le trust des conseils scolaires, a été créée en juin 2003 pour refinancer à long terme la dette contractée par 55 conseils scolaires pour leurs projets d'immobilisations avant l'introduction, en 1998, du modèle de financement axé sur les élèves. En juin 2003, la fiducie a émis des débentures à fonds d'amortissement sur 30 ans d'une valeur de 891 millions de dollars. La fiducie a versé 882 millions de dollars provenant du produit de ces débentures aux 55 conseils scolaires qui ont renoncé en échange à leur droit irrévocable de recevoir d'autres paiements de transfert de la province au titre de cette dette. Ces montants seront diminués sur la période de 30 ans par les paiements de transfert versés par le ministère de l'Éducation à la fiducie dans le cadre des Subventions de fonctionnement aux conseils scolaires. (Au 31 mars 2011, l'avance de 770 millions de dollars consentie à la fiducie figure à la rubrique « Autres éléments d'actif » et les 779 millions de dollars de débentures à la rubrique « Dette ».)

Le redressement net de consolidation et les autres redressements comprennent la dette contractée auprès de tiers par la Société ontarienne d'hypothèques et de logement (SOHL), la Société ontarienne de travaux d'infrastructure, la Société ontarienne d'aménagement municipal, la Commission de transport Ontario Northland, la Commission des parcs du Niagara, Ornge, le Centre des congrès d'Ottawa, et l'élimination de la dette contractée par la province pour la SOHL, et les bons du Trésor et obligations de l'Ontario détenus par d'autres organisations et organismes gouvernementaux.

Dette contractée aux fins de la SFIEO : La province a emprunté, au nom de la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario (SFIEO), la somme de 230 466 000 $ au Régime de pensions du Canada et émis sur les marchés publics des débentures et des bons du Trésor d'une valeur totale de 19 021 609 874 $ CAN. Le produit de ces emprunts a été avancé à la SFIEO en échange d'obligations, à des conditions semblables à celles qui s'appliquent aux titres détenus par la province, à l'exception d'une émission de 500 millions de dollars, arrivant à échéance le 2 juin 2031, qui a été rétrocédée à la SFIEO jusqu'au 2 juin 2010, depuis, l'émission est assumée par la province et le restera jusqu'à sa date d'échéance.

Dette contractée aux fins d'investissement : Le 1er avril 1999, cinq sociétés et leurs filiales ont été créées en vertu de la *Loi de 1998 sur la concurrence dans le secteur de l'énergie* pour succéder à l'ancienne société Ontario Hydro. Ontario Power Generation Inc. (OPG) et Hydro One Inc. (anciennement Ontario Hydro Services Company) sont deux de ces sociétés. OPG et Hydro One Inc. ont procédé, avec la province de l'Ontario, à un échange de créances contre actifs afin que leur structure financière soit concurrentielle avec celle des autres intervenants de l'industrie. La province a assumé la dette de 8 885 millions de dollars contractée par les deux sociétés en échange d'un droit sur l'actif d'OPG (5 126 millions de dollars) et d'Ontario Hydro One Inc. (3 759 millions de dollars).

ENCOURS DE LA DETTE

Au 31 mars 2011

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	$	

DETTE CONTRACTÉE AU FINS DE LA PROVINCE

PAYABLE AU CANADA EN DOLLARS CANADIENS

DETTE CONTRACTÉE HORS DES MARCHÉS PUBLICS

Caisse de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario :

Exercice se terminant le 31 mars

2012	1988 – 1991	TI	10,68 - 11,24	580 000 000
2013	1989 – 1991	TI	11,06 - 11,31	625 000 000
				1 205 000 000

Office d'investissement du régime de pensions du Canada :

Exercice se terminant le 31 mars

2012	1992	CPP	9,81 - 10,04	987 249 000
2013	1993	CPP	9,17 - 9,45	700 137 000
2014	2005	CPP	4,17	44 887 000
2016	2008	CPP	4,68	42 300 000
2017	2008	CPP	4,08 - 4,88	91 896 000
2019	1999	CPP	5,81 - 5,84	45 270 000
2020	1999	CPP	5,50 - 6,91	869 889 000
2021	2001	CPP	6,33 - 6,67	609 834 000
2022	2002	CPP	6,22 - 6,47	330 994 000
2024	2004	CPP	5,26 - 5,97	688 007 000
2025	2005	CPP	5,15 - 5,79	1 133 182 000
2026	2006	CPP	4,67 - 5,19	574 612 000
2031	2009	CPP	4,79	43 880 000
2032	2009	CPP	4,75	52 000 000
2036	2006-2008	CPP	4,59 - 4,73	649 066 000
2037	2007	CPP	4,50 - 4,76	351 269 000
2038	2008	CPP	4,63 - 4,68	241 756 000
2039	2009	CPP	4,70 - 5,48	493 439 000
2040	2010	CPP	4,56 - 5,03	1 086 695 000
2041	2011	CPP	4,20 - 4,86	799 613 000
				9 835 975 000 (4)

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2011

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	$	
Caisse de retraite des fonctionnaires :					
Exercice se terminant le 31 mars					
2012	1997	OPB	11,55	168 114 554	
2013	1997	OPB	10,38	374 479 804	
2014	1997	OPB	11,10	409 677 031	
2015	1997	OPB	11,19	450 938 707	
				1 403 210 096	(2)
Caisse de retraite du Syndicat des employés de la fonction publique :					
Exercice se terminant le 31 mars					
2012	1997	OPPT	11,55	79 863 595	
2013	1997	OPPT	10,38	177 898 359	
2014	1997	OPPT	11,10	194 618 964	
2015	1997	OPPT	11,19	214 220 513	
				666 601 431	(2)

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2011

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	$	
Société ontarienne de gestion des fonds des investisseurs immigrants :					
Exercice se terminant le 31 mars					
2012	2007-2008	OIIC78-87 89-90	Zéro	100 431 184	
2013	2008-2009	OIIC91-100 102-103	Zéro	248 139 591	
2014	2009	OIIC104-105 107-114 116-117	Zéro	270 245 557	
2015	2010	OIIC118-129	Zéro	273 768 875	
2016	2011	OIIC130-138	Zéro	230 062 447	
				1 122 647 654	(6)
Moins : Escompte non amorti				(92 898 013)	
				1 029 749 641	
Société ontarienne d'hypothèques et de logement :					
Exercice se terminant le 31 mars					
2012	1995	OHC	9,655	33 382 267	
2013	1995	OHC	9,655	6 561 000	
				39 943 267	(67)

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2011

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	$	
Société canadienne d'hypothèques et de logement :					
Exercice se terminant le 31 mars					
2000-2012	1972	CMHC	6,875 - 8,25	393 262	
2000-2013	1973	CMHC	7,25 - 8,25	185 530	
2000-2014	1974	CMHC	6,125 - 8,25	3 655 342	
2000-2015	1975	CMHC	7,50 - 10,375	3 047 768	
2000-2016	1976	CMHC	5,375 - 10,75	7 751 035	
2000-2017	1977	CMHC	7,625 - 10,75	6 537 792	
2000-2018	1977-1978	CMHC	7,625 - 13,00	18 835 259	
2000-2019	1977-1980	CMHC	7,625 - 15,25	23 031 772	
2000-2020	1977-1980	CMHC	7,625 - 15,75	38 628 337	
2000-2021	1979-1981	CMHC	9,50 - 15,75	19 551 990	
2000-2022	1982	CMHC	9,75 - 15,75	824 413	
				122 442 500	(5)
TOTAL - DETTE CONTRACTÉE HORS DES MARCHÉS PUBLICS				**14 302 921 935**	

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2011

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	$	
DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS					
PAYABLE AU CANADA EN DOLLARS CANADIENS					
15 juillet 2011	12 janvier 2009	DMTN191	TCAB 3M + 0,60..	415 000 000	(62)
10 novembre 2011	10 novembre 2008	DMTN188	TCAB 3M + 0,75..	555 000 000	(20)
2 décembre 2011	27 février 2002	DMTN8	6,10	1 000 000 000	(19)
2 décembre 2011	3 mai 2006	DMTN165	4,40	3 000 000 000	
13 mars 2012	13 mars 2009	DMTN192	TCAB 3M + 0,95..	42 570 000	(31)
9 avril 2012	9 avril 2009	DMTN194	TCAB 3M + 0,70..	75 000 000	(7)
16 avril 2012	22 avril 2010	DMTN202	1,90	151 000 000	
7 juillet 2012	8 mai 2002	DMTN46	Zéro	311 391	(60)
2 décembre 2012	2 décembre 2002	DMTN53	5,375	2 000 000 000	(19)
2 décembre 2012	10 septembre 2007	DMTN178	4,50	1 500 000 000	(19) (47)
2 avril 2013	2 avril 2009	DMTN193	TCAB 3M + 0,99..	827 000 000	(12)
2 juin 2013	22 septembre 2003	DMTN69	4,75	3 566 000 000	(19)
8 septembre 2013	23 juillet 2004	DMTN116	Accélérateur	100 000 000	(56)
10 novembre 2013	10 novembre 2008	DMTN189	Accélérateur	415 000 000	(46)
8 mars 2014	12 janvier 2004	DMTN93	5,00	5 100 000 000	(19)
8 septembre 2014	30 juin 2009	DMTN197	3,25	3 500 000 000	(19)
28 octobre 2014	3 novembre 2009	DMTN198	TCAB 3M + 0,25..	1 965 000 000	(14)
19 novembre 2014	22 janvier 2010	DMTN199	TCAB 3M + 0,14..	115 000 000	(11) (19)
2 décembre 2014	2 décembre 2004	MW	6,80	11 450 000	(34)
8 mars 2015	9 mars 2005	DMTN135	4,50	2 500 000 000	(19)
12 mai 2015	12 mai 2010	DMTN203	TCAB 3M + 0,18..	40 000 000	(29)
1er septembre 2015	1er septembre 2000	DMTN1	6,25	34 000 000	(45)
8 septembre 2015	9 mars 2010	DMTN201	3,15	2 150 000 000	(19)
5 octobre 2015	5 octobre 2010	DMTN205	TCAB 3M + 0,23..	1 121 000 000	(19) (30)
8 mars 2016	14 février 2006	DMTN163	4,40	1 250 000 000	(19)
2 juin 2016	29 juin 2005	DMTN149	Accélérateur	200 000 000	(32)
24 juin 2016	24 juin 2009	DMTN196	TCAB 3M + 0,62..	275 000 000	(25)

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2011

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	$	
DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS - Suite					
8 septembre 2016	16 février 2011	DMTN208	3,20	807 000 000	(19)
2 décembre 2016	7 décembre 2004	DMTN132	4,875	200 000 000	
2 décembre 2016	22 août 2005	DMTN152	Accélérateur	300 000 000	(40)
8 mars 2017	25 janvier 2007	DMTN173	4,30	3 100 000 000	(8) (19)
8 mars 2018	10 mars 2008	DMTN183	4,20	1 560 000 000	(19)
2 juin 2018	28 août 2003	DMTN79	5,50	605 000 000	(10) (19)
2 juin 2019	19 avril 2004	DMTN105	5,35	100 000 000	(49)
2 juin 2019	17 avril 2009	DMTN195	4,40	5 550 000 000	(19)
2 juin 2020	22 février 2005	DMTN140	4,85	562 000 000	(19)
2 juin 2020	23 février 2010	DMTN200	4,20	7 875 000 000	(19)
4 septembre 2020	4 septembre 1998	LY	6,30	15 000 000	
2 juin 2021	27 décembre 2007	DMTN180	4,50	75 000 000	
2 juin 2021	12 janvier 2011	DMTN207	4,00	1 500 000 000	
13 juillet 2022	13 juillet 1992	HC	9,50	1 590 438 000	
2 décembre 2022	27 décembre 2007	DMTN181	4,50	75 000 000	
8 septembre 2023	8 septembre 1993	HP	8,10	940 570 000	(19)
8 septembre 2023	31 juillet 2007	DMTN177	4,95	75 000 000	
2 juin 2025	20 décembre 1994	JE	9,50	460 000 000	
2 décembre 2025	5 octobre 1995	JQ	8,50	1 000 000 000	
6 février 2026	6 février 1996	JY	8,00	12 500 000	
2 juin 2026	21 décembre 1995	JU	8,00	1 000 000 000	
2 décembre 2026	13 février 1997	KR	8,00	386 500 000	
2 décembre 2026	20 janvier 1999	MH	7,00	124 584 000	(26)
3 février 2027	5 août 1997	KN	7,50	58 220 000	
3 février 2027	5 août 1997	KT	6,95	8 726 000	
3 février 2027	1er avril 1998	KY	7,50	11 549 000	
3 février 2027	4 décembre 1998	LA	7,50	5 507 000	
4 février 2027	4 février 1998	KQ	7,375	990 000	
2 juin 2027	17 octobre 1996	KJ	7,60	4 734 700 000	(19)
25 août 2028	25 février 1998	LQ	6,25	2 020 000	(19)
8 mars 2029	8 janvier 1998	LK	6,50	4 727 000 000	

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2011

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt %	Encours $	Référence
DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS - Suite					
13 janvier 2031	8 septembre 1995	JN	9,50	125 000 000	
2 juin 2031	27 mars 2000	NF	6,20	3 000 000 000	(51)
2 juin 2031	25 novembre 2010	DMTN206	5,20	133 300 000	
8 mars 2033	17 février 2003	DMTN61	5,85	4 662 610 000	
8 mars 2033	29 avril 2004	DMTN110	Accélérateur	200 000 000	(48)
13 juillet 2034	21 septembre 2005	DMTN157	5,00	47 500 000	(52)
3 novembre 2034	3 novembre 1994	HY	9,75	248 800 000	
10 janvier 1995 - 10 janvier 2035	30 novembre 1994	HZ	9,4688	2 315 904	(24)
«	»	JA	9,4688	8 630 827	(24)
«	»	JB	9,4688	8 482 324	(24)
«	»	JC	9,4688	4 764 354	(24)
«	»	JD	9,4688	3 171 134	(24)
12 janvier 2035	12 janvier 2007	JG	9,50	110 950 000	
8 février 2035	8 février 1995	JJ	9,875	53 000 000	
2 juin 2035	25 août 2004	DMTN119	5,60	6 882 300 000	
2 juin 2035	12 janvier 2005	DMTN133	Accélérateur	150 000 000	(38)
20 juin 2036	28 juin 1996	KC	8,25	98 984 000	
1er décembre 2036	8 mars 2006	DMTN158	2,00 Rendement réel	2 356 170 241	(44)
2 juin 2037	22 février 2006	DMTN164	4,70	8 700 000 000	(19)
2 décembre 2037	1er février 2005	DMTN138	5,20	100 000 000	
2 juin 2038	28 juillet 2004	DMTN117	10,00	75 000 000	(15)
20 juin 2038	16 septembre 1996	KG	8,10	120 000 000	
13 juillet 2038	29 juillet 1998	LS	5,75	50 000 000	
25 août 2038	17 août 1998	LT	6,00	86 500 000	
2 juin 2039	15 janvier 2008	DMTN182	4,60	9 600 000 000	(19)
13 juillet 2039	2 février 1999	MK	5,65	300 000 000	
2 décembre 2039	25 février 2000	NE	5,70	1 489 000 000	
13 juillet 2040	18 avril 2002	DMTN44	6,20	100 000 000	
2 juin 2041	15 juin 2010	DMTN204	4,65	6 000 000 000	(19)
2 décembre 2041	15 août 2001	DMTN10	6,20	340 000 000	

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2011

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	$	
DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS - Suite					
8 mars 2042	4 décembre 2001	DMTN29	6,00	41 000 000	
2 juin 2042	18 janvier 2002	DMTN33	6,00	240 000 000	
2 juin 2043	24 février 2003	DMTN62	5,75	75 000 000	
2 juin 2044	13 septembre 2006	DMTN169	4,60	27 000 000	
10 janvier 2045	25 mai 1995	JL	8,435	35 531 176	(41)
1er mars 2045	1er mars 1995	JK	9,50	150 000 000	
2 juin 2045	31 août 2005	DMTN153	4,50	175 000 000	
2 juin 2046	24 mai 2006	DMTN166	4,85	154 700 000	
2 juin 2047	28 février 2007	DMTN176	4,50	158 000 000	
2 juin 2048	6 mai 2008	DMTN184	4,70	50 000 000	
2 juin 2054	22 juillet 2008	DMTN185	4,60	40 000 000	
				115 573 345 351	
Rajustement des contrats d'échange à rendement réel en fonction de l'IPC				(26 416 614)	(44)
				115 546 928 737	

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2011

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	$	
OBLIGATIONS D'ÉPARGNE DE L'ONTARIO					
21 juin 2011	21 juin 2004	Annuel	Variable	1 792 900	
21 juin 2011	21 juin 2004	Composé	Variable	5 250 900	
21 juin 2011	21 juin 2006	Annuel	Accélérateur	50 752 200	
21 juin 2011	21 juin 2006	Composé	Accélérateur	71 295 900	
21 juin 2011	21 juin 2008	Annuel	3,50	35 495 100	
21 juin 2011	21 juin 2008	Composé	3,50	32 369 200	
21 juin 2011	21 juin 2009	Annuel	1,25	4 297 200	
21 juin 2011	21 juin 2009	Composé	1,25	5 523 900	
21 juin 2012	21 juin 2005	Annuel	Variable	10 989 900	
21 juin 2012	21 juin 2005	Composé	Variable	12 395 000	
21 juin 2012	21 juin 2007	Annuel	Accélérateur	128 423 900	
21 juin 2012	21 juin 2007	Composé	Accélérateur	163 834 700	
21 juin 2012	21 juin 2009	Annuel	2,00	13 777 600	
21 juin 2012	21 juin 2009	Composé	2,00	13 130 400	
21 juin 2013	21 juin 2006	Annuel	Variable	37 367 400	
21 juin 2013	21 juin 2006	Composé	Variable	44 110 200	
21 juin 2013	21 juin 2008	Annuel	Accélérateur	22 342 900	
21 juin 2013	21 juin 2008	Composé	Accélérateur	26 101 300	
21 juin 2013	21 juin 2010	Annuel	2,50	35 697 000	
21 juin 2013	21 juin 2010	Composé	2,50	40 514 100	
21 juin 2013	21 juin 2010	Annuel	Variable	55 080 600	
21 juin 2013	21 juin 2010	Composé	Variable	25 077 300	
21 juin 2014	21 juin 2007	Annuel	Variable	40 342 400	
21 juin 2014	21 juin 2007	Composé	Variable	38 374 600	
21 juin 2014	21 juin 2009	Annuel	3,00	31 105 100	
21 juin 2014	21 juin 2009	Composé	3,00	29 621 900	
21 juin 2014	21 juin 2009	Annuel	Accélérateur	449 725 900	
21 juin 2014	21 juin 2009	Composé	Accélérateur	264 382 300	
21 juin 2015	21 juin 2008	Annuel	Variable	41 771 500	
21 juin 2015	21 juin 2008	Composé	Variable	31 586 300	

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2011

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	$	
OBLIGATIONS D'ÉPARGNE DE L'ONTARIO – Suite					
21 juin 2015	21 juin 2010	Annuel	Accélérateur.....	347 563 800	
21 juin 2015	21 juin 2010	Composé	Accélérateur.....	207 946 400	
21 juin 2016	21 juin 2009	Annuel	Variable	18 511 200	
21 juin 2016	21 juin 2009	Composé	Variable	9 800 300	
21 juin 2017	21 juin 2010	Annuel	3,75	9 893 900	
21 juin 2017	21 juin 2010	Composé	3,75	8 826 200	
21 juin 2020	21 juin 2010	Annuel	4,25	42 859 500	
21 juin 2020	21 juin 2010	Composé	4,25	30 995 300	
Séries en circulation				2 438 926 200	(16)
Séries arrivées à échéance				63 716 100	(17)
TOTAL - OBLIGATIONS D'ÉPARGNE DE L'ONTARIO				2 502 642 300	
TOTAL - PAYABLE AU CANADA EN DOLLARS CANADIENS				118 049 571 037	

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2011

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	$	
PAYABLE SUR LES MARCHÉS INTERNATIONAUX EN DOLLARS CANADIENS					
7 février 2024	7 février 1994	HS	7,50	1 106 700 000	
TOTAL - PAYABLE SUR LES MARCHÉS INTERNATIONAUX EN DOLLARS CANADIENS				1 106 700 000	
PAYABLE EN EUROPE EN DOLLARS CANADIENS					
27 juillet 2011	27 juillet 2004	EMTN64	4,75	250 000 000	
30 novembre 2011	30 novembre 2001	EMTN50	5,25	450 000 000	
2 décembre 2011	3 décembre 2008	EMTN91	TCAB 3M + 0,94	25 000 000	(42)
17 avril 2013	17 avril 2003	EMTN56	5,50	275 000 000	(19)
21 octobre 2015	21 octobre 2005	EMTN73	TCAB 3M + 0,03	250 000 000	(57)
13 juillet 2034	13 juillet 1994	EMTN5	9,40	300 000 000	
TOTAL - PAYABLE EN EUROPE EN DOLLARS CANADIENS				1 550 000 000	
PAYABLE AUX ÉTATS-UNIS EN DOLLARS CANADIENS					
18 février 2013	18 février 1993	HJ	9,24	250 000 000	
TOTAL - PAYABLE AUX ÉTATS-UNIS EN DOLLARS CANADIENS				250 000 000	

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2011

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	$	
PAYABLE EN AUSTRALIE EN DOLLARS AUSTRALIENS					
29 septembre 2020	29 septembre 2010	AUD2	6,25	275 000 000	
TOTAL - PAYABLE EN AUSTRALIE EN DOLLARS AUSTRALIENS				275 000 000	
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 0,99083 $				272 478 360	(18)
PAYABLE EN EUROPE EN DOLLARS AUSTRALIENS					
23 avril 2013	23 avril 2003	EMTN57	5,50	100 000 000	
TOTAL - PAYABLE EN EUROPE EN DOLLARS AUSTRALIENS				100 000 000	
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 0,88595 $				88 595 320	(22)
PAYABLE EN EUROPE EN EUROS					
23 avril 2019	23 avril 2009	EMTN97	4,75	1 500 000 000	
3 décembre 2019	3 décembre 2009	EMTN100	4,00	1 750 000 000	
28 septembre 2020	28 septembre 2010	EMTN107	3,00	1 250 000 000	
TOTAL - PAYABLE EN EUROPE EN EUROS				4 500 000 000	
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 1,39049 $				6 257 195 513	(27)

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2011

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	$	
PAYABLE SUR LES MARCHÉS INTERNATIONAUX EN EUROS					
14 mai 2013	7 mai 2003	NZ	4,125	750 000 000	
11 décembre 2013	11 décembre 2008	PT	4,25	750 000 000	
9 janvier 2018	9 janvier 2009	PU	TIBEUR 3M + 0,0139	120 000 000	(19)
TOTAL - PAYABLE SUR LES MARCHÉS INTERNATIONAUX EN EUROS				1 620 000 000	
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 1,55985 $				2 526 951 696	(33)
PAYABLE EN EUROPE EN DOLLARS DE HONG KONG					
26 juin 2013	12 juin 2003	EMTN61	4,10	500 000 000	
27 novembre 2013	28 novembre 2008	EMTN89	2,98	200 000 000	
11 décembre 2013	11 décembre 2008	EMTN92	3,50	230 000 000	
11 avril 2014	20 avril 2009	EMTN96	2,94	300 000 000	
7 juin 2015	7 juin 2010	EMTN103	HIBOR 3M + 0,04	1 550 000 000	
TOTAL - PAYABLE EN EUROPE EN DOLLARS DE HONG KONG				2 780 000 000	
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 0,14766 $				410 505 942	(13)
PAYABLE AU JAPON EN YENS JAPONAIS					
28 juillet 2014	28 juillet 2003	YL015	0,76	5 000 000 000	
8 août 2018	8 août 2008	YL016	1,675	8 000 000 000	
TOTAL - PAYABLE AU JAPON EN YENS JAPONAIS				13 000 000 000	
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 0,010296 $				133 846 113	(36)

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2011

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	$	
PAYABLE EN EUROPE EN YENS JAPONAIS					
24 juin 2013	24 juin 2003	EMTN59	0,50	5 000 000 000	
12 novembre 2013	12 novembre 2008	EMTN85	1,89	6 000 000 000	
12 décembre 2013	11 décembre 2008	EMTN87	1,805	3 000 000 000	
8 juin 2015	7 juin 2010	EMTN104	0,93	95 700 000 000	
8 juin 2020	7 juin 2010	EMTN105	1,65	36 900 000 000	
TOTAL - PAYABLE EN EUROPE EN YENS JAPONAIS				146 600 000 000	
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 0,011659 $				1 709 215 910	
PAYABLE SUR LES MARCHÉS INTERNATIONAUX EN DOLLARS NÉO-ZÉLANDAIS					
16 juin 2015	16 juin 2005	PG	6,25	718 450 000	
TOTAL - PAYABLE SUR LES MARCHÉS INTERNATIONAUX EN DOLLARS NÉO-ZÉLANDAIS				718 450 000	
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 0,89505 $				643 050 875	(28)

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2011

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	$	
PAYABLE EN EUROPE EN COURONNES NORVÉGIENNES					
14 mai 2013	14 mai 2010	EMTN102	3,00	2 500 000 000	
11 juin 2015	11 juin 2010	EMTN106	3,25	1 100 000 000	
20 janvier 2016	23 décembre 2010	EMTN108	3,375	500 000 000	
TOTAL - PAYABLE SUR LES MARCHÉS INTERNATIONAUX EN COURONNES NORVÉGIENNES				4 100 000 000	
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 0,16700 $				684 715 801	(39)
PAYABLE EN EUROPE EN LIVRES STERLING					
21 novembre 2012	21 mai 2008	EMTN81	5,125	200 000 000	
10 décembre 2013	18 janvier 2011	EMTN109	2,00	375 000 00	
TOTAL - PAYABLE EN EUROPE EN LIVRES STERLING				575 000 000	
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 1,76975 $				1 017 607 825	(55)
PAYABLE EN EUROPE EN RANDS SUD-AFRICAINS					
17 août 2015	17 août 2005	EMTN71	7,75	300 000 000	
20 septembre 2016	20 septembre 2006	EMTN78	9,00	60 000 000	
TOTAL - PAYABLE EN EUROPE EN RANDS SUD-AFRICAINS				360 000 000	
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 0,18808 $				67 708 404	(53)

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2011

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	$	
PAYABLE EN EUROPE EN FRANCS SUISSES					
8 septembre 2014	8 septembre 2005	PH	2,00	200 000 000	
2 décembre 2014	2 décembre 2008	EMTN88	2,645	50 000 000	
4 décembre 2014	4 décembre 2009	EMTN98	1,625	400 000 000	
29 juin 2015	29 juin 2005	PF	2,125	200 000 000	
1er décembre 2015	1er décembre 2008	EMTN84	3,375	225 000 000	
30 juillet 2018	30 juillet 2008	EMTN82	3,75	225 000 000	(19)
30 juillet 2018	14 août 2009	PY	2,525	100 000 000	
14 décembre 2018	14 août 2009	PZ	2,59	100 000 000	
29 avril 2019	29 avril 2009	EMTN95	3,375	225 000 000	
4 décembre 2019	4 décembre 2009	EMTN99	2,50	275 000 000	
7 mai 2020	7 mai 2010	EMTN101	2,375	400 000 000	
TOTAL - PAYABLE EN EUROPE EN FRANCS SUISSES				2 400 000 000	
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 1,04443 $				2 506 629 749	(54)
PAYABLE AU CANADA EN DOLLARS AMÉRICAINS					
18 novembre 2014	18 novembre 2004	DMTN131	4,50	300 000 000	
21 décembre 2016	21 décembre 2006	DMTN171	4,95	100 000 000	
TOTAL - PAYABLE AU CANADA EN DOLLARS AMÉRICAINS				400 000 000	
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 1,22113 $				488 450 000	(9)

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2011

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	$	
PAYABLE EN EUROPE EN DOLLARS AMÉRICAINS					
25 juillet 2011	25 juillet 2008	EMTN83	TIOL 3M - 0,10	150 000 000	
2 décembre 2011	2 décembre 2008	EMTN90	TIOL 3M + 0,77 ...	100 000 000	
TOTAL - PAYABLE EN EUROPE EN DOLLARS AMÉRICAINS				250 000 000	
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 1,14200 $.....				285 500 000	(37)

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2011

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	$	
PAYABLE SUR LES MARCHÉS INTERNATIONAUX EN DOLLARS AMÉRICAINS					
20 mai 2011	23 mai 2008	PR	3,375	1 000 000 000	
18 octobre 2011	18 octobre 2006	PL	5,00	1 000 000 000	
20 janvier 2012	21 janvier 2009	PV	2,625	2 000 000 000	
22 mai 2012	22 mai 2009	PW	TIOL 3M + 0,45	1 525 000 000	(19)
1er juin 2012	24 mai 2007	PN	4,95	900 000 000	
17 juillet 2012	17 juillet 2002	NQ	5,125	707 600 000	
19 novembre 2012	19 novembre 2009	G45	1,875	3 000 000 000	
19 novembre 2012	19 novembre 2009	G46	TIOL 3M + 0,15	500 000 000	(19)
15 février 2013	7 février 2003	NU	4,375	500 000 000	
7 mai 2013	7 mai 2010	G49	TIOL 3M + 0,16	500 000 000	
15 juillet 2013	9 avril 2008	PQ	3,50	1 000 000 000	
27 janvier 2014	27 janvier 2011	G53	1,375	3 445 000 000	(19)
16 juin 2014	16 juin 2009	PX	4,10	4 000 000 000	
3 février 2015	3 février 2005	PE	4,50	500 000 000	(19)
5 février 2015	5 février 2010	G47	2,95	3 000 000 000	
16 juin 2015	16 juin 2005	G50	2,70	2 500 000 000	
15 septembre 2015	15 septembre 2010	G51	1,875	1 250 000 000	
19 janvier 2016	18 janvier 2006	PJ	4,75	950 000 000	
27 avril 2016	27 avril 2006	PK	5,45	900 000 000	
28 novembre 2016	28 novembre 2006	PM	4,95	891 000 000	
15 décembre 2017	15 décembre 2010	G52	3,15	1 250 000 000	
7 octobre 2019	7 octobre 2009	G44	4,00	2 000 000 000	
14 avril 2020	14 avril 2010	G48	4,40	2 000 000 000	
TOTAL - PAYABLE SUR LES MARCHÉS INTERNATIONAUX EN DOLLARS AMÉRICAINS				35 318 600 000	
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 1,06218 $				37 514 833 660	(43)

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2011

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	$	
TOTAL - OBLIGATIONS				**175 563 556 205**	
BONS DU TRÉSOR				**13 608 079 000**	
EFFETS DE COMMERCE AMÉRICAINS (en dollars américains)				**3 286 000 000**	(21)
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 0,98657 $				3 241 874 860	
GAINS/(PERTES) SUR CHANGE NON AMORTIS				(36 987 512)	
TOTAL - DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS				**192 376 522 553**	
TOTAL - DETTE CONTRACTÉE HORS DES MARCHÉS PUBLICS ET SUR LES MARCHÉS PUBLICS				**206 679 444 488**	
AUTRE DETTE					
DETTE DU TRUST DES CONSEILS SCOLAIRES					
Exercice se terminant le 31 mars					
2037	2004		5,90	891 000 000	
Moins : Fonds d'amortissement				(112 271 591)	
				778 728 409	(3)
TOTAL - DETTE CONTRACTÉE AUX FINS DE LA PROVINCE				**207 458 172 897**	
Redressement net de consolidation et autres redressements				1 984 422 578	(66)
TOTAL - DETTE CONTRACTÉE AUX FINS DE LA PROVINCE APRÈS REDRESSEMENT NET DE CONSOLIDATION ET AUTRES REDRESSEMENTS				**209 442 595 475**	

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2011

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	$	

DETTE CONTRACTÉE AUX FINS DE LA SOCIÉTÉ FINANCIÈRE DE L'INDUSTRIE DE L'ÉLECTRICITÉ DE L'ONTARIO (SFIEO)

PAYABLE AU CANADA EN DOLLARS CANADIENS

DETTE CONTRACTÉE HORS DES MARCHÉS PUBLICS

Office d'investissement du régime de pensions du Canada :

2021	2001	CPP	6,08	19 375 000	
2022	2002	CPP	6,17 - 6,29	172 961 000	
2023	2003	CPP	6,16	38 130 000	
TOTAL - DETTE CONTRACTÉE HORS DES MARCHÉS PUBLICS,				230 466 000	(4)

PAYABLE AU CANADA EN DOLLARS CANADIENS

DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS

2 décembre 2011	20 juillet 2001	DMTN8	6,10	500 000 000	
2 décembre 2012	12 mai 2003	DMTN53	5,375	500 000 000	
2 décembre 2012	20 décembre 2007	DMTN178	4,50	300 000 000	
2 juin 2013	28 mai 2003	DMTN69	4,75	2 164 000 000	
8 mars 2014	28 janvier 2004	DMTN93	5,00	1 200 000 000	
8 septembre 2014	9 octobre 2009	DMTN197	3,25	150 000 000	
19 novembre 2014	22 janvier 2010	DMTN199	TCAB 3M + 0,14	135 000 000	(11)
8 mars 2015	24 janvier 2005	DMTN135	4,50	500 000 000	
8 septembre 2015	10 décembre 2010	DMTN201	3,15	100 000 000	
5 octobre 2015	26 novembre 2010	DMTN205	TCAB 3M + 0,23	50 000 000	(30)
8 mars 2016	14 février 2006	DMTN163	4,40	1 800 000 000	
8 septembre 2016	16 février 2011	DMTN208	3,20	193 000 000	
8 mars 2017	12 janvier 2007	DMTN 173	4,30	2 300 000 000	

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2011

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	$	
DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS – Suite					
8 mars 2018	10 mars 2008	DMTN183	4,20	1 440 000 000	
2 juin 2018	6 juin 2005	DMTN79	5,50	110 000 000	
2 juin 2019	27 avril 2009	DMTN195	4,40	550 000 000	
2 juin 2020	22 février 2005	DMTN140	4,85	29 000 000	
2 juin 2020	22 avril 2010	DMTN200	4,20	475 000 000	
8 septembre 2023	29 novembre 2004	HP	8,10	50 000 000	
2 juin 2027	4 février 2000	HC-KJA	7,60	100 500 000	
25 août 2028	6 avril 1999	HC-LQA	6,25	78 600 000	
1er décembre 2036	4 octobre 2005	DMTN158	2,00 Rendement réel	769 272 000	(44)
2 juin 2037	1er septembre 2006	DMTN164	4,70	400 000 000	
2 juin 2039	10 juillet 2009	DMTN182	4,60	100 000 000	
2 juin 2041	9 mars 2011	DMTN204	4,65	150 000 000	
TOTAL - PAYABLE AU CANADA EN DOLLARS CANADIENS				14 144 372 000	(19)
PAYABLE EN EUROPE EN DOLLARS CANADIENS					
17 avril 2013	3 juin 2003	EMTN56	5,50	150 000 000	(19)
8 juillet 2014	8 juillet 2004	EMTN63	TCAB 3M + 0,07	500 000 000	(65)
17 février 2015	17 février 2005	EMTN69	4,50	200 000 000	
TOTAL - PAYABLE EN EUROPE EN DOLLARS CANADIENS				850 000 000	
PAYABLE EN AUSTRALIE EN DOLLARS AUSTRALIENS					
30 novembre 2016	30 novembre 2006	AUD1	6,00	300 000 000	
TOTAL - PAYABLE EN AUSTRALIE EN DOLLARS AUSTRALIENS				300 000 000	
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 0,87509 $				262 525 500	(64)

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2011

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	$	
PAYABLE EN EUROPE EN DOLLARS AUSTRALIENS					
13 juillet 2012	13 juillet 2005	EMTN70	5,50	125 000 000	
TOTAL - PAYABLE EN EUROPE EN DOLLARS AUSTRALIENS				125 000 000	
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 0,94398 $				117 996 875	(58)
PAYABLE SUR LES MARCHÉS INTERNATIONAUX EN EUROS					
9 octobre 2017	9 janvier 2009	PU	TIBEUR 3M + 1,39	105 000 000	(19)
TOTAL - PAYABLE SUR LES MARCHÉS INTERNATIONAUX EN EUROS				105 000 000	
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 1,70800 $				179 340 000	(63)
PAYABLE EN EUROPE EN DOLLARS DE HONG KONG					
29 décembre 2015	29 décembre 2008	EMTN94	3,30	515 000 000	
TOTAL - PAYABLE EN EUROPE EN DOLLARS DE HONG KONG				515 000 000	
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 0,16034 $				82 572 774	(59)
PAYABLE EN EUROPE EN RANDS SUD-AFRICAINS					
5 juillet 2011	5 juillet 2006	EMTN76	8,00	300 000 000	
TOTAL - PAYABLE EN EUROPE EN RANDS SUD-AFRICAINS				300 000 000	
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 0,15702 $				47 106 741	(50)

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2011

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	$	
PAYABLE EN EUROPE EN FRANCS SUISSES					
8 juillet 2013	8 juillet 2003	EMTN60	2,50	300 000 000	
27 mai 2016	27 mai 2008	EMTN80	3,375	200 000 000	
30 juillet 2018	29 décembre 2008	EMTN82	3,75	125 000 000	
TOTAL - PAYABLE EN EUROPE EN FRANCS SUISSES				625 000 000	
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 1,06299 $				664 369 724	(35)
PAYABLE EN EUROPE EN DOLLARS AMÉRICAINS					
18 décembre 2018	18 décembre 2008	EMTN93	4,28	60 000 000	
TOTAL - PAYABLE EN EUROPE EN DOLLARS AMÉRICAINS				60 000 000	
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 1,22750 $				73 650 000	(61)
PAYABLE SUR LES MARCHÉS INTERNATIONAUX EN DOLLARS AMÉRICAINS					
22 mai 2012	22 mai 2009	PW	TIOL 3M + 0,45	225 000 000	
19 novembre 2012	19 novembre 2009	G46	TIOL 3M + 0,15	500 000 000	
27 janvier 2014	27 janvier 2011	G53	1,375	55 000 000	
3 février 2015	3 février 2005	PE	4,50	500 000 000	
TOTAL - PAYABLE SUR LES MARCHÉS INTERNATIONAUX EN DOLLARS AMÉRICAINS				1 280 000 000	(19)
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 1,07258 $				1 372 897 500	(23)

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2011

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt %	Encours $	Référence
TOTAL – OBLIGATIONS				**17 794 831 114**	
BONS DU TRÉSOR				**1 169 324 000**	
GAINS SUR CHANGE NON AMORTIS				57 454 760	
TOTAL - DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS				**19 021 609 874**	
TOTAL – DETTE CONTRACTÉE PAR LA PROVINCE AUX FINS DE LA SFIEO				**19 252 075 874**	
DETTE DIRECTE DE LA SFIEO				7 934 474 000	
TOTAL – DETTE DE LA SFIEO				**27 186 549 874**	
TOTAL – DETTE CONSOLIDÉE				**236 629 145 349**	

DETTE CONTRACTÉE AUX FINS D'INVESTISSEMENT *

ONTARIO POWER GENERATION INC	5 126 000 000
HYDRO ONE INC	3 759 000 000
TOTAL - DETTE CONTRACTÉE AUX FINS D'INVESTISSEMENT	8 885 000 000

* La dette contractée aux fins d'investissement à la suite d'un échange de créances contre actifs entre la province, Ontario Power Generation Inc, et Hydro One Inc, est éliminée au moment de la consolidation.

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2011

Références :

1. Aucune dette contractée n'est remboursable, sauf dans les cas indiqués ci-dessous. La dette est remboursable à un taux fixe ou variable selon un indice préétabli. Habituellement, le taux d'intérêt est révisé tous les trois mois (3M). Les indices sont les suivants : TCAB - taux canadien d'acceptations bancaires; TIBEUR - taux interbancaire offert en euros; HIBOR - taux interbancaire offert à Hong Kong; TIOL - taux interbancaire offert à Londres. La dette en devises étrangères a été convertie en dollars canadiens aux taux des contrats de change lorsqu'elle était couverte, ou aux taux de change à la fin de l'exercice lorsqu'elle ne l'était pas. On estime que 96,4 % de la dette en devises étrangères étaient couverts au 31 mars 2011. Les taux de change des devises étrangères en dollars canadiens au 31 mars 2011 sont les suivants : dollar australien 1,0040 $, euro 1,3756 $, dollar de Hong Kong 0,1245 $, yen japonais 0,011659 $, dollar néo-zélandais 0,7394 $, couronne norvégienne 0,1755 $, rand sud-africain 0,1433 $, franc suisse 1,0571 $, dollar américain 0,9688 $, livre sterling 1,5563 $.
2. OPB & OPPT : En vertu de la *Loi de 1994 sur le Régime de retraite du Syndicat des employés de la fonction publique de l'Ontario* et de l'Entente de transfert d'éléments d'actif du 12 décembre 1994, la province a dû procéder à une nouvelle répartition des débentures entre la Caisse de retraite des fonctionnaires (CRF) et le Fonds en fiducie du Régime de retraite du Syndicat des employés de la fonction publique de l'Ontario (Fonds du SEFPO) selon les données actualisées, lorsqu'elles étaient disponibles. Le 13 juin 1997, une Entente mise à jour relative à la modification de l'entente de promotion et au transfert d'éléments d'actif a été signée, remplaçant l'entente de 1994. La répartition actuelle après remboursement de la dette a été faite en vertu de cette nouvelle entente. Selon les modalités de ces débentures, le principal doit être remboursé en 12 versements mensuels égaux au cours de l'année précédant la date d'échéance.
3. SBT : le trust des conseils scolaires (la fiducie) a été créée en juin 2003 pour refinancer à long terme la dette contractée par 55 conseils scolaires pour leurs projets d'immobilisations avant l'introduction, en 1998, du modèle de financement axé sur les besoins des élèves. En juin 2003, la fiducie a émis des débentures à fonds d'amortissement sur 30 ans d'une valeur de 891 millions de dollars. La fiducie a versé 882 millions de dollars provenant du produit de ces débentures aux 55 conseils scolaires qui ont renoncé en échange à leur droit irrévocable de recevoir d'autres paiements de transfert de la province au titre de cette dette. Ces montants seront réduits sur la période de 30 ans par les paiements de transfert versés par le ministère de l'Éducation à la fiducie dans le cadre du programme de subventions de fonctionnement aux conseils scolaires.
4. L'Office d'investissement du régime de pensions du Canada (OIRPC) investit des fonds dans les valeurs non négociables de la province of Ontario. À compter du 1er juillet 2005, en vertu d'une lettre d'entente accessoire signée par l'OIRPC et la province, l'OIRPC a offert à la province, à l'échéance des débentures détenues au nom du Fonds de placement du Régime de pensions du Canada (FPRPC) et émises avant le 1er janvier 1998, l'option d'émettre de nouvelles débentures de remplacement pour le compte de l'OIRPC assorties d'un terme maximal de 30 ans (terme minimal de 5 ans avec options de renouvellement sans dépasser le terme maximal de 30 ans à compter de la date d'émission de la première débenture de remplacement) à un taux reflétant ceux des marchés financiers au moment du renouvellement. Ces débentures ne sont ni négociables ni transférables et peuvent être cédées uniquement à une filiale appartenant en propriété exclusive à l'Office d'investissement du régime de pensions du Canada. Le 1er avril 2007, toutes les débentures détenues au nom du FPRPC ou achetées par le ministre des Finances en vertu de l'article 110 du Régime de pensions du Canada ont été transférées à l'OIRPC.
5. CHMC (SCHL) : Selon les modalités de ces débentures, des versements égaux doivent être faits chaque année jusqu'à l'échéance, chacun consistant en un versement de principal et d'intérêts réunis.
6. OIIC (SOGFII) : Il s'agit d'obligations à coupon zéro. L'encours représente le solde payable à l'échéance.
7. DMTN194 : La province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir le taux d'intérêt sur cet engagement au taux fixe de 2,04 %.
8. DMTN173 : La province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir le taux d'intérêt sur cet engagement au TCAB de trois mois moins 0,279 % sur 209,5 millions de dollars.
9. Obligations intérieures en dollars américains : La province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir le taux d'intérêt sur ces engagements au taux fixe de 4,47 %.
10. DMTN79 : La province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir le taux d'intérêt sur cet engagement au taux fixe de 4,84 % sur 125 millions de dollars.
11. DMTN199 : La province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir le taux d'intérêt sur cet engagement au taux fixe de 2,75 %, et au taux fixe de 2,75 % sur 65 millions de dollars sur la dette contractée par la SFIEO.
12. DMTN193 : La province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir le taux d'intérêt sur cet engagement au taux fixe de 2,44 %.
13. EMTN - Obligations en dollars de Hong Kong : La province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir le taux d'intérêt sur ces engagements au taux fixe de 3,78 %.
14. DMTN198 : La province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir le taux d'intérêt sur cet engagement au taux fixe de 3,02 %.
15. DMTN117 : L'obligation émise en 2004 était assortie d'une forte prime offrant un rendement de 5,74 %.

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2011

16. OEO : Les obligations aux taux accélérateur et variable émises avant 2009 sont rachetables au gré du porteur le 21 juin et le 21 décembre et jusqu'au 14e jour civil suivant la date de rachat du 21 juin et du 21 décembre. Les obligations à taux fixe sont rachetables à l'échéance. Depuis 2009, les obligations à taux variable sont rachetables une fois par an, le 21 juin. Toutes les OEO actuellement en circulation sont rachetables au décès du propriétaire bénéficiaire.
OEO – Taux fixe :
Chaque année, la province émet des Obligations d'épargne de l'Ontario pour un terme de trois ans. Toutefois, en 2009, des obligations à taux fixe ont été émises pour des termes de deux, trois et cinq ans et, en 2010, pour des termes de trois, sept et dix ans.
OEO – Taux accélérateur :
Série 2006 : l'intérêt est payable au taux de 3,7 %, 3,8 %, 3,9 %, 4 % et 4,25 %;
Série 2007 : l'intérêt est payable au taux de 4 %, 4,2 %, 4,4 %, 4,6 % et 4,95 %;
Série 2008 : l'intérêt est payable au taux de 2,6 %, 2,8 %, 3 %, 3,2 %, and 4 %;
Série 2009 : l'intérêt est payable au taux de 0,75 %, 1,5 %, 2,5 %, 3,5 % et 4,5 %;
Série 2010 : l'intérêt est payable au taux de 1 %, 2 %, 3 %, 3,75 %, et 4,25 %;
les première, deuxième, troisième, quatrième et cinquième années respectivement.
OEO – Taux variable :
Le ministre des Finances rajuste le taux d'intérêt tous les six mois. Le 21 décembre 2010, le taux d'intérêt a été fixé à 1,25 %.

17. OEO : L'encours représente les obligations arrivées à échéance dont le remboursement n'a pas encore été demandé. Ces obligations ne portent aucun intérêt.

18. AUD2 : La province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir le taux d'intérêt sur cet engagement au taux fixe de 3,85 %.

19. Ces séries sont émises aux fins de la province et de la SFIEO.

20. DMTN188 : La province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir le taux d'intérêt sur cet engagement au taux fixe de 3,14 %.

21. Les effets de commerce américains sont des billets à escompte et ont des termes de 270 jours maximum.

22. EMTN57 : La province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir le taux d'intérêt sur cet engagement au taux fixe de 5,59 %.

23. Obligations en dollars américains payables sur les marchés internationaux (SFIEO) : La province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir le taux d'intérêt sur ces engagements comme suit : taux fixe de 5,11 % sur 553 millions de dollars; TCAB de trois mois plus 0,28 % sur 527 millions; TCAB de trois mois plus 0,58 % sur 238 millions de dollars; et TCAB de trois mois plus 0,30 % sur 55 millions de dollars.

24. Séries HZ, JA, JB, JC, JD : Il s'agit d'obligations à coupon zéro aux termes desquelles des versements inégaux, consistant en un versement de principal et d'intérêts réunis, doivent être effectués à intervalles irréguliers déterminés à l'avance. Au cours de l'exercice 2010-2011, le principal remboursé était de 0,7 million de dollars. D'ici le 10 janvier 2035, le principal à rembourser sur ces obligations sera de 230 millions de dollars.

25. DMTN196 : La province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir le taux d'intérêt sur cet engagement au taux fixe de 3,73 %.

26. MH : Selon les modalités de ces débentures, un paiement d'intérêt ponctuel spécial de 31,1 millions de dollars sera effectué à l'échéance.

27. EMTN – Obligations en euros : La province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir le taux d'intérêt sur ces engagements comme suit : taux fixe de 4,26 % sur 2 992 millions de dollars; TCAB de trois mois plus 0,78 % sur 657 millions de dollars; et taux de 3,87 % sur 2 598 millions de dollars.

28. PG : La province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir le taux d'intérêt sur cet engagement au taux fixe de 4,24 %.

29. DMTN203 : La province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir le taux d'intérêt sur cet engagement au taux fixe de 3,39 %.

30. DMTN205: La province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir le taux d'intérêt sur cet engagement au taux fixe de 2,62 %, et au taux fixe de 2,67 % sur l'engagement de la SFIEO.

31. DMTN192 : Il s'agit d'une obligation à taux variable de trois ans que la province peut échanger à son gré contre une obligation à taux fixe de 2,5 % les 13 mars, juin, septembre et décembre de chaque année. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui a eu pour effet de convertir le taux d'intérêt sur cet engagement au taux fixe de 1,98 %.

32. DMTN149 : L'échéance des obligations est prorogeable au gré des porteurs de la date d'échéance initiale, le 2 juin 2016, à la date d'échéance finale, le 2 juin 2035 et, en cas de prorogation, les obligations peuvent être échangées au gré des porteurs le 13 juin 2016 contre des obligations de la série DMTN119. L'intérêt est payable semestriellement au taux de 3,6 % jusqu'au 2 juin 2016, et au taux de 4,8 % par la suite, en cas de prorogation. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir le taux d'intérêt sur cet engagement au taux de 4,67 %.

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2011

33. Obligations en euros payables sur les marchés internationaux : La province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir le taux d'intérêt sur ces engagements au taux fixe de 4,40 %.
34. MW : La province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir le taux d'intérêt sur cet engagement au TCAB de trois mois moins 0,05 %.
35. EMTN - Obligations en francs suisses (SFIEO) : La province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir le taux d'intérêt sur ces engagements au taux fixe de 4,69 %.
36. YL015/16 : La province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir le taux d'intérêt sur ces engagements au taux fixe de 4,34 % sur 76 millions de dollars.
37. EMTN83/90 : La province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir le taux d'intérêt sur ces engagements au taux fixe de 3,07 %.
38. DMTN133 : Les obligations sont encaissables par anticipation au gré des porteurs le 2 décembre 2014 ou peuvent être échangées au pair contre des obligations de la série DMTN119 le 15 décembre 2014. L'intérêt est payable au taux de 4 % jusqu'au 2 décembre 2014, et de 5,35 % par la suite jusqu'à la date d'échéance finale. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir le taux d'intérêt sur cet engagement au taux de 5,26 %.
39. EMTN - Obligations en couronnes norvégiennes : La province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir le taux d'intérêt sur ces engagements au taux fixe de 2,99 %.
40. DMTN152 : L'échéance des obligations est prorogeable au gré des porteurs de la date d'échéance initiale, le 2 décembre 2016, à la date d'échéance finale, le 2 juin 2035 et, en cas de prorogation, les obligations peuvent être échangées au pair le 14 décembre 2016 contre des obligations de la série DMTN119. L'intérêt est payable semestriellement au taux de 3,75 % jusqu'à la date d'échéance initiale et au taux de 4,75 % par la suite, en cas de prorogation. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir le taux d'intérêt sur cet engagement au taux de 4,76 %.
41. JL : Selon les modalités de ces débentures, des versements inégaux, consistant en un versement de principal et d'intérêts réunis, doivent être effectués à des intervalles irréguliers déterminés à l'avance, le dernier versement devant être effectué le 10 janvier 2045. Le total du principal et des intérêts à payer sur la durée des débentures s'élève à 1 325 millions de dollars.
42. EMTN91 : La province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir le taux d'intérêt sur cet engagement au taux fixe de 2,39 %.
43. Obligations en dollars américains payables sur les marchés internationaux : La province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir le taux d'intérêt sur ces engagements comme suit : taux fixe de 3,61 % sur 21 656 millions de dollars; taux de 5,37 % sur 4 295 millions de dollars; et TCAB de trois mois plus 0,38 % sur 11 565 millions de dollars.
44. DMTN158 : Cette obligation à rendement réel porte un intérêt sur le principal rajusté en fonction de l'Indice d'ensemble des prix à la consommation du Canada (l'IPC), qui comportait un indice de base de 127,54839 au 8 mars 2006. Depuis que la Banque du Canada a changé l'année de référence de l'IPC (de 1992 à 2002), le 19 juin 2007, l'indice de base est passé à 107,18352. Le montant total de l'émission en principal s'élève à 2 844 millions de dollars, dont 700 millions de dollars ont été prêtés à la SFIEO, et 300 millions de dollars ont été convertis en une dette nominale à taux fixe de 4,66 %. L'encours représente la valeur indexée du principal.
45. DMTN1 : La province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir le taux d'intérêt sur cet engagement au TCAB de trois mois moins 0,02 %.
46. DMTN189 : Ces obligations sont rachetables au pair au gré de la province le 10 novembre 2011. L'intérêt est payable trimestriellement comme suit : du 10 novembre 2008 au 10 novembre 2011 - TCAB de trois mois plus 0,75 %; du 10 novembre 2011 au 10 novembre 2013 - TCAB de trois mois plus 1,20 %. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir le taux d'intérêt sur cet engagement au taux fixe de 3,13 %.
47. DMTN178 : La province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir le taux d'intérêt sur cet engagement au TCAB de 3 mois sur 105 millions de dollars.
48. DMTN110 : Les obligations sont encaissables par anticipation au gré des porteurs le 8 mars 2012 ou échangeables au pair le 21 mars 2012 contre des obligations de la série DMTN61. L'intérêt est payable semestriellement au taux de 3,25 % jusqu'au 8 mars 2012 et de 5,85 % jusqu'au 8 mars 2033. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir le taux d'intérêt sur cet engagement au taux de 5,72 %.
49. DMTN105 : La province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir le taux d'intérêt sur cet engagement au taux fixe de 4,94 %.
50. EMTN76 (SFIEO) : La province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir le taux d'intérêt sur cet engagement au taux fixe de 4,81 %.
51. NF : L'encours est de 3 000 millions de dollars, dont 500 millions de dollars prêtés à la SFIEO jusqu'au 2 juin 2010, depuis l'émission est assumée par la province et le restera jusqu'à sa date d'échéance.
52. DMTN157 : L'intérêt est payable semestriellement au taux de 15 % jusqu'au 13 janvier 2006 et au taux de 5 % par la suite.

ENCOURS DE LA DETTE – Fin

Au 31 mars 2011

53. EMTN71/78 : La province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir le taux d'intérêt sur ces engagements au taux fixe de 4,35 %.
54. Obligations européennes en francs suisses : La province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir le taux d'intérêt sur ces engagements comme suit : taux fixe de 4,12 % sur 1 823 millions de dollars; et taux de 4,29 % sur 208 millions de dollars.
55. EMTN81/109 : La province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui a eu pour effet de convertir le taux d'intérêt sur ces engagements comme suit : taux fixe de 3,42 % sur 552 millions de dollars; et TCAB de 3 mois plus 0,201 % sur 466 millions de dollars.
56. DMTN116 : L'échéance des obligations est prorogeable au gré des porteurs de la date d'échéance initiale, le 8 septembre 2013, à la date d'échéance finale, le 8 mars 2033. L'intérêt est payable semestriellement au taux de 4,625 % jusqu'à la date d'échéance initiale, et au taux de 5,85 % en cas de prorogation. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir le taux d'intérêt sur cet engagement au taux de 5,08 %.
57. EMTN73 : La province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir le taux d'intérêt sur cet engagement au taux fixe de 4,34 %.
58. EMTN70 (SFIEO) : La province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir le taux d'intérêt sur cet engagement au taux fixe de 4 %.
59. EMTN94 (SFIEO) : La province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir le taux d'intérêt sur cet engagement au taux fixe de 4,13 %.
60. DMTN46 : Il s'agit d'une obligation à coupon zéro, à paiements variables, offrant un rendement de 4,53 %. Le principal et l'intérêt sont remboursables en un versement semestriel de principal et d'intérêt réunis. Au cours de l'exercice 2010-2011, le principal remboursé atteignait 0,2 million de dollars.
61. EMTN93 (SFIEO) : La province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir le taux d'intérêt sur cet engagement au taux fixe de 4,22 %.
62. DMTN191 : La province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir le taux d'intérêt sur cet engagement au taux fixe de 1,67 %.
63. PU (SFIEO) : La province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir le taux d'intérêt sur cet engagement au taux fixe de 4 %.
64. AUD1 (SFIEO) : La province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir le taux d'intérêt sur cet engagement au taux fixe de 4,24 %.
65. EMTN63 (SFIEO) : La province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir le taux d'intérêt sur cet engagement au taux fixe de 5,28 %.
66. Le redressement net de consolidation et les autres redressements comprennent la dette contractée auprès de tiers par d'autres organismes gouvernementaux, et l'élimination des obligations et bons du Trésor de l'Ontario détenues par ces organismes comme suit (en millions de dollars) :

    Obligations de l'Ontario :

    AgriCorp : DMTN8 - 19 millions de dollars; DMTN165 – 9,9 millions dollars; DMTN53 – 9,2 millions de dollars; DMTN93 – 17,6 millions de dollars; DMTN197 – 3 millions de dollars; MW - 3 millions de dollars; DMTN135 – 10,1 millions de dollars; DMTN132 – 18 millions de dollars; DMTN173 – 20 millions de dollars; et HJ – 6,8 millions de dollars.

    Société ontarienne de travaux d'infrastructure : DMTN165 - 10 millions de dollars; DMTN201 - 19.2 millions de dollars; DMTN200 – 54,1 millions de dollars; et DMTN208 – 33,5 millions de dollars.

    Commission de l'énergie de l'Ontario : DMTN93 – 2,8 millions de dollars; et DMTN69 – 0,9 million de dollars.

    Fonds de reboisement : DMTN173 – 2,7 millions de dollars; DMTN195 – 2,1 millions de dollars; et DMTN163 – 0,6 million de dollars.

    Bons du Trésor :

    Société ontarienne de travaux d'infrastructure : 500 millions de dollars.

    Société de gestion du Fonds du patrimoine du Nord de l'Ontario : 199 millions de dollars.

    Société immobilière de l'Ontario : 54 millions de dollars.

    Société ontarienne de financement de la croissance : 77 millions de dollars.

    Commission des valeurs mobilières de l'Ontario : 20 millions de dollars.

    AgriCorp : 5 millions de dollars.

    Commission de l'énergie de l'Ontario : 1 million de dollars.
67. OMHC (SOHL) : Les débentures émises par la Société ontarienne d'hypothèques et de logement (SOHL) ne sont ni négociables, ni transférables, ni cessibles, mais elles sont rachetables, en totalité ou en partie, au gré de la SOHL sur préavis écrit de six mois.

TRANSACTIONS DE LA SOCIÉTÉ FINANCIÈRE DE L'INDUSTRIE DE L'ÉLECTRICITÉ DE L'ONTARIO (SFIEO)

Pour l'exercice terminé le 31 mars 2011

	2011 $	2010 $
Remboursement d'emprunts à partir :		
de titres émis sur les marchés publics -		
à long terme	(1 252 666 667)	(1 668 233 778)
à court terme (net)	(31 704 000)	0
de titres émis hors des marchés publics -		
Fonds de placement du régime de pensions du Canada	0	(650 712 000)
Produit d'emprunts provenant :		
de titres émis sur les marchés publics -		
à long terme	1 046 660 675	1 880 059 510
à court terme (net)	0	222 028 000
Augmentation (diminution) nette des débentures et billets aux fins de la SFIEO	(237 709 992)	(216 858 268)
Intérêt sur titres provenant :		
de titres émis sur les marchés publics -		
à long terme	762 292 524	804 309 492
à court terme	8 061 903	3 137 835
du Fonds de placement du régime de pensions du Canada	14 310 702	47 046 226
	784 665 129	854 493 553
Recouvrements de la SFIEO :		
Remboursements d'emprunt à partir :		
de titres émis sur les marchés publics -		
à long terme	1 252 666 667	1 668 233 778
à court terme (net)	31 704 000	0
de titres émis hors des marchés publics -		
Fonds de placement du régime de pensions du Canada	0	650 712 000
Produit d'emprunts provenant :		
de titres émis sur les marchés publics -		
à long terme	(1 046 660 675)	(1 880 059 510)
à court terme (net)	0	(222 028 000)
Recouvrements/(avances) nets	237 709 992	216 858 268
Intérêts sur avances provenant :		
de titres émis sur les marchés publics -		
à long terme	(762 292 524)	(804 309 492)
à court terme	(8 061 903)	(3 137 835)
du Fonds de placement du régime de pensions du Canada	(14 310 702)	(47 046 226)
	(784 665 129)	(854 493 553)

section 4

Autres annexes supplémentaires

PRÊTS ET INVESTISSEMENTS

Pour l'exercice clos le 31 mars 2011

	Solde au 1er avril 2010 $	Prêts[1] $	Remboursements[2] $	Solde au 31 mars 2011 $
Ministère de l'Agriculture, Alimentation et Affaires rurales:				
• Débentures pour drainage au moyen de tuyaux	28 656 045	5 547 200	5 084 548	29 118 697
Débentures pour drainage au moyen de tuyaux – Intérêts à recevoir	0	1 294 984	-	1 294 984
Total – Débentures pour drainage au moyen de tuyaux	28 656 045	6 842 184	5 084 548	30 413 681
• Prêts pour drainage au moyen de tuyaux – territoires non érigés en municipalités	277 709	61 600	62 814	276 495
Ministère du Développement économique et du Commerce:				
• Stratégie ontarienne d'investissement dans l'industrie automobile	141 603 212	616 455	-	142 219 667
Moins : Escompte non amortissement	(115 188 820)	2 552 245	-	(112 636 575)
Total – Stratégie ontarienne d'investissement dans l'industrie automobile	26 414 392	3 168 700	-	29 583 092
• Stratégie d'investissement dans le secteur de fabrication de pointe	117 625 356	54 762 680	-	172 388 036
Moins : Escompte non amortissement	(14 496 632)	(2 203 341)	-	(16 699 973)
Total Stratégie d'investissement dans le secteur de fabrication de pointe	103 128 724	52 559 339	-	155 688 063
• Fonds pour les emplois et les investissements stratégiques	0	3 418 392	-	3 418 392
Moins : Escompte non amortissement	0	(197 831)	-	(197 831)
Total Fonds pour les emplois et les investissements stratégiques	0	3 220 561	-	3 220 561
Ministère de l'Énergie et de l'infrastructure :				
• Actif net de la Société foncière de l'Ontario	4 868 328	-	71 750	4 796 578
Ministère des Finances :				
• Aide sous forme de prêt – Stelco	37 500 000	-	-	37 500 000
Moins : Escompte non amortissement	(1 072 800)	178 800	-	(894 000)
Total de l'aide sous forme de prêt – Stelco	36 427 200	178 800	-	36 606 000

PRÊTS ET INVESTISSEMENTS – Suite

Pour l'exercice clos le 31 mars 2011

	Solde au 1er avril 2010 $	Prêts[1] $	Remboursements[2] $	Solde au 31 mars 2011 $
Ministère des Finances (suite) :				
• Ontario Power Génération*	5 126 000 000	-	-	5 126 000 000
• Hydro One Inc.*	3 637 000 000	-	-	3 637 000 000
• Société ontarienne de travaux d'infrastructure*	1 350 000 000	700 000 000	200 319 173	1 849 680 827
• Fiducie pour les prêts aux étudiantes et étudiants de l'Ontario	1 584 673 640	567 957 758	324 000 000	1 828 631 398
• Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario – Prêts à court terme	500 000	4 800 000	-	5 300 000
• Billets à terme adossés à des actifs	458 405 887	-	11 018 446	447 387 441
• Gouvernement du Canada – Secteur de l'automobile	4 638 535 857	-	975 860 625	3 662 675 232
• Prêts de l'Office ontarien de financement :				
Conseils scolaires	2 622 292 123	1 478 891 930	71 403 346	4 029 780 707
Société des loteries et des jeux de l'Ontario*	187 839 995	9 500 000	47 825 119	149 514 876
Société ontarienne de travaux d'infrastructure* – marge de crédit	100 000 000	38 000 000	15 000 000	123 000 000
Office de l'électricité de l'Ontario*	90 000 000	220 293 426	280 234 721	30 058 705
Musée royal de l'Ontario*	48 840 345	-	6 640 000	42 200 345
Corporation de la ville de Windsor	18 386 212	-	1 201 816	17 184 396
Commission de transport Ontario Northland*	17 721 307	-	2 780 112	14 941 195
Commission de transport Ontario Northland* – marge de crédit	12 925 000	55 450 000	56 075 000	12 300 000
Commission des parcs du Niagara*	6 500 000	-	229 218	6 270 782
Centre Centennial des sciences et de la technologie*	3 500 000	-	500 000	3 000 000
Collèges d'arts appliqués et de technologie	70 670 321	16 160 155	4 912 653	81 917 823
Total des prêts - Office ontarien de financement	3 178 675 303	1 818 295 511	486 801 985	4 510 168 829
• Fonds de garantie des prestations de retraite (FGPR)*	264 000 000	-	11 000 000	253 000 000
Moins : Escompte non amorti	(129 288 480)	5 387 020	-	(123 901 460)
Solde du FGPR	134 711 520	5 387 020	11 000 000	129 098 540
• Hypothèques de la Société foncière de l'Ontario	231 507	-	12 654	218 853
Ministère des Affaires municipales et du Logement :				
• *Loi sur l'aide aux propriétaires riverains*	69 394	-	26 116	43 278
• Crédits d'impôt pour les mun. et les écoles	258 445	-	25 038	233 407

PRÊTS ET INVESTISSEMENTS – Suite

Pour l'exercice clos le 31 mars 2011

	Solde au 1er avril 2010 $	Prêts[1] $	Remboursements[2] $	Solde au 31 mars 2011 $
Ministère du Développement du Nord, des Mines et des Forêts:				
• Commission de transport Ontario Northland	35 207 935	-	-	35 207 935
• Développement économique	17 197 948	34 029 783	183 333	51 044 398
Ministère de la Recherche et de l'Innovation:				
• Fonds pour les projets pilotes d'innovation	4 000 000	-	-	4 000 000
Moins : Escompte non amortissement	(250 040)	125 020	-	(125 020)
Total Fonds pour les projets pilotes d'innovation	3 749 960	125 020	-	3 874 980
Ministère du Tourisme et de la Culture:				
• Science Nord – Cinéma IMAX	75 837	-	-	75 837
Ministère de la Formation et des Collèges et Universités :				
• Prêts pour l'acquisition d'outils de travail	14 150 997	1 828 400	1 341 128	14 638 269
• Prêts aux étudiants	650 432 974	57 695 075	184 353 092	523 774 957
TOTAL DES PRÊTS ET INVESTISSEMENTS EN COURS AVANT LA PROVISION POUR CRÉANCES DOUTEUSES AU 31 MARS 2011				**22 085 638 651**
PROVISION POUR CRÉANCES DOUTEUSES AU 31 MARS 2011				**(3 456 006 017)**

1. Comprend les montants d'amortissement.
2. Les remboursements comprennent les provisions pour créances douteuses, les libérations de prêts et les ajustements d'évaluation.
Les prêts et investissements au moment de la consolidation ne sont pas inclus ci-dessus.

• Les états financiers de ces sociétés, conseils et commissions se trouvent dans le volume 2 des Comptes publics de l'Ontario.

En vertu de la *Loi sur le drainage au moyen de tuyaux*, le ministre des Finances est autorisé à acheter, à acquérir et à détenir des débentures émises par les municipalités pour financer la construction d'ouvrages privés de drainage au moyen de tuyaux. Ces débentures sont remboursables dans les dix ans suivant leur date d'émission.

Les prêts au titre du drainage au moyen de tuyaux sont consentis directement aux particuliers habitant des territoires non érigés en municipalité. Ils sont régis par la *Loi sur le drainage au moyen de tuyaux* et sont garantis par des privilèges grevant les biens immobiliers.

Le ministère s'est engagé à accorder un prêt conditionnel d'un montant maximum de 175 millions de dollars à General Motors du Canada Limitée pour l'aider à réaliser son projet Beacon, évalué à 2,5 milliards de dollars. Ce projet vise à accroître la capacité de conception et de fabrication de trois usines ontariennes et à appuyer la création d'un centre canadien de l'ingénierie, qui mettra l'accent sur les technologies de fabrication novatrices et la formation spécialisée. Le ministère s'est aussi engagé à accorder un prêt conditionnel jusqu'à hauteur de 3,0 millions de dollars à Valiant Corporation pour appuyer les investissements de l'entreprise dans des systèmes de montage flexibles.

PRÊTS ET INVESTISSEMENTS – Suite

Pour l'exercice clos le 31 mars 2011

La Stratégie d'investissement dans le secteur de fabrication de pointe a permis d'accorder des prêts afin d'encourager les entreprises à investir dans les procédés et les technologies de pointe en vue d'améliorer leur productivité et leur compétitivité. Le programme n'accepte plus de nouvelles demandes depuis le 5 février 2010.

Le Fonds pour les emplois et les investissements stratégiques est un fonds pluriannuel de 375 millions de dollars, constitué de prêts conditionnels et de prêts remboursables visant à attirer des investissements stratégiques dans des projets innovateurs en vue de faciliter la transition de l'économie ontarienne et de favoriser sa compétitivité à l'échelle internationale et sa prospérité à long terme.

La Société d'hypothèques de l'Ontario a assumé les hypothèques de la Société foncière de l'Ontario lors de sa dissolution, le 31 mars 1987.

En 2005-2006, dans le cadre de la restructuration financière de Stelco Inc., le ministère a prêté à cette société 150 millions de dollars pour une période de dix ans à un taux de 1 %. En retour, Stelco verse 400 millions de dollars dans ses régimes de retraite et a accepté un plan de refinancement de ces régimes. Soixante-quinze pour cent du prêt ne sera pas remboursé si les quatre principaux régimes de retraite de Stelco sont entièrement capitalisés à la fin de la période de dix ans du prêt.

Le 1er avril 1999, les cinq sociétés suivantes et leurs filiales ont été constituées, en vertu de la *Loi de 1998 sur la concurrence dans le secteur de l'énergie*, pour succéder à l'ancienne société Ontario Hydro : la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario, l'Ontario Power Génération Inc., Hydro One Inc. (anciennement la société Ontario Hydro Services Company), la Société indépendante d'exploitation du réseau d'électricité et l'Office de la sécurité des installations électriques.

L'Ontario Power Génération Inc. (OPG) et Hydro One Inc. (HOI) ont procédé, avec la province de l'Ontario, à un échange de créances contre actifs pour que la structure de leur capital leur permette de livrer concurrence aux autres intervenants de l'industrie. La province s'est chargée de la dette de 8 885 millions de dollars des deux sociétés contractée à l'endroit de la SFIEO en échange d'un droit sur l'actif de l'OPG (5 126 millions de dollars) et de HOI (3 759 millions de dollars). De plus, la SFIEO était redevable à HOI pour un rajustement du fonds de roulement d'une valeur de 122 millions de dollars relativement au transfert initial des actifs à HOI le 1er avril 1999. En guise de règlement, HOI a diminué le compte de capital de ses actionnaires. En pratique, la province a acquitté la dette au nom de la SFIEO, ce qui s'est traduit par une baisse des capitaux propres dans HOI, qui sont passés à 3 637 millions de dollars.

La Société ontarienne de travaux d'infrastructure (Infrastructure Ontario) a été constituée en société de la Couronne sous le régime de la Loi sur les sociétés par actions et elle relève du ministre de l'Énergie et de l'Infrastructure. La province de l'Ontario a accordé à Infrastructure Ontario un prêt subordonné de 50 ans d'une valeur de 1 milliard de dollars contre un billet à ordre qui vient à échéance le 31 mars 2053. Toutefois, Infrastructure Ontario a été exempté, par décret, du remboursement de 200,3 millions de dollars de ce prêt de la province au 30 mars 2010, laissant ainsi un solde de 799,7 millions de dollars au 31 mars 2011. Les intérêts sur le billet, dont le taux est révisé chaque trimestre en fonction du taux d'intérêt des bons du Trésor de trois mois de la province, sont payables chaque trimestre. De plus, au 31 mars 2011, la province a reprêté 1 050 millions de dollars à Infrastructure Ontario au cours de l'exercice.

La Fiducie pour les prêts aux étudiantes et étudiants de l'Ontario a été créée en août 2001 pour accorder des fonds aux étudiants qui fréquentent les établissements d'enseignement approuvés de la province. Ces fonds sont empruntés à la province et accordés aux étudiants ayant présenté une demande approuvée par la Direction du soutien aux étudiantes et étudiants du ministère de la Formation et des Collèges et Universités.

La Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario (SFIEO) est l'entité qui assure la continuité de l'ancienne société Ontario Hydro sur le plan légal. La SFIEO est un organisme de la province de l'Ontario et est responsable du service et du remboursement de la dette de l'ancienne société Ontario Hydro ainsi que de la gestion de certaines autres obligations de cette dernière. La province contracte des emprunts et réaffecte des prêts pour le compte de la SFIEO. De plus, la province lui accorde des prêts à court terme pour répondre à ses besoins de financement à court terme. Au 31 mars 2011, la SFIEO avait des fonds excédentaires totalisant 5,3 millions de dollars.

PRÊTS ET INVESTISSEMENTS – Suite

Pour l'exercice clos le 31 mars 2011

Le 21 janvier 2009, la restructuration du marché canadien du papier commercial adossé à des actifs de tiers gelé a été complétée. En échange, la province a reçu des billets à long terme émis par le véhicule d'actifs cadre (VAC). Les billets à terme adossés à des actifs ont été comptabilisés à la valeur de recouvrement nette lors de l'échange et peuvent être assujettis à un autre ajustement d'évaluation s'il se produit une perte qui n'est pas temporaire. Les remboursements de capital seront reçus pendant la durée des billets.

Les gouvernements de l'Ontario et du Canada, par l'entremise d'Exportation et développement Canada, une société de la Couronne appartenant entièrement au gouvernement du Canada, ont pris des mesures concertées pour assurer la viabilité et la compétitivité à long terme du secteur canadien de l'automobile. L'investissement de la province a représenté le tiers de l'aide financière canadienne totale accordée à General Motors, General Motors du Canada Limitée, Chrysler LLC et Chrysler Canada Ltée pour la restructuration de leurs opérations. Au 1er avril 2010, l'investissement net de la province dans les fabricants d'automobiles se chiffrait à 4 638 millions de dollars. Au cours de l'exercice, l'investissement de la province a été réduit d'environ 975 millions de dollars grâce à des remboursements et à la liquidation de portefeuilles d'actions, ce qui a entraîné un solde de 3 663 millions de dollars au 31 mars 2011.

Pour le compte de la province et de divers organismes de la Couronne de l'Ontario et autres organismes publics, l'Office ontarien de financement (OOF) coordonne les activités d'emprunt et de gestion des risques financiers; offre des services de gestion des investissements à court terme; donne des conseils sur le financement de projets; et fournit des services centralisés de gestion des finances et de la trésorerie. Agissant à titre d'intermédiaire pour la province, l'OOF verse des fonds à plusieurs organismes publics. On s'attend à ce que les revenus de tierces parties servent au remboursement de ces fonds. Les sommes nécessaires à l'octroi de ces prêts sont empruntées auprès de la province. L'OOF continue à gérer les activités postérieures à la vente de l'ancienne Caisse d'épargne de l'Ontario. Elle s'occupe notamment des exigences juridiques et de la liaison avec les anciens clients de la Caisse pour s'assurer qu'on répond adéquatement à leurs besoins.

Depuis 2006, les conseils scolaires reçoivent des prêts dans le cadre de divers programmes. Durant l'exercice qui a pris fin le 31 mars 2011, les conseils scolaires ont reçu d'autres prêts et fait deux versements confondus (capital et intérêts) semestriels. La totalité du montant impayé s'élève à 4 030 millions de dollars (2 622 millions de dollars en 2010). Les taux d'intérêt de ces prêts s'échelonnent entre 3,59 % et 5,38% et les prêts arrivent à échéance entre 2031 et 2036.

La Société des loteries et des jeux de l'Ontario (SLJO) est un organisme de la Couronne de la province créé sous le régime de la *Loi de 1999 sur la Société des loteries et des jeux de l'Ontario*. Le solde des prêts en cours au 31 mars 2011 de 150 millions de dollars (188 millions de dollars en 2010) servant à financer plusieurs projets est constitué de deux prêts à terme dont l'intérêt s'échelonne entre 1,41 % et 3,22 %.

La Société ontarienne des travaux d'infrastructure (Infrastructure Ontario), un organisme de la Couronne créé sous le régime de la *Loi sur les sociétés par actions (Ontario)*, relève du ministre de l'Énergie et de l'Infrastructure. L'OOF a accordé à Infrastructure Ontario une facilité de crédit renouvelable d'une durée de 10 ans pour un montant maximal de 200 millions de dollars. Infrastructure Ontario a contracté un prêt de 123 millions de dollars (100 millions de dollars en 2010) à des taux d'intérêt variant entre 1,98 % et 4,00 %.

L'Office de l'électricité de l'Ontario (OEO), qui a été établi en 2004, n'est pas un organisme de la Couronne, mais plutôt une société sans but lucratif. L'OEO a obtenu un crédit de 975 millions de dollars au maximum pour financer le compte d'écart de la grille tarifaire réglementée. Le crédit expire le 31 décembre 2013. L'OEO a utilisé 30 millions (90 millions de dollars en 2010) de dollars de ce crédit dont les taux d'intérêt s'échelonnent entre 1,21 %. L'OEO a utilisé 30 millions de dollars (90 millions de dollars en 2010) de ce crédit dont l'intérêt est de 1,21 %.

Le Musée royal de l'Ontario a emprunté 42,2 millions de dollars (48,8 millions de dollars en 2010). Ce prêt comprend des prêts à taux fixe (entre 5,04 % et 5,12 %) de 33,2 millions de dollars et des prêts à taux variable (taux actuel de 1,36 %) de 9 millions de dollars. Les prêts en cours doivent être remboursés d'ici mars 2016.

PRÊTS ET INVESTISSEMENTS – Suite

Pour l'exercice clos le 31 mars 2011

La corporation de la ville de Windsor est une municipalité au sens de la *Loi sur les municipalités*. Des fonds ont été accordés pour l'achat, la conception et la construction du Complexe judiciaire de Windsor, qui comprend le palais de justice de la Division provinciale et le quartier général de la police municipale. Le prêt de 20 ans a un taux de 6,41 % et vient à échéance en mars 2021. Le montant impayé au 31 mars 2011 s'élevait à 17,2 millions de dollars (18,4 millions de dollars en 2010).

La Commission de transport Ontario Northland (CTON) est un organisme de la Couronne de la province créé sous le régime de la *Loi de 1990 sur la Commission de transport* Ontario Northland. Les emprunts totaux de la CTON se composent d'emprunts d'amortissement et de deux marges de crédit de fonctionnement de 27,2 millions de dollars (31 millions de dollars en 2010). Les emprunts de 14,9 millions de dollars arrivent à échéance entre 2014 et 2031 et ont des taux d'intérêt s'échelonnant entre 4,9 % et 6,29 %. Les marges de crédit de fonctionnement totalisant 12,3 millions de dollars ont un intérêt variable s'échelonnant entre 1,01 % et 1,36 %.

La Commission des parcs du Niagara, un organisme de la Couronne de la province exploité en vertu de la *Loi de 1990 sur les parcs du Niagara*, a emprunté 6,3 millions de dollars (6,5 millions de dollars en 2010) pour financer des dépenses en immobilisations supplémentaires engagées pour le réaménagement de la phase I de Table Rock House dans le parc Queen Victoria à Niagara Falls. Il s'agit d'un emprunt amorti sur 17 ans dont le taux d'intérêt est de 5,07% et qui arrive à échéance en avril 2027.

Le Centre Centennial des sciences et de la technologie est un organisme de la Couronne de la province créé sous le régime de la *Loi de 1990 sur le Centre Centennial des sciences et de la technologie*. Le prêt de 3 millions de dollars (3,5 millions de dollars en 2010) a été accordé en vue de financer la réalisation de l'initiative des agents de change. Son taux d'intérêt est de 4,35 % et il arrive à échéance en mars 2017.

On a accordé des prêts à des collèges d'arts appliqués et de technologie d'une valeur de 81,9 millions de dollars (71 millions de dollars en 2010) pour divers projets relatifs aux campus, notamment pour la construction de nouvelles résidences d'étudiants ou l'agrandissement de résidences, du matériel informatique, des terrains de stationnement et un projet d'immobilisations visant les économies d'énergie. Ces prêts ont des taux d'intérêt s'échelonnant entre 1,36 % et 5,49 % et arrivent à échéance entre 2011 et 2040.

Conformément au paragraphe 82 (4) de la *Loi sur les régimes de retraite*, le ministre des Finances est autorisé à consentir des prêts sans intérêt au Fonds de garantie des prestations de retraite s'il arrive que le montant que le Fonds de garantie possède à son crédit est insuffisant pour payer des demandes de règlement, notamment celles qui découlent du régime non contributif touchant les employés de l'unité de négociation des travailleurs horaires d'Algoma Steel Inc. et du régime de retraite des salariés d'Algoma Steel Inc. au Canada. En 2003-2004, la province a consenti un prêt de 330 millions de dollars au Fonds de garantie, remboursable en trente paiements annuels égaux de 11 millions de dollars à compter du 1er décembre 2004. L'escompte non amorti représente la valeur de la concession d'intérêt s'appliquant au prêt.

Les hypothèques sont celles qu'assume la province depuis la dissolution de la Société foncière de l'Ontario, le 31 mars 1987.

La *Loi sur l'aide aux propriétaires riverains* est destinée à venir en aide aux personnes désireuses de remettre en état ou de protéger leurs biens immeubles situés sur les rives de cours d'eau, ou adjacents à celles-ci.

Les prêts au titre des crédits d'impôt aux municipalités et aux écoles représentent les remboursements accordés aux municipalités pour les crédits et les remboursements autorisés par la *Loi sur les subventions tenant lieu d'impôt aux municipalités et aux écoles*.

PRÊTS ET INVESTISSEMENTS – Fin

Pour l'exercice clos le 31 mars 2011

La Commission de transport Ontario Northland (CTON) exploite un réseau ferroviaire et assure les communications avec les régions du Nord de la province, notamment au moyen de services de transport par autocar et bateau. La somme de 35 207 935 $ représente le placement en actions des ministères dans la Commission de transport Ontario Northland. La province a versé des subventions s'élevant à 66 167 406 $ (52 599 268 $ en 2009-2010). Après versement des subventions, la Commission a enregistré une perte nette de 10 814 000 $ pour la période de 12 mois ayant pris fin le 31 mars 2011 (perte nette de 25 761 000 $ pour la période de 12 mois prenant fin le 31 mars 2010).

Développement économique : En 2007-2008, le ministère du Développement du Nord et des Mines a accordé un prêt à terme renouvelable de 17 000 000 $, à des conditions du marché, à une société du Nord de l'Ontario pour ses besoins en capital de roulement dans le cadre d'un plan global visant à acquérir l'actif commercial d'une société en faillite du Nord de l'Ontario et de la revitaliser. En 2009-2010, le ministère du Développement du Nord, des Mines et des Forêts a assumé un prêt de 6 197 948 $ accordé à une société du Nord de l'Ontario par un prêteur privé pour satisfaire une garantie de prêt existante. En 2010-2011, le ministère a accordé des prêts de 25 millions et de 8,8 millions de dollars à deux entreprises du Nord de l'Ontario à des fins de développement économique.

Annoncé le 2 juin 2006, le Fonds pour les projets pilotes d'innovation (FPPI) est un programme discrétionnaire de financement, sous réserve de restrictions, administré par le ministère de la Recherche et de l'Innovation, qui se concentre sur la commercialisation et la démonstration technique initiale de technologies, processus et produits verts et innovateurs qui s'avéreront concurrentiels à l'échelle mondiale. Le FPPI vise à aider les entreprises à commercialiser des technologies innovatrices en Ontario.

Le FPPI examinera à des fins de soutien les propositions de soumissionnaires qui conçoivent et commercialisent des technologies novatrices nouvelles et émergentes qui se révèlent parmi les plus concurrentielles et les plus évoluées d'Amérique du Nord. Le FPPI est axé sur les technologies dans les domaines de l'environnement, des énergies de remplacement, des bioproduits, de l'hydrogène et d'autres technologies ayant une importance globale et qui se trouvent à la phase pilote de développement. En se concentrant sur les obstacles technologiques à l'échelle préindustrielle, le FPPI répond au déficit de financement qui est apparent dans la commercialisation de nouvelles technologies. L'on s'attend à ce que les entreprises puissent attester que leur concept a été prouvé et validé, et qu'elles s'attaquent aux problèmes de la mise à niveau nécessaire en vue d'aboutir à des activités commerciales définitives à l'étape préindustrielle. Le FPPI fournira un appui financier s'élevant à 50 % des frais admissibles des projets approuvés. L'aide financière que pourrait offrir le FPPI va d'au moins 100 000 $ à au plus 4 000 000 $ par projet. L'aide financière est garantie et peut être sous forme de prêts à terme, de prêts d'encouragement, de prêts-subventions, d'une participation au capital ou d'un accord de redevances.

Le ministère a octroyé une subvention remboursable de 500 000 $ à Science Nord pour financer la conception, la construction et l'installation d'un cinéma Imax. Les remboursements ont commencé au cours de l'exercice 1996-1997 et représentent 50 % des recettes annuelles nettes.

Le Programme ontarien de prêts pour l'acquisition d'outils de travail est entré en vigueur en septembre 1998 dans le but d'accorder des prêts pouvant atteindre 800 $ aux nouveaux apprentis qui résident en Ontario, afin de les aider à acheter les outils dont ils ont besoin pour leur programme d'apprentissage. Le remboursement du prêt doit commencer un an après la fin des études.

Le Régime d'aide financière aux étudiantes et étudiants de l'Ontario (RAFEO) permet d'offrir une aide financière fondée sur l'évaluation des besoins, sous la forme de prêts et de bourses aux étudiants de niveau postsecondaire admissibles. Le remboursement des prêts à la Fiducie pour les prêts aux étudiantes et étudiants de l'Ontario commence six mois après la fin des études. Si le remboursement du prêt n'est pas effectué et que survient un défaut de remboursement, le prêt devient une dette envers la province et l'Unité de gestion des services de recouvrement de la province entame le processus de recouvrement.

FONDS ET AUTRE PASSIF

Pour l'exercice clos le 31 mars 2011

	Solde au 1er avril 2010 $	Transactions nettes $	Solde au 31 mars 2011 $
Ministère du Procureur général :			
• Fonds d'aide aux victimes	31 485 904	2 576 429	34 062 333
• Bureau du recours civil à l'égard d'activités illicites – *Loi sur les recours civils*	6 982 439	(1 097 190)	5 885 249
• Produits de la criminalité	1 482 349	1 808 340	3 290 689
Ministère de la Sécurité communautaire et des Services correctionnels :			
• Produits de la criminalité	2 460 387	5 538 477	7 998 864
• Fonds de bourses d'études à l'intention des survivants d'agents de sécurité publique	5 295 670	(129 944)	5 165 726
Ministère des Services aux consommateurs :			
• Dépôts — jeux et alcools	3 475 338	1 332 893	4 808 231
Ministère de l'Environnement :			
• Fonds en fiducie d'assurance	27 090 139	141 986	27 232 125
• Caisse de garantie des propriétaires de puits d'élimination des déchets	1 484 931	11 903	1 496 834
• Entente de partage des coûts – Port Loring	1 099 591	(97 579)	1 002 012
Ministère des Finances :			
• Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles	39 984 203	5 198 631	45 182 834
• Réserve pour chèques en circulation	30 143 232	10 218 950	40 362 182
• Intérêt non réclamé sur les obligations entièrement nominatives	10 858 834	(220 098)	10 638 736
Ministère des Services gouvernementaux :			
• Caisse d'assurance des sûretés mobilières	18 161 188	450 092	18 611 280
• Pensions et prestations supplémentaires:			
- Caisse de retraite des juges provinciaux	655 349 876	47 703 900	703 053 776
- Compte des prestations supplémentaires des sous-ministres – Dépôts	45 067 683	(2 037 378)	43 030 305
- Au-delà des prestations suppl. max. – RRF	167 953 039	24 903 992	192 857 031
- Au-delà des prestations suppl. max. – SEFPO	5 780 775	1 039 982	6 820 757
- Régime complémentaire des juges de paix	8 586 490	1 354 108	9 940 598

FONDS ET AUTRE PASSIF – Suite

Pour l'exercice clos le 31 mars 2011

	Solde au 1er avril 2010 $	Transactions nettes $	Solde au 31 mars 2011 $
Ministère de la Santé et des Soins de longue durée :			
• Réserve pour chèques en circulation	18 294 524	(701 871)	17 592 653
Ministère des Affaires municipales et du Logement :			
• Fonds de péréquation de la RGT	4 733 595	(605 667)	4 127 928
Ministère des Richesses naturelles :			
• Fonds de réserve forestier	1 209 075	430 934	1 640 009
• Fonds de reboisement	4 197 175	(2 946 952)	1 250 223
• Pêche et faune	15 046 588	10 697 466	25 744 054
• Parcs Ontario – *Loi sur les parcs provinciaux*	15 428 942	8 869	15 437 811
Ministère du Développement du Nord, des Mines et des Forêts :			
• Fonds de réhabilitation des mines	32 459 877	717 327	33 177 204
Ministère de la Formation et des Collèges et Universités :			
• Fonds d'assurance pour l'achèvement de la formation (FAAF)	3 083 537	4 414 156	7 497 693
Ministère des Transports :			
• Programme international d'immatriculation	5 089 717	139 115	5 228 832
• Régies des routes locales	9 154 390	(84 065)	9 070 325
• Prestation des services – Examens de conduite	4 661 659	62 214	4 723 873

Grâce au Fonds d'aide aux victimes, on pourra veiller à ce que les fonds provenant des amendes supplémentaires fédérales et provinciales servent à aider les victimes. On pourra ainsi garder un compte séparé de ces fonds et reporter les fonds non utilisés à l'exercice suivant.

Le ministère du Procureur général gère un compte spécial lié à la confiscation de biens au civil et aux produits d'activités illicites. Les fonds qui y sont versés servent à indemniser les victimes directes des activités illicites ayant mené à la confiscation, à couvrir une partie des coûts d'administration associés aux cas de confiscation de biens au civil, à venir en aide aux victimes et à prévenir la victimisation.

Le ministère de la Sécurité communautaire et des Services correctionnels et le ministère du Procureur général gèrent chacun un compte spécial qui a été créé pour détenir des sommes d'argent relatives aux produits de la criminalité qui sont recueillies par la Couronne ou en son nom. La province de l'Ontario a conclu un protocole d'entente avec le gouvernement fédéral selon lequel la province s'engage à utiliser les produits de la criminalité pour financer des programmes d'application de la loi et de prévention du crime et pour administrer les frais de justice pénale liés aux causes relatives aux produits de la criminalité. Les ministères effectuent des paiements sur ces comptes selon les modalités établies, et des intérêts sont crédités à ces comptes tous les trois mois.

FONDS ET AUTRE PASSIF – Suite

Pour l'exercice clos le 31 mars 2011

Dans le budget de mai 1997, le gouvernement avait promis de créer un fonds de cinq millions de dollars prévoyant des bourses d'études pour les conjoints et les enfants d'agents de sécurité publique tués dans l'exercice de leurs fonctions. Comme les agents de sécurité publique sont exposés à des risques accrus pour le bien du reste de la société, on estime que la province a une certaine responsabilité à l'égard du bien-être des familles des agents de sécurité publique tués dans l'exercice de leurs fonctions. Le Fonds Joe MacDonald de bourses d'études à l'intention des survivants d'agents de sécurité publique a été établi par décret. Il est géré par un comité consultatif. Le ministère effectue des paiements de ce compte conformément aux modalités établies, et l'intérêt est crédité au compte tous les trois mois.

Les dépôts relatifs aux jeux et alcools ont été créés en vertu de l'article 14 de la *Loi de 1996 sur la réglementation des alcools et des jeux et la protection du public*, qui autorise la Commission des alcools et des jeux à établir des droits et d'autres frais pour veiller à l'application de la *Loi de 1992 sur la réglementation des jeux* et de la *Loi sur les permis d'alcool*. En vertu de l'article 9 de la *Loi de 1992 sur la réglementation des jeux*, tous les auteurs d'une demande et personnes inscrites doivent payer les coûts raisonnables d'une enquête pour l'inscription relative aux jeux. En vertu de l'article 7 de la *Loi sur les permis d'alcool*, un avis public d'une demande de permis de vente d'alcool doit être donné de la manière prescrite. Les dépôts servent à payer les coûts exigés. Au 31 mars 2011, les dépôts relatifs aux jeux s'élevaient à 4 150 615 $ et ceux relatifs aux alcools à 657 616 $, soit un montant total pour ce compte de 4 808 231 $.

Les particuliers et les sociétés sont tenus de verser un dépôt de garantie au ministère de l'Environnement en vue du financement d'opérations de dépollution et de réhabilitation d'un site ordonnées ou autorisées par le ministère. Ces dépôts sont remboursables et sont versés dans un compte portant intérêt auprès du ministre des Finances.

Les exploitants des puits d'élimination des déchets sont tenus de verser des droits au ministère de l'Environnement sur les déchets éliminés dans les puits d'élimination des déchets autorisés en vertu de la *Loi sur la protection de l'environnement*. Ces paiements versés par les particuliers et les sociétés ne sont pas remboursables et sont placés dans un compte portant intérêt auprès du ministre des Finances; ils servent à dédommager toute personne ou organisation, en cas de dommages causés par l'exploitation du puits d'élimination des déchets à des étendues ou à des cours d'eau qui les rendraient inutilisables.

Il s'agit d'un compte spécial portant intérêt, qui est détenu en fiducie pour la collectivité de Port Loring par le ministère de l'Environnement. Il sera utilisé comme subvention de fonctionnement pour un réseau d'alimentation en eau communautaire qui a été construit en raison de la contamination par de l'essence d'eau souterraine qui a affecté des puits privés dans la collectivité.

Le Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles est régi par la *Loi sur l'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles*. Le Fonds puise ses recettes de deux sources : des droits versés chaque année pour la délivrance ou le renouvellement des permis de conduire et des remboursements des créances (les automobilistes responsables non assurés). Les paiements du Fonds ont fait l'objet de plusieurs modifications législatives depuis que le Fonds a été mis sur pied; ces changements sont décrits plus en détail dans les notes afférentes aux états financiers du Fonds que l'on retrouvera au volume 2.

Les chèques en circulation sont les chèques émis par le ministre des Finances qui n'avaient pas encore été encaissés au 31 mars 2011.

L'intérêt non réclamé sur les obligations entièrement nominatives englobe l'intérêt sur les Obligations d'épargne de l'Ontario arrivées à échéance mais n'ayant pas été remboursées au 31 mars 2011.

La Caisse d'ssurance des sûretés immobilières a été créée en vertu de la *Loi sur les sûretés mobilières* et des règlements connexes et comprend les demandes d'indemnisation faites en vertu de la *Loi sur le privilège des réparateurs et des entreposeurs*. Toute personne qui subit une perte ou des dommages attribuables à une erreur ou une omission touchant un dossier d'enregistrement de sûretés mobilières peut avoir droit à une indemnité. En vertu des règlements, 1 % des droits d'enregistrement et des paiements d'intérêts annuels déterminés par le gouvernement par voie de décret sont versés dans la Caisse.

FONDS ET AUTRE PASSIF – Suite

Pour l'exercice clos le 31 mars 2011

Le compte de la Caisse de retraite des juges provinciaux, le régime complémentaire des juges de paix, le Compte des avantages sociaux supplémentaires des sous-ministres et d'autres comptes d'avantages sociaux supplémentaires font partie du Trésor de la province. Ces comptes renferment toutes les cotisations et tous les intérêts gagnés moins les prestations de retraite et avantages connexes versés. Les montants qui y sont comptabilisés par la province constituent le seul actif de ces régimes.

Les chèques en circulation sont les chèques émis par le ministère de la Santé qui n'avaient pas encore été encaissés au 31 mars 2011.

En vertu de la *Loi de 2000 sur la réforme du logement social*, les coûts du logement social dans la RGT sont répartis équitablement entre les municipalités. Le ministère facilite le transfert des fonds en recevant les paiements exigés qu'effectuent les municipalités visées de la RGT et en les remettant à celles qui y ont droit. Le 31 mars 2011, le solde représentait les fonds reçus mais qui n'avaient pas été versés pendant l'exercice.

La *Loi sur la durabilité des forêts de la Couronne* (la « Loi ») prévoit l'établissement de Fonds de réserve forestier. Ces fonds servent aux fins suivantes : 1) le paiement des frais de sylviculture pour une terre sur laquelle du bois de la Couronne est mort ou endommagé par suite d'un incendie ou par des causes naturelles; 2) le paiement des frais de sylviculture pour une terre assujettie à un permis, si le titulaire du permis devient insolvable; 3) le paiement de programmes d'aménagement intensif des peuplements et de lutte antiparasitaire relativement au bois de la Couronne.

L'Assemblée législative a adopté récemment des modifications à la *Loi sur la durabilité des forêts de la Couronne* (la « Loi ») afin de prévoir l'établissement de fonds de reboisement. Ces fonds visent à assurer la durabilité des forêts de la Couronne et, en accord avec cet objectif, à gérer ces forêts de façon à répondre aux besoins sociaux, économiques et environnementaux des générations actuelles et futures. Les paiements pour le reboisement sont versés au ministre des Finances par les titulaires d'un permis qui coupent du bois dans une région assujettie à une entente en vertu de l'article 6 de la Loi.

Un compte distinct figure dans le Trésor pour le programme de la pêche et de la faune, lequel représente les recettes provenant spécifiquement de la vente de permis ainsi que d'autres sources de recettes. Ces fonds servent à couvrir les dépenses occasionnées par le programme.

En vertu de la *Loi sur les parcs provinciaux*, un compte spécial a été créé au sein du Trésor à l'intention du programme Parcs Ontario. On y recueille les recettes des parcs provinciaux et d'autres sources connexes et les fonds ainsi accumulés servent à compenser les dépenses du programme.

Le Fonds de réhabilitation des mines est un compte particulier qui a été établi au sein du Trésor en 1994. On y dépose l'argent reçu comme garantie financière pour les fermetures de mines, conformément à l'article 145 de la *Loi sur les mines*, L.R.O. 1990, chap. M. 14.

Le Fonds d'assurance pour l'achèvement de la formation (FAAF) est une disposition de la *Loi de 2005 sur les collèges privés d'enseignement professionnel* (Loi). Le FAAF est administré par le surintendant des collèges privés d'enseignement professionnel avec l'aide du Conseil consultatif du Fonds d'assurance pour l'achèvement de la formation, dont les membres sont nommés par le ministre de la Formation et des Collèges et Universités. Si un collège privé d'enseignement professionnel ferme, la sûreté financière de ce collège servira à l'achèvement de la formation des étudiants ou à des remboursements. Une fois que la sûreté financière aura été éliminée, les réclamations des étudiants en souffrance seront payées à partir du FAAF.

FONDS ET AUTRE PASSIF – Fin

Pour l'exercice clos le 31 mars 2011

Le programme international d'immatriculation (IRP) est une entente nord-américaine qui facilite la perception et la distribution des droits d'immatriculation des véhicules utilitaires à tous les territoires qui en sont parties. Ces droits sont calculés en fonction de la distance parcourue dans chaque territoire. Toutes les provinces canadiennes et tous les États américains en sont membres. Le compte de passif de l'IRP représente les droits d'immatriculation perçus auprès des entreprises ontariennes de transport par camions et par autocars qui ont été déposés dans un compte bancaire américain ouvert par le gouvernement de l'Ontario pour le compte des territoires américains membres de l'IRP. Les recettes ainsi générées sont accumulées et distribuées tous les mois aux territoires américains et canadiens membres de l'IRP.

Le compte de passif des régies des routes locales représente des fonds déposés au Trésor par diverses régies des routes locales et par le gouvernement fédéral, pour les régies des routes locales, aux termes du programme de paiements de transfert du Fonds de la taxe sur l'essence, pour des travaux de voirie que le ministère n'a pas encore effectués. Une régie des routes locales est constituée d'un ou de plusieurs propriétaires de terrains dans un territoire non érigé en municipalité; on dénombre de 300 à 350 régies des routes locales en activité dans la province. Les travaux de voirie qui doivent être effectués sont déterminés au cours d'une rencontre annuelle entre les régies des routes locales et les représentants du ministère. Ces travaux peuvent être des réparations urgentes, de l'entretien général ou des travaux de modernisation des immobilisations.

Le compte particulier créé pour la diversification des modes de prestation des services d'examen de conduite prévoit que Serco DES Inc. remettra tous les mois au gouvernement la somme de 200 000 $ pour toute la durée du contrat de dix ans. Le MTO puisera dans ce compte pour payer les coûts de surveillance du délégué, gérer les rapports établis avec ce dernier et s'assurer qu'il respecte les exigences. Ces fonds sont utilisés pour fournir un moyen neutre, sur le plan financier, de contrebalancer les coûts engagés pour s'assurer que Serco respecte les exigences et d'établir, au sein du ministère, un bureau chargé de surveiller cette société et de gérer les rapports établis avec elle.

PASSIF ÉVENTUEL – OBLIGATIONS GARANTIES PAR LA PROVINCE DE L'ONTARIO

Pour l'exercice clos le 31 mars 2011

PRÊTS GARANTIS

	Année d'émission	Taux d'intérêt	Encours au 31 mars 2011	Références
		%	$	
MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES AFFAIRES RURALES				
Programme de garanties d'emprunt pour les produits agricoles	2009-10	Divers	9 332 004	(1)
Programme ontarien de garanties d'emprunt pour l'élevage des bovins d'engraissement	2009-10	Divers	16 343 250	(2)
Régime AgriPLUS de fonds commun pour les prêts aux collectivités rurales	2009-10	Divers	746 344	
TOTAL, MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES AFFAIRES RURALES			26 421 598	
MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT				
Société ontarienne d'hypothèques et de logement de l'Ontario, Programme de financement hypothécaire dans le cadre du programme « Maisons pour de bon »	1989	Divers	52 956 733	(3)
TOTAL, MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT			52 956 733	
MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DU NORD, DES MINES ET DES FORÊTS				
Rosko Forestry Operation Ltd.	2008	5,25	591 352	
Global Sticks	2009	6,00	1 457 333	
Global Sticks	2010	6,45	1 316 744	
Hanover Veneer	2008	Préférentiel+1	465 057	
TOTAL, MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DU NORD, DES MINES ET DES FORÊTS			3 830 486	

PASSIF ÉVENTUEL – OBLIGATIONS GARANTIES PAR LA PROVINCE DE L'ONTARIO – Suite

Pour l'exercice clos le 31 mars 2011

PRÊTS GARANTIS – Suite

	Année d'émission	Taux d'intérêt	Encours au 31 mars 2011	Références
		%	$	
MINISTÈRE DE LA FORMATION ET DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS				
Régime de prêts aux étudiantes et étudiants de l'Ontario:				
Catégorie A	Divers	Préférentiel	9 448 372	
Catégorie B	Divers	Préférentiel+1	1 697 610	
Catégorie C	Divers	Préférentiel+1	134 582 106	
TOTAL, MINISTÈRE DE LA FORMATION ET DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS			145 728 088	
TOTAL DES PRÊTS GARANTIS			**228 936 905**	
AUTRE GARANTIES :				
MINISTÈRE DES FINANCES				
Société ontarienne d'aménagement municipal	1991	9,17 to 11,04	73 865 000	(4)
Facilité de prêt offerte par la United Communities Credit Union à la Pelee Island Co-operative Association	2005	4,75	588 454	(5)
TOTAL, MINISTÈRE DES FINANCES			74 453 454	
TOTAL DES AUTRES GARANTIES			**74 453 454**	
TOTAL DU PASSIF ÉVENTUEL			**303 390 359**	

GARANTIES FINANCIÈRES :

MINISTÈRE DES FINANCES

Deux ententes existent pour donner suite aux exigences en matière de délivrance de permis de la Commission canadienne de sûreté nucléaire (CCSN) relativement aux garanties financières en ce qui concerne les obligations liées au déclassement de la centrale nucléaire et à la gestion des déchets nucléaires d'Ontario Power Génération Inc. (OPG). Une entente donne à la CCSN accès (dans des cas prescrits) au fonds distinct créé aux termes de l'Ontario Nuclear Funds Agreement (ONFA). L'autre entente conclue entre la province et la CCSN donne une garantie provinciale directe à la CCSN pour le compte de l'OPG. Cette entente, jusqu'à hauteur de 1 545 millions de dollars, en vigueur le 1er mars 2010, a trait à la partie des obligations liées au déclassement des centrales et à la gestion des déchets nucléaires qui n'est pas couverte par la valeur du fonds distinct au 1er janvier 2009. En retour, la province a reçu de l'OPG une commission de garantie équivalant à 0,5 % de la valeur de la garantie provinciale directe.

PASSIF ÉVENTUEL - OBLIGATIONS GARANTIES PAR LA PROVINCE DE L'ONTARIO – Fin

Au 31 mars 2011

Références :

1. Le passif maximal de la province pour le programme se situe à 200 000 000 $.
2. Le passif maximal de la province pour le programme se situe à 80 000 000 $.
3. Le gouvernement provincial a garanti des prêts totalisant 92 900 000 $ millions de dollars tirés du RPC par la SLO aux fins du projet « Maisons... pour de bon ». Depuis 1993, la plupart de ces prêts ont été refinancés dans le secteur privé, sauf les prêts liés au logement des étudiants (52 956 733 $) et les fonds mis en disponibilité ont été avancés au ministère des Finances. Comme ce ministère comptabilisera son prêt de 39 943 267 $ en tant que passif, ce montant devrait être exclu de la garantie.
4. Conformément à la *Loi de 1993 sur le plan d'investissement*, la Société ontarienne d'aménagement municipal (SOAM) a cessé d'exister, et son actif et son passif ont été transférés à l'Office ontarien de financement le 15 novembre 1993. La SOAM a contracté des emprunts auprès du Régime de pensions du Canada et de la province, dont la SOAM s'est servie pour accorder des prêts à des municipalités et à des conseils scolaires selon des modalités semblables à celles de ces emprunts.
5. La province a garanti le remboursement d'une facilité de crédit offerte par la United Communities Credit Union Limited à la Pelee Island Cooperative Association pour une période commençant le 11 mai 2010 et se terminant le 1er avril 2015 au plus tôt ou le remboursement de tous les montants empruntés. Le montant maximal garanti est de 0,6 million de dollars, avec les intérêts, les coûts et les charges connexes impayés.

* CRÉANCES EXIGIBLES DE LA COURONNE

Au 31 mars 2011

La Couronne fait actuellement l'objet d'un certain nombre d'actions en justice déjà entamées ou non par les parties énumérées ci-dessous. Ces poursuites concernent notamment des ruptures de contrat, des dégâts matériels ou des préjudices causés à des particuliers. Bien qu'on ne connaisse pas encore les montants en cause, on prévoit cependant qu'ils devraient, dans chaque cas, être supérieurs à 50 millions de dollars.

1. Dudley Abbot et autres (détenteurs d'actions privilégiées de Crown Trust).
2. Theriault en ce qui concerne les concessions minières à Hemlo Gold Mines.
3. Mary Lou LaPratte, Roland LaPratte, Sheila Horrell, Arthur Horrell et autres (recours collectif proposé).
4. Monaghan, John Richard c. Sa Majesté la Reine, le procureur général et le solliciteur général avec la Police provinciale de l'Ontario.
5. Arnold Guettler, Neo-Form Corporation et Neo-Form North America Corporation c. Sa Majesté la Reine et autres concernant une accusation malveillante de la part de la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario et la saisie de biens par le procureur général sans autorisation légale.
6. R. Shawn A. Cantlon, soi-disant avis d'action projetée dans lesquels le plaignant demande une compensation financière. Il est impossible de déterminer les fondements d'une soi-disant demande.
7. Augier, Gideon McGuire, allégation de complot mettant en cause diverses autorités, dont le ministère du Procureur général, l'OPP et la GRC dans le but d'influencer la conduite du procès criminel du plaignant.
8. Deep, D[r] Albert Ross, avis de demande alléguant que le vérificateur du ministère de la Santé a communiqué ses conclusions aux policiers de Toronto, entraînant l'arrestation illégale, la poursuite malveillante et la diffamation du plaignant.
9. Mastronardi, Giovanna, avis de demande de dommages-intérêts à la suite de nombreuses insinuations et déclarations fausses, diffamatoires et trompeuses faites de vive voix aux membres de la famille de la plaignante pendant une enquête de la CSPAAT.
10. Société General Motors, demande de contribution et indemnité par un tiers à la suite d'un accident survenu le 22 mars 1996 à l'angle de l'autoroute 401 et de Wellington Road alors que le plaignant a perdu la maîtrise de son véhicule à cause de la glace sur la route.
11. Adam's Mine Rail Haul, avis de demande de dommages-intérêts pour le non-respect d'une convention d'achat et de vente conclue entre le plaignant et le ministère des Richesses naturelles.
12. Twain, Jim, chef, demande de dommages-intérêts pour négligence et violation de contrat, d'obligations fiduciaires et de droits issus d'un traité.
13. Syndicat international des employés professionnels et de bureau et Syndicat des employées et employés de la fonction publique de l'Ontario, allégations de négligence, de déclaration trompeuse, de manquement à l'obligation fiduciaire, de dépossession sans indemnisation et d'incitation à rompre son contrat relativement aux régimes de retraite lorsque le gouvernement a fait passer les emplois des municipalités aux nouveaux centres d'accès aux soins communautaires en 1996.
14. Harrison, John Arthur, avis d'action et demande de dommages-intérêts pour manquement aux devoirs et abus de procédure.
15. Whole World Trade Ltd. pour des dommages découlant de violations présumées aux règles de stationnement et au code du bâtiment et corruption par la police et un conseiller municipal relativement aux biens-fonds situés au 418 et 422, avenue Brookdale.
16. Sarazin, Daniel Lynden : recours collectif sur le délit de génocide découlant de la prise de conscience permanente du génocide dont font preuve tous les paliers de gouvernement à l'endroit de la nation Algonquin.
17. Brown, Vincent : avis de demande en dommages-intérêts après avoir fait part aux autorités d'une tentative d'assassinat à l'endroit du premier ministre. Le plaignant allègue qu'il a fourni ces renseignements en échange de son immunité, d'un emploi et d'un paiement.
18. AXA Canada, et al : (Corsine, Allison) : Corsine, Allison : déclaration selon laquelle les demandeurs allèguent que leurs domiciles et leurs commerces ont subi des dommages matériels importants à la suite d'un débordement des réseaux pluviaux et d'égouts de la Ville le 15 juillet 2004.
19. Leclair, Dianne : recours collectif envisagé par l'Association des infirmières et infirmiers de l'Ontario relativement au transfert des rentes du Régime de retraite des employés municipaux de l'Ontario au Hospitals of Ontario Pension Plan.

* CRÉANCES EXIGIBLES DE LA COURONNE – Suite

Au 31 mars 2011

20. Chuang, David, D[r], D.M.D. : demande en dommages-intérêts selon laquelle le demandeur allègue avoir été victime de diffamation, de manquement à une obligation fiduciaire, d'action fautive dans le cadre d'une charge publique, d'injustice, d'embarras, de harcèlement, d'humiliation, etc. L'Ordre royal des chirurgiens dentistes de l'Ontario a retiré le permis du demandeur pour inconduite sexuelle.
21. Greenfield Ethanol (anciennement Commercial Alcohols Inc.) et Suncor sont les seuls fabricants d'éthanol (carburant à base de maïs) en Ontario. Greenfield Ethanol se plaint que l'Ontario a accordé un traitement préférentiel à Suncor et exige que la province la traite sur le même pied que Suncor.
22. Sood, Vishvander : déclaration de modification d'une demande de dommages-intérêts dans laquelle le demandeur allègue avoir été victime de complot et de violation de ses droits.
23. Nazarali, Hassan c. Ontario : demande en dommages-intérêts pour les motifs suivants : application erronée de la loi par des fonctionnaires judiciaires dont un juge de paix et un juge de première instance, arrestation illégale, et détention illégale sans compétence.
24. D[r] Jeffrey Lipsitz c. Ontario : demande selon laquelle, lors de l'inspection et de la régularisation des centres de troubles du sommeil, qui appartiennent au plaignant, les défendeurs ont fait preuve d'un comportement tortueux (conspiration, ingérence illégitime dans les relations économiques, abus de procédure, négligence dans l'exécution d'une obligation d'origine législative, abus de fonctions publiques, et enquête négligente dans une intention malveillante.
25. Mallory, Richard et autres c. SMRCO : Le plaignant prétend que la Couronne, la poursuivante, et divers agents de police ont conspiré pour dissimuler le fait qu'ils savaient apparemment qu'ils se fondaient sur de faux témoignages de leurs principaux témoins pour arrêter illégalement le plaignant, le déclarer coupable et l'emprisonner.
26. Plaunt, Donald contre Sa Majesté la reine du chef de l'Ontario et autres – Objet : Réclamation pour poursuite abusive, enquête négligente, abus de pouvoir, séquestration, complot en vue de nuire et violation de droits garantis par la Charte déposée par le plaignant et concernant ses nombreuses arrestations en raison de prétendues infractions sexuelles perpétrées sur des mineurs.
27. Williams, James-Andrew contre Banque HSBC, et autres; Williams, James-Andrew contre Banque TD et autres – Objet : Affaire litigieuse au civil mettant en cause deux banques et une voiture. Le plaignant veut un redressement incompréhensible à l'encontre d'un certain nombre de parties.
28. Empire Communications Ltd. & Empire Pleasantview Communities Ltd. contre Sa Majesté la reine du chef et la Société immobilière de l'Ontario – Objet : Revendications territoriales.
29. Dolmage à titre de tuteur à l'instance de Marie Slark et Jim Dolmage à titre de tuteur à l'instance de Patricia Seth contre Sa Majesté la reine et le Centre régional de la Huronie.
30. McNamara, Michael et autres : Le plaignant prétend que pendant qu'il était commissaire de l'Ontario Athletics Commission (OAC), M. Hayashi avait un intérêt bénéficiaire dans un ou plusieurs clubs d'arts martiaux, a abusé de son pouvoir, a fait preuve de négligence, n'a pas tenu compte des infractions de la part de combats concertés dans le domaine des arts martiaux, et a empêché la tenue de combats concertés dans le domaine du kick-boxing professionnel.
31. Sidhu, Avtar contre Sa Majesté la reine du chef de l'Ontario (Ministère du Procureur général) : Loi de 1992 sur les recours collectifs, confirme que la présente instance est un recours collectif; déclare que le défendeur a enfreint les articles 7 et 14 de la Charte; ordonnance exigeant que le défendeur respecte ses obligations aux termes de ces articles; dommages-intérêts pour infraction à ces articles; ordonnance exigeant que le défendeur réévalue tous les interprètes judiciaires au moyen d'un test approprié et en fonction de normes adéquates et communique les résultats de ces tests aux personnes inscrites au recours collectif.
32. Weninger Farms Ltd., Stanley Koscik an Linda Koscik c. Sa Majesté la Reine du chef de l'Ontario et Sa Majesté la Reine du chef du Canada : allégation que l'Ontario a délibérément omis d'exécuter la *Loi de la taxe sur le tabac* et la *Loi sur la taxe de vente au détail* sachant que cela permettrait d'augmenter les ventes et la fabrication de produits du tabac de contrebance et de diminuer les ventes des produits du tabac des demandeurs.
33. Magnotta Winery Corporation et al. c. la CAJO et al. : allégations que la politique « Made Policy » qui impose des restrictions sur la vente de produits alcooliques a été établie de façon inéquitable et exerce une discrimination à l'égard de l'entreprise du demandeur.

* CRÉANCES EXIGIBLES DE LA COURONNE – Suite

Au 31 mars 2011

34. Mayotte, Michael c. Sa Majesté la Reine du chef de l'Ontario : allégation que l'Ontario a omis de fournir une compensation adéquate et a manqué à son obligation d'agir de bonne foi à l'égard des membres du réseau de bureaux de l'immatriculation et des permis de conduire privés depuis 2003.
35. Karas, et al. : poursuite contre LAWPRO et al. en raison de poursuite malveillante, de négligence lors d'une enquête et de dommages lies à la charte dans le cadre d'une poursuite contre les demandeurs pour incendie criminel.
36. Alderson c. le Bureau de santé de Grey Bruce (agissant en tant que mandataire, a fait preuve de négligence pour avoir délivré des permis et donné des approbations pour des fosses septiques qui sont, selon les allégations, désormais défectueuses), le procureur général du Canada et Sa Majesté la Reine du chef de l'Ontario telle que représentée par le ministère de l'Environnement de l'Ontario et le ministère de la Santé et des Soins de longue durée de l'Ontario.
37. Vivace Tavern et House of Lancaster c. Sa Majesté la Reine du chef de l'Ontario, le commissaire de la Police provinciale de l'Ontario et la Commission des alcools et des jeux de l'Ontario pour des raisons d'abus, de conspiration visant des blessures, de détérioration de preuves et de dommages-intérêts punitifs.
38. McSheffrey c. Sa Majesté la Reine du chef de l'Ontario : recours collectif d'employés du SEFPO allégant une assertion négligente et inexacte et des pertes financières à l'égard de leurs prestations de retraite en raison de leur transfert aux centres d'accès aux soins communautaires.
39. Keatley Surveying Ltd. c. Teranet Inc. : recours collectif contre Teranet pour dommages-intérêts pour infraction à la *Loi sur le droit d'auteur*, relativement au système électronique d'enregistrement immobilier.
40. McQuade, Miranda et Barber Mike c. Toronto Police Services Board, AG Canada, Region of Peel Police Service et Sa Majesté la Reine (Ontario) : recours collectif proposé découlant des mesures prises par des agents de police de sûreté lors du sommet du G20.
41. Xu, Rui Bin c. le juge de paix B. Souliere, cour pour les infractions provinciales de l'Ontario à Ottawa : parjure et complice au parjure. Le plaignant allègue que les défendeurs l'ont persécuté.
42. Xu, Rui Bin c. le juge Jean-Marie Bordeleau, Cour de justice de l'Ontario : voies de fait parce qu'il aurait dit que le plaignant était « bizarre ou quelque chose ». La réclamation est sensiblement la même que les réclamations contre le juge Jean-Marie Bordeleau faites devant la cour fédérale en 2008 et 2009.
43. W. Ross Macdonald School for the Blind c. Sa Majesté la reine du chef de l'Ontario. La réclamation est faite par un ancien élève et pensionnaire qui a fréquenté l'école et y a été pensionnaire entre 1954 et 1965.
44. Sud-Ouest – Rosalind Bechard en tant que tutrice à l'instance pour Mary Ellen Fox, plaignante, et la Couronne, défendeur. Un recours collectif a été intenté par des plaignants représentants alléguant que des pensionnaires ont subi des dommages en raison du traitement et des soins reçus lorsqu'ils vivaient au centre régional Huronia entre 1876 et 2008.
45. Pinder, Pinder, Diane, et autres c. Sa Majesté la reine du chef de l'Ontario, et autres : demande en dommages-intérêts découlant de l'homicide délictuel de Douglas Minty, qui a été tué par balles par PC Graham Sequin le 22 juin 2009. Les plaignants allèguent que, lors de l'enquête, le sergent s'est conduit d'une façon qui contrevenait à la *Loi sur les services policiers*.
46. Rideau – David Mckillop par sa tutrice à l'instance Christine Victoria Grace Clarke et la Couronne, défendeur. Un recours collectif a été intenté par des plaignants représentants alléguant que des pensionnaires ont subi des dommages en raison du traitement et des soins reçus lorsqu'ils vivaient au centre régional Huronia.
47. Trillium Power Wind Corporation c. Sa Majesté la reine du chef de l'Ontario, représentée par les ministères des Richesses naturelles, de l'Environnement et de l'Énergie et de l'Infrastructure : réclamation pour dommages-intérêts découlant de la révocation de son statut d'auteur de demande inscrit au dossier et d'entreprise exclusive inscrite pour le développement de l'énergie éolienne sur les terres de la Couronne en vertu de la *Loi de 2009 sur l'énergie verte*.
48. Gerald Guy Brummell c. le procureur général de l'Ontario et autres : réclamation pour dommages-intérêts découlant du harcèlement de la conjointe du plaignant par un détective de la Police provinciale de l'Ontario.
49. Brett, L. Brenda et Wells, C. Thomas : recours collectif portant sur la contamination d'un bien-fonds situé à proximité de la mine dans le village de Deloro.

* CRÉANCES EXIGIBLES DE LA COURONNE – Suite

Au 31 mars 2011

50. Anderlis Leasing Enterprises et al. (recours collectif) concernant l'élimination des activités de Monte Carlo itinérantes et leur remplacement par des casinos de bienfaisance permanents.
51. Northern Diamond Gaming Services Limited et Diamond Gaming Services Inc. et autres.
52. First Class Casinos et Mr. Casino Inc. c. Sa Majesté la Reine concernant l'élimination des activités de Monte Carlo itinérantes et leur remplacement par des casinos de bienfaisance permanents.
53. 1191067 Ontario Inc., Silvo Di Gregorio et Tom Jones concernant l'exploitation de casinos de bienfaisance permanents.
54. Les Chippewas de Sarnia, les Chippewas de Kettle Point et autres contre l'Ontario, Polysar Hydrocarbons Limited et autres.
55. Clifford Meness et al., en leurs noms et en celui des autres membres de la bande indienne des Algonquins de Golden Lake.
56. Roger Southwind au nom de la bande indienne du Lac Seul.
57. Première nation de Moose Factory et al. contre Spruce Falls Power and Paper Company Limited.
58. Première nation de New Post et al. contre Spruce Falls Power and Paper Company Limited.
59. Première nation de Beaver House contre Sa Majesté la Reine.
60. Les Premières nations des Chippewas de Saugeen et de Nawash concernant la péninsule Bruce.
61. Première nation de Missanabie Cree contre l'Ontario et le Canada.
62. Six-Nations de la Bande indienne de la rivière Grand.
63. La Première nation de Mishkeegogamang et 17 autres.
64. Bande indienne de Wikwemikong en ce qui concerne le titre autochtone sur les îles du lac Huron et la baie Georgienne.
65. Les Chippewas de Sarnia en ce qui concerne le titre autochtone sur une large parcelle de terre dans la ville de Sarnia.
66. Mississauga de Alderville, Beausoleil, Chippewas de Georgia Island, Mnjikaning (Rama), Curve Lake Hiawatha et la Première nation de Scugog Island.
67. Wesley Big George au nom de sept Premières nations du lac des Bois c. Sa Majesté la Reine.
68. Première nation Big Grassy (Mishkosiimiiniiziibing) et Premières nations Ojibways de Onigaming dont les territoires sont adjacents à la région du lac des Bois et de la rivière Winnipeg qui sont signataires du traité 3 et qui réclament des dommages-intérêts pour les inondations qui se sont produites entre 1887 et 1892.
69. Première nation Wauzhushk Onigum et Première nation Ochiichagwe'babig o'ining et Premières nations de Washagamis Bay.
70. Premières nations de Walpole Island en ce qui concerne le titre autochtone de certaines sections du Sud-Ouest de l'Ontario quant à l'utilisation des terres et l'indemnisation.
71. Chef Roy Michano de la Première nation Begetikong Anishnabe (aussi appelée les Ojibways de Pic River), le conseiller Duncan Michano et le conseiller Arthur H. Fisher, concernant le titre autochtone d'une vaste superficie de terres sur la rive nord-est du lac Supérieur.
72. Demande de rente présentée par la Première nation de Whitesand; le plaignant sollicite un jugement déclaratoire selon lequel la rente plus élevée payable en vertu du Traité Robinson-Supérieur de 1850 n'a pas été payée.
73. Première nation de Moose Deer Point; déclaration d'indemnisation pour cause de manquement à l'obligation fiduciaire et jugement déclaratoire selon lequel les plaignants ont des droits issus d'un traité tels qu'indiqués dans l'allocution de Samuel Peters Jarvis en 1837.
74. Kinew, Tobasonakwut c. le Canada et l'Ontario concernant le manquement à l'obligation fiduciaire associée à la gestion des pêches.
75. Première nation de Garden River, réserve n° 14, demande concernant les limites des terres des Premières nations en vertu du traité Robinson-Huron.
76. Sinclare, Alfred, concernant cinq poursuites par la bande de Washagainis Bay près de Kenora relativement à des jugements déclaratoires selon lesquels 10 îles du lac des Bois constituent une réserve et que l'Ontario a manqué à ses devoirs envers la bande.
77. Première nation n° 58 de Longlac. Les plaignants allèguent qu'ils possèdent un titre ancestral exclusif visant une partie de la rive du lac Supérieur.

* CRÉANCES EXIGIBLES DE LA COURONNE – Fin

Au 31 mars 2011

78. Première nation de Biinjitiwaabik Zaaging Anishinabek (bande de Rocky Bay) : demande selon laquelle les demandeurs allèguent qu'ils détiennent un titre ancestral exclusif sur une zone longeant la rive du lac Supérieur.
79. Première nation de Sand Point : demande selon laquelle les demandeurs allèguent qu'ils détiennent un titre ancestral exclusif sur une zone longeant la rive du lac Supérieur.
80. Première nation Pic Mobert : demande selon laquelle les demandeurs allèguent qu'ils détiennent un titre ancestral exclusif sur une zone longeant la rive du lac Supérieur.
81. Première nation Pays Plat c. le Canada et l'Ontario : cette poursuite demande une déclaration de titre ancestral et des mesures réparatoires connexes relativement aux terres situées sur la rive nord du lac Supérieur. Les demandeurs sont des Indiens Ojibway membres de la Première nation Pawgwashing, alias la Première nation Pays Plat. Ils prétendent qu'ils n'ont jamais signé le Traité Robinson-Supérieur de 1850 et qu'ils ne sont pas liés par celui-ci.
82. Poursuite en dommages-intérêts d'Agency One : revendication éventuelle d'un tiers intentée par le Canada contre l'Ontario et Fort Frances demandant un recours récursoire et le versement d'une indemnité pour dommages pour motif de fiducie constructoire.
83. Première nation Long Lake No. 58 : Demande en dommages-intérêts pour négligence, manquement à l'obligation fiduciaire, intrusion, nuisance et perte économique par suite de l'emploi du bassin hydrographique de Long Lake aux fins de l'exploitation financière et de la production d'électricité.
84. Atikameksheng Anishnawbek c HMQRO, et autres : avis de demande déposé contre le Procureur général du Canada et Sa Majesté la reine en chef de l'Ontario en ce qui concerne notamment un manquement à des obligations fiduciaires pour défaut de fournir au demandeur une clause de réserve conformément aux modalités écrites et orales du Traité Robinson-Huron de 1850.
85. Wabaseemoong Independent First Nations de One Man Lake, Whitedog and Swan lake (anciennement connus sous l'appellation collective « Islington Indian Band ») contre le Canada, l'Ontario, OPG et la SFIEO.
86. Corporation de la ville de Fort Frances contre le procureur général du Canada, et autres sous forme de demande entre défendeurs dans la poursuite 98-0743 intentée par la Première nation Couchiching, la Première nation Naicatchewinin, la Première nation Nicickousemenacaning et la Première nation stanjikoming.
87. Première nation crie de Kapuskasing c. Sa Majesté la reine du chef de l'Ontario, le ministre des Affaires autochtones, Ontario Generation et autres : dommages-intérêts pour ingérence quant au titre et aux droits autochtones sans consultation, diverses déclarations, l'annulation de diverses décisions et approbations provinciales, et une ordonnance obligeant une reconnaissance en vertu de la *Loi sur les Indiens* et l'établissement d'une réserve.
88. Peter Fallis c. l'Ontario, relativement aux droits exigés aux termes de la *Loi sur l'enregistrement des actes* et de la *Loi sur l'enregistrement des droits immobiliers* pour l'enregistrement foncier, qui constitueraient des taxes, ce qui n'est pas permis aux termes des lois.
89. Grant Forest Products Inv. c. Ontario : avis en vertu de la LIICC concernant le remboursement des modifications de la valeur résiduelle aux termes de la *Loi de 1994 sur la durabilité des forêts de la Couronne* depuis le 1er avril 1995.
90. Direk c. l'Ontario : Avis de question constitutionnelle reçu le 10 septembre 2009, demande inintelligible.
91. DaSilva-Mepham c. le Canada et l'Ontario : recours collectif pour dommages-intérêts pour des impôts perçus et des droits de récolte refusés d'après la définition de statut en vertu de la *Loi sur les Indiens* qui a été déterminée comme étant discriminatoire.
92. Poursuites devant la Commission du droit d'auteur du Canada mettant en cause Access Copyright, le ministère de l'Éducation de l'Ontario et tous les conseils et administrations scolaires financés par les fonds publics.
93. Gallo c. Canada (Ministère de l'Environnement et des Richesses naturelles de l'Ontario) pour infraction alléguée au chapitre 11 de l'ALENA en raison de la fermeture de la mine Adams Lake pour en faire une installation d'élimination des déchets.

* Mis à jour en fonction des modifications jusqu'à la date de publication des Comptes publics. 63 des réclamations susmentionnées ont été évaluées comme « indéterminables ». Les autres ont été évaluées « improbables ».

Le présent document est publié en français et en anglais.
On peut en obtenir une version sur CD-ROM dans l'une ou l'autre langue auprès de :

Publications ServiceOntario
Téléphone : 416 326-5300
Sans frais : 1 800 668-9938
Téléimprimeur (ATS) sans frais : 1 800 268-7095
Site Web : www.serviceontario.ca/publications
Pour en obtenir une version électronique, il suffit de consulter le site Web du ministère des Finances à www.fin.gov.on.ca

This publication is available in English and French. CD-ROM copies in either language may be obtained from:

ServiceOntario Publications
Telephone: (416) 326-5300
Toll-free: 1-800-668-9938
TTY Toll-free: 1-800-268-7095
Website: www.serviceontario.ca/publications
For electronic access, visit the Ministry of Finance website at www.fin.gov.on.ca

© Imprimeur de la Reine pour l'Ontario, 2011
ISSN 0833-1189 (Imprimé)
ISSN 1913-5564 (En ligne)